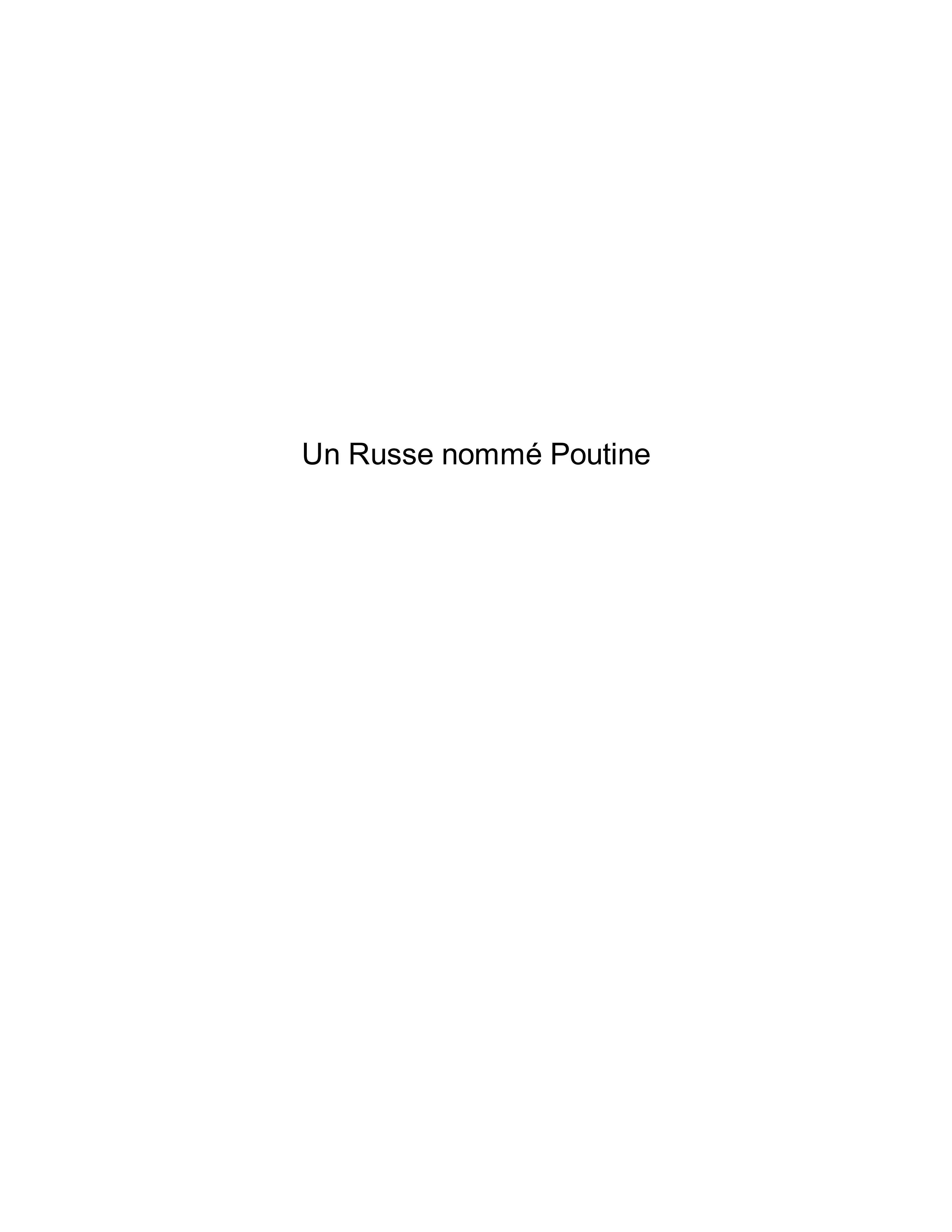
HÉLÉNA
PERROUD

Un Russe nommé Poutine

éditions du
ROCHER



Un Russe nommé Poutine

Éditions du Rocher
28, rue Comte Félix Gastaldi - BP 521 - 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-268-09637-7
EAN Epub : 9782268099644

Héléna Perroud

Un Russe nommé Poutine



À Beliounia,

À Louis et Irina

Avant-Propos

« Qui est Vladimir Poutine ? Est-ce que les Russes l'apprécient réellement ? » Je ne compte pas le nombre de fois où cette question m'a été posée ces dernières années. Et je me la suis aussi posée à moi-même.

À travers cet ouvrage j'ai essayé d'y répondre avec honnêteté et sans *a priori* idéologique, en croisant ce que je sais des réalités de la vie russe de ces dernières décennies avec ce que je sais du regard que peuvent porter des Occidentaux sur le pays et l'homme qui le dirige depuis le tournant du siècle, sans toujours bien connaître ni la Russie, ni la langue russe.

« Who is M. Putin ? » La question avait été posée au Forum économique de Davos en janvier 2000. Elle avait reçu pour seule réponse des regards embarrassés des membres de la délégation russe, pourtant de haut niveau. Leur silence gêné avait suscité l'hilarité de l'assemblée. L'expression corrigée en « Huizmisterputin » est devenue le titre d'un documentaire russe sorti en 2015, très critique à l'égard du président russe et qui commence justement par cette scène.

Les circonstances ont fait que j'ai passé une partie de mon enfance en URSS dans les années 1970 et suis retournée ensuite dans les années 2000 en Russie, à Saint-Pétersbourg, pour y diriger l'Institut culturel français. Le russe est ma langue maternelle, au double sens du terme ; Moscou ma ville natale.

Les circonstances ont fait qu'en Russie, comme en France, j'ai fréquenté des milieux très différents, des hommes et des femmes

« du rang » comme disent les Russes, comme les cercles de pouvoir. Il m’a été donné de rencontrer en Russie de belles personnalités du monde de la culture, des chefs d’entreprise engagés, des enseignants, des médecins, dont certains sont devenus des amis. Toutes ces rencontres ont nourri les pages qui suivent. Et j’ai eu l’occasion de rencontrer à plusieurs reprises, en France et en Russie, Vladimir Poutine.

Avec cet ouvrage j’honore aussi une promesse. Celle faite à Jérôme Monod, ancien président de Suez, conseiller et ami de Jacques Chirac, qui m’avait encouragée - avec la bienveillance qui était la sienne - à écrire sur la Russie. J’ai croisé sa route à l’Élysée, où j’ai travaillé neuf ans au cabinet du Président Chirac. J’ai continué à le voir régulièrement après mon départ pour Saint-Pétersbourg en 2005. Nous échangions souvent sur la Russie. Quelques mois avant de disparaître il m’avait offert un ouvrage - « particulier mais intéressant » selon ses propres termes - consacré à Vladimir Poutine. Rédigé en anglais, très fouillé, c’est sans doute le plus documenté que j’aie lu à ce jour sur le président russe. Un élément m’avait frappée : la France en était complètement absente. L’Europe n’y était vue que par le prisme de l’Allemagne. Mais l’essentiel était vu des États-Unis. Cela m’a rappelé une observation faite par mon père, traducteur dans les années 1970 aux éditions du Progrès, la plus grande maison d’édition soviétique d’alors : certains des journalistes français qu’il connaissait bien à Moscou, correspondants de grands journaux, allaient aux briefs de presse de l’ambassade des États-Unis pour écrire leurs articles. La plupart d’entre eux ne connaissaient pas le russe. Un détail parmi d’autres : lors d’un été caniculaire de la fin des années 1970, un journal français réputé avait écrit que tous les jardins d’enfants de Moscou avaient été évacués. Ce jour-là, comme beaucoup d’autres enfants moscovites, je jouais tranquillement dans le mien. Et le journaliste n’avait pas eu les moyens de vérifier les faits par lui-même. Comme il l’a expliqué plus tard à mon père, il avait repris des éléments publiés en anglais.

Avec les lignes qui suivent j'ai essayé modestement, à mon tour, d'apporter un éclairage sur l'homme, qu'il plaise ou non, qui préside aux destinées de la Russie depuis le 31 décembre 1999 et sur qui par trois fois se sont portées les voix de dizaines de millions de ses compatriotes. En essayant de le voir surtout avec un œil russe, l'œil de Saint-Pétersbourg, de Moscou et des « profondeurs » du pays, comme on dit là-bas. Parmi les premiers vers qu'apprennent les écoliers russes, à côté de ceux d'Alexandre Pouchkine, il y a ceux de Fiodor Tiouttchev, diplomate et poète du XIXe siècle :

« Par la raison la Russie ne peut être comprise
À l'aune commune elle ne donne pas prise
Elle a un caractère inhabituel
La Russie, on ne peut que croire en elle. »

Dans sa toute première interview télévisée en qualité de président, le 4 janvier 2000, Vladimir Poutine évoque la longue conversation qu'il a eue avec Boris Eltsine lorsque celui-ci lui a proposé d'être son successeur. Le président a alors dit à son jeune Premier ministre des mots qui, comme le dit Poutine, ont été décisifs pour lui : « Vous savez, je prends cette décision aussi parce qu'il s'est produit ce que je considère comme le plus important : les gens croient en vous. » Vladimir Poutine rajoute : « Et à mon sens, c'est plus important, en effet, que de passer d'un bureau à l'autre. Et même d'un bâtiment à l'autre, quel que soit le prestige du bâtiment. Même si c'est le Kremlin. C'est cela, en effet, le plus important. »

En dix-huit ans il sera passé, plusieurs fois, d'un bâtiment à l'autre, du siège de Premier ministre à celui de président. Et les Russes, dans leur majorité, semblent toujours croire en lui. Et de nouveau croire en leur pays. Les pages qui suivent essaient d'esquisser des éléments de réponse à cette énigme : pourquoi ce lien tissé au fil des années entre Poutine et la Russie ?

PREMIÈRE PARTIE

Vladimir Vladimirovitch, un Russe comme les autres

« Poutine appartient à une couche très importante mais politiquement opaque, non-représentée, invisible de gens qui, à la fin des années 1980, attendaient une « revanche » après la chute de l'Union Soviétique (…) de gens qui n'acceptaient pas ce qui s'était produit. Il y avait des centaines, des milliers de gens semblables dans l'élite, qui n'étaient pas communistes (…) mais simplement n'avaient pas apprécié la manière dont les choses avaient été faites en 1991. »

Gleb Pavlovsky,
ancien conseiller politique de Poutine,
janvier 2012[1]

Cet ouvrage n'a pas l'ambition de dresser un portrait définitif de l'homme Vladimir Poutine. Qui peut dire quelle est la vérité ultime d'un homme ? Qui plus est d'un homme d'État, toujours en représentation ? Il s'agit en revanche, en le replaçant dans un contexte historique particulier, en retraçant son parcours avant son arrivée au sommet du pouvoir le 31 décembre 1999, en analysant la manière dont son image est travaillée depuis qu'il est au Kremlin, d'essayer de comprendre en quoi « Vladimir Vladimirovitch » ou « VVP », comme l'appellent ses compatriotes, incarne une certaine idée de la Russie en ce début de XXI[e] siècle. Si l'on dit des pays qu'ils ont les dirigeants qu'ils méritent, en quoi est-il le reflet de la Russie d'aujourd'hui ? En quoi est-il « l'homme sans visage », comme

l'appelle la journaliste russo-américaine Masha Gessen, pouvant en prendre tant d'autres, semblable à des millions d'autres Russes, simplement *primus inter pares*, premier parmi ses pairs ? En un mot en quoi est-il un Russe ordinaire, au destin extraordinaire ?

---

1. Interview de Gleb Pavlovsky donnée le 24 janvier 2012 au journal britannique *The Guardian*. Le texte intégral de cette interview (plus important que ce qui a été retenu pour le journal) a été publié à l'été 2014. On peut le trouver sur internet sous le titre « Gleb Pavlovsky : Putin's World Outlook. New Left Review 88, July-August 2014 ». M. Pavlovsky a été conseiller politique de Vladimir Poutine de fin 1999 à 2011. Plusieurs extraits de cette interview seront cités dans l'ouvrage.

PREMIER CHAPITRE

Un fils de l'histoire mouvementée de la Russie

La biographie officielle de Vladimir Poutine est connue. Si l'on s'en tient aux éléments donnés sur le site du Kremlin on apprend qu'il est né à Leningrad le 7 octobre 1952, qu'il a fait des études de droit à l'Université d'État de Leningrad, qu'à la sortie en 1975 il a été affecté dans les organes de sécurité de l'État, et qu'il a travaillé dans ce cadre entre 1985 et 1990 en RDA. En 1990 il a été l'assistant du recteur de l'Université d'État de Leningrad pour les questions internationales, puis conseiller du président du Soviet de Leningrad. En juin 1991 il est devenu président du Comité des Relations Extérieures de la mairie de Saint-Pétersbourg et en prenant parallèlement la fonction en 1994 de premier adjoint du maire de la ville.

En août 1996 il est nommé adjoint au directeur des affaires de la présidence. En mars 1997 il devient l'adjoint du directeur de l'administration présidentielle, en charge du contrôle de cette administration. En mai 1998 il est premier vice-directeur de l'administration présidentielle avant d'être nommé en juillet de cette même année directeur du FSB, tout en exerçant à partir de mars 1999 les fonctions de Secrétaire du Conseil de Sécurité de la Russie. En août il est nommé président du gouvernement de la Russie - autrement dit Premier ministre. À partir du 31 décembre 1999 il est président par intérim de la Russie, avant d'être élu à ce poste le 26 mars 2000 et d'être officiellement installé dans ses fonctions le 7 mai. Il sera réélu le 14 mars 2004. Le 8 mai 2008 il devient président du gouvernement et le 4 mars 2012 il est de nouveau élu président de la Russie, intronisé dans ses fonctions le 7 mai 2012. Il est diplômé en

sciences économiques[1] et il a deux filles, Maria née en 1985 et Ekaterina née en 1986.

L'information est sobre ; on ne trouve rien de plus sur le site du Kremlin sur le passé de Vladimir Poutine. Derrière ces dates et ces faits il y a pourtant une éducation, un environnement, des expériences, des rencontres qui forgent un caractère et une vision du monde. Vladimir Poutine est né dans une famille modeste et rien ne le prédestinait à présider un jour son pays. Il a partagé pendant son enfance et sa jeunesse le quotidien de millions de Soviétiques. Comme tous ses contemporains, il a été façonné par l'histoire singulière de son pays et encore plus par la destinée très particulière de sa ville au cours du XX[e] siècle. Dans sa vie d'enfant comme dans sa vie de jeune adulte il a été éduqué, il a travaillé, il a vécu loin derrière le rideau de fer, dans un environnement culturel, social, économique, politique qui n'avait rien à voir avec celui de l'Occident. Sans tracer une fresque de l'histoire russe et soviétique depuis « la Rus de Kiev » du IX[e] siècle jusqu'à la nomination de Vladimir Poutine comme président par intérim au tournant du millénaire, il faut avoir à l'esprit quelques faits historiques qui ont fortement marqué la mentalité russe et l'histoire personnelle de M. Poutine et qui permettent de comprendre ce qui a pu construire la personnalité du président russe, parfois surprenante à nos yeux d'Occidentaux.

Entre 1952, année de sa naissance, et 1999, année de son accession au pouvoir, il y a eu plus qu'une révolution. Staline est mort, l'URSS a disparu, Leningrad s'appelle de nouveau Saint-Pétersbourg, le rouble est devenu convertible, les Russes roulent presque tous en voitures étrangères, le parti communiste n'est plus seul et il y a des milliardaires russes. Aucun chef d'État du G7 n'a connu de tels bouleversements dans son propre pays pendant cette même période.

Une tradition de dirigeants forts pour un État fort

Aucun visiteur de Saint-Pétersbourg ne peut fouler la place du Palais sans une certaine émotion. C'est l'un de ces lieux, avec la place Rouge, les Champs-Elysées, la porte de Brandebourg,

l'Acropole ou la place Tien an Men, qui dégagent une puissance extraordinaire pour toute personne qui les voit pour la première fois. Sans doute est-ce dû à la rencontre entre la beauté architecturale du site et ce que nous savons de l'histoire qui s'y est jouée. Si l'œil est attiré par le palais de l'Ermitage et son imposante façade verte, le visiteur distrait remarque moins souvent le bâtiment arrondi jaune et blanc qui lui fait face. Autrefois État-Major de l'empereur de toutes les Russies, c'est aujourd'hui une annexe du musée de l'Ermitage. Une arche ferme la place avec au-dessus une composition étonnante : un quadrige à six chevaux. À Paris, à Berlin ou à Londres, les quadriges ont quatre chevaux. Ici ils en ont six. Les deux chevaux placés aux extrémités, à droite et à gauche de la composition, sont tenus d'une main ferme par des hommes, tandis qu'au centre une Victoire ailée conduit l'attelage. Construit par le grand architecte italien Carlo Rossi dans les années 1820 pour célébrer la victoire russe sur les armées napoléoniennes, cet arc de triomphe, tout comme la place du Palais dans son ensemble, sont des lieux connus de tous les Russes. Ils disent la majesté et la puissance du pays dans une ville alors capitale. Ils disent sa diversité, soulignée par le nombre inhabituel de chevaux pour ce genre de composition. Ils disent aussi qu'il ne peut avancer que s'il est tenu d'une main ferme. À chaque fois que le tsar apparaissait au balcon de son Palais pour saluer la foule ou assister à une parade, il faisait face à cet attelage. Aujourd'hui encore, c'est la place principale de l'ancienne capitale et c'est là qu'ont lieu toutes les manifestations officielles, sous les yeux de ces six chevaux fougueux. Et le pays est à l'image de cet attelage : immense, traversé de mouvements contraires, tirant à hue et à dia, difficile à manœuvrer.

Avec le rattachement de la Crimée et de Sébastopol à la Fédération de Russie en mars 2014, la Russie couvre une surface de plus de 17 millions de kilomètres carrés et compte près de 147 millions d'habitants[2]. Cet immense territoire - la Russie est le plus vaste du monde, 25 fois la France - correspond à 11 fuseaux horaires. Il s'étend sur une longueur de 10 000 km d'Ouest en Est, de

l'enclave européenne de Kaliningrad, autrefois capitale de la Prusse Orientale et ville natale d'Emmanuel Kant, jusqu'à Vladivostok, littéralement en russe « qui domine l'Orient », au bord de la mer du Japon, à proximité immédiate de la Chine et de la Corée du Nord. L'immensité de ce territoire va de pair avec une grande diversité de populations. Si les Russes sont ethniquement très majoritaires, suivis par les Tatars, le pays compte quelques 170 groupes ethniques - Vladimir Poutine dit entre 160 et 190. Cette diversité se retrouve dans la structure administrative mise en place par la Constitution de 1993, qui divise le pays en 22 Républiques, 9 « kraï », 47 « oblast », 4 « okroug » et 3 villes autonomes - Moscou, Saint-Pétersbourg et maintenant Sébastopol, formant tous ensemble les 85 « sujets » de la Fédération de Russie, avec des pouvoirs régionaux plus ou moins étendus.

Cette donnée de l'immensité est fondamentale pour appréhender la mentalité russe. Comme me l'a dit un jour Andreï Makine alors que nous survolions la Russie en avion, la différence majeure entre nos pays occidentaux et l'immensité russe est visible du ciel : dans les pays européens, où que l'on regarde, on trouve une présence humaine ; il y a souvent moins de 100 kilomètres de distance d'une ville à l'autre. En Russie on peut parcourir des centaines de kilomètres sans rencontrer âme qui vive. Dans son *Dictionnaire amoureux de la Russie* Dominique Fernandez s'interroge sur la place particulière que tient la danse dans la culture russe et la lie à la nécessité vitale de domestiquer l'espace qui pourrait inviter au dépassement de soi-même. « Le corps par crainte de se diluer dans cette étendue sans limites éprouve-t-il le besoin de se ramasser et de décrire, par des figures codifiées et prescrites, une trace concrète et visible ? » s'interroge-t-il.

Cet espace immense, et qui s'est agrandi au fil des siècles jusqu'à former un pays de plus de 22 millions de kilomètres carrés - l'Empire russe pendant trois siècles, puis l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pendant sept décennies - a toujours été dirigé par des personnalités fortes et autoritaires. Depuis la Russie des origines,

fondée en 862 autour de Kiev par un prince plus légendaire qu'historique, Riourik, un Viking de l'Est, jusqu'à la Russie de Poutine, il n'y a eu que deux dynasties, les Riourikides (862-1598) et les Romanov (1613-1917), la parenthèse soviétique avec sa succession de premiers secrétaires du PCUS à poigne (1917-1991), et deux présidents et demi (1991-2018), Boris Eltsine et Vladimir Poutine, si l'on fait un sort particulier à la présidence Medvedev entre 2008 et 2012, pendant laquelle Vladimir Poutine était Premier ministre. Ivan le Terrible (*Ivan Groznyi* en russe, du mot *groza* qui signifie l'orage), Pierre le Grand, Catherine II, Alexandre I et son frère Nicolas I, Alexandre III, Lénine, Staline ont laissé une forte empreinte dans la mémoire collective russe. Aucun d'eux, même séduits philosophiquement par les idéaux des Lumières comme l'ont été Catherine II et son petit-fils Alexandre I, n'a partagé le pouvoir d'une manière comparable à ce que nous avons connu en Europe occidentale, depuis les révolutions anglaises et françaises. En russe c'est toujours la même racine qui désigne le souverain - *gosudar* - et l'État - *gosudarstvo*, ce dernier n'étant en quelque sorte que « la chose » du souverain.

Pour comprendre à quel point l'expérience démocratique en Russie est jeune et incomparable à la nôtre, il faut avoir à l'esprit quelques faits que l'on peut concentrer en trois dates : 1861, 1906 et 1991, qui jalonnent d'une certaine manière l'éveil démocratique de la Russie.

C'est en effet en février 1861 que le tsar réformateur Alexandre II, contre d'ailleurs la volonté de son entourage le plus proche, a décidé d'abolir le servage, donnant alors avec la liberté des droits civils à des dizaines de millions de ses compatriotes La France connaissait alors l'apogée du Second Empire, entre la deuxième et la troisième République. Ensuite, ce n'est qu'en mai 1906 que le premier Parlement russe, la Douma, a été convoqué par Nicolas II, après la révolution de 1905, le régime devenant alors pour la première fois de son histoire une monarchie constitutionnelle, avant d'être emporté définitivement, onze années plus tard, dans la tourmente

révolutionnaire de 1917. Les Français élisent leurs représentants depuis 1789, avec bien sûr des nuances importantes au fil des régimes politiques, mais le décalage est immense par rapport à la réalité russe. Depuis les élections parlementaires russes de 1993, les premières après l'adoption d'une constitution dans un pays - la Fédération de Russie - qui n'avait alors que deux ans, la législature actuelle, issue des élections législatives de 2016, n'est que la septième. Avec nos dernières élections législatives de 2017, nous en sommes à la quinzième législature depuis la création de la cinquième République. Et il y a eu quatre Républiques avant elle. Enfin ce n'est qu'avec l'élection de Boris Eltsine le 12 juin 1991, dans un pays tout neuf après la chute de l'URSS, qui n'avait que six mois, que les Russes ont pu voter pour la première fois de leur histoire au suffrage universel. À l'échelle de l'histoire plus que millénaire de la Russie, que l'on fait remonter officiellement à 862, avec la création d'un premier embryon d'État à Novgorod (« la ville nouvelle » en russe) puis Kiev par le prince varègue Riourike, l'expérience d'une forme de démocratie, avec la tenue maintenant régulière d'élections à tous les échelons, est évidemment très modeste. On trouve un exemple saisissant de ce décalage entre l'histoire de nos deux pays dans le film *Tsar* du réalisateur russe Pavel Lounguine, sorti en 2009. C'est une fresque magistrale, consacrée à la figure despotique et complexe d'Ivan le Terrible, qui a régné sur la Russie entre 1547 et 1584. On y voit une scène particulièrement évocatrice : à un tsar assoiffé de sang pour accomplir ce qu'il pense être la justice divine sur terre, sont présentés différents instruments de torture, certains très élaborés, quand un homme de sa suite lui souffle qu'en France un certain Léonard de Vinci est aussi un esprit ingénieux et qu'il élabore un tas de machines… Le parallèle entre la barbarie qui règne alors en Russie et la figure lumineuse de Vinci incarnant la Renaissance française et italienne est cruel. Mais il est vrai qu'avant Pierre le Grand et ses voyages en Europe, il n'y avait quasiment pas de relations entre la Russie et les royaumes catholiques d'Occident. Jusqu'au début du XVIIIe siècle la Russie a suivi sa propre voie de développement, peu perméable à ce qui se passait alors dans nos

pays. Avec toutefois la notable exception d'Anne de Kiev, princesse russe, mariée au roi des Francs Henri Ier en 1051, un épisode historique que le président russe aime rappeler, comme il l'a fait encore lors de sa dernière visite en France en mai 2017 lorsqu'il est venu inaugurer l'exposition consacrée à Pierre le Grand au château de Versailles.

Depuis qu'il préside aux destinées du pays, Vladimir Poutine fait de très nombreuses références à l'histoire russe dans ses discours, à toute l'histoire russe, qui ne commence certainement pas dans son esprit en 1917. « Pour faire renaître notre conscience nationale nous devons relier les différentes époques historiques et revenir à la compréhension de cette vérité simple que la Russie n'a commencé ni en 1917 ni même en 1991, que nous avons une seule et même histoire millénaire ininterrompue, sur laquelle nous devons nous fonder pour saisir notre force intérieure et le sens du développement national » disait-il en décembre 2012 au Conseil de la Fédération. C'est là aussi une différence majeure avec nous. En France, nos dirigeants politiques ne se projettent jamais, ou très rarement, avant 1789. C'est comme s'il n'y avait rien eu avant les fameuses « valeurs républicaines », déclinées sur tous les tons, comme si notre pays était né à la Révolution, faisant table rase du passé, soit presque mille ans d'une histoire pourtant riche et fondatrice. Dans les discours officiels, la « République » est très souvent substituée à la « France ». Rien de tel en Russie, où Vladimir Poutine, comme Boris Eltsine avant lui, insiste en permanence sur la continuité historique. Malgré ou à cause des turbulences très fortes traversées par le pays tout au long du XXe siècle, de la chute de la monarchie à la chute de l'URSS, le président russe se réfère toujours au temps long et à une histoire russe commencée il y a plus de mille ans. Il peut se référer dans ses discours à Vladimir Ier, qui par son baptême a introduit la chrétienté en Russie en 988, ou à Alexandre Nevsky, le prince vainqueur des chevaliers teutoniques en 1242 là où, presque cinq cents ans plus tard Pierre le Grand, le tsar bâtisseur d'un État moderne, va fonder Saint-Pétersbourg - autre référence fréquente

chez Poutine. Il peut se référer aussi à la période soviétique qu'il prend soin de ne jamais renier. « Celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur ; celui qui souhaite sa restauration n'a pas de tête » - la formule est connue. Elle est de Vladimir Poutine.

À cet égard il est un texte apparu sous forme écrite comme un manifeste, qui tient une place tout à fait à part dans la communication officielle du président russe. C'est un texte de quelque 5000 signes, daté du 30 décembre 1999, mis en ligne sur le site du gouvernement russe, juste avant qu'il ne passe de la fonction de Premier ministre à celle de président par intérim[3]. Intitulé *La Russie au tournant du Millénaire*, c'est sa première expression de chef d'État, un texte écrit à la première personne, un texte qu'on peut qualifier de fondateur. On y trouve une analyse extrêmement intéressante des forces et des faiblesses du pays à ce moment charnière en même temps que le plan d'action et les objectifs qu'il se fixe pour son mandat. Il y aborde la question de la place de l'État dans l'histoire, la culture et la mentalité russes. Dans le chapitre dans lequel il énumère les conditions pour construire un avenir digne de la Russie, il mentionne trois facteurs : d'abord l' « idée russe » - en russe *rossiiskaia idea*, nous reviendrons plus tard sur cette formulation spécifique -, ensuite un État fort (*sil'noe gosudarstvo*) et enfin une économie efficace (*effektivnaïa ekonomika*). Dans ce qu'il appelle l'idée russe, il distingue quatre valeurs qu'il considère comme essentielles pour consolider la société russe et qu'il appelle les « valeurs traditionnelles des Russes » : ce sont le patriotisme, la puissance, l'étatisme - *gosudarts-vennitchestvo* - et la solidarité sociale. L'étatisme est explicité comme suit : « La Russie ne se transformera pas rapidement en une réplique des États-Unis ou de l'Angleterre, si tant est que cela arrive un jour, des pays où les valeurs libérales sont ancrées dans de profondes traditions historiques. Chez nous l'État, ses institutions et ses structures, ont toujours joué un rôle extrêmement important dans la vie de notre pays et de notre peuple. Un État fort n'est pas une anomalie pour les Russes, ce n'est pas quelque chose qu'il faut combattre, c'est bien au contraire la source et le garant de l'ordre, l'initiateur et la force motrice de tout

changement. » D’ailleurs le terme de Premier ministre en tant que tel n’existe pas réellement dans le vocabulaire politique russe. On l’appelle en russe soit « *premier* », c’est-à-dire par un mot français, prononcé à la française et donc importé, soit « président du gouvernement », *predsedatel pravitelstva*, plutôt que « chef du gouvernement ».

Et ce n’est pas étonnant si la Constitution de la Russie, adoptée en décembre 1993, donne une place prépondérante au président, réaffirmant la pérennité (et la nécessité ?) d’un pouvoir exécutif fort. Dans son manifeste de 1999, Vladimir Poutine déclare : « Nous avons réellement une bonne Constitution », expliquant que la priorité n’est pas de changer de loi fondamentale mais de la mettre en œuvre partout sur le territoire de la Russie. Il faut rappeler dans quel contexte particulier cette Constitution, qui est toujours en vigueur, a vu le jour.

Les Occidentaux n’ont pas toujours à l’esprit que les événements les plus sanglants qu’ait connus la capitale russe après la Révolution d’octobre 1917 ont eu lieu précisément en octobre 1993, avec une confrontation armée qui a fait plus d’une centaine de morts et près d’un millier de blessés dans les rues de Moscou, même si les chiffres officiellement retenus sont sans doute nettement inférieurs à la réalité[4]. L’objet du conflit était la nouvelle Constitution dont le pays devait se doter pour remplacer la Constitution de 1978, héritée de l’URSS et devenue obsolète. Le projet a opposé très violemment le président Eltsine et le Parlement, alors largement communiste. Les relations se sont tendues entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif à propos du train de réformes économiques lancé par Boris Eltsine en janvier 1992, la fameuse « thérapie de choc » imaginée par Egor Gaïdar. Eltsine avait reçu du Parlement fin 1991 des pouvoirs spéciaux pour mener la réforme économique, mais quand un désaccord est survenu sur les modalités de privatisation, les députés se sont opposés à Eltsine et n’ont pas renouvelé ses pouvoirs spéciaux fin 1992. Le bras de fer s’est mué en crise ouverte en mars 1993, lorsque le projet de référendum sur la nouvelle Constitution,

que souhaitait Boris Eltsine, avait été rejeté par le Congrès des députés du peuple. Le 20 mars, le président russe a annoncé qu'il le maintenait, ajoutant une question de confiance sur sa politique. Le 28 mars, le vote de destitution du président échoue de peu au Parlement ; seules 72 voix ont manqué sur 1068 députés. Eltsine comprend alors qu'il doit agir vite. Le 25 avril, avec un taux d'abstention de 34%, les Russes votent la confiance en Eltsine (à 59%) et disent leur accord pour des élections législatives anticipées (67%). Fondant sa légitimité sur ce vote, Eltsine suspend le Congrès et le Soviet Suprême le 21 septembre par décret (oukase n°1400) - décret aussitôt déclaré inconstitutionnel par la Cour constitutionnelle, puisque dans le texte alors en vigueur le président n'avait pas le droit de dissoudre le Parlement. La situation se tend à l'extrême entre le 21 septembre et le 4 octobre. Le Parlement riposte en annonçant que Boris Eltsine est démis de ses fonctions et remplacé par le général Alexandre Routskoï, vice-président. Les députés retranchés dans la « Maison Blanche », siège du Parlement, sont rejoints par des civils et c'est le 2 octobre qu'éclate la violence, avec le lendemain l'attaque par l'armée de la tour de télévision d'Ostankino pour déloger les civils favorables aux députés. L'enjeu était important puisqu'il s'agissait de contrôler la transmission de l'information. Le 4 octobre des chars tirent sur la Maison Blanche, qui brûle partiellement, et le Parlement est mis au pas par l'armée, même si certaines unités militaires refusent de tirer sur la population civile. Le résultat de ces « événements », qui n'ont pas de qualification officielle pour le moment (« petite guerre civile » pour l'association Mémorial, « coup d'État » pour la Cour constitutionnelle, « putsch » pour d'autres) est en revanche clair. Le 12 décembre 1993 la nouvelle Constitution est adoptée par référendum par 58,4 % des suffrages et de nouvelles élections législatives forment la toute nouvelle « Douma d'État ». La volonté de rupture est affichée : le Parlement retrouve le nom qu'il avait à la période tsariste, enterrant le « Congrès des députés du peuple » issu des élections de 1989 aux accents encore soviétiques. La Douma ne siègera plus à la Maison Blanche, qui sera après travaux le siège du gouvernement du pays ; Vladimir Poutine y travaillera entre 2008 et 2012 au poste de Premier ministre. Elle est

relocalisée dans un vieux bâtiment soviétique place du Manège, à l'ombre du Kremlin.

Octobre 1993 est un octobre « oublié » dans la mémoire des Occidentaux, mais reste vivace dans la mémoire collective des Russes en général et nombre de responsables politiques d'alors en particulier, dont beaucoup sont toujours aux affaires aujourd'hui. Dans leur esprit il n'était pas bon pour le pays que « La Maison Blanche », siège du Parlement de Russie, prenne l'ascendant sur le Kremlin. Dans un pays toujours enclin à célébrer son histoire, cet épisode a été sciemment mis en sourdine par les autorités. Emprisonnés en octobre 1993, les leaders de la Maison Blanche ont été amnistiés dès février 1994. Les matériaux de l'enquête, vite close, ne sont plus disponibles. C'est comme s'il y avait une volonté de part et d'autre de refermer cette parenthèse, douloureuse pour tout le monde.

Vladimir Poutine n'a pas été directement mêlé à ces événements moscovites. Il était alors à Saint-Pétersbourg, en charge du comité des Relations extérieures de la mairie de la ville. En revanche il ne pouvait pas être totalement étranger à titre personnel à ces événements : Anatoly Sobchak, maire de la ville et juriste reconnu, était l'un des pères de la Constitution qui venait d'être adoptée. Plus profondément, cet affrontement entre deux pouvoirs, exécutif et législatif, a contribué à forger son idée de la forme la plus appropriée pour gouverner la Russie. En janvier 2012 Gleb Pavlovsky, qui avait été son conseiller politique entre fin 1999 et 2011, a donné une interview passionnante au journal britannique *The Guardian* où il revient sur la leçon que Poutine a tirée de ces événements. Lorsque le journaliste l'interroge sur la vision qu'avait Poutine de la fonction présidentielle et s'il avait sciemment essayé de propager l'idée d'un présidenttsar, il répond : « Poutine n'a jamais aimé l'idée d'un président issu d'un parti. Mais il n'y a jamais eu de plein consensus dans son équipe sur cette question. Ceux qui imaginaient un président de parti ne le comprenaient pas dans un sens occidental, mais plutôt comme la rotation périodique d'un groupe issu de l'élite qui passe quelque temps au pouvoir, ramasse ses bonus - en termes financiers, de carrière et de réputation - et ensuite se range sur le côté. Le

deuxième groupe arrive au pouvoir mais ils n'aspirent pas à se détruire les uns les autres. Poutine a toujours dit, nous nous connaissons nous-mêmes, nous n'avons pas encore atteint ce stade ; nous savons que dès que nous nous rangeons sur le côté vous allez vouloir nous détruire. Il l'a dit explicitement : vous allez nous envoyer contre le mur et nous exécuter. C'était une conviction très profonde tirée des confrontations rudes de 1993, lorsque Eltsine a tiré sur le Soviet suprême et tué beaucoup plus de gens - Poutine le sait - que ce qui a été officiellement annoncé. Et puis il y a eu aussi la confrontation 1999, quand un groupe emmené par Evgueni Primakov et Iouri Loujkov a dit à Eltsine directement que s'il ne leur remettait pas le pouvoir de lui-même il devait s'attendre à connaître le sort de Nicolas Ceausescu ». Éviter le déchaînement de la violence qui éclate quand l'équilibre des pouvoirs est rompu et donc disposer d'un pouvoir exécutif fort, c'est la conviction profonde de Vladimir Poutine, forgée par sa connaissance de l'histoire russe, du code mental du pays et par sa propre expérience. De fait, la Constitution votée le 12 décembre 1993 consolide les pouvoirs élargis du président. Le pouvoir présidentiel est au-dessus des trois autres pouvoirs, c'est une sorte de quatrième pouvoir. Le pouvoir exécutif tel que nous le connaissons en France s'arrête au Premier ministre, qui a le titre de « président du gouvernement ». Le président de la Fédération de Russie, lui, doit être au-dessus de tous, tel le tsar. D'après Gleb Pavlovsky « pour Poutine c'est un dogme. Il pense que dans les sociétés et les États établis depuis longtemps il y a un sens de l'ordre - les gens n'aspirent pas à massacrer leurs opposants lorsqu'ils gagnent des élections - et nous n'avons pas ce sens de l'ordre. » Et c'est bien ainsi qu'il faut voir la Russie pour la comprendre : un pays à l'histoire millénaire mais une démocratie très jeune, qui dans l'esprit de Poutine n'a pas encore atteint l'âge de raison. Malgré des pouvoirs quasi-monarchiques, le premier président de la Russie, Boris Eltsine, ne saura pas gouverner dans la stabilité et créer un État fort et respecté durant ses deux mandats. Son successeur, en revanche, s'en chargera. Et contre l'attente de nombreux observateurs occidentaux il ne touchera pas à la Constitution à l'approche des élections présidentielles de 2008. Il respectera à la

lettre l'interdiction de dépasser deux mandats successifs à la tête de l'État. Conformément au souci qu'il a toujours affiché d'agir selon le droit. En a-t-il respecté l'esprit ? C'est une autre histoire.

Un nouveau « Temps des troubles » dans les années 1990

On ne peut comprendre la Russie actuelle sans avoir à l'esprit le traumatisme qu'a représenté la dernière décennie du XXe siècle pour les Russes qui ont été contemporains de ces événements. Ce que les observateurs occidentaux ont considéré comme un chemin de progrès vers le pluralisme démocratique, l'économie de marché, la liberté et les droits de l'homme, pour tout dire un chemin vers l'occidentalisation du pays, a été vécu par les Russes comme un épouvantable chemin de croix. Les « terribles années 90 » - *likhie 90* - comme les appellent les Russes, ont été fort peu glorieuses dans la mémoire collective. Elles ont été celles non pas seulement de la disparition d'un monde mais de l'effondrement d'un monde. Avant même qu'elle ne s'achève, les Russes ont assimilé cette décennie à la période considérée comme la plus tragique de toute l'histoire de leur pays, à savoir les années qui ont suivi la mort en 1584 d'Ivan le Terrible. Désignée comme « Le Temps des troubles » -*smutnoe vremia* - par les historiens, cette période va couvrir trois décennies, de 1584 à 1613, date de l'avènement de la dynastie des Romanov. Une personnalité se dégage dans cette période noire, c'est Boris Godounov, élu en 1598, mais considéré par certains comme un usurpateur, qui a essayé pendant un règne de sept ans d'écarter les faux Dimitry, prétendants au trône qui prenaient le prénom du fils d'Ivan le Terrible, et de maintenir le pays tant bien que vaille. Le parallèle sera fait avec Boris Eltsine, élu en juin 1991, plus d'une fois surnommé « le tsar Boris », en référence à Godounov. Le deuxième mandat d'Eltsine, qui commence en juillet 1996 après une élection difficile au second tour, est plus sombre encore. À Boris Godounov avait succédé une période pendant laquelle sept boyards avaient présidé aux destinées du pays dans les années 1610, une période

appelée *semiboyarchyna* en russe (« gouvernement des sept boyards »). Ce sont eux qui, humiliation suprême pour les Russes, avaient laissé les Polonais entrer à Moscou et n'avaient en rien mis fin aux désordres. Dans un entretien au *Financial Times* en novembre 1996, Boris Berezovsky, oligarque très proche du pouvoir d'alors, expliquait qu'un groupe de sept banquiers avait assuré la réélection de Boris Eltsine, ajoutant que ces sept détenaient la moitié de l'économie russe. La presse russe avait alors inventé le terme de *semibankirchyna*[5] (gouvernement des sept banquiers), en référence explicite là encore à cette période de l'histoire particulièrement difficile. Au Temps des troubles a succédé en 1613 un jeune homme de 16 ans, Mikhaïl Romanov, fils du Patriarche de Moscou, élu pour monter sur le trône et qui va relever le pays, lui apporter la stabilité qu'il ne connaissait plus depuis trois décennies et fonder une dynastie qui règnera pendant trois siècles sur la Russie. A Boris Eltsine va succéder en décembre 1999 un jeune inconnu de 47 ans nommé Poutine. Il n'a aucune ascendance prestigieuse et le public l'a découvert lors de sa nomination comme Premier ministre quatre mois plus tôt. Il écrit l'histoire de la Russie depuis presque dix-huit ans.

Les troubles d'il y a quatre cents ans restent présents dans la mémoire collective. Leur souvenir a été « officiellement » ravivé il y a une dizaine d'années. En 2005 une nouvelle fête nationale a en effet été instaurée par Vladimir Poutine : le 4 novembre, férié, est désormais la Journée de l'Unité nationale (*den' natsional'novo edinstvo*), en mémoire de la capitulation en 1612 de l'armée polonaise qui occupait alors Moscou. L'appel à la résistance populaire avait été lancé par Kouzma Minine, boucher de Novgorod, et c'est le prince Dimitry Pojarsky qui entrera avec l'icône de Notre-Dame de Kazan dans la garnison polonaise en plein cœur de Moscou, obtenant la capitulation de l'envahisseur. Un monument à la gloire de ces deux héros orne la place Rouge depuis 1818 avec cette inscription : « Au citoyen Minine et au prince Pojarsky la Russie reconnaissante ». À quelques pas de la Cathédrale Basile le Bienheureux, il est connu de tous les Russes et de tous les visiteurs de Moscou. Cette fête qui commémore l'unité, la résistance populaire

et en même temps l'ordre contre la révolte et la guerre civile, remplace le 7 novembre qui célébrait la révolution bolchévique de 1917, « la grande Révolution d'Octobre » telle que l'appelaient les Soviétiques. Tout un symbole !

Le constat que fait Vladimir Poutine à la toute fin de cette décennie terrible est sans appel. Le dernier paragraphe du manifeste du 30 décembre 1999 commence ainsi : « La Russie traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire multiséculaire. Sans doute pour la première fois depuis 200-300 ans elle est confrontée au danger réel d'être reléguée au deuxième, voire au troisième rang parmi les États du monde. »

Au cœur de l'été 2017 Vladimir Poutine a participé à une rencontre avec des jeunes du Centre Sirius[6]. La rencontre, d'une durée de trois heures, a été filmée et retransmise à la télévision. À un jeune qui lui a demandé quel a été l'événement le plus marquant pour lui, Vladimir Poutine n'a pas réfléchi longtemps avant de répondre : l'effondrement de l'URSS. Le mot employé en russe *razval* est fort. Il faut se remémorer que « les 90 », qui ont vu la fin brutale d'un monde et l'émergence hésitante d'un nouvel univers, ont représenté un traumatisme qui, d'une manière ou d'une autre, a touché toutes les familles de l'URSS.

Cette période a rimé d'abord avec des violences physiques et des affrontements armés dans les rues de la capitale. Il y a eu le putsch d'août 1991 qui n'a fait officiellement que trois morts à Moscou. Il y a eu ensuite les affrontements beaucoup plus violents d'octobre 1993, dont les victimes se comptent en un nombre à quatre chiffres. Il y a eu aussi la violence quotidienne et des assassinats « ordinaires », perpétrés par des groupes mafieux dans bien des villes du pays. A Saint-Pétersbourg plusieurs familles de ma connaissance, aujourd'hui très impliquées dans la vie de la cité, ont vu certains des leurs perdre la vie dans ces années terribles. L'assassinat de Galina Starovoïtova le 20 novembre 1998, députée très appréciée des Pétersbourgeois, reste encore dans les mémoires. C'était alors le 6ème député assassiné en pleine rue depuis 1993.

Il y a eu ensuite la transformation de l'URSS en Fédération de Russie avec une diminution de près d'un quart du territoire du pays entre le 8 et le 25 décembre 1991 et la proclamation d'indépendance des différentes Républiques de l'URSS. La Russie retrouvait les frontières qui avaient été les siennes à la mort de Catherine II en 1796, soit deux siècles d'histoire (et de conquêtes) effacés en quelques jours. Du jour au lendemain, à la nuit de Noël 1991, 25 millions de Russes se sont retrouvés de l'autre côté de la frontière. Cette amputation territoriale s'est accompagnée d'une catastrophe économique. Dans le contexte de l'effondrement complet de l'économie soviétique, de la pénurie généralisée, le 1er janvier 1992 Boris Eltsine lance un programme de réforme économique ambitieux, la « thérapie de choc » imaginée par Egor Gaïdar. Économiste, il occupe différents postes minis-tériels entre 1991 et 1993, dont celui de premier ministre de juin à décembre 1992. Son objectif était clair : transformer l'économie soviétique en économie de marché. Les Russes ont vu le choc mais pas la thérapie. La hausse des prix a été de 160 % en 1991, 2 500 % en 1992, 840 % en 1993, 215 % en 1994. Et les salaires n'étaient souvent plus versés. Une blague « soviétique » courait sur son compte dans ces années-là : « Qui est le plus grand économiste marxiste de la Russie ? C'est Gaïdar : en deux ans seulement il a réussi ce que ni Lénine ni Staline n'avaient su faire : discréditer complètement le capitalisme dans notre pays ». La transition vers l'économie libérale, vantée dans les discours des responsables politiques, s'est traduite d'abord par une situation catastrophique : le quotidien des Russes au début des années 1990, c'était les rayonnages vides des magasins, les files d'attente interminables et la réinstauration des tickets de rationnement. C'était aussi la mendicité dans la rue, où on voyait des femmes âgées vendre des broutilles. Chacun se débrouillait comme il le pouvait pour survivre dans une situation qui frisait parfois l'absurde. Un exemple parmi d'autres : une poupée Barbie coûtait alors autant qu'un billet d'avion aller-retour Saint-Pétersbourg-Paris.

L'instabilité a touché aussi les plus hautes fonctions de l'État. Habitués au temps long et aux mandats sans fin, après une relative stabilité au sommet de l'État avec le premier ministre Viktor Tchernomyrdine entre 1992 et 1998, les Russes ont vu défiler cinq premiers ministres entre 1998 et 1999, avec un record de durée dans la fonction de 2 mois et demi pour Sergueï Stepachine. L'immédiat prédécesseur à ce poste de Vladimir Poutine, né comme lui en 1952, comme lui ancien directeur du FSB, n'a été en fonction que du 19 mai au 9 août 1999. Autre signe de l'instabilité de cette période : six directeurs se succèdent à la tête du FSB, la structure considérée comme la plus solide du pouvoir, entre 1992 et 1999. Si officiellement Boris Eltsine lui-même s'est maintenu au Kremlin de 1991 à 1999 en étant - difficilement - réélu en 1996, il y a eu incontestablement intermittence du pouvoir et il a offert un piètre spectacle à son propre pays. Les ennuis de santé très fréquents du président russe le faisaient régulièrement disparaître de la scène publique pendant des jours, voire des mois, avec notamment des opérations du cœur lourdes. Mais surtout, ce n'était un secret pour personne que l'homme appréciait l'alcool. Malgré les efforts des chaînes de télévision aux ordres du Kremlin pour sélectionner les images, plus d'une fois ses compatriotes ont pu le voir à la télévision dans des situations très gênantes, perdre l'équilibre, monter sur scène pour se mettre à danser ou prendre la baguette des mains du chef d'orchestre, ou encore ne pas pouvoir aligner deux mots en conférence de presse… avec un Bill Clinton qui ne faisait pas meilleure figure ! La dignité de la fonction présidentielle sera considérablement affaiblie aussi par le climat de corruption qui va progressivement gagner l'entourage immédiat de Boris Eltsine. En 1999 l'affaire Mabetex éclate et éclabousse directement Boris Eltsine et ses deux filles, l'aînée Elena Okoulova et surtout la cadette Tatiana Diatchenko, influente conseillère de son père au Kremlin. La justice helvétique s'est retrouvée en possession de documents prouvant que le directeur de Mabetex, une firme suisse qui avait obtenu le chantier de la rénovation du Kremlin, avait versé des pots de vin à la famille Eltsine et à des membres de son entourage. Le procureur général Iouri Skouratov, à l'origine de l'ouverture de plusieurs enquêtes gênantes

pour le Kremlin, dont Mabetex, s'était vu démis de ses fonctions. Le 31 décembre 1999, en faisant ses adieux aux Russes, Boris Eltsine leur demandera d'ailleurs pardon pendant plusieurs minutes - un fait inédit et inimaginable dans un pays où le chef avait par définition toujours raison.

Sur le plan international, alors que le 24 mars 1999 démarrait le bombardement de la Serbie par les forces de l'OTAN, une campagne aérienne qui allait durer 78 jours jusqu'au 10 juin, la Russie subissait la terrible humiliation de ne rien pouvoir faire pour ce « pays frère ». Au moment de l'annexion de la Crimée, dans son discours prononcé au Kremlin le 18 mars 2014, Vladimir Poutine reviendra longuement sur le « précédent du Kosovo ».

Sur le plan symbolique enfin, le pays s'est retrouvé - presque au sens propre - sans voix. Il fallait remplacer l'hymne soviétique, composé par Aleksandrov avec des paroles de l'écrivain Sergueï Mikhalkov (le père des réalisateurs Nikita Mikhalkov et Andreï Konchalovsky). Cet hymne n'était plus adapté, mais il résonnait encore au cœur de beaucoup de Russes des années 1990 ; il avait été adopté en 1944 par Staline et avait par la suite été associé à la victoire russe de 1945. Boris Eltsine a fait le choix contesté d'introduire un hymne sans paroles en 1990. Une musique de Glinka connue sous le nom de « Chanson Patriotique » servira d'hymne pendant une décennie à la Russie. Lorsqu'en décembre 2000 Vladimir Poutine propose à la Douma de revenir à l'hymne d'Aleksandrov, tout en changeant les paroles, Boris Eltsine sortira de sa réserve et critiquera cette initiative dans une interview au quotidien le plus populaire d'alors, *Komsomolskaïa Pravda*, le 8 décembre 2000. Le lendemain - simple coïncidence ? - le parquet de Russie rouvre l'enquête sur l'affaire Mabetex qui avait éclaboussé la famille Eltsine. Une semaine plus tard, le dossier est clos, le parquet a changé d'avis. Faut-il en conclure que c'était une invitation au silence faite à Boris Eltsine ? Ce dernier ne s'exprimera en tout cas plus publiquement sur une question touchant à la politique jusqu'à son décès en avril 2007.

Réduit au silence, Boris Eltsine avait toutefois soulevé une question importante dans les dernières années de sa présidence : la question du sens à donner à l'action politique. Plusieurs philosophes, essayistes avaient cherché à définir une ligne directrice autour de « l'idée russe » qu'il fallait à la fois inscrire dans une histoire et pour une large part réinventer. Après la monarchie, le totalitarisme soviétique, la perestroïka de Gorbatchev, la Russie avait emprunté une voie de développement plus démocratique mais sans boussole. Il fallait trouver un corpus idéologique qui donne du sens, cimente la nation et indique une voie claire. C'est précisément tout l'objectif du manifeste de Vladimir Poutine qui s'affiche sur le site du gouvernement le 30 décembre et sera repris largement dans la presse russe, *La Russie au tournant du Millénaire*. Le pays était engagé sur une nouvelle route, il fallait comprendre d'où elle venait pour mieux saisir où il fallait l'emmener et trouver à le conceptualiser, le formuler et le faire partager.

Les désordres de cette période et la possibilité tout à fait réelle, selon le jeune président russe, d'une totale dislocation de la Russie, ont tracé la voie pour ce qu'il a estimé devoir faire de toute urgence dès son arrivée au pouvoir : restaurer l'État. Avec cette idée de revanche sur toutes les humiliations subies individuellement et collectivement par les Russes pendant les années 1990. La conviction que le pays était au bord du gouffre a sans doute été renforcée chez lui par son histoire personnelle. Vladimir Poutine a en effet pu éprouver lui-même le caractère fragile de la vie dans des circonstances qui ont fait de lui un survivant. Un survivant de l'histoire tragique de sa ville et un survivant de l'histoire de sa propre famille.

L'homme de Leningrad et de Saint-Pétersbourg

Leningrad, la ville-héros de la Grande Guerre Patriotique

La ville natale de Vladimir Poutine a connu un destin peu commun depuis sa création par Pierre le Grand en 1703. Son caractère affirmé, son histoire spécifique marquent chacun de ses habitants.

Vladimir Poutine, dont l'histoire familiale se confond avec l'histoire nationale pour un épisode particulièrement douloureux de la Seconde Guerre mondiale, n'échappe pas à cette règle.

Saint-Pétersbourg fait rêver n'importe quel Occidental curieux d'art et d'histoire. Je me souviens que lorsque j'ai annoncé ma nomination dans cette ville à des amis, certains m'ont dit que dans leur esprit c'était une ville où la période soviétique avait le moins laissé de trace et où on pouvait retrouver la Russie authentique, la grande Russie des tsars. Cette remarque m'avait marquée à l'époque, car elle m'avait semblé symptomatique d'un grand décalage dans les représentations que l'on pouvait se faire des mêmes réalités, selon que l'on soit né d'un côté ou de l'autre du rideau de fer. Et c'est à Leningrad, non à Saint-Pétersbourg, qu'est né Vladimir Poutine, sept ans seulement après la fin de la guerre, le 7 octobre 1952. Une oreille occidentale associe Leningrad à Lénine, et à la révolution russe de 1917. C'est bien en l'honneur de Lénine, de son vrai nom Vladimir Ilitch Oulianov, que la ville a pris son nom à sa mort en 1924. Elle portait d'ailleurs celui de Petrograd depuis 1914, « ville de Pierre », *grad* signifiant « ville » en vieux russe pour russifier un nom trop germanique au moment où la Russie faisait le guerre à l'Allemagne. Mais c'est à une autre période qu'une oreille russe associe davantage Leningrad : à la « Grande Guerre patriotique » comme les Russes appellent la Seconde Guerre mondiale, et à la résistance héroïque de la ville au terrible blocus de 900 jours (872 jours exactement) qu'elle a subi entre le 8 septembre 1941 et le 27 janvier 1944. Dès l'aéroport, aujourd'hui encore, le nom de Leningrad est bien présent en lettres majuscules depuis l'époque soviétique, avec cette précision « ville-héros », *gorod gueroï*. Lorsque l'on voyage sur une ligne aérienne russe, on annonce d'ailleurs aujourd'hui encore l'arrivée à « Leningrad, ville-héros ». Sur la route qui mène de l'aéroport au centre-ville, de grands panneaux rappellent ce statut de héros associé au nom de Leningrad, avec les médailles données à la ville pour sa résistance glorieuse face à l'ennemi « fasciste ». Un impressionnant monument aux survivants du blocus, aux habitants de Leningrad et à ses soldats, marque l'entrée dans la ville, par où

commence, avec la remontée du *Moskovskyi prospekt*, la longue avenue de Moscou, la remontée dans le temps, de l'époque stalinienne au XIXe puis au XVIIIe siècle, au cœur du centre historique de la ville, ponctuée çà et là de constructions modernes. À quelques kilomètres de ce monument, le cimetière de Piskarevskoïe, là même où entre 1941 et 1944 près d'un million de personnes - hommes, femmes, enfants - ont été jetés « comme des bouts de bois[7] » dans des fosses communes, morts de faim, d'épuisement, de maladie. Mais tous sont morts en héros, puisque jusqu'au dernier jour ils ont résisté face aux Allemands, à qui l'entrée de la ville est restée interdite. Parmi ces morts, un tout jeune garçon de trois ans nommé Poutine, le frère aîné de Vladimir.

Il est très difficile de comprendre réellement ce qu'a représenté cet épisode tragique pour les Russes et les habitants de Leningrad en particulier si on ne partage pas le quotidien de cette ville quelque temps. Avant d'y vivre quelques années, je ne le mesurais pas non plus, même si je connaissais cette page tragique de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Pas une famille n'a été épargnée par ces terribles 900 jours. Entre ceux qui ont pu être évacués et ceux qui sont morts, la population de la ville a été divisée par quatre : plus de 2,5 millions d'habitants avant le blocus, quelque 600 000 après. Le 27 janvier 2014, après une cérémonie émouvante au cimetière de Piskarevskoïe pour le 70e anniversaire de la libération de Leningrad, lors d'une rencontre avec des survivants du blocus, Vladimir Poutine a rappelé l'importance du devoir de mémoire pour que jamais le courage et l'héroïsme des habitants de Leningrad ne soient oubliés. Il a rappelé les 125 grammes de mauvais pain qui constituaient la ration quotidienne de nourriture, pour ceux qui avaient la chance d'en avoir, il a rappelé les 360 000 civils morts dès le premier hiver entre décembre 1941 et mars 1942, soit presque autant que le nombre total de victimes de la Grande-Bretagne pendant toute la durée de la guerre. L'écrivain russe Daniil Granine, une person-nalité très respectée en Russie et à Saint-Pétersbourg en particulier, décédé en juillet 2017 à l'âge de 98 ans, était soldat au moment du blocus. Par ses écrits, par ses récits, il est l'un de ceux qui ont beaucoup

contribué à la transmission de la mémoire de cet épisode tragique. Ce même 27 janvier 2014, refusant de s'asseoir malgré son grand âge, il a raconté au Bundestag à Berlin pendant près de quarante minutes ses souvenirs du blocus, l'impréparation de la population, l'absence d'eau, d'électricité, de chauffage, les hivers rudes, l'héroïsme ordinaire des habitants, jusqu'à l'évocation de cette mère nourrissant sa fille de 12 ans de la chair de son jeune frère mort sans que l'enfant sache ce qu'elle mangeait. Les marques matérielles et immatérielles du blocus sont encore partout présentes. À une dizaine de mètres de l'Institut français, sur l'artère principale de la ville, la perspective Nevsky, en plein centre-ville, une inscription est restée de ces temps-là, indiquant : « Ce côté-ci de la rue est plus dangereux qu'en face pendant les tirs d'artillerie », invitant à traverser. Elle est toujours fleurie, il arrive que des passants se signent devant la plaque. L'armée allemande, n'était qu'à quelques kilomètres, sur les collines de Pulkovo et de Tsarskoïe Selo, et tirait régulièrement sur la ville. Tous les mois de septembre, jusqu'à aujourd'hui, un concert a lieu à la prestigieuse Philharmonie de Saint-Pétersbourg en mémoire du blocus. En septembre 2017, c'était la célèbre *Septième Symphonie* de Chostakovitch appelée *Leningrad* qui était rejouée. Sur le programme affiché sur le site en russe de la Philharmonie, il était spécifié que ce concert était dédié au 75ème anniversaire de la première à Leningrad de cette œuvre magistrale le 9 août 1942 ; aucune mention de cet anniversaire sur le programme en anglais. Cette œuvre a une résonance particulière en Russie. Le grand compositeur Dmitri Chostakovitch était né à Saint-Pétersbourg en 1906. Il était déjà reconnu et respecté au moment de la guerre. Evacué avec sa famille de Leningrad en octobre 1941, il avait composé une symphonie qui devait devenir le symbole de la résistance patriotique face aux envahisseurs nazis. Les partitions avaient été parachutées quelques jours plus tôt par avion et une quinzaine de musiciens survivants du deuxième orchestre de la Philharmonie (les musiciens du premier orchestre, le plus prestigieux, avaient été évacués) ont joué cette œuvre dans des conditions

inimaginables. L'affiche du concert fait partie des documents qui ont une valeur historique inestimable pour les Russes.

Les parents de Vladimir Poutine étaient au nombre des *blokadniki*, comme on appelle en russe ceux qui ont vécu le blocus de l'intérieur. La première fois qu'il a raconté en détail ce que ses parents avaient subi pendant la guerre, c'était le 30 avril 2015 dans un journal pour adolescents, *Le Pionnier Russe*, en signant une chronique qui avait pour titre : « La vie est une chose simple et cruelle ». On comprend de ce récit que son père et sa mère sont tous deux des miraculés, que leur vie a tenu à un fil très mince. Et que Vladimir Poutine aurait bien pu ne jamais naître.

Son père, Vladimir Spiridonovitch Poutine avait fait son service à Sébastopol, chez les sous-mariniers. Lorsque la guerre a éclaté, il n'a pas été mobilisé car il travaillait comme ouvrier dans une usine d'armement. Il a néanmoins voulu adhérer au parti communiste et s'est engagé pour partir au front. Il a été envoyé dans une unité de sabotage du NKVD sur les arrières de l'ennemi ; il s'agissait de faire sauter des ponts, des rails de chemin de fer… Assez vite dénoncé, leur groupe de vingt-huit hommes, commandé par un soviétique d'origine allemande, est tombé dans une embuscade. Avec d'autres il a dû s'enfuir par la forêt et se cacher pendant des heures dans des marais, respirant à travers un roseau coupé, dans une eau très froide, entendant très bien le bruit des soldats allemands à quelque pas de lui et les aboiements de leurs chiens. Quatre hommes seulement reviendront vivants de cette opération - une unité divisée par sept. Il a ensuite été envoyé dans l'armée d'active dans un endroit dénommé « Nevski pitachiok », l'un des plus dangereux de toute la période du blocus, un territoire de quatre kilomètres de long sur deux de large, qui devait servir aux opérations d'enfoncement du blocus. L'armée russe passera finalement par un autre point d'entrée dans la ville, mais cet espace, « gorgé de métal jusqu'à aujourd'hui » écrit Poutine, était pilonné par l'artillerie allemande. C'est là-bas que Vladimir Spiridonovitch a été grièvement blessé à la jambe, par le tir d'une grenade lancée à bout portant par un Allemand qui l'avait regardé droit dans les yeux. C'est grâce à cette blessure et sa

qualité d'invalide de deuxième catégorie, qu'il aura droit à un petit deux pièces dans un immeuble tout neuf bien des années après la guerre, alors que son fils, déjà au KGB, ne se voyait pas encore attribuer d'appartement. Là encore il aura la chance inouïe de rencontrer un peu plus loin un ancien voisin de Peterhof, où le couple habitait avant la guerre, qui lui fera traverser la Neva gelée à ses risques et périls (le fleuve était un endroit très exposé à l'artillerie ennemie) pour l'emmener jusqu'à un hôpital où il se fera opérer. Après s'être assuré que le blessé était tiré d'affaires, ce voisin lui a dit : « C'est fini, tu vas vivre et moi je pars mourir » et il est reparti au front. Poutine raconte que son père était persuadé que cet homme n'avait pas survécu sur le chemin du retour. Plus tard, au début des années 1960, il avait vu son père rentrer à la maison, s'asseoir et se mettre à pleurer : il venait de rencontrer par hasard son sauveur dans un magasin de la ville.

Sa mère, Maria Ivanovna Chelomova, est aussi une miraculée. Lorsque son mari était à l'hôpital elle venait lui rendre visite. Le couple avait un enfant de trois ans. Son père lui donnait en cachette des médecins sa ration alimentaire, avec laquelle elle nourrissait leur fils. Lorsqu'il s'est mis à avoir des étourdissements, les médecins et les infirmières ont compris et ont interdit à sa femme de lui rendre visite. Leur jeune fils a été ensuite enlevé à sa mère. Les plus petits étaient alors rassemblés dans des orphelinats pour être évacués dès qu'une possibilité se présentait. Cela se faisait sans même que les parents soient consultés. C'est dans cet orphelinat que l'enfant serait tombé malade, sans doute de la diphtérie. De leur vivant, les parents n'ont rien su des conditions de la mort de leur enfant. Vladimir Poutine écrit que ce n'est qu'en 2014 que des personnes qu'il ne connaissait pas lui ont apporté des documents retrouvés dans les archives mentionnant son frère, indiquant même le carré du cimetière de Piskarevskoïe où il avait été enterré. Dès que son père a pu marcher, il a quitté l'hôpital pour rentrer chez lui avec ses béquilles. En approchant de la maison, il a vu des infirmiers sortir des cadavres de leur immeuble. Parmi eux il a reconnu sa femme. Il lui a semblé qu'elle respirait encore. Voici comment Vladimir Poutine raconte la scène : « « Mais elle est encore vivante ! » - « Elle va mourir en

route », répondent les infirmiers à mon père, « Elle va y passer ». Il racontait qu'il s'était alors jeté sur eux avec ses béquilles et les avait forcés à la remonter à l'appartement. Ils lui ont dit : « Nous ferons comme tu veux, mais sache que nous ne reviendrons pas ici avant deux, trois ou quatre semaines. Tu seras obligé de te débrouiller tout seul ». Il l'a veillée. Elle est restée vivante. Et elle a vécu jusqu'en 1999. Et lui, il est mort fin 1998. Après la levée du blocus ils sont partis dans leur famille, dans la région de Tver, et sont restés là-bas jusqu'à la fin de la guerre. La famille de mon père était assez grande. Il avait six frères, cinq sont morts. C'était une catastrophe pour la famille. Ma mère aussi a perdu des proches. Et je suis né bien plus tard. Ma mère avait 41 ans lorsqu'elle m'a eu. »

Cette histoire personnelle, remise dans le contexte plus large de ce qu'a été la Seconde Guerre mondiale pour les Russes, avec ce chiffre terrible de presque 30 millions de morts, permet de comprendre beaucoup de choses. C'est parce qu'il a conscience que les habitants de sa ville auraient pu littéralement tous disparaître, que Vladimir Poutine a eu une attitude qu'on peut qualifier de « survivaliste » dès son accession au pouvoir et qu'il a toujours eu l'obsession de la sécurité de son pays. C'est parce qu'il connaît le prix très élevé payé par la Russie à la victoire de 1945 qu'il entend construire avec les Alliés d'hier un rapport basé sur le respect dû à son peuple qui a su faire preuve d'un courage héroïque dans ces années sombres, comme à d'autres moments de la grande histoire de la Russie. « Les Russes ont donné jusqu'à la dernière goutte de leur sang » dit Poutine à Oliver Stone.

Leningrad, c'est aussi la jeunesse soviétique d'un enfant unique (ses parents avaient perdu un autre fils en bas âge avant la guerre), laissé un peu à lui-même, dans la cour d'un immeuble au centre de la ville. Aujourd'hui bien restauré, l'immeuble du 12, rue Baskov a toujours la même architecture de cours intérieures qu'il y a soixante ans, où se mêlent aujourd'hui encore appartements communautaires et appartements « bourgeois » bien rénovés. Vladimir Poutine vivait

avec ses parents au cinquième et dernier étage dans une pièce de 25 mètres carrés dans un de ces appartements communautaires, où les différents occupants se partagent la cuisine, les toilettes et la salle de bains. Due à la pénurie de logements, cette forme d'habitat avait aussi une visée politique : après la révolution de 1917 il fallait détruire l'esprit « petit bourgeois » et la notion de propriété dans la population en laissant à chacun un espace intime réduit au strict minimum : quatre murs. Ce type de logement n'avait rien d'exceptionnel ; parmi nos proches, une famille vit encore aujourd'hui, à deux pas de la rue Baskov, dans un deux pièces de 35 mètres carrés à sept, trois générations sous un même toit, dans un ancien bel appartement de 200 mètres carrés. Une part non négligeable de la population pétersbourgeoise vit encore dans ces appartements, même si une politique dynamique de construction de logements neufs et de transformation des appartements communautaires est menée par les autorités de la ville. Ce n'est que bien plus tard, alors que le jeune Vladimir Poutine travaillait déjà au KGB à Leningrad, que ses parents ont eu droit à un petit deux pièces, octroyé à la famille en raison du statut d'invalide de guerre du père. Un petit deux pièces pour eux trois, dans un immeuble neuf un peu excentré, « un grand bonheur » se souvient Poutine car c'était leur premier appartement pour eux seuls.

Lorsque Poutine raconte son enfance, il reconnait qu'il était un gamin des rues, qu'il fréquentait des bandes parfois peu recommandables et que plus d'une fois il a dû faire usage de ses poings. Sa rencontre avec les arts martiaux, sambo et surtout judo, à l'âge de 13-14 ans va changer radicalement son quotidien et sa personnalité. Il ne traînera plus dans les rues mais s'entraînera dur pour devenir quelqu'un. Ses premières récompenses il les doit au judo, jusqu'à devenir champion de Leningrad lorsqu'il était étudiant à l'Université d'État de la ville.

Saint-Pétersbourg, la « fenêtre sur l'Europe » voulue par Pierre le Grand

Avant de se distinguer par son héroïsme pendant la Seconde Guerre mondiale, la ville natale de Vladimir Poutine a eu un passé des plus prestigieux. Elle est le fruit d'une volonté de fer et d'une vision stratégique pour l'avenir de la Russie. Cette volonté et cette vision sont celles d'un homme hors normes, un géant de plus de 2 mètres : Pierre le Grand[8].

Pierre le Grand avait compris le retard de la Russie par rapport au reste de l'Europe et de la nécessité absolue de rattacher son pays au modèle de développement européen. Il va alors sillonner l'Europe pour s'inspirer de ce qui s'y fait de mieux et l'importer dans son pays. Il va partir d'abord incognito, entreprenant en 1697 un voyage de dix-huit mois à travers l'Europe, allant jusqu'à se faire embaucher comme ouvrier dans des chantiers navals aux Pays-Bas. Puis il entreprendra un second voyage vingt ans plus tard, officiel cette fois, passant par Paris et Versailles en 1717, où il sera reçu par le jeune Louis XV. Il est intéressant de noter qu'au printemps 2017, indépendamment de l'exposition organisée avec l'Ermitage au château de Versailles, les Russes avaient célébré en Russie le trois centième anniversaire du voyage de Pierre le Grand en France, créant pour l'occasion une médaille commémorative sur laquelle on voit les tours de Notre-Dame et cette inscription en latin et en russe : « Il voyageait pour le bien de l'empire ». Imagine-t-on un acte important pour le pays accompli il y a quelque trois cents ans par un de nos rois, célébré de cette façon aujourd'hui par la République française reconnaissante ? À l'invitation de Pierre 1er, des scientifiques et des artistes vont affluer de toute l'Europe pour construire, instruire et décorer la ville nouvelle qui ravira à Moscou son statut de capitale dès 1713.

Il faut dire que l'endroit choisi par Pierre le Grand pour bâtir sa ville est fait de marais inhospitaliers et aujourd'hui encore le climat de Saint-Pétersbourg est rude, avec un ensoleillement très limité. Mais il lui fallait un port sur la Mer Baltique libre de glaces l'hiver pour vaincre l'ennemi suédois, faire de la Russie une puissance maritime, l'ancrer dans le paysage européen et l'arracher à l'enfermement qui était le sien jusqu'au début de son règne. Et malgré les difficultés, les incendies, les inondations par les eaux de la Neva, Pierre le Grand ne

renoncera pas à son projet : il aura sa ville symbole d'une Russie ouverte sur l'Europe, et elle-même puissance européenne de premier plan. Et c'est un petit bateau offert par la Hollande à son père, le tsar Alexeï, avec lequel il jouait enfant, qui deviendra le « grand-père de la Marine russe » comme il l'appelait affectueusement. C'est en le pilotant lui-même en 1721 pour célébrer la victoire de Nystadt, victoire définitive russe sur les Suédois, qu'il passera en revue sa flotte.

« La Russie est entrée en Europe comme un navire lancé à coups de hache et dans le tonnerre des canons », écrivait le poète Alexandre Pouchkine. Si la fondation de Saint-Pétersbourg a commencé par la construction d'une forte-resse sur les bords de la Neva pour défendre le territoire reconquis par les Russes sur les Suédois - qui deviendra plus tard la forteresse Pierre et Paul -, l'Europe sera toujours la bienvenue à Saint-Pétersbourg. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'hôtel longtemps le plus confortable de la ville, même pendant la période soviétique, s'appelle précisément « L'Europe ». Les Européens seront ici chez eux ; et parmi eux les Français seront particulièrement bienvenus. Si des Allemands et des Italiens sont venus nombreux travailler au service des tsars, les Français Jean-Baptiste Leblond, Thomas de Thomon, Jean-Baptiste Vallin de Lamothe seront parmi les premiers architectes de la ville invités par les tsars. C'est encore un architecte français, Auguste Ricard de Montferrand, qui va construire pour Alexandre Ier deux des monuments les plus emblématiques de la ville : la cathédrale Saint-Isaac et la colonne Alexandre sur la place du Palais. C'est un sculpteur français, Etienne-Maurice Falconet, qui va concevoir le célèbre monument à Pierre le Grand voulu par Catherine II, la fameuse statue équestre qui borde la Neva, à quelques mètres de Saint-Isaac. C'est un chorégraphe français, Marius Petipa, qui va donner aux ballets russes leurs lettres de noblesse à la fin du XIXe siècle et dont le bicentenaire va être célébré tout au long de l'année 2018 en Russie. C'est en français enfin que l'un des plus grands poètes russes, Alexandre Pouchkine, va commencer à écrire dans sa jeunesse, avant de se mettre à la langue russe à laquelle il va laisser

tant de grandes œuvres. Si la communauté française est aujourd'hui modeste à Saint-Pétersbourg, avec un peu plus de 250 inscrits sur la liste électorale consulaire, et nettement moins importante que la communauté allemande, c'est bien français que l'on parlait encore avant la révolution de 1917 dans certaines rues du centre-ville. Un magasin de luxe récemment restauré au bord de l'un des canaux de la ville, « Au Pont Rouge », premier « grand magasin » ouvert en Russie en 1908 par un Belge, porte aujourd'hui toutes les inscriptions telles qu'elles apparaissaient avant la révolution, en français et en russe ; on peut y lire : « ganterie », « chapeaux », « chaussures »… Et si Sacha Guitry, né en 1885 à Saint-Pétersbourg, se prénomme ainsi, c'est que son parrain, n'était autre que le tsar Alexandre III, auquel était lié son père, le comédien Lucien Guitry qui dirigeait alors une troupe française permanente au Théâtre Michel de Saint-Pétersbourg[9]. Cette francophilie est inscrite dans la pierre des monuments les plus emblématiques de la Russie et dans la mémoire immatérielle des Russes ; il ne faut jamais l'oublier.

Aussi, lorsque Vladimir Poutine est venu en France, à Versailles et à Paris en mai 2017, il a bien sûr rappelé les liens tissés par Pierre le Grand, soulignant toutefois que les relations diplomatiques entre nos deux pays avaient commencé bien avant, par le mariage de la princesse Anne de Kiev avec Henri Ier, roi des Francs, en 1051. Il a rappelé aussi en quoi Pierre le Grand avait été un grand réformateur et avait voulu construire une Russie moderne. Lorsqu'en mai 1990 il s'installe dans le Palais de Smolny, siège du gouvernement de la ville, construit par Catherine II pour accueillir et éduquer les jeunes filles de la noblesse russe, ce n'est pas le portrait du président du pays qu'il demande à avoir dans son bureau. C'est le portrait de Pierre le Grand, et lui seul.

Il est important de comprendre à quel point Saint-Pétersbourg est une ville européenne, construite par des Européens, ouverte aux idées européennes pour saisir à quel point il n'y a pas chez ses habitants d'hostilité a priori à l'univers européen, bien au contraire. Vladimir Poutine fait d'ailleurs cette remarque en parlant de ses parents, concluant sa tribune dans le *Pionnier russe* : « Ils n'avaient

aucune haine envers l'ennemi, ce qui est étonnant. Jusqu'à maintenant, en toute franchise, je n'arrive pas à le comprendre jusqu'au bout. Ma mère avait un caractère doux, bienveillant… Et elle me disait : *Mais quelle haine peut-on avoir pour ces soldats ? Ce sont des gens simples et eux aussi mouraient à la guerre*. C'est curieux. Nous avons été élevés avec des livres, des films soviétiques… Et nous les détestions. Et chez elle, il n'y avait rien de tout cela. Je me souviens très bien de ses paroles : *Pourquoi leur en vouloir ? Ils travaillent dur comme nous. Simplement ils étaient forcés d'aller au front*. »

Si les deux précédents changements de nom - Petrograd en 1914 et Leningrad en 1924 - avaient été imposés de manière autoritaire, le changement de Leningrad en Saint-Pétersbourg s'est fait d'une manière démocratique. Vladimir Poutine était lui-même d'ailleurs aux premières loges au moment de ce changement, travaillant déjà aux côtés d'Anatoly Sobchak à la ville. Contrairement à une légende tenace, ce n'est pas ce dernier qui a pris l'initiative de ce changement de nom[10]. Lui-même craignait de s'aliéner les vétérans de la Seconde Guerre mondiale et de perdre les élections municipales. Les partisans de Leningrad défilaient d'ailleurs avec des pancartes où il était écrit « Nous nous sommes battus pour Leningrad ». Ce sont des députés du Lensoviet (Conseil de Leningrad) qui ont insisté pour introduire un référendum sur ce sujet en avril 1991. La décision a alors été prise de lier l'élection du maire de la ville au référendum sur le nom le 12 juin 1991, jour également de la première élection présidentielle au suffrage universel pour la présidence de la Fédération de Russie, six mois avant la chute de l'URSS. Le même jour Boris Eltsine sera élu premier président de la Fédération de Russie, Anatoly Sobchak premier maire de la ville et Leningrad redeviendra Saint-Pétersbourg[11]. Avec une participation de 65%, la population s'était prononcée à 54,86 % pour le changement de nom, 42,68% avaient voté contre et 2,46% avaient voté blanc. Il fallait répondre oui ou non à la question : « Souhaitez-vous le retour du nom d'origine pour notre ville ? » Les débats avaient été animés et allaient

bien entendu au-delà d'une affaire de nom. C'était à la fois presque un référendum en miniature pour ou contre un arrimage du pays à l'Europe, une question sur l'héritage de la révolution bolchévique à travers Lénine mais aussi et surtout une question sur la mémoire du blocus. Il faut dire que pendant la Seconde Guerre mondiale les Allemands qui encerclaient la ville avaient installé le long de la ligne de front des panneaux de signalisation avec le nom de « Petersburg » et le nombre de kilomètres jusqu'à la ville. Gorbatchev lui-même était intervenu à la télévision peu de temps avant le vote pour dire son opposition personnelle au changement de nom qui ne s'imposait selon lui « ni pour des raisons morales ni pour des raisons politiques ». Il faut rappeler que le nom initial donné par Pierre Ier à la future forteresse Pierre et Paul en mai 1703 était « Sankt Piterburgh », autrement dit Saint-Pierre en néerlandais, et c'est bien à Saint-Pierre - que le tsar considérait comme son protecteur - qu'il avait dédié cette ville. Si depuis longtemps, même à l'époque de Leningrad, les Pétersbourgeois appellent d'ailleurs leur ville « Piter », c'est une souvenance lointaine de ce premier nom. Vladimir Poutine n'a jamais dit publiquement quel avait été son choix lors de ce référendum, mais il lui arrive fréquemment de parler encore de « Leningrad » comme dans le documentaire d'Oliver Stone diffusé en juin 2017. Et il n'a jamais été question de débaptiser la région qui entoure Saint-Pétersbourg, qui s'appelle l'oblast de Leningrad, et qui a, elle aussi, son siège administratif à Saint-Pétersbourg.

Enfin il faut comprendre que, quel que soit le nom qu'on lui donne, Leningrad ou Saint-Pétersbourg, cette ville n'est pas Moscou. Un dicton russe classe ainsi les villes les plus importantes pour les Russes : « Novgorod c'est le père, Kiev c'est la mère, Pétersbourg c'est la tête, Moscou c'est le cœur. » Il y a toujours eu une rivalité entre les deux capitales, distantes d'un peu plus de 600 kilomètres : Moscou la russe, l'industrieuse et l'affairiste ; Saint-Pétersbourg l'européenne, l'intellectuelle et l'artiste. Vladimir Poutine n'est pas un homme de Moscou, ce n'est pas un apparatchik, ni un fils d'apparatchik. Il ne fait pas partie de l'élite dirigeante de la capitale. C'est un provincial - ses parents sont eux-mêmes originaires du petit

village Pominovo dans la région de Tver - à l'aise avec les petites gens et à l'aise dans la nature, fils d'un contremaître qui travaillait à l'usine et s'est engagé pour défendre son pays quand il a estimé qu'il était de son devoir de le faire. C'est en somme un Russe ordinaire, qui a partagé les épreuves et le quotidien de tous ses compatriotes. Mais le destin particulier de sa ville lui fera toucher du doigt la nécessité de réconcilier les deux Russie, la grandeur tsariste avec l'héroïsme communiste, pour écrire une histoire apaisée qu'il aura la charge d'inventer.

---

1. Le terme exact est « kandidat nauk », "candidat des sciences", un titre assimilé au PhD.
2. En 2014, la Crimée comptait 1 958 500 habitants et Sébastopol 340 297 habitants ; la Crimée a le statut de République et Sébastopol, ville autonome ; ils forment ensemble un territoire de 22 000 kilomètres carrés. La surface exacte de la Fédération de Russie avec la Crimée et Sébastopol est de 17 125 191 km2. Le nombre d'habitants au 1er janvier 2017 est de 146 804 372 (source : Rosstat).
3. On en trouve une version en russe sur le site du journal *Nezavisimaïa Gazeta* - « *Journal Indépendant* » - sous la référence : ng.ru/politics//1999-12-30/4_millenium.html. Il a été traduit du russe dans l'ouvrage de Frédéric Pons, *Poutine*.
4. Les chiffres officiels des victimes des affrontements sont de 145 morts et 800 blessés. Les communistes parlent de plus de 2000 morts.
5. Ces sept oligarques étaient : Boris Berezovsky (groupe Logovaz et banque Obiedinnionnyi), Vladimir Goussinsky (groupe Most), Alexandre Smolensky (groupe Stolichnyi), Vladimir Potanine (groupe Onexim), Mikhail Khodorkovsky (groupe Menatep), Piotr Aven et Mikhail Fridman (groupe Alfa).
6. Cette rencontre a eu lieu à Sochi le 21 juillet 2017. Le Centre Sirius accueille pour des séjours des enfants qui ont des dispositions particulières dans différents domaines, scientifiques, artistiques,

sportifs. On peut voir la vidéo de cette rencontre sur le site en russe du Kremlin : kremlin.ru.

7. C'est l'expression qu'utilise Daniil Granine dans son témoignage au Bundestag. Il dit que c'était une sensation terrible de jeter dans les fosses communes ces corps tellement amaigris qu'ils étaient aussi légers que des bûches.

8. Pierre Ier a reçu le qualificatif de « Grand » après le traité de Nystad avec les Suédois en 1721; c'est le Sénat qui lui a attribué ce titre en même temps que celui d'« empereur de toute la Russie ». Les Pays-Bas et la Prusse ont reconnu d'emblée ces titres, la Suède en 1723, la Grande-Bretagne et l'Autriche en 1742, l'Espagne et la France en 1745… Mais Pierre le Grand n'en saura rien puisqu'il est mort en 1725.

9. Le hasard a fait que c'est précisément à l'adresse natale de Sacha Guitry, au 12, perspective Nevsky, que j'ai fait déménager l'Institut français en janvier 2008. C'est en faisant des recherches sur cette adresse que je me suis aperçue de l'heureuse coïncidence. Sur les photographies d'époque que j'ai pu voir, plusieurs devantures de magasins autour étaient en français à la fin du XIXe siècle.

10. Peu de temps avant les élections et le referendum du 12 juin 1991, Anatoly Sobchak, qui s'était publiquement déclaré hostile à considérer le sujet du changement de nom, fera campagne avec le slogan : « Je ne veux pas être le maire de Leningrad, je veux être le maire de Saint-Pétersbourg »

11. À l'issue du referendum, la décision devait encore être entérinée par les autorités centrales à Moscou. Ce ne sera fait que le 6 septembre 1991, dans la foulée du putsch raté d'août 1991, et le décret sera signé par Ruslan Hasbulatov, premier adjoint du président du Soviet Suprême. Officiellement le changement de nom sera effectif au 1er octobre 1991.

SECOND CHAPITRE

Un homme au « service » de la Russie

La première fois que j'ai vu et entendu Vladimir Poutine c'était le 30 octobre 2000, à l'Élysée. Il effectuait sa première visite officielle en France. Un dîner avait été donné en son honneur ce soir-là. Lorsque le président Chirac m'a présentée à lui, il lui a dit un mot sympathique à mon endroit, j'ai poursuivi en russe avec Vladimir Poutine, lui expliquant que j'étais née à Moscou. Il m'a alors dit spontanément avec un franc sourire : « C'est très bien, il faut que les nôtres soient partout » ; en russe il a employé le mot *nashy*. Il ne venait pas de m'offrir un emploi au sein des « services » - c'était un trait d'humour et en même temps il me disait simplement ce que j'avais déjà si souvent ressenti en Russie : d'où que l'on vienne, quels que soient les itinéraires, les appartenances ethniques, les convictions politiques ou religieuses, tous font partie d'un ensemble plus grand qu'eux : la Russie. Et tous sont, d'une manière ou d'une autre, à son service. C'est une sorte de patriotisme évident, aussi naturel que l'air que l'on respire.

En l'entendant ce soir-là pour la première fois, avec sa voix claire, énergique et monocorde, je me suis soudain souvenue d'une émission qu'il m'arrivait d'entrevoir enfant à la télévision le dimanche matin : *Sluzhu Sovetskomu Soyuzu* - « Je sers l'Union Soviétique ». Programmée à 10 h, elle suivait une émission pour enfants. C'était une série de reportages sur le quotidien des soldats, des pilotes et des marins aux quatre coins du pays où l'armée soviétique était présente. Comme je l'ai appris plus tard c'était une émission très regardée par tous les publics - après le programme d'information « Vremia », c'était l'émission la plus populaire du pays, qui touchait

30% des téléspectateurs. Diffusée de 1967 à 1991 tous les dimanches matin pendant une heure, elle a certainement beaucoup fait pour faire aimer l'armée et le service du pays à bien des générations de jeunes gens. La voix et l'élocution des officiers comme des simples soldats que l'on entendait dans cette émission était semblable à s'y méprendre à celle de Vladimir Poutine entendue ce soir d'octobre 2000 à l'Élysée.

À l'école du KGB

Ce n'est un secret pour personne que Vladimir Poutine a servi pendant des années comme agent du KGB, *Komitet Gosudarstvennoy Bezopasnosti*, autrement dit le « Comité de la Sécurité de l'État », les redoutables services secrets russes. Il s'est exprimé à maintes reprises sur ce sujet, même s'il reste muet sur le travail réel qui fut le sien. Il prend toujours le soin de préciser qu'il a été « affecté » au KGB à l'issue de ses études supérieures au sein de l'Université d'État. C'était en effet la règle que chaque diplômé d'université reçoive à l'issue de sa formation une affectation par le biais d'un bureau qui se situait au sein de l'établissement. Ce fait est mentionné dans sa biographie officielle sur le site du Kremlin. C'est également ce qu'il explique dans l'entretien avec Oliver Stone. Son entrée au sein du KGB a été une affectation de fin d'études. Mais il ajoute dans le documentaire qu'il était très heureux de cette affectation qui correspondait parfaitement à ce qu'il souhaitait. Il avait choisi d'étudier le droit précisément parce qu'il savait que c'était une voie royale pour être recruté dans les services. Encore adolescent il avait rendu visite au bureau de Leningrad où travaillent des hommes « aux mains propres, au cœur ardent et à la tête froide ». Il leur avait fait part de son souhait de les rejoindre. On lui avait expliqué qu'il fallait passer par l'armée ou l'université, et qu'au sein de celle-ci les études de droit étaient les plus prisées pour rejoindre ensuite les services. Ce choix lui permettra de croiser la route d'un professeur de droit reconnu de l'Université d'État de Leningrad : Anatoly Sobchak, son futur patron à la mairie de Saint-Pétersbourg.

Pour comprendre la fascination que pouvait exercer le KGB sur certains jeunes gens en pleine guerre froide, il faut mentionner un film qui résume parfaitement ce que dans les années 1970 - les années de formation de Poutine - on pouvait penser de ces espions supérieurement intelligents, élégants, redoutablement efficaces, qui sacrifiaient ce qu'ils avaient de plus précieux au service de leur pays. Ce film c'est *Dix-sept moments du printemps*, diffusé pour la première fois à la télévision russe en 12 épisodes en août 1973, et régulièrement rediffusé depuis. Des proches se souviennent qu'en 1973 ce film a tenu en haleine le pays tout entier et les rues de Moscou étaient désertes le temps de la diffusion.

Le titre curieux de ce film fait référence à 17 moments du dernier printemps de la Seconde Guerre mondiale, saisis entre le 12 février et le 24 mars 1945 à Berlin, à quelques semaines de la capitulation allemande. Le sujet du feuilleton est l'action héroïque de Maxime Maximovitch Issaev, colonel du KGB sous le nom de code Justas. En mission en Allemagne depuis quelques années, il parvient à infiltrer le haut commandement nazi comme espion du contreespionnage allemand sous le nom de Max Otto von Stierlitz, un élégant aristocrate entièrement dévoué au Reich. Au début du film il est chargé par Moscou en février 1945 de vérifier si des dignitaires allemands ont bien entamé des pourparlers avec les forces américaines à Berne pour conclure une paix séparée dans le dos des Soviétiques et pouvoir ainsi se retourner contre l'armée rouge. Il s'acquitte avec brio de sa mission, parvient à déjouer la tentative de paix séparée de l'Allemagne nazie avec les Américains et sera fait héros de l'Union soviétique.

Remarquable, cette série l'est à plus d'un titre. Elle vaut d'abord par une distribution brillante, où on retrouve quelques-uns des acteurs les plus populaires d'alors. Le personnage principal est joué par un acteur très aimé en Russie, Viatcheslav Tikhonov, qui va acquérir avec ce film le statut de « monstre sacré ». Il avait incarné quelques années auparavant la grande figure du prince André dans *Guerre et Paix* de Bondartchuk. Que le héros imaginé par Tolstoï, un prince d'une grande famille russe se battant avec héroïsme contre

Napoléon, qui ne rêvait que de gloire pour la Russie impériale, puisse se transformer quelques années plus tard en agent du KGB luttant avec le même héroïsme contre les nazis mais aussi contre les Américains, est tout à fait symptomatique de la lecture historique qui peut être faite des guerres menées par la Russie et l'URSS ces deux derniers siècles. Elle vaut ensuite par le visage impassible que garde Stierlitz tout au long de la série, ne trahissant pas la moindre émotion d'Issaev. Le personnage est d'une maîtrise magistrale de lui-même, ne se perdant pas dans ses quatre identités. Bien sûr ce n'est pas sans rappeler le visage que Vladimir Poutine affiche régulièrement et la parfaite maîtrise qu'il a de lui-même, une qualité qu'il avoue lui-même avoir beaucoup travaillée et qui est capitale à ses yeux. La série vaut également par les portraits d'Allemands ordinaires, ennemis du Reich, que Stierlitz fréquente régulièrement dans sa vie civile à Berlin sous le nom de M. Bolzen, plein de courtoisie et de bienveillance à leur égard. De l'héroïsme ordinaire du simple soldat à la candeur pataude du pasteur en passant par une aimable vieille dame qui a perdu ses enfants à la guerre mais continue à vivre avec une forme d'optimisme, tous ces personnages forment une galerie de portraits attachants destinés à montrer que chacun à son niveau pouvait lutter contre la dictature et qu'en aucun cas les Russes ne pouvaient être les ennemis du peuple allemand. En revanche, l'adversaire principal de Stierlitz et de la Russie, tel qu'il apparaît à la fin de la série, c'est les États-Unis bien plus que l'Allemagne. Ils trahissent leur allié soviétique et sèment la division en Europe entre l'Est et l'Ouest.

Dans l'esprit de Vladimir Poutine, et de beaucoup de ses compatriotes, ils continuent à jouer ce rôle aujourd'hui. Dans les entretiens avec Oliver Stone, des images de ce film sont projetées et Vladimir Poutine reconnaît qu'avec d'autres œuvres elles ont joué un rôle important dans son engagement. Avec le personnage de Stierlitz, sa connaissance de l'allemand et de l'Allemagne, son parfait sang-froid, son goût pour le jeu d'échecs, son amour de la nature et par-dessus tout son amour du pays, le jeune Poutine pouvait trouver bien des points communs. Il l'exprimera à sa façon lorsque, devenu président, en février 2003 il fêtera les 75 ans de l'acteur Viatcheslav

Tikhonov en le décorant de l'ordre du « Mérite devant le pays » de troisième grade, le plus élevé, et en le recevant en petit comité avec ses ministres les plus importants - y compris le directeur du renseignement extérieur qui ne sera pas sur les images retransmises à la télévision -, lorsqu'il lui rendra un hommage appuyé au moment de sa disparition en décembre 2009 et lorsqu'il donnera son nom à un navire scientifique à Sochi, le plus avancé au monde de sa catégorie, en septembre 2011.

Figure tutélaire de tous ceux qui se sont engagés dans les services dans les années 1970, le personnage de Stierlitz a peut-être aussi une autre dimension. Dans ces années le KGB est dirigé par Iouri Andropov, qui restera 15 ans à la tête de l'institution, entre 1967 et 1982. Il est persuadé qu'il faut renouveler le recrutement des services, en attirant des jeunes gens entreprenants et bien formés. Il a des amitiés et des relais dans les milieux artistiques, son gendre est acteur dans un théâtre d'avant-garde très populaire à Moscou, la Taganka. À son initiative, une campagne bien orchestrée, visant à améliorer l'image de marque des services de sécurité est lancée dans la littérature, le cinéma, le théâtre. C'est alors que fleurissent les romans policiers, qu'apparaissent des films, des pièces de théâtre et des feuilletons télévisés qui louent l'héroïsme des agents soviétiques pendant et après la guerre. Et la censure prend soin de gommer tous les aspects sombres liés au passé du KGB et aux répressions staliniennes qui dans les années 1960-1970 sont vraiment passées au second plan, voire tombées dans l'oubli. Vladimir Poutine fait partie de ces nouvelles recrues, lui qui entre au KGB en 1975. Comme Iouri Andropov il dirigera l'institution[1], mais pendant seulement 13 mois entre juillet 1998 et août 1999, avant d'être nommé Premier ministre, puis quatre mois plus tard président par intérim. Iouri Andropov passera aussi de la direction du KGB au pouvoir suprême en 1982, auquel il se maintiendra deux ans, puisqu'il décède brutalement en février 1984.

À partir de 1975 l'information sur le travail réel de Poutine au sein du KGB est lacunaire, ce qui n'est pas anormal, étant donné le caractère particulier de ce genre de missions. Toutefois des

informations ont filtré ces dernières années dans la presse russe et Vladimir Poutine lui-même a donné quelques détails de sa vie « dans les services ». À Oliver Stone il dit qu'il est passé par « plusieurs écoles ». En réalité il a bénéficié de nombreuses formations entre 1975 et 1985, où il est envoyé en RDA. Il est affecté d'abord au département du KGB de sa ville, Leningrad, puis dès 1976 il suit une formation à l'école 401 de l'avenue des Énergéticiens - une adresse très soviétique, pour entrer dans les forces opérationnelles. Là on lui apprend l'art de l'observation pour lui permettre de revenir dans les effectifs du KGB de Leningrad et travailler « avec l'élément étranger » comme il le dit lui-même à un niveau plus professionnel. De cette période on sait qu'il avait directement à faire à la 5e direction du KGB dont la spécialité était la lutte contre les dérives idéologiques. Il semble à ce moment avoir fait montre de dispositions particulières et se fait remarquer de ses collègues du renseignement. Il se voit donc proposer une nouvelle formation d'une année, cette fois à la Haute Ecole du KGB à Moscou, pour pouvoir être affecté ensuite à la 1ère direction de l'organisation, à savoir le renseignement extérieur. De retour à Leningrad il va travailler pendant presque 5 ans, cette fois dans sa nouvelle spécialité. C'est à ce moment-là qu'il va rencontrer à l'occasion d'un spectacle la jeune Lioudmila Chkrebneva, une hôtesse de l'air native de Kaliningrad. Leur mariage aura lieu le 28 juillet 1983. Il passe ensuite une année à l'Institut du Drapeau Rouge à Moscou, de l'automne 1984 à l'été 1985, où il étudie sous le nom de Platov. C'est un passage obligé avant de partir en mission à l'étranger. En août 1985 il reçoit, toujours sous le nom de Platov, son affectation à Dresde.

Sur son activité en Allemagne, les informations sont là aussi peu nombreuses. Un fait toutefois a été relaté dès la biographie *Ot pervogo litsa* parue en mars 2000. Et Vladimir Poutine a laissé plus tard la presse revenir plus en détail sur les faits. Le jour de la chute du mur à Berlin, le 9 novembre 1989, une foule importante s'en est pris à l'immeuble de la Stasi à Dresde, voisin du celui du KGB où se trouvait alors Poutine avec sept autres agents. Leur chef étant absent

des lieux, Poutine s’est retrouvé le plus gradé d’entre eux. Sentant le danger se rapprocher avec cette foule hostile, qui criait des slogans antisoviétiques et antirusses, il a pris le téléphone pour demander des renforts militaires à la base russe la plus proche. Mais sans ordre de Moscou il était impossible de faire appel à ces forces. Et Moscou ne répondait pas. « On a l’impression qu’on nous a laissés tomber » lui dit son correspondant au téléphone.

Il a alors demandé à ses camarades de se préparer au combat. Des Allemands avaient déjà pénétré dans la cour de l’immeuble. Platov est venu lentement à leur rencontre. « Qui êtes-vous ? » lui a-t-on demandé. Platov a attendu que le silence se fasse avant de répondre :

« Je suis traducteur.

- Et que voulez-vous nous… traduire ?

- Deux choses seulement. Aujourd’hui le mur de Berlin est tombé. Cela s’est fait avec la bonne volonté de mon pays ! Ici vous vous trouvez dans un bâtiment soviétique dont nous montons la garde. C’est la propriété de l’URSS. Je vous en avertis. »

Poutine, comme les autres agents soviétiques qui se trouvaient aux fenêtres, étaient armés. Alors que certains dans la foule voulaient avancer, Platov a repris :

« Je suis un officier soviétique. J’ai 12 balles. Je laisse la dernière pour moi. Mais le devoir de protéger notre pays, nous l’accomplirons jusqu’au bout. Je suis officier. Je ne peux agir autrement. »

Après un long face-à-face, Platov a tourné les talons, la foule s’est lentement dispersée. Pas un coup de feu n’a été tiré.

Cette expérience personnelle de la paralysie du pouvoir sera fondatrice. Elle permettra à Vladimir Poutine de forger sa conviction intime : la loyauté doit s’exercer à l’égard de l’État et de ceux qui, à un moment donné, incarnent le pouvoir plus qu’à l’égard de régimes particuliers. C’est pourquoi un même acteur de cinéma peut jouer le Prince André et un agent du renseignement infiltrant l’ennemi. À condition d’être loyal à l’État, quelle que soit la forme qu’il prenne, qu’il ait les traits d’Alexandre Ier ou de Staline dans le cas présent. Et

Poutine sera pour sa part d'une loyauté totale vis-à-vis de ceux qu'il a servis. Ce sera le cas avec Anatoly Sobchak. Lorsque celui-ci est battu aux élections municipales le 2 juin 1996[2], deux enquêtes sont ouvertes sur le maire de Saint-Pétersbourg. On l'accuse notamment d'avoir acheté un appartement à deux pas de l'Ermitage avec de l'argent de la ville. Vladimir Poutine le soutiendra toujours. Il va même prendre des risques pour sa carrière alors qu'il est à la tête du FSB pour le faire partir dans des conditions discrètes à Paris, où il sera hébergé chez un ami. C'est ainsi aussi que le premier décret signé en tant que président, l'après-midi même du 31 décembre 1999 - l'oukaz n° 1763 - sera un texte mettant Boris Eltsine et sa famille à l'abri de poursuites judiciaires. Il est souvent dit à Saint-Pétersbourg que le geste de loyauté de Poutine à l'égard de Sobchak avait impressionné Eltsine et que c'est là la principale raison du choix de Poutine comme successeur. Eltsine avait la certitude de pouvoir finir ses jours tranquilles si Poutine était au pouvoir. Ce sens de la loyauté le conduira aussi à nommer de manière inattendue, pour ne pas dire incongrue, un chef d'atelier d'Ouralwagonzavod (usine de fabrication de wagons), Igor Kholmanskikh, au poste très convoité de représentant du président pour l'Oural. Celui-ci avait manifesté bruyamment son soutien au président russe lors d'une émission télévisée le 15 décembre 2011. Ce sens de la loyauté s'est manifesté aussi en mai 2017 par la visite surprise, mais filmée, de Poutine à son ancien patron du KGB lorsqu'il travaillait en Allemagne, Lazar Matveev, à l'occasion de son 90e anniversaire. Il était accompagné de deux de ses anciens collègues envoyés comme lui en Allemagne : Nikolaï Tokarev, aujourd'hui président de Transneft, et Sergueï Tchemosov, aujourd'hui président de Rostech.

A-t-il vraiment quitté le KGB en 1991 comme il le dit ? Et la question a-t-elle un sens ? Une fois que l'on est passé par ces structures n'est-on pas à vie lié à elles ? Plusieurs fois Vladimir Poutine s'est exprimé publiquement là-dessus, dont les entretiens avec Stone (dans la partie qui n'est pas dans le film). Il explique que lorsque Sobchak lui a proposé de venir travailler avec lui à la ville il lui

a avoué qu'il était officier du KGB et que si cela se savait cela pourrait nuire à la carrière de Sobchak, qui était alors une figure en vue du camp démocratique et libéral. Ce à quoi Sobchak lui a répondu qu'il s'en fichait. Mais pour éviter les tentatives de chantage Poutine a décidé de prendre les devants et de démissionner du KGB, « décision la plus difficile de ma vie » écrit-il dans *Ot pervogo litsa*. Cependant il dit ne pas avoir eu de réponse à cette première lettre. Dès le lendemain du putsch raté d'août 1991, le 20 août il écrit pour la deuxième fois, Sobchak téléphone au directeur du KGB d'alors, puis au commandant de sa direction, et le lendemain sa demande est acceptée. En revanche, dans un vieil entretien filmé on le voit dire clairement qu'il n'a jamais rendu sa carte du PCUS, qu'il l'a consciencieusement rangée dans un tiroir lorsque le PCUS s'est écroulé.

Un fait est indéniable : son premier geste de président, le 31 décembre 1999 au soir, alors qu'il a hérité de la fonction à midi précises, sera lié au FSB. Ce soir-là il ne va pas assister à la grande soirée du Bolchoï, le grand théâtre de Moscou, organisée traditionnellement pour le réveillon. Ce soir-là il va se rendre en Tchétchénie, au côté des troupes engagées, avec pour seuls compagnons de voyage le directeur du FSB, Nikolaï Patrouchev, son épouse Lioudmila et le ministre de la communication Mikhaïl Lessin. Ils seront quatre, accompagnés bien sûr d'officiers de sécurité, à braver les dangers d'un tel déplacement, en pleine guerre et en plein hiver, avec des conditions météorologiques épouvantables. Il faut se garder de comparaisons déplacées, mais il aurait été inimaginable dans l'esprit des Russes que le premier déplacement d'un nouveau chef d'État fût une visite à un chef d'État étranger, fut-il l'allié le plus proche, quand les troupes sont engagées sur un théâtre d'opération.

Nikolaï Patrouchev est un proche de Poutine. Né comme lui à Leningrad, entré comme lui au KGB en 1975, de quelques mois son aîné, il restera en fonction jusqu'en 2008, et prendra à cette date un autre poste stratégique, le secrétariat du Conseil de Sécurité, poste qu'il occupe toujours. Le nouveau directeur du FSB depuis mai 2008, Alexandre Bortnikov, est un autre proche de Poutine, aussi de

Leningrad, entré aussi en 1975 au KGB où ils ont travaillé ensemble au contre-espionnage à Leningrad. D'un an son aîné, il a comme Patrouchev fait toute sa carrière dans les services, qu'il a rejoints à la sortie de l'université des chemins de fer de Leningrad. Bortnikov, comme Patrouchev, sont sur la liste des individus privés de visa pour l'Union européenne depuis les sanctions décidées en juillet 2014 dans la suite de l'annexion de la Crimée. Dans l'entourage de Vladimir Poutine, au début des années 2000 déjà, un certain nombre de représentants des services, entrés comme lui dans les années 1970 au KGB, se sont retrouvés dans des fonctions clés de l'appareil d'État : à côté de Patrouchev et Bortnikov qui viendra plus tard, on peut citer Sergueï Ivanov[3], Viktor Tcherkessov…

Le général à la retraite du FSB Nikolaï Leonov, grande figure du KGB dans les années 70-80, explique en mai 2001, la présence de ces recrues des années 70 au gouvernement d'une manière très claire, disant qu'à ce moment-là c'est précisément de ce genre de profils que le pays avait besoin, des responsables politiques solides et pragmatiques : « Ils disposent d'informations opérationnelles. Et en même temps ce sont des patriotes, partisans d'un État fort, dont la tradition repose sur une histoire séculaire. L'histoire leur a assigné une mission spéciale pour restaurer notre puissance car le monde a besoin d'un équilibre des forces et sans une Russie forte il peut y avoir des risques d'instabilités géopolitiques… Qu'est-ce qu'un officier du KGB ? C'est d'abord un serviteur de l'État… l'expérience de la vie, la loyauté à l'égard de son pays… une volonté de fer. Où trouver des cadres comme ceux-là ailleurs ? Les seuls à être capables de ramener l'ordre dans le pays, ce sont des hommes de l'État (*gosudarstvennye lyudi)*. »

L'effacement de sa famille et de sa vie privée

De la famille de Vladimir Poutine on sait finalement peu de choses. Comme d'autres chefs d'État qui ont été un temps ses collègues, il a deux filles. Si les portraits des familles Bush ou Obama ont été abondamment diffusés dans les médias, les jeunes Malia et

Sasha Obama en particulier étant connues de tous les Américains depuis la première campagne présidentielle de leur père, jamais Lioudmila et Vladimir Poutine n’ont posé pour les photographes de presse entourés de leur filles Maria et Katia. Les seules photographies de famille qui circulent sont des photographies anciennes, où leurs filles sont petites, prises pendant leur période soviétique ou allemande, à Leningrad ou à Dresde, ou un peu plus tard déjà à Saint-Pétersbourg, mais leurs filles sont prises de dos. Vladimir Poutine évoque plus volontiers ses parents que ses enfants, et en particulier son père, Vladimir Spiridonovitch Poutine. On l’a ainsi vu défiler à Moscou le 9 mai 2015 pour le 70e anniversaire de la victoire en tête du cortège du « bataillon immortel », avec une photographie de son père en tenue de soldat.

Lorsque le 6 juin 2013 Vladimir et Lioudmila Poutine ont annoncé officiellement leur séparation, en marge d’une représentation de ballet, devant une caméra et une journaliste, la mise en scène a été soignée. Le président russe a expliqué que c’était le résultat de son engagement au service de l’État. Totalement dévoué à sa tâche, il ne voyait plus sa femme. Et la vie publique n’était pas faite pour tout le monde, son épouse la goûtait peu et a voulu se retirer. Vladimir Poutine a d’ailleurs utilisé une sémantique militaire pour expliquer leur séparation : sa femme a été bon soldat, il lui est reconnaissant d’avoir « monté la garde (« *otstayala vakhtu* ») pendant 8 ou 9 ans » alors qu’elle n’aimait pas les contraintes de la vie publique, ni les déplacements fréquents en avion. Il n’a pas mentionné les 30 années de leur union, seulement les années où il était au Kremlin. Le message passé était clair : ce n’était pas le divorce d’un couple qui ne s’entend plus. C’est le sacrifice d’un chef d’État qui renonce aux joies de la vie familiale pour se consacrer encore plus entièrement à sa mission au service du pays. Courageux, il va continuer sa tâche seul, en libérant sa femme de ses obligations officielles qui lui pesaient tant.

Cette séquence a dû être pour Vladimir Poutine un moment éprouvant. Alors qu’il a pris un soin particulier pour tenir sa famille loin des projecteurs, qu’il est pudique sur sa vie privée, il a choisi de ne

pas annoncer son divorce par un communiqué, mais de s'adresser à la nation à la télévision via une brève interview. C'est la journaliste qui les interviewe qui demande s'il s'agit bien d'un divorce ; « un divorce civilisé » répond Lioudmila Poutine, où chacun reste en bons termes et surtout où les parents resteront toujours présents pour leurs enfants. Et Vladimir Poutine s'est empressé d'ajouter que leurs filles ont été élevées en Russie, qu'elles vivaient en Russie. Ce divorce au sommet de l'État était une première dans le pays et c'est sans doute l'épisode le moins « russe » de toute la carrière du président russe. Comme les commentateurs russes l'ont remarqué, le divorce était quelque chose qui se pratiquait à l'Ouest, les cas de Nicolas Sarkozy ou Silvio Berlusconi étaient connus des Russes. Mais ce n'était encore jamais arrivé en Russie. Et c'était tout à fait discordant avec l'attachement toujours manifesté par Vladimir Poutine aux valeurs traditionnelles de la famille. Sans vouloir épiloguer sur les relations conjugales au sein du couple Poutine, il faut savoir qu'un agent du KGB ne pouvait être envoyé en séjour à l'étranger s'il n'était pas marié, c'était la règle établie par l'institution pour éviter que des liaisons se nouent en mission.

Alors que Svetlana, la fille de Staline, étudiait sous son vrai nom à l'université de Moscou et que tout le monde savait qui elle était, les filles de Poutine ont fait leurs études sous des noms d'emprunt : Maria Vorontsova pour l'aînée, Ekaterina Tikhonova pour la cadette, du nom de sa grand-mère maternelle, Ekaterina Tikhonovna Chkrebneva. Cette volonté de cacher ses filles, constante depuis son accession au pouvoir, peut s'expliquer pour des questions de sécurité. Poutine a eu l'occasion de dire - surtout dans les médias occidentaux qui lui posaient des questions à ce sujet - que le niveau de risque terroriste était élevé et que la sécurité des membres de sa famille était une question avec laquelle il ne plaisantait pas. Au tout début de sa présidence, il se dit à Saint-Pétersbourg que ses filles ont d'ailleurs dû quitter leur école et poursuivre leur scolarité pour un temps à domicile, précisément pour des questions de sécurité. Ce n'est qu'en juin 2017, lors de la dernière édition de l'émission *Ligne directe*, qu'il a révélé aux Russes être grand-père et qu'il venait

d'ailleurs d'être grand-père pour la deuxième fois. Il avait glissé un mot là-dessus dans les entretiens avec Oliver Stone. Les rares informations que l'on trouve en russe sur ses filles sont sur des sites d'opposition, comme Meduza ou The New Times. S'agissant de l'aînée, qui porte maintenant le nom de son mari hollandais, Jorrit Faassen, elle a fait de brillantes études de médecine à l'Université de Moscou et travaille dans un Institut d'endocrinologie infantile. La cadette, qui s'est trouvée sous les feux des projecteurs … lors des compétitions internationales de rock acrobatique auxquelles elle a participé jusqu'en 2014, dirige maintenant la fondation « Innopratika », créée en 2012 et liée à l'Université d'État de Moscou. Elle-même est mariée à Kirill Shamalov, fils d'un ami de longue date de son père, Nikolaï Shamalov.

Le souhait de Vladimir Poutine de tenir ses filles le plus loin possible de la sphère du pouvoir trouve peut-être aussi sa raison dans les très mauvais souvenirs laissés dans la mémoire collective par deux prédécesseurs de Poutine dont les filles ont défrayé la chronique : Boris Eltsine et Leonid Brejnev. Les Occidentaux ne se souviennent sans doute pas de Galina, la fille du premier. En revanche le souvenir de Tatiana Diatchenko, fille cadette de Boris Eltsine est plus vif. Poutine répète constamment qu'elles ne font pas de politique ni de « business », *oni nikuda ne lezut*, littéralement elles ne fourrent leur nez nulle part.

Officiellement célibataire, Vladimir Poutine n'a jamais fait état publiquement d'une liaison amoureuse qu'on lui prête avec insistance avec la jeune gymnaste Alina Kabaeva. En 2008 un article publié dans le journal *Moskovskyi Korrespondent* faisant état d'un mariage imminent entre Poutine et Kabaeva avait conduit à la fermeture du journal par son propriétaire, l'oligarque Alexander Lebedev. La jeune femme serait mère de deux enfants, un garçon né en 2008 et une fille née en 2012, et même d'un troisième enfant né en Suisse mars 2015, à une période où Vladimir Poutine avait disparu des écrans pendant une période d'une dizaine de jours. Ce qui est en revanche public, c'est que la jeune femme a eu d'abord une carrière sportive brillante.

Née à Tachkent en mai 1983, elle a fait ses premiers pas en gymnastique alors qu'elle n'avait pas 4 ans. Arrivée à Moscou à l'âge de 12 ans, elle a commencé alors un entraînement plus sérieux avec la grande Irina Viner, entraîneur de l'équipe nationale russe de gymnastique artistique et épouse de l'oligarque Alisher Usmanov. La jeune Kabaeva a alors enchaîné les médailles : championne d'Europe à 15 ans, médaille de bronze aux JO de Sydney en 2000, médaille d'or à ceux d'Athènes en 2004. Après une carrière de sportive qui l'a menée au sommet - elle est la gymnaste la plus titrée de la gymnastique rythmique - Alina Kabaeva a d'abord embrassé une carrière politique. Elle a été membre de l'institution parlementaire « obchestvennaia palata » en 2005, puis a été élue députée du parti Russie Unie pour le Tatarstan en 2007 à la Douma, où elle a siégé jusqu'en 2014. Depuis septembre 2015 elle dirige le National Media Group, un groupe détenu par Iouri Kovaltchouk, proche ami de Poutine. Elle a créé une fondation qui porte son nom et qui promeut la gymnastique rythmique. Elle a notamment organisé dans ce cadre une manifestation remarquée pour le 70e anniversaire de la victoire de 1945. Si Alina Kabaeva a été baptisée dans la foi orthodoxe à la veille des JO d'Athènes, son père, Marat Kabaev, un ancien footballeur professionnel, est connu depuis quelque temps pour son engagement dans des associations musul-manes. Il préside notamment depuis le début de l'année 2017 une association internationale pour le développement des affaires musulmanes (MAIB, *Mezhdunarodnoia Assotsiatsyia Islamskovo Businessa*) enregistrée à Moscou.

Pour revenir au personnage de Stierlitz, le héros de la série *Dix-sept moments du printemps*, les sentiments et les attachements familiaux passent au second plan lorsque l'on est appelé à une mission au service du pays. Sur douze épisodes il n'y a que deux courts moments où l'on comprend que le héros a aussi un cœur et une vie personnelle, mais que le devoir passe en premier. Alors qu'il est déjà en Allemagne depuis quelques années, il a le droit d'apercevoir sa femme dans un restaurant, à quelques tables de lui, mais sans pouvoir lui adresser la parole - une très belle scène muette

d'une rare intensité. À la fin du film, alors qu'il est à Berne et pense pouvoir rentrer en URSS et retrouver celle qu'il aime, le « Centre » lui demande de retourner en Allemagne s'il juge qu'il en est capable pour poursuivre sa mission, malgré les dangers auxquels il s'expose. Sans hésiter, il fait le choix de rester, pour « faire son travail ».

À côté de la discrétion assumée quant à sa famille, il y a un autre aspect de sa vie que le président russe tient à garder pour lui, c'est sa vie spirituelle. Ses déclarations sur le sujet sont extrêmement rares. Interrogé par Larry King, le journaliste vedette de CNN, il lui a dit : « La foi ne doit pas être démonstrative, elle réside dans le cœur de chacun. En ce qui concerne la croix, au départ je ne la portais pas… Deux fois je suis allé en Israël. La première fois c'était une visite officielle à l'invitation du ministre des Affaires étrangères israélien. La deuxième fois, (le pays m'avait tellement plu que j'y suis retourné en famille) j'y suis allé en touriste. Ma mère m'a donné cette croix pour que je la fasse bénir au Saint Sépulcre. C'est ce que j'ai fait et depuis elle est avec moi. D'autant que peu de temps après, il m'est arrivé quelque chose qui m'a décidé à ne plus la quitter. J'ai une datcha à côté de Saint-Pétersbourg qui a pris feu à cause d'un court-circuit dans le sauna. Avant d'entrer dans le sauna j'ai enlevé ma croix. Et quand le feu a pris nous sommes sortis tout nus, tout s'est passé très vite. J'aimais beaucoup ma croix, elle m'avait été offerte par ma mère. Mais l'incendie était très sérieux. Je pensais qu'il n'y aurait même plus de trace de cette croix. C'était une petite croix en aluminium, toute simple. J'ai été abasourdi lorsque les ouvriers qui ramassaient les décombres ont retrouvé la croix entière et intacte. Toute la maison avait brûlé, c'était un vrai miracle, et depuis je la porte toujours sur moi. » Cet incendie a eu lieu le 12 août 1996, peu de temps après l'échec de la réélection de Sobchak à la mairie de Saint-Pétersbourg et peu de temps avant son propre départ pour Moscou.

Il est certain qu'il entretient des relations amicales avec le patriarche de l'Église orthodoxe russe Kirill, comme lui natif de

Leningrad. Pour la partie publique de sa fonction, il n'est pas avare d'images dans un entourage religieux. En revanche il se réserve des plages d'intimité et ses retraites au monastère de Valaam, un endroit majestueux, considéré comme le plus vieux monastère russe, fondé sur un archipel du Lac Ladoga, ne sont pas une légende. Et il lui arrive d'offrir des icônes, bien sûr à des monastères ou des églises comme Valaam, mais aussi à titre privé, comme au chanteur de rock très populaire en Russie Grigory Leps, qui serait un mixte entre Higelin et Gainsbourg, et par ailleurs très croyant. Dans cet entourage semi-privé il y a un personnage qui compte plus que d'autres : c'est le père Tikhon, devenu évêque en octobre 2015. Personnage charismatique, Tikhon Chevkounov a une formation de cinéaste. À la tête du monastère Seretinsky de Moscou, président de la commission pour la culture du patriarcat, il est connu du grand public en Russie pour avoir écrit en 2011 un ouvrage qui a rencontré un immense succès, édité à plus d'un million d'exemplaires, traduit en français sous le titre : *Père Rafaïl et autres saints de tous les jours*. Il y brosse le portrait de moines russes des deux dernières décennies du XXe siècle, chacun héroïque à sa manière, des « saints non saints » comme les présente le titre russe, qui puissent inspirer leurs compatriotes. Le père Tikhon a été présenté comme le confesseur et le père spirituel de Vladimir Poutine. Il n'a jamais confirmé ni infirmé cette information mais a dit publiquement à plusieurs reprises que « comme prêtre » il pouvait témoigner que Vladimir Poutine communie et se confesse plusieurs fois par an. Il explique aussi, dans une interview filmée en 2012, en réponse à une question, pourquoi à titre personnel il avait voté pour Poutine cette année-là. Les trois raisons qu'il avance sont les suivantes : il craint une guerre terrible aux frontières sud de la Russie impliquant l'Iran et des pays musulmans de la région qui entraînera de grandes violences et il ne voit pas de leader politique autre que Poutine capable de résister au déséquilibre des forces qui risque de résulter de ce conflit majeur ; le changement politique est une bonne chose si la nouvelle équipe est meilleure que la précédente, mais malgré toutes les critiques justifiées que l'on peut adresser à Poutine et à son entourage, ils ont

l'expérience et ont su faire des choses positives pour le pays ; comme chrétien enfin il estime qu'il n'y a jamais eu, de toute l'histoire de la Russie depuis la dynastie des Riourikides, de période plus faste pour la chrétienté que depuis le début des années 2000, avec une liberté que l'Église n'avait jamais connue auparavant. »

Il faut dire aussi que depuis 2000 Vladimir Poutine vit dans la demeure d'une sainte à Novo-Ogarevo, à 20 kilomètres du Kremlin. Cette résidence officielle est maintenant connue des médias, il arrive fréquemment au président russe de tenir des réunions et de recevoir des chefs d'État étrangers là-bas. Ce qui est moins connu c'est que ce petit palais de campagne avait été construit pour le grand-duc Serge et la grande-duchesse Elisabeth, un couple au destin peu commun, qui a laissé un bon souvenir dans la mémoire collective. Le couple était doublement lié au dernier tsar de Russie Nicolas II. Le grand-duc Serge était en effet l'oncle de Nicolas II, car il était le cinquième fils d'Alexandre II et donc un jeune frère d'Alexandre III. Quant à son épouse Elisabeth de Hesse-Darmstadt, elle était la sœur aînée d'Alix de Hesse-Darmstadt, qui allait devenir l'impératrice Alexandra en épousant Nicolas II. Ayant perdu leur mère tôt, Elisabeth s'est beaucoup occupée dans sa jeunesse de sa jeune sœur Alix. Convertie à l'orthodoxie, connue pour sa grande piété, elle a refusé de quitter la Russie au moment de la première guerre mondiale alors que Guillaume II lui proposait de l'accueillir en Allemagne. Poutine lui a rendu publiquement hommage lors d'une cérémonie en mai 2017, à deux pas du Kremlin, pour l'inauguration d'un monument à l'endroit où son époux le grand-duc Serge avait été assassiné par un révolutionnaire le 4 février 1905 à Moscou. Représentant une grande croix, il avait été le premier à être détruit par les bolchéviques et par Lénine en personne en mai 1918. Elisabeth avait été jetée vivante dans un puits de mine et elle avait été béatifiée par l'Église orthodoxe. Le couple n'avait pas eu d'enfants. Il n'y a donc pas de descendance directe de ces deux personnalités attachantes, mais il n'est pas exclu que Vladimir Poutine, qui conserve beaucoup d'icônes à Novo-Ogarevo, sente une proximité, une affinité particulière avec ceux qui l'ont précédé dans cette demeure.

L’image donnée aux Russes

S’il y a d’une part une volonté de cacher certains pans de sa vie privée, il y a aussi indéniablement un art consommé de la mise en scène et de la communication dans l’image que Vladimir Poutine souhaite donner de lui à ses compatriotes. « Ich muss so sein wie mein Volk es erwartet » dit-il en allemand à son interviewer au début du documentaire tourné pour la télévision allemande, *Ich, Putin*, diffusé en février 2012. « Je dois être tel que mon peuple l’attend ». Et si les attentes sont multiples, elles se résument à quelques fondamentaux : un chef, sportif et en bonne santé, au service de la Russie. L’exact opposé de Boris Eltsine en somme, qui donnait l’impression de ne pas diriger grand chose, qui n’était pas en bonne santé, et qui ne semblait pas se consacrer entièrement à son pays.

Pour ce qui est de l’image du chef, seul aux commandes, les Russes sont servis. Si dans les toutes premières années de son premier mandat il a pu apparaître peu assuré, parfois gauche, il est indéniable qu’il a acquis une formidable assurance au cours de ses mandats successifs. Son humour, qui s’est affirmé au fil des ans, en est sans doute l’un des marqueurs les plus nets. Les bons mots de Poutine, ses expressions fleuries, *putinizmy* comme les appellent les Russes, (on dirait en français les « poutinismes ») font l’objet de compilations qui sont très vues sur les sites en langue russe.

Mais il a d’abord frappé les esprits par des déclarations martiales qui ont fait date. Avant même qu’il ne devienne président, il a eu cette sortie sur les terroristes qu’il irait « buter jusque dans les chiottes », après les attentats de Moscou en août 1999, qui a été très commentée et qui a assis sa réputation d’homme énergique qui ne reculerait pas devant le châtiment à imposer après le crime. Il y a eu ses face-à-face avec les oligarques de l’ère eltsinienne - une première rencontre au Kremlin, filmée pour partie, le 28 juillet avec les 21 hommes d’affaires les plus puissants du pays, auxquels il a dit clairement qu’il fallait dorénavant jouer « selon les règles » et « arrêter de voler le pays ». Il y a eu un épisode où, en tenue

décontractée, et devant les caméras, il s'en prend vertement à Oleg Deripaska, dans l'une de ses usines près de Saint-Pétersbourg, où les salaires n'étaient plus payés depuis plusieurs mois. Il avait déclaré à l'homme d'affaires et à ses coactionnaires : « vous avez pris en otage de vos ambitions, de votre manque de professionnalisme ou tout simplement de l'avarice la plus triviale des milliers de gens. C'est absolument inacceptable… Et si vous n'arrivez pas à vous mettre d'accord entre propriétaires, l'usine va de toute façon rouvrir ses portes, mais ce sera sans vous. » Et il force Deripaska à signer un document en lui demandant de ne pas oublier de lui rendre son stylo… C'était le 4 juin 2009. Il était alors Premier ministre et l'oligarque russe, première fortune du pays en 2008, était l'époux de la fille de Valentin Yumachev, ancien conseiller très proche de Boris Eltsine, devenu son gendre puisqu'il s'était marié avec la fille cadette du président, Tatiana Diatchenko. Et Poutine dit bien qu'il aurait pu organiser cette rencontre à Moscou mais qu'il voulait d'une part se rendre compte lui-même de la situation sur place et que les auteurs des faits voient également les conséquences de leurs actes.

S'il a eu vent de ces problèmes particuliers c'est parce qu'un responsable syndical de l'usine lui avait fait passer une courte note lors d'une rencontre avec des syndicats quelques jours auparavant. Et c'est là aussi un trait particulier de l'image qu'il souhaite donner à ses compatriotes : il tient à ce rapport personnel avec eux, et il est prêt à certains gestes pour montrer cette grande proximité.

Ce rapport direct au chef de l'État est ancien ; le tsar était le « batiouchka », le petit père des peuples, on pouvait s'adresser directement à lui. Pendant la période communiste, il n'y avait que des camarades, même si certains étaient plus égaux que d'autres, il y avait un rapport au moins théorique de proximité entre le peuple et ses dirigeants. Et Vladimir Poutine prend soin de cultiver cette proximité de la manière la plus diverse qui soit. D'abord il multiplie les occasions de rencontre, devant les caméras, avec les Russes ordinaires. Il a mis en place pour cela dès 2001 une *Ligne directe (Priamaïa linia)*. Ce sont des rendez-vous annuels télévisés avec ses compatriotes, qui peuvent l'interroger par téléphone, internet ou via

des mini-reportages de tout le territoire du pays. Ils ont eu lieu tous les ans jusqu'à présent, à l'exception de 2004 et 2012. Dans ces directs, qui duraient un peu plus de 2 heures pour les premiers et près de 4 heures ces dernières années[4], il prend soin d'appeler les gens par leur prénom, ce qui n'a rien de familier en russe mais est plutôt la marque d'une considération portée à son interlocuteur, en même temps bien sûr que la marque d'une proximité. Lui-même se fait appeler par ses concitoyens non pas « Monsieur le Président », mais simplement Vladimir Vladimirovitch, prénom et patronyme, comme un Russe ordinaire. Dans la pure tradition tsariste, il reçoit les doléances de ses compatriotes, la plupart du temps des cas très concrets de mauvaises conditions de logement, de routes promises et jamais construites… Et il promet à chacun des réponses concrètes, qui viennent généralement, car il ordonne aux gouverneurs d'y veiller personnellement. Bien qu'il soit sous les feux des projecteurs depuis quelques 18 ans, il se met régulièrement dans des postures d'homme de la rue, homme du rang dit-on en russe, *riadovoï chelovek*. Ainsi, lors du concert donné par le chanteur très populaire Josif Kabzon le 20 septembre 2017 à l'occasion de son 80e anniversaire, Vladimir Poutine est monté sur scène pour le féliciter et pour dire quel plaisir il avait, lorsqu'il était un simple citoyen, à écouter cet homme en effet très connu et très aimé en Russie, interprète de plus de 3000 chansons à caractère souvent patriotique. Et c'est précisément comme « porte-parole des Russes ordinaires » qu'il a dit s'adresser à lui ce soir-là. Début octobre, à un professeur d'histoire de Saint-Pétersbourg qui lui demandait quel était son personnage historique préféré (il y a 10 ans à la même question, posée aussi par un professeur d'histoire de la même ville, il avait cité Alexandre III), Poutine a eu cette réponse : « Nous avons beaucoup de grands personnages, mais je dirais le peuple, (il emploie le mot russe *narod*), c'est là qu'il y a l'essentiel de l'énergie de notre pays ». Un détail qui a frappé des journalistes russes : lorsqu'il travaille tard il garde près de lui une bouteille thermos remplie de thé - il pourrait se faire servir à n'importe quel moment, mais il préfère se servir lui-même, avec un simple thermos, un ustensile très courant du quotidien de l'époque

soviétique. Lorsqu'il s'adresse à ses concitoyens il aime cette double image ; à la fois leur chef et l'un des leurs. S'adressant tout dernièrement aux agriculteurs pour leur souhaiter une bonne fête et les féliciter pour les récoltes exceptionnelles de cette année, il se fait filmer devant la statue de Pierre le Grand - son lointain prédécesseur était à la fois le tsar mais aussi un Russe qui a su enlever ses habits d'empereur pour enfiler ceux des marins des chantiers navals hollandais et travailler comme simple contremaître. Le 31 décembre 1999, pour ses premiers vœux à ses compatriotes, une adresse de quelques 5 minutes, il aura deux drapeaux derrière lui : le drapeau avec les armoiries de la Russie - l'aigle bicéphale et saint Georges terrassant le dragon - et un simple drapeau russe. Avant lui, Boris Eltsine, pour ses adieux ce même 31 décembre 1999 qui dureront deux fois plus longtemps, n'avait qu'un seul drapeau derrière lui, et ce n'était pas le simple drapeau russe.

De toutes les images enfin qui sont retransmises des réunions de travail du Kremlin, qu'il soit avec ses ministres ou avec le Conseil de sécurité, qui sont les deux formats de réunion les plus fréquents, il est toujours seul en bout de table, pas du tout comme notre conseil des ministres où le président est assis à une table ovale au milieu de ses plus proches collaborateurs et de ses ministres, siégeant parmi eux ; au Kremlin le président est seul, ses ministres ou collaborateurs sont placés de part et d'autre, assis à une longue table qui a des angles bien droits. Et généralement seuls sont filmés les débuts de réunion, avec la prise de parole du seul président.

S'agissant de l'homme sain et sportif, Vladimir Poutine n'est pas non plus avare d'images. Un documentaire diffusé à la télévision russe en octobre 2012, *Invité chez Poutine*, était destiné à montrer un Poutine intime, inconnu du grand public. Il est frappant de voir que dans ces images il n'est absolument pas question de sa famille - parents, femme ou filles (il porte encore son alliance dans le film). En dehors de toutes les scènes où on le voit au travail (dans son avion, dans sa voiture, ou dans son bureau à des heures nocturnes), on le voit longuement faire du sport dans sa résidence de Novo-Ogarevo. C'est le seul loisir qu'il s'autorise et, d'une certaine façon, cela fait

partie de son travail. Comme il le dit lui-même, il a besoin de ces séances pour se donner ensuite à fond à ses obligations, c'est-à-dire pouvoir écluser son travail quotidien et mener des réflexions stratégiques. Ses journées commencent par une séance de musculation dans une salle très bien équipée en différents appareils, puis il enchaîne avec une séance de natation dans sa piscine - un kilomètre tous les matins - puis une alternance de bains chaud et froid. Ce n'est qu'ensuite, vers 13 heures, qu'il arrive au Kremlin. On sait l'importance qu'a eue le judo dans sa vie d'adolescent. Ce sport restera son « premier amour », comme il le dit à des journalistes japonais à la veille d'un déplacement au Japon. En 1964 ce sport est devenu une discipline olympique, ce qui l'a fait connaître en URSS. C'est ce sport, avec le sambo[5], qui lui a permis de sortir des bagarres de rue et de se discipliner. Sa mère n'était pas emballée à l'idée que le jeune Volodia se lance dans ce sport de combat à l'âge de 13 ans, dans lequel elle ne voyait que de la « bagarre ». Il n'était alors pas excellent à l'école et elle aurait préféré le voir davantage étudier. Mais son professeur de judo est venu rencontrer ses parents chez eux pour les convaincre qu'en se disciplinant par le sport il serait meilleur à l'école, ce qui s'est produit. De là date sans doute sa conviction que le sport est le remède à bien des maux et son engagement en faveur des Universiades à Kazan en 2013, des Jeux Olympiques à Sotchi en 2014 et de la coupe du monde de football en 2018 est à comprendre sous cet angle aussi. Outre leur aspect diplomatique, ces grands rendez-vous permettent de construire des infrastructures sportives et ont un effet d'entraînement sur la pratique quotidienne du sport dans les pays hôtes. C'est ce qu'il répète à l'approche de la Coupe du monde de football : il faut inculquer un mode de vie sain aux jeunes gens et les éloigner des drogues de toutes sortes qui peuvent les tenter à un certain âge. Ceinture noire à 18 ans, champion de judo de Leningrad en 1975, Vladimir Poutine remonte volontiers lui-même sur le tatami. Le seul ouvrage sur lequel son nom figure comme co-auteur (à côté d'Arkady Rotenberg, son camarade de judo de jeunesse, entrepreneur et vice-président de la fédération de judo de Russie, Dmitri Chernykh et Andreï Levitsky,

deux grands judoka russes) est d'ailleurs un manuel de judo, sorti en 1999 et réédité en 2008 avec un DVD. Pour ce film Vladimir Poutine a enregistré une courte introduction de 3 minutes et fait lui-même des démonstrations de différentes prises commentées dans le manuel. Il est clair que le judo, comme tout sport, est dans son esprit bien autre chose qu'un passe-temps. Le judo lui-même (« voie de la souplesse ») est pour lui le roi des sports : il permet d'obtenir des résultats maximaux par des efforts minimaux mais efficaces. Le judo admet des compromis, des avancées de l'adversaire si ce doit être le chemin vers la victoire. Le succès ne s'obtient pas seulement par les exercices physiques, mais aussi par un entraînement moral. Il raconte avoir eu la chance de découvrir dans son adolescence « ce monde de courage, de sincérité et de noblesse, un monde où ce qui a de la valeur, ce n'est pas seulement la force physique mais aussi les qualités humaines, le respect des aînés, des coéqui-piers et des adversaires. Le sport a une influence très positive sur le monde moderne. Il rend la vie plus humaine, il unit les gens et leur offre des émotions positives ». Le judo va être son école de valeurs et son entraîneur Anatoly Rakhline, « blokadnik » comme ses parents, un maître à qui il devra beaucoup.

S'il a un réel attachement pour le judo, qui peut lui être utile dans ses relations avec différents pays d'Asie, il s'est mis à d'autres sports en étant déjà président et pour des raisons bien précises. Dans ses choix il a varié entre les sports très populaires en Russie et ceux qu'il souhaite développer dans le pays. Quand on le voit pêcher dans les fleuves ou les lacs russes il faut savoir que ce sont des images qui parlent à tous ses compatriotes. Les livres pour enfants regorgent d'images de petits garçons partant à la pêche. C'est la même chose pour le hockey sur glace, qui a l'avantage en plus d'être un sport collectif, contrairement à tous les autres dans lesquels il apparaît en public. Il le dit lui-même : il y a quelques années il ne savait pas du tout patiner. Les matchs de hockey auxquels participe son équipe sont abondamment retransmis à la télévision et cela permet évidemment de véhiculer l'image d'un homme entouré et d'une équipe solidaire et contrebalancer ainsi toutes celles où on le voit seul. Lorsque, peu avant les JO de Sotchi, il s'est mis au ski de piste,

sport relativement nouveau pour les Russes qui n'avaient pas de stations jusqu'à tout récemment, c'était pour promouvoir ce sport à l'image très européenne. Tous les Russes font du ski de randonnée dès leur plus jeune âge, mais le ski de piste était, à l'époque soviétique, un sport « bourgeois » et personne n'avait songé à le développer dans un pays qui ne manque pourtant pas de montagnes enneigées. Quant à l'équitation, un sport également connoté « européen » dans la Russie d'aujourd'hui, elle est en plein essor et les images de Vladimir Poutine à cheval sont pour certaines très policées et glamour, renvoyant à l'imaginaire de la noblesse européenne (il possède plusieurs chevaux dans sa résidence de Novo-Ogarevo), d'autres beaucoup plus russes et sauvages lorsqu'il monte dans les vastes étendues russes torse nu. Les photographies de Poutine à cheval en treillis ou torse nu sont très populaires et sont reprises sur les supports les plus variés. J'ai rencontré plusieurs hommes russes qui l'ont en coque de téléphone et voient dans cette image la figure du vainqueur. Il faut savoir aussi qu'il y a à côté de Saint-Pétersbourg, à Tsarskoïe Selo, un lieu unique au monde : un cimetière des chevaux des empereurs russes, qui témoigne d'un rapport de l'homme russe à cet animal tout à fait particulier.

Si Vladimir Poutine cultive sa forme physique, il cultive aussi son amour de la nature. Les images de ses « vacances sibériennes » en août 2017 ont été abondamment commentées, parfois moquées dans la presse. Il ne s'en cache pas, il aime vraiment les expéditions dans la nature. Mais ces escapades lui sont également utiles dans sa mission. Elles lui permettent d'abord de mieux connaître les étendues de son immense pays et de se montrer domestiquant cette nature sauvage. C'est le sens de la chasse à la baleine en Extrême-Orient ou des images où il apparaît avec un tigre ou un ours. Sur les trois jours en Sibérie en compagnie de son ami Sergueï Shoigu, ministre de la Défense et originaire de cette région, le Kremlin a diffusé un film d'une durée de 45 minutes sur son site officiel, sur lesquelles plus de la moitié étaient simplement des images d'une rare beauté de la forêt et des fleuves dans la région de Touva. Ces images lui permettent aussi de véhiculer un message « écologiste », respectueux de la nature, sans avoir besoin de surenchère politique sur ce thème, et

font un contrepoids utile à une autre image, diamétralement opposée, véhiculée abondamment par ses opposants : celle de « l'homme du gaz et du pétrole » qui pillerait, à son profit et au profit de ses proches, les richesses du pays. Nous y reviendrons plus loin.

S'agissant enfin du dernier message, le plus important, que Vladimir Poutine souhaite véhiculer, c'est que c'est un homme qui travaille au service du bien du pays jour et nuit. Le mot de « professionnalisme » revient sans cesse dans son vocabulaire. Nous l'avons mentionné, le 31 décembre 1999 il n'est pas au théâtre du Bolchoï et quand ses vœux sont diffusés à la télévision peu avant minuit, il se trouve à des milliers de kilomètres de Moscou, sur un autre théâtre, d'opérations celui-là, auprès des troupes combattant en Tchétchénie. Les Russes l'apprendront le lendemain. Le documentaire de 2012 qui lui est consacré débute sur un entretien très tardif dans son bureau de Novo-Ogarevo, où l'on voit, à minuit passé, le ministre de la Défense faire encore antichambre pour le voir. Et encore, Novo-Ogervo est un bureau plus « privé » que celui du Kremlin. En guise de Poutine intime, les Russes voient un Poutine au travail. En 2008 il avait déclaré qu'il avait passé « les huit dernières années comme un forçat sur une galère, à ramer jour et nuit » - les huit années de ses deux premiers mandats comme président. Son occultation complète de sa vie familiale fait partie du récit qu'il présente : il ne fait que travailler.

Que Vladimir Poutine travaille beaucoup, c'est vérifiable. Il suffit de regarder le site du Kremlin (en russe, qui est beaucoup plus fourni que la version anglaise) et suivre l'activité quotidienne du président. J'ai vu de près ce qu'était l'agenda quotidien du président Chirac - ces métiers ne sont pas des sinécures et je crois qu'on ne se rend pas compte de toutes leurs servitudes quand on en est loin. D'autant qu'à l'échelle de la Russie les déplacements d'une région à l'autre sont autrement plus longs que dans nos pays d'Europe de l'Ouest. Une carte interactive du site du Kremlin permet de suivre la fréquence des déplacements du président sur l'ensemble des 85 « sujets » de la Fédération de Russie en rappelant, région par région, l'ensemble

des visites effectuées. Le message est sans doute celui-là : que l'on soit proche ou loin de Moscou cela ne change rien, le président a toutes les régions à l'œil, comme le « revizor » d'autrefois et vient régulièrement se rendre compte lui-même de l'avancée des chantiers lancés. Si la fonction nécessite d'endosser des costumes différents, Vladimir Poutine semble être passé maître en la matière. À côté de « l'uniforme » du président - costume cravate sombre - il revêt volontiers une tenue militaire pour essayer un avion de chasse, une tenue confortable pour conduire une moissonneuse, une tenue de touriste pour conduire une Lada sur des milliers de kilomètres dans l'Extrême-Orient russe ou une tenue de pilote de formule 1 pour tester les performances des Renault, une tenue de « biker » ou une combinaison de plongée. Et même la tenue de « crooner » pour séduire des « people » américains et européens, parmi lesquels entre autres Oliver Stone, Nicole Kidman, Kevin Costner, Monica Bellucci, Alain Delon ou Gérard Depardieu, rassemblés pour une soirée caritative à Saint-Pétersbourg. C'est pour le moins inattendu, mais la vidéo de son interprétation, en anglais, d'abord au piano puis avec un « band » de la célèbre chanson américaine « Blueberry Hill » en décembre 2010 vaut le coup d'œil. Il était alors premier ministre. Et il est un public qu'il affectionne particulièrement à l'approche des élections de 2018, ce sont les plus jeunes, puisque c'est pour eux qu'il veut construire un avenir meilleur. Une visite au camp d'Artek en Crimée, plusieurs visites au centre de jeunes surdoués Sirius à Sotchi, une leçon de patriotisme dans les écoles le 1er septembre, jour solennel de la rentrée scolaire - autant de « discussions non enfantines avec Vladimir Poutine » pour reprendre le titre d'une de ces rencontres filmées à la télévision pendant presque 3 heures le 21 juillet 2017…

Si le président russe reste énigmatique sur d'éventuels liens conjugaux, il y a aussi sur le plan de ses compétences universitaires, dans sa biographie officielle, telle qu'affichée sur le site du Kremlin, un élément qui peut soulever des interrogations. Il est officiellement *kandidat ekonomicheskikh nauk*, c'est à dire qu'il est l'auteur d'un travail universitaire en économie, qui est l'équivalent d'un PhD tels que

nous les concevons en Occident. Son mémoire a été défendu à l'Institut des Mines de Saint-Pétersbourg, université prestigieuse s'il en est, où j'ai eu l'occasion de me rendre à plusieurs reprises. Fier d'une histoire qui remonte à Catherine II, impeccablement tenu, c'est un établissement qui serait un mélange de notre École Polytechnique et de notre École des Mines dans un pays qui aurait le sous-sol de la Russie. Elle est dirigée depuis 1994 par Vladimir Litvinenko, celui-là même qui a été le directeur de thèse de Vladimir Poutine en 1997. Ce qui est étonnant, c'est que M. Poutine n'a jamais fréquenté l'établissement. Sa formation universitaire, il la doit à l'Université d'État où il a suivi un cursus en droit, pas en économie. Par ailleurs il fallait à l'intéressé une capacité de travail hors du commun pour se lancer dans la rédaction d'une thèse alors qu'il était, au moment où il l'a rédigée, maire adjoint de Saint-Pétersbourg puis, à partir d'août 2016, dans les équipes du Kremlin à Moscou. MM. Litvinenko et Poutine sont proches et l'universitaire, de trois ans plus jeune que son thésard, a été par trois fois, en 2000, 2004 et 2012, directeur de la campagne présidentielle de M. Poutine à Saint-Pétersbourg. La thèse de celui qui allait devenir président trois ans plus tard est consacrée à la « planification stratégique de la reproduction des réserves de ressources minières de la région dans les conditions de formation des relations de marché (Saint-Pétersbourg et région de Léningrad) »[6]. C'est une thématique sur laquelle il va se pencher tout au long de ses mandats, mais ce travail universitaire reste entouré d'un halo de mystère, même si, contrairement à ce qui a pu être dit, il n'est pas impossible de consulter ce document. Pour avoir observé plusieurs établissements d'enseignement supérieur russes, je peux simplement dire que le prestige attaché à un titre universitaire est beaucoup plus grand dans la société russe que chez nous, et les universités sont encore appelées aujourd'hui par leurs anciens étudiants en Russie leur « alma mater ». Et qu'il fallait sans doute à un homme formé par l'Université d'État en droit, puis par le KGB, pour avoir l'autorité nécessaire une fois arrivé au Kremlin, ajouter un titre dans les sciences économiques qui corresponde à ce qui allait

devenir un dossier des plus importants au cours de sa présidence : la gestion des ressources, et en particulier le gaz et le pétrole.

Et c'est avec un sentiment de justesse intérieure que Vladimir Poutine accomplit sa mission (il emploie les mots russes *chustvo pravilnosti, pravaty*). Comme il le dit dans le reportage diffusé sur NTV en octobre 2012 à bord de son avion présidentiel : « c'est difficile à exprimer, mais j'ai le sentiment au fond de moi que ce que je fais est juste », ajoutant que beaucoup ne veulent pas le renforcement de la Russie. S'il se forge une conviction de ce qu'il faut pour la Russie à travers ses multiples occasions de rencontre directe avec ses compatriotes, il est aussi attentif à ce qui n'irait pas dans le sens de ce qu'il pense être le bon. Son ancien conseiller Gleb Pavlovsky dit de ses méthodes, dans lesquelles il voit de l'opportunisme, voire du cynisme : « Why fight a trend and use up your resources ? You have to take the resources of the trend and achieve what you want with them ». On peut aussi y voir un signe d'intelligence politique et d'intelligence des situations, héritée des arts martiaux qu'il a pratiqués avec assiduité.

Pour clore ce chapitre sur une note musicale, les Russes renvoient aussi symboliquement une image à Vladimir Poutine. Plusieurs chansons devenues très populaires ont été composées à la gloire de Poutine avant les deux dernières élections auxquelles il s'est présenté, en 2004 et en 2012. La première, « Je veux un homme comme Poutine » chantée par un duo de jeunes femmes « Chantant ensemble » (*Poiouchie vmeste*) a fait l'objet de nombreuses reprises depuis plus de dix ans ; les qualités prêtées à Poutine, énumérées dans cette chanson, peuvent sembler étonnantes pour une oreille occidentale : ces jeunes femmes rêvent d'un homme « plein de force, qui ne boit pas, qui ne les vexe pas, qui ne les laisse pas tomber » (la chanson est antérieure à son divorce)… Il faut dire que l'électorat de Poutine est majoritairement féminin, ce que confirment encore les derniers sondages d'intention de vote ; si globalement 66% des sondés jugent positive l'action de Poutine, ce taux monte à 71% chez

les femmes contre 59% chez les hommes d'après une étude de la Fondation Opinion Publique de septembre 2017. Une deuxième chanson, « VVP » - ce sont les initiales complètes de Vladimir Vladimirovitch Poutine avec son patronyme - est l'œuvre d'un chanteur tadjik, Tolibzhon Kurbankhanov, et elle date de février 2012, un mois avant l'élection de mars 2012 ; le jeune Tadjik voit en Poutine un « fils du peuple », agent dévoué au pays, et même un envoyé divin, qui a relevé la Russie, la protège et développe son économie… Alexander Plioushev, journaliste vedette de la radio l'Écho de Moscou, a estimé que le clip de Kurbankhanov était la meilleure vidéo anti-Poutine jamais réalisée.

Ainsi, l'accession au Kremlin de Vladimir Poutine s'est faite dans un contexte très particulier et il était sans doute mieux préparé à l'exercice du pouvoir que ne l'ont pensé les commentateurs de l'époque, par sa formation, son expérience et ce qu'il aime appeler « l'école de la vie ». Au-delà de l'image renvoyée aux Russes, au-delà des commentaires sur la manipulation des élections, une chose est certaine : Vladimir Poutine s'est fait élire trois fois président et une fois Premier ministre, si l'on songe que le choix du premier ministre doit être approuvé par le Parlement. Quelle est la réalité de l'action qu'il mène depuis 2000, depuis le Kremlin pendant 14 ans et depuis la Maison Blanche pendant 4 ans ?

---

1. Le KGB devient en 1995 le FSB, *Federalnaya Sluzhba Bezopastnosti*, Service Fédéral de Sécurité.
2. Aux élections municipales de juin 1996 Anatoly Sobchak obtient 45,8 % des voix contre 47,5 % pour Vladimir Yakovlev, son ancien adjoint.
3. Sergueï Ivanov est né à Leningrad en 1953 ; officier du KGB, il sera directeur adjoint du FSB en août 1998; il a été de 2011 à 2016 chef de l'administration présidentielle ; il est maintenant représentant du président pour les questions de l'écologie et de transport.

4. Le record de durée est détenu par la « Ligne directe » du 25 avril 2013 : 4h52 !

5. Le sambo est un sport d'autodéfense créé par des militaires russes ; son nom est la contraction de « autodéfense sans arme » - *samozachita bez oruzhya*.

6. La discussion la plus riche que je connaisse sur cette thèse a été faite en anglais par le Brookings Institution le 30 mars 2006. On trouve cette présentation sur le site de l'Institut : www.brookings.edu. Selon Forbes V. Litvinenko est à la 177ème place des Russes les plus riches, avec une fortune estimée à 450 millions de dollars en 2016.

DEUXIÈME PARTIE

Poutine au Kremlin et à la Maison Blanche

« Poutine a reçu en héritage un pays dévasté et à genoux, avec une majorité de la population démoralisée et tombée dans la misère. Et il a fait son possible pour le remettre debout petit à petit, lentement. Ses efforts n'ont pas été tout de suite remarqués, ni reconnus. »
Alexandre Soljenitsyne, juillet 2007[1]

Après trois mandats de président (2000-2004 ; 2004-2008 ; 2012-2018) et un mandat de Premier ministre (2008-2012), Vladimir Poutine s'est fait un nom. Plus personne ne demande : « Qui est M. Poutine ? » Toutefois l'interrogation quant à son bilan demeure. A-t-il réellement amélioré la vie de ses compatriotes ? A-t-il redonné à la Russie toute sa place sur la scène internationale ? Lorsqu'il est arrivé au pouvoir le 31 décembre 1999 il avait fait état de ses ambitions stratégiques pour le pays. Son texte *La Russie au tournant du Millénaire* n'est pas à proprement parler un programme, mais c'est un constat et une direction. Il y exprimait une obsession : restaurer la grandeur de la Russie et d'abord relever le pays et rebâtir l'État. Il avait conscience que l'effort à fournir serait considérable : « La Russie traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire multiséculaire. C'est sans doute la première fois depuis ces 200 ou 300 dernières années qu'elle est confrontée au risque réel de se retrouver au deuxième, voire au troisième rang parmi les nations. Pour que cela n'arrive pas il faut une très grande mobilisation de toutes les forces intellectuelles, physiques et morales du pays. Il faut

un travail coordonné, créatif. Personne ne le fera à notre place. Tout dépend maintenant de notre capacité à percevoir l'ampleur de la menace, nous rassembler et nous mobiliser pour un effort prolongé et difficile. » Avec le souci de ne pas précipiter la désintégration de la Fédération de Russie après avoir assisté à la désintégration de l'URSS.

À l'évocation de ces quatre mandats successifs sur une durée de 18 années, une chose frappe l'esprit occidental : la longévité d'un chef d'État ou de gouvernement serait *a priori* suspecte. La démocratie se doit de rimer avec l'alternance politique. Pourtant personne ne semble reprocher à Angela Merkel de se maintenir au pouvoir en Allemagne depuis 2005. Si le plan quinquennal est passé de mode en Russie, très souvent dans ses discours Vladimir Poutine s'inscrit dans le temps long ; il puise ses références dans un passé qui peut être ancien et se projette dans l'avenir à 20, 30 ou 50 ans lorsqu'il s'adresse à ses compatriotes. Regrettant au passage que beaucoup de responsables politiques occidentaux ne pensent qu'à l'élection suivante, dans une perspective à très court terme. Sans passer en revue l'ensemble des chantiers ouverts par Vladimir Poutine pendant ces presque deux décennies, il est important de relever et d'analyser les principales actions qu'il a menées depuis le Kremlin au poste de président de la Fédération et depuis la Maison Blanche, siège du gouvernement russe, au poste de Premier ministre. Son passage à la Maison Blanche lui a permis notamment de se concentrer sur le développement intérieur, économique et social du pays, laissant davantage la scène internationale au président Medvedev. À son arrivée au poste de Premier ministre il va d'ailleurs aussi donner une profondeur historique à son action, créant dès le 26 mai 2008 une nouvelle décoration, la médaille Stolypine. Premier ministre de Nicolas II, réformateur efficace, il a laissé un bon souvenir dans la mémoire des Russes qui le classent dans le trio de tête des personnalités historiques les plus populaires, derrière Alexandre Nevsky et devant Staline. À côté du portrait de Stolypine, cette médaille porte l'inscription : « Pour la gloire de la Russie, pour le bien des Russes. » Vladimir Poutine s'en servira pour encourager et

récompenser ceux qui se seront distingués dans des dossiers stratégiques pour le développement du pays.

Détail amusant : les initiales du président russe coïncident avec l'expression russe pour « produit intérieur brut », *valovoy vnutrennyi produkt*. PIB se dit en russe VVP. Si cette coïncidence donne lieu à des bons mots pour les publics éclairés des grandes villes, familiers du vocabulaire économique, pour d'autres Russes plus simples et souvent superstitieux, cela renforce l'idée que Vladimir Vladimi-rovitch Poutine serait une bénédiction pour le pays, « un envoyé divin » comme dit la chanson « VVP »…

---

1. Interview donnée par Alexandre Soljenitsyne aux journalistes Christian Neef et Matthias Schepp du magazine allemand *Der Spiegel* le 23 juillet 2007.

PREMIER CHAPITRE

Sur la scène intérieure : sauvegarder l'unité du pays et améliorer la vie des Russes

Pour un homme de la génération de Poutine, qui a vécu le traumatisme de l'amputation d'une bonne partie du territoire du pays où il était né, qui a vu sa population s'effondrer, la première mission s'impose avec évidence : garantir l'inviolabilité des frontières de la Fédération de Russie et repeupler l'immense territoire du pays, convoité par ses voisins - en particulier asiatiques. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'action menée en Tchétchénie et plus largement dans le Caucase du Nord contre les tendances séparatistes, et l'action menée dans l'Extrême-Orient pour inciter au peuplement et développement d'une région dont les ressources sont stratégiques pour l'avenir du pays.

En français, comme dans les autres langues européennes, il n'y a qu'un seul mot pour dire « russe ». En russe il y en a deux. D'une part « russkii », qui signifie russe au sens ethnique du terme et d'autre part « rossiskii » qui signifie russe au sens politique du terme, relatif à la Fédération de Russie. Dans cette nuance réside une réalité très importante. Le 11 avril 2012, Vladimir Poutine Premier ministre faisait un dernier discours à la Douma pour rendre compte de son action dans l'année écoulée et, étant donné les circonstances, un bilan de son action globale comme Premier ministre. Il venait d'être élu président en mars et allait prendre ses fonctions au Kremlin en mai. Cette rencontre s'est poursuivie par un jeu de questions-réponses de plus de 2 heures avec les députés. À un député communiste qui lui demandait s'il ne fallait pas changer le préambule à la Constitution et remplacer l'expression « Nous, peuple multi-ethnique »,

mnogonatyonalnyi narod, comme c'est actuellement rédigé par « Nous, peuple russe (*russkii narod*) et peuple qui s'y est associé », il a fait cette réponse riche de sens :

« Comprenez-vous ce que nous ferions (si on changeait le préambule en ce sens) ? Nous créerions une société avec une partition - une société de première classe et une société de seconde classe. Nous n'avons pas le droit de faire cela. Nous voulons, vous et moi, avoir une nation forte et unie, un peuple uni. Nous voulons que chaque habitant de notre pays sente que c'est sa patrie (*rodina*), qu'il n'a pas et ne peut pas avoir d'autre patrie (applaudissements des députés). Pour que chacun sente cela nous devons tous être égaux. C'est une question de principe. Que le peuple russe (*russkii narod*) soit le fondement, la base, le ciment du peuple multi-ethnique russe (*rossiskii narod*), c'est indiscutable. Vous savez, pour moi c'est facile d'en parler, j'ai déjà eu l'occasion de le mentionner publiquement. On m'a retrouvé dans des archives paroissiales une trace de mes ancêtres depuis 1600 et quelque ; tous ont habité à 120 ou 180 kilomètres de Moscou dans un même village et, pendant plus de 300 ans, ont fréquenté la même église. Et vous savez, je le sens dans mes tripes, je sens dans mes tripes ce lien avec ce pays et ce peuple. Mais diviser en première, deuxième, troisième catégorie, c'est une voie très dangereuse. Nous ne devons pas, vous et moi, faire cela, il ne le faut pas. » (Applaudissements).

Cet attachement charnel à la Russie, Vladimir Poutine a eu l'occasion de l'exprimer à maintes reprises. Et ce n'est pas un hasard si dans cet échange spontané c'est le mot « rodina » qu'emploie Poutine, un mot à connotation presque sacrée. Il faut dire d'ailleurs que, si en français nous écrivons le mot État avec une majuscule, en russe ce mot s'écrit avec une minuscule (*gosudarstvo*) et le seul mot qui prenne une majuscule en russe c'est justement *Rodina*, qu'on peut traduire en français par patrie, même si la racine de ce mot renvoie à « naître », mais a une connotation plus affective que « nation » en français. Féminin en russe, ce mot est associé à la Mère Patrie, *Mat' Rodina*, aux images véhiculées pendant la seconde guerre mondiale d'une femme coiffée d'un foulard exhortant ses fils au courage. C'est

également *Mat' Rodina* que représente la grande statue féminine de 6 mètres de haut du cimetière de Piskarevskoïe à Saint-Pétersbourg, dédiée aux victimes du blocus de Leningrad.

La diversité, le caractère multi-ethnique de la Russie, Poutine ne les a jamais remis en question. Il les considère au contraire comme un atout et une force au service des intérêts du pays, qu'il appartient à l'État de préserver lorsque des tentations séparatistes se font jour. C'est à la lumière de cette conviction profonde qu'il faut lire l'action menée en Tchétchénie et dans le Caucase du Nord d'une part, et en Extrême-Orient d'autre part. Sa hantise, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, c'était d'éviter à la Fédération de Russie le sort qu'avait connu la Yougoslavie. En 2000 il l'exprime clairement en ces termes : « Quelle est la réalité de la situation dans le Nord Caucase et en Tchétchénie ? C'est la continuation de l'effondrement (*raspad*) de l'URSS. Il est clair que cela doit cesser. Oui, à un moment j'ai espéré qu'avec la croissance économique et le développement d'institutions démocratiques ce processus allait ralentir. Mais la vie et l'expérience ont montré que ce n'était pas arrivé… Si nous n'entreprenions pas rapidement quelque chose pour y mettre un terme, la Russie comme État dans sa forme actuelle allait disparaître. L'enjeu c'était comment arrêter la désintégration (*razval*) de l'État. J'avais conscience que cela pouvait me coûter ma carrière politique. C'était un coût minime que j'étais prêt à payer. Je n'avais que quelques mois pour consolider les forces armées, le MVD (ministère de l'Intérieur), le FSB, et trouver un soutien populaire… J'étais conscient que si nous n'arrêtions pas tout de suite les extrémistes, alors en un rien de temps nous aurions eu à faire face à une deuxième Yougoslavie à travers tout le territoire de la Fédération de Russie - la yougoslavisation de la Russie. »[1]

Sauvegarder l'unité du pays

Une priorité : le retour à la paix au Caucase

Lorsque Vladimir Poutine devient président par intérim de la Fédération de Russie le 31 décembre 1999 à 12h, par « l'oukase » (décret) n°1761 signé de Boris Eltsine ce même jour, conformément aux aliénas 2 et 3 de l'article 92 de la Constitution russe, le pays est en proie à la guerre civile. Trois mois auparavant, le 1er octobre, la deuxième guerre de Tchétchénie a commencé avec l'intervention d'une armée de 80 000 hommes. Des actions violentes ont été menées par les hommes de Chamil Bassaïev au Daghestan, République voisine de la Tchétchénie. Des explosions très meurtrières ont eu lieu à Moscou en août et septembre 1999, faisant plus de 700 victimes civiles. Attribuées par les autorités aux terroristes tchétchènes, ces explosions sont l'objet de nombreuses spéculations, certains observateurs estimant qu'elles sont l'œuvre du FSB et qu'elles auraient ainsi permis d'installer au pouvoir, en la personne de Poutine, un homme issu des structures de force, les *siloviki*, comme on appelle en russe les ministères chargés des questions de sécurité.

La question tchétchène

La guerre de Tchétchénie va durer dix ans, jusqu'au 16 avril 2009, date à laquelle est proclamée la fin du régime d'exception qui avait été instauré en 1999. Elle sera très dure, marquée par des dizaines de milliers de morts côté tchétchène et côté russe et des actions terroristes qui ont laissé une empreinte forte dans la mémoire collective, avec deux événements particulièrement traumatisants. C'est la prise d'otage spectaculaire du théâtre de la Doubrovka à Moscou les 23-26 octobre 2002. Presque tous les terroristes tchétchènes et 129 otages sont tués dans l'assaut des forces spéciales russes. C'est la terrible prise d'otage d'une école à Beslan, ville d'Ossétie du Nord le jour de la rentrée le 1er septembre 2004 ; un millier de personnes, enfants, parents, professeurs avaient été retenus dans leur école par une trentaine de terroristes entre le 1er et le 3 septembre - le dénouement tragique se soldera par la mort de 334 civils dont 186 enfants. Différence de perception là encore, pour les Occidentaux, l'événement le plus marquant de cette vague de

violences sera sans doute l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa en 2006 en bas de son immeuble à Moscou.

Encore Premier ministre, Poutine avait déclaré après les attentats de Moscou en septembre 1999 qu'il irait « buter les terroristes jusque dans les chiottes ». Son premier geste de président sera de se rendre le jour même de son entrée en fonction, ou plutôt la nuit même, entre le 31 décembre 1999 et le 1er janvier 2000, sur le terrain des opérations. « Ma mission, ma mission historique - cela peut paraître grandiloquent mais c'est la vérité - était de résoudre le problème du Caucase du Nord », confesse-t-il dans sa première autobiographie, *Ot pervogo litsa*, en 2000.

Et malgré toutes les difficultés, Poutine semble avoir réussi. Son conseiller en stratégie entre 1999 et 2011 Gleb Pavlovsky note que « la menace de séparatisme dans le Caucase du Nord avait été écartée et il y avait un consensus autour d'un État unifié qui n'avait pas existé dans les années 90. Personne dans les régions ne voulait quitter le pays et créer un État séparé - ce désir avait disparu. Poutine avait réussi à créer une présidence légitime et à stabiliser la situation. »

Il faut dire qu'il avait auprès de lui un autre conseiller de l'ombre, souvent appelé « éminence grise » par la presse russe. Il s'agit de Vladislav Iourevitch Sourkov, né Aslambek Andarbekovitch Doudaïev, Tchétchène par son père (qui porte à la fois le prénom tchétchène Andarbek et le prénom russe Iouri). La carrière et le rôle de ce personnage clé dans l'entourage de Poutine sont teintés de mystère, à commencer par son lieu de naissance en 1964 : à 30 km de Grozny en Tchétchénie selon certaines sources, à 500 kilomètres de Moscou dans la province de Lipetsk, selon d'autres, sans doute plus officielles. Quoiqu'il en soit il a hérité d'une double culture, russe et tchétchène, même si les liens avec son père, instituteur devenu militaire dans le domaine du renseignement, décédé en 2014, semblent s'être beaucoup distendus après la séparation de ses parents lorsqu'il n'avait que 5 ans. Mais il a vécu la première partie de son enfance dans un village de Tchétchénie, puis à Grozny. C'est ensuite auprès de sa mère, institutrice elle aussi, et dont il a pris le

nom de famille, qu'il a grandi à Lipetsk puis à Riazan avant d'arriver à Moscou dans les années 1980. Approché par le GRU, le renseignement militaire russe, lors de son service miliaire en Hongrie, sa vie professionnelle va connaître une ascension rapide. Proche de Khodorkovsky, rencontré semble-t-il dans un cours de lutte, qui va l'employer à la fin des années 80 dans la publicité et la finance, il commence à travailler comme consultant en relations publiques dès mars 1992 avec la présidence russe, fait un passage par l'ORT, chaîne de télévision qui appartient alors à Berezovsky et se fait remarquer par Alexandre Volochine, chef de l'administration présidentielle sous Eltsine, qui l'appelle auprès de lui en 1999. En août il devient son adjoint - au moment même où Poutine est nommé Premier ministre. Il va occuper la même fonction sous trois présidents, de Eltsine et Medvedev en passant par Poutine d'août 1999 à mai 2011, ce qui est suffisamment inhabituel pour être relevé, avec une promotion en mai 2008 à la faveur de l'arrivée de Medvedev : de simple adjoint au chef de l'administration présidentielle il devient premier adjoint. De décembre 2011 à mai 2012 il est de nouveau auprès de Poutine au poste de vice-premier ministre et reste à la Maison Blanche au même poste auprès de Medvedev ; un an après, le 8 mai 2013, il le quittera « de son plein gré » précise le décret présidentiel, pour un manque d'efficacité dans le suivi des instructions données par le président russe en mai 2012, dit la presse. Ce départ lui permet en tout cas d'échapper à la lumière des projecteurs et de se lancer dans une action discrète en Ukraine et en Crimée. Il semble en effet être l'un des artisans du référendum de mars 2014. Il rejoint d'ailleurs officiellement le Kremlin dès septembre 2013 comme conseiller et sera l'un des premiers sur la liste des sanctions à être privé de visa pour l'UE et les États-Unis en mars 2014[2]. Si on lui doit la théorie de la « démocratie souveraine », la création des organisations de jeunesse autour de Poutine et du parti « Russie Unie », en même temps que celle de « Russie Juste », son rôle dans le dossier tchétchène est également important. Ramzan Kadyrov a dit qu'il était prêt à lui céder son fauteuil de président de la Tchétchénie, que Sourkov était son « frère de cœur » (*nazvanyi brat*)

et le resterait pour toujours, propos diffusés justement au lendemain de son départ du gouvernement en mai 2013.

Si la guerre contre les séparatistes tchétchènes, constamment présentée comme une « lutte contre le terrorisme international », a mobilisé beaucoup de ressources et d'énergie, la réconciliation avec le peuple tchétchène est un point non moins capital dans la politique intérieure menée par Vladimir Poutine. Elle est dictée par la conception profondément ancrée chez lui d'un peuple russe uni et indivisible. Il ne va pas lésiner sur les moyens mis à reconstruire Grozny, la capitale de la Tchétchénie et à panser les plaies de la guerre. L'État fédéral envoie 2,5 milliards d'euros en Tchétchénie tous les ans. Poutine va s'appuyer localement sur le fils du président tchétchène Akhmad Kadyrov. D'abord engagé contre les Russes lors de la première guerre de Tchétchénie, entre 1994 et 1996, celui qui est alors grand mufti du pays, change de camp devant la montée de l'islam radical. Alors qu'il assiste à une cérémonie en l'honneur des vétérans de la Grande Guerre patriotique dans la matinée du 9 mai 2004, une bombe coulée dans le béton explose sous la tribune officielle. Ramzan Kadyrov, président de la fédération tchétchène de boxe, était chargé de la sécurité de son père. Ce même jour à 17h Vladimir Poutine le reçoit au Kremlin et devant les caméras rend un hommage appuyé à son père, disant que ce dernier avait été le rempart de la Tchétchénie et des Tchétchènes, qu'il dirigeait sa République d'une main sûre vers une existence apaisée, et qu'il avait quitté la vie invaincu. Très ému, le jeune Kadyrov (il a alors 27 ans) le remercie. De ce jour date une relation personnelle très forte, presque filiale entre Poutine et Kadyrov, officiellement président de la Tchétchénie depuis 2007. L'imposante mosquée de Grozny qui sera inaugurée en 2008 en plein cœur de la ville, sur les ruines de l'ancien Parlement détruit par les Russes, porte le nom d'Akhmad Kadyrov. Au même moment Ramzan Kadyrov donnera à l'avenue de la Victoire le nom de Vladimir Poutine. Pour certains, le président russe est l'homme qui a fait raser Grozny en 1999, pour d'autres il est celui qui a ramené la stabilité et permis la reconstruction du pays. Ce qui est certain c'est que depuis 2007 Kadyrov s'est attelé à liquider la rébellion islamiste de l'« Emirat du Caucase », née sur les ruines des

formations indépendantistes tchétchènes qui ont combattu Moscou au cours des deux guerres de Tchétchénie. Au moment de l'entrée en guerre de la Russie en Syrie il a déclaré que les Tchétchènes étaient les « fantassins du commandant en chef de l'armée », autrement dit de Poutine, « prêts à accomplir toutes les tâches, quelle que soit leur difficulté ». Aspire-til à jouer un rôle au-delà des frontières de la Tchétchénie ? En janvier 2015 son appel à manifester à Grozny contre les caricatures de Mahomet publiées dans Charlie Hebdo avaient rassemblé plus de 800 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur russe, alors que la capitale tchétchène comptait à ce moment-là 280 000 habitants et la Tchétchénie dans son ensemble 1 200 000 habitants. En juillet de cette même année Kadyrov était reçu en Arabie Saoudite et les portes de la Kaaba avaient été ouvertes pour sa mère, un signe d'estime qui avait été remarqué. En avril 2015 Grozny recevra une autre marque de reconnaissance de la part de Vladimir Poutine : il donnera à la ville le titre de « Ville de la gloire militaire », un titre porté par une quarantaine de villes dans la Fédération de Russie, en souvenir de son rôle dans la seconde guerre mondiale.

Le cinéaste Nikita Mikhalkov, très apprécié en Russie et connu des Occidentaux, notamment depuis son film *Les Yeux Noirs*, qui a valu le prix d'interprétation masculine à Marcello Mastroianni à Cannes en 1987, ajoutera sa contribution à la nécessaire réconciliation entre Russes et Tchétchènes. En 2007 il tourne le film *12*, qui est une réécriture du célèbre film *12 hommes en colère* de Sidney Lumet. Dans le scénario russe, le président d'un jury populaire chargé de juger un jeune Tchétchène accusé du meurtre de son père adoptif, un officier russe, convainc les autres jurés d'acquitter l'accusé. On comprend que ce dernier était l'otage d'un groupe de criminels démasqués à la fin du film. Toute ressemblance avec des personnages réels n'est en l'occurrence pas fortuite.

La question musulmane

Derrière le dossier tchétchène il y a un autre enjeu capital pour le pays et capital aux yeux de Poutine : c'est la question musulmane en

Russie. C'est une réalité que les Occidentaux connaissent mal. La Russie est aussi une terre, pour partie, musulmane. Et ce depuis des siècles. Lorsqu'on pense, en France, à la Volga, on pense au chant populaire des « Bateliers de la Volga » ou au célèbre tableau du même nom d'Ilia Répine, l'un des trésors conservés au Musée Russe de Saint-Pétersbourg. Ou encore à une croisière sur le fleuve, à travers l'immensité des plaines russes. Et pourtant la plus grande ville au bord de la Volga, Kazan, est la capitale de la République du Tatarstan, majoritairement musulmane. Son président actuel Roustam Minnikhanov, au pouvoir depuis 2010, est avec Ramzan Kadyrov, président de la Tchétchénie, la principale personnalité politique musulmane du pays. Tous deux jouent un rôle important dans le dispositif mis en place par Poutine envers les compatriotes de confession musulmane et envers les pays musulmans.

Cette réalité de la présence de l'islam en Russie a été rappelée aux observateurs occidentaux à la faveur d'un événement qui a marqué les esprits : l'inauguration de la plus grande mosquée d'Europe - pas à Paris, Londres, Bruxelles, ou Berlin, mais en plein cœur de Moscou, qui compterait près de 3 millions d'habitants de confession musulmane, principalement originaires du Caucase ou des Républiques d'Asie Centrale. C'était en septembre 2015, et Vladimir Poutine avait rappelé devant un parterre d'invités, parmi lesquels les présidents turc, palestinien et kazakh, que si la Russie était un État laïc et le resterait, l'islam traditionnel était une partie intégrante de la vie spirituelle du pays.

Il ne faut pas voir dans cette posture une déclaration de circonstance. Nombre de responsables politiques ou de personnalités culturelles russes, venus d'horizons différents, que j'ai pu rencontrer ces dernières années tiennent tous le même discours : il n'y a pas en Russie d'hostilité *a priori* envers l'islam et il y a chez les Russes une longue familiarité de plusieurs siècles avec des populations de confession musulmane. Certains des territoires de l'actuelle Fédération de Russie sont musulmans depuis plus de mille ans et l'islam sur ces terres s'est imprégné des traditions locales, si bien qu'entre le Caucase, le Tatarstan ou la Bachkirie pour ne citer que

ces territoires, il ne prend pas la même forme. L'islam radical qui déferle sur la planète dans sa version terroriste depuis la guerre d'Afghanistan (et créé pour partie par les Américains qui ont soutenu militairement les talibans afghans dans les années 1980 contre les Soviétiques) est pour les Russes une vision détournée et politique de ce qui est au départ une haute spiritualité. Un conte écrit en 1938, réécrit dans les années 1950 est connu de tous les Russes et je l'ai moi aussi goûté dans mon enfance : ce sont les aventures du *Vieux Khattabych*. Régulièrement réédité, à plus d'un million d'exemplaires, depuis les années 1960, ce livre est familier à plusieurs générations et les expressions orientalistes du sage Khattabych sont entrées dans le langage courant. Un film en a même été tiré dans les années 1950. Ce récit raconte la rencontre entre un jeune pionnier moscovite Volka Kostylkov et un sage oriental vieux de plusieurs milliers d'années, Hassan Abderrahman Ibn Khattab, qui se trouvait prisonnier dans une cruche que le jeune pionnier trouve par hasard en se baignant dans les eaux de la Moskova (le fleuve qui traverse Moscou). Le jeune garçon et le vieux génie deviennent inséparables et chacun apprend de l'autre… même si à la fin le vieux Khattabych (sous son nom russisé) se met à l'école de Volka Kostylkov et devient un bon Soviétique.

Cette histoire inventée de toutes pièces, dont on voit bien la finalité, en rappelle une autre, bien réelle celle-là. Celle de Djamal Eddine, le fils aîné de l'Imam Chamil (1797-1871). Géant de deux mètres, Chamil est le chef de guerre légendaire du Daghestan, héros de la très longue résistance des Caucasiens face aux armées russes de Nicolas Ier puis de son fils Alexandre II. Son fils aîné, alors âgé de 8 ans, avait été donné aux Russes en gage de bonne foi pendant les négociations de paix au Caucase. Mais au mépris des usages, les Russes l'ont enlevé et l'ont expédié à Saint-Pétersbourg où le jeune garçon sera élevé dans un orphelinat puis dans le corps des cadets. Le tsar s'était pris d'affection pour lui et l'avait autorisé à étudier sa religion pour qu'il puisse rester attaché à la foi de ses ancêtres[3]. Quant à l'imam Chamil, vaincu par les armées du tsar après 34 années de résistance, il a été lui aussi traité avec beaucoup d'égards.

Il a même eu le droit de se rendre en pèlerinage à la Mecque et mourra à Médine, où il est enterré. 150 ans plus tard Vladimir Poutine mène la même politique que les tsars du XIXe siècle pour pacifier la région pendant les guerres circadiennes : il crée des alliances avec les chefs de guerre locaux. Les musées de Saint-Pétersbourg regorgent de cadeaux somptueux faits aux tsars par les seigneurs du Caucase. En retour, au cœur de l'ancienne capitale, les musulmans ont une splendide mosquée, à quelques centaines de mètres de la forteresse Pierre et Paul, nécropole de la dynastie des Romanov. Financée en 1910 par les musulmans de Russie avec le soutien de Stolypine et de l'émir de Boukhara, elle était à l'aube du XXe siècle la plus grande mosquée d'Europe. Sa coupole reproduit celle du mausolée de Gour-Emir à Samarkand, tombeau de Tamerlan. Elle accueille aujourd'hui les Tatars de Saint-Pétersbourg sous l'œil vigilant du mufti Ravil Pancheev, qui fait la chasse lui-même à certains nouveaux « fidèles » qui tiendraient un discours de haine contre les non-musulmans. Le 2 octobre 2016, lors d'une conférence inter-religieuse organisée à Saint-Pétersbourg et intitulée « les religions traditionnelles pour une Russie forte », il déclarait : « Peu importe la foi que nous professons, la langue que nous parlons, les opinions politiques que nous défendons, nous sommes tous des Russes, nous avons tous un même destin et un même avenir. » Son intervention est toujours visible à ce jour sur le site de la communauté musulmane de Saint-Pétersbourg.

Bien sûr, en plus de toutes les ruines visibles, les deux guerres de Tchétchénie ont laissé des traces dans les esprits. La série d'attentats qui endeuille la Russie toutes ces dernières années, porte la signature islamiste. Une méfiance, que Poutine trouve lui-même tout à fait légitime, s'est installée en Russie à l'égard de certains musulmans. Un sondage fait par le Centre Levada au moment de l'inauguration de la mosquée de Moscou montrait que si 30 % des Russes se déclaraient favorables à la construction d'une mosquée dans leur quartier, ils étaient seulement 4 % à Moscou. Mais il faut distinguer entre l'islam traditionnel qui a toujours existé en Russie et

l'islam « importé », violent, téléguidé de l'étranger, qui cherche à conquérir des adeptes sur le sol russe. Il faut distinguer entre les presque 25 millions de musulmans que compte la Fédération de Russie et les quelque 5 000 combattants qui ont rejoint les rangs de l'EI.[4]

Lors de la grande conférence de presse du 20 décembre 2012, devant un millier de journalistes russes et étrangers, Vladimir Poutine s'est exprimé avec une grande franchise sur cette question. Interrogé au sujet du « hidjab » (en russe on utilise le mot arabe pour désigner le voile islamique) il a dit ceci : « En ce qui concentre les hidjabs, vous savez, dans notre culture, quand je dis notre, je veux parler de notre islam traditionnel, il n'y a jamais eu de hidjab. Je l'ai déjà évoqué publiquement, je me souviens avoir assisté à (…) une session de la Conférence islamique mondiale dont nous sommes membre observateur, à mon initiative d'ailleurs (…). Dans ce grand rassemblement (…) une autorité reconnue a dit dans son allocution, c'était inattendu pour moi : *qu'est-ce que nous sommes en train de faire ? Nous inter-disons à nos jeunes filles et à nos femmes d'étudier. Nous leur mettons une burqa. Nous créons nous-mêmes les conditions du retard de notre développement. C'est une erreur, nous ne devons pas faire cela*. Et il a ajouté : *nous sommes ensuite obligés à cause de cela d'acheter des armes à nos ennemis*. Je lui ai dit qu'ils devraient maintenant plutôt les acheter à leurs amis (rires dans le public)… Mais il l'a dit avec sincérité et publiquement… Des autorités de l'islam disent elles-mêmes qu'il ne faut pas le faire et nous, nous devrions importer chez nous des traditions qui ne sont pas les nôtres ? Pourquoi faire ? … Nous devons parler franchement de ces questions et nous appuyer bien sûr sur les représentants de l'islam traditionnel. Comme vous le savez, ce sont des gens qui n'ont peur de rien et défendent au prix de leur vie les idéaux qui se transmettent de génération en génération parmi les peuples musulmans de la Fédération de Russie. »

Poutine a fait entrer dès 2005 son pays dans l'Organisation de la Coopération Islamique comme membre observateur. Il a veillé à mettre en avant la ville de Kazan dans des manifestations

internationales de haut niveau, comme les Universiades en 2013 et comme la compétition Worldskills que la ville doit accueillir en 2019. En 2017 il semble ne pas s'opposer à ce que la Russie se lance à son tour dans l'aventure de l'économie islamique ; la fille de Ramzan Kadyrov, Aishat Kadyrova, a présenté sa première collection de vêtement islamique - Firdaws, une marque créée par sa mère en 2009 et qu'elle compte exporter vers les Emirats. L'ancien footballeur Marat Kabaev, père de la médaillée olympique et ancienne députée de Russie Unie Alina Kabaeva, est à la tête de l'International Association of Islamic Business, une organisation établie depuis peu à Moscou dans le but de promouvoir la finance islamique en Russie, d'attirer des investisseurs des pays musulmans et de consolider les liens entre pays musulmans… Dans le même temps l'organisation des Frères musulmans, le Hizb ut-Tahrir (toutes deux sur la liste des organisations terroristes depuis 2003) comme Daesh ou Al-Qaïda sont inter-dites sur le sol russe.

Des affiches fleurissaient les colonnes des rues de Saint-Pétersbourg en mai 2017, à l'occasion des célébrations de la victoire de la Grande Guerre patriotique et sont restées bien longtemps après le 9 mai : « Nous avons vaincu parce que nous étions ensemble ». Cette phrase illustrait un collage de photographies d'époque et de photographies du bataillon immortel lancé en 2015 avec, au premier rang, parmi d'autres, des Caucasiens, des peuples du Nord en tenues traditionnelles… La leçon d'unité est d'une actualité brûlante plus de 70 ans après la fin de la guerre. Vladimir Poutine répète inlassablement à ses compatriotes comme à ses interlocuteurs étrangers que les musulmans de la Fédération de Russie - qui représentent plus de 15 % de la population du pays - sont d'abord russes et n'ont pas d'autre patrie que la Russie.

La nouvelle frontière : l'Extrême-Orient russe

L'autre région frontalière qui fait l'objet de tous les soins des autorités de Moscou, et de Vladimir Poutine personnellement, c'est la frontière avec la Chine et plus largement toute une partie à l'Est de la Sibérie orientale, une région appelée en russe « L'Orient éloigné »,

dal'nyi vostok, autrement dit l'Extrême-Orient. Bien qu'aucune tendance séparatiste ne s'y manifeste - une République d'Extrême-Orient a brièvement existé entre 1920 et 1922, mais c'est de l'histoire ancienne - cette région présente aujourd'hui pour la Russie un intérêt stratégique particulier. Ces dernières années elle s'est vidée de sa population alors qu'elle regorge de richesses naturelles, et se trouve maintenant dans une région du monde en forte croissance, avec un voisin chinois dont le trop-plein démographique est de plus en plus attiré par le vide sibérien.

Au plan géographique, l'Extrême-Orient, qui forme un des neufs districts fédéraux, regroupe neuf sujets de la Fédération de Russie[5], un ensemble qui couvre 36% de la surface du pays, soit 6,2 millions de kilomètres carrés et ne compte que 6,2 millions d'habitants. Pour comprendre les enjeux de la politique énergique initiée par Vladimir Poutine dans cette partie du territoire russe, il faut avoir en tête que la Sibérie est une conquête relativement récente des Russes et que ces terres ont été longtemps un lieu de confrontation entre les influences russes et chinoises. Si c'est officiellement au XVIe siècle que Yermak et ses mille cosaques ont commencé à conquérir ces terres, ce n'est qu'au XIXe siècle que le pouvoir central, alors à Saint-Pétersbourg, s'est vraiment intéressé au développement de la Sibérie. À la faveur de la deuxième guerre de l'Opium entre Anglais, Français et Chinois, les Russes ont profité de la faiblesse chinoise pour imposer à la Chine les « traités inégaux » et la frontière de l'Amour-Oussouri, fondant Vladivostok en 1859. La construction du chemin de fer transsibérien a bien sûr été un élément fondamental du développement de cette région isolée, au climat inhospitalier. La première pierre a été posée à Vladivostok par le futur Nicolas II en 1891 et ce n'est qu'en 1916, au prix de travaux gigantesques, que les 9 298 kilomètres de ce chemin de fer entre Moscou et Vladivostok ont été ouverts entièrement à la circulation. Les contacts avec les peuples autochtones de ces régions - Samoyèdes, Iakoutes, Inuits - ont toujours été pacifiques mais le peuplement a été très lent : la Sibérie dans son ensemble comptait 5 millions d'habitants en 1815, 10 millions en 1914, 39 millions aujourd'hui, dont un peu plus de 6

millions dans le district de l'Extrême-Orient. Si la frontière avec la Chine a été établie il y a plus de 150 ans, les relations frontalières ont été tendues tout au long du XXe siècle, jusqu'à la normalisation sino-soviétique intervenue avec Mikhail Gorbatchev, et le dernier litige frontalier n'a été réglé qu'en octobre 2008. La Russie a aujourd'hui avec la Chine deux tronçons de frontière de part et d'autre de la Mongolie ; l'un à l'Ouest ne fait que 50 kilomètres, mais l'autre à l'Est fait 4 195 kilomètres. L'enjeu stratégique autour de ces terres est très important car elles sont un immense réservoir de richesses naturelles, et en particulier de richesses minières et pétrolières. La page d'accueil du site du ministère du Développement de l'Extrême-Orient et de la Sibérie les présente d'ailleurs de manière très directe : métaux : 100 milliards de dollars ; métaux précieux et diamant : 400 milliards de dollars ; ressources forestières : 1 400 milliards de dollars ; charbon et minerai de fer : 1 900 milliards de dollars : pétrole et gaz : 2 000 milliards de dollars. Par rapport aux ressources de la région Asie-Pacifique, la part russe représente plus de la moitié du domaine forestier, 27% du gaz et 17% du pétrole, plus de 30% de l'or et presque tous les gisements de diamant. Et la différence démographique de part et d'autre de la frontière est colossale : 1 habitant au km2 côté russe, contre 100 habitants au km2 côté chinois.

Boris Eltsine n'était pas resté sans rien faire sur ce dossier. Un programme de développement régional avait été mis en place pour les années 1996-2005. Mais il ne fut que très partiellement suivi, à cause notamment de la faiblesse des investissements. Les tendances négatives, en particulier dans l'industrie et la démographie, n'avaient pas été inversées. Là encore, ayant fait l'analyse que la Russie avait un besoin vital de développer cette région, Vladimir Poutine va s'y impliquer personnellement, avec méthode et énergie. Dès son arrivée au pouvoir en 2000, il crée le district fédéral de l'Extrême-Orient et marque ainsi le retour de l'État sur un archipel hétérogène de villes souvent très éloignées et qui entretiennent entre elles moins de liens que chacune séparément avec Moscou. En 2009, une « Stratégie de

développement socio-économique de l'Extrême-Orient et de la Transbaïkalie jusqu'en 2025 » est adoptée par le gouvernement fédéral. L'enjeu est de fixer la population, de créer un véritable marché intérieur et de dépasser un modèle fondé seulement sur les exportations. À l'été 2010 Vladimir Poutine - alors Premier ministre - va parcourir plus de 2000 kilomètres de route entre Khabarovsk et Tchita en quelques jours au volant d'une Lada jaune, une traversée qui sera hautement médiatisée. On l'a vu aussi approcher un ours brun et tirer à l'arbalète sur une baleine dans le cadre d'une expédition scientifique en Tchoukotka. C'est à partir de 2012, et du Sommet de l'APEC - dont la Russie est membre depuis 1998 - accueilli à Vladivostok, que le sujet de la façade russe sur l'Asie-Pacifique devient vraiment prioritaire. Cette année-là Vladimir Poutine crée en mai un ministère du Développement de l'Extrême-Orient en même temps que l'Université de l'Extrême-Orient et donne en octobre à Vladivostok un statut de port franc, avec des conditions fiscales et douanières très avantageuses. En septembre 2013, il nomme un jeune économiste né en 1975, passé par le programme de formation de la réserve présidentielle, Alexander Galushka, à la tête du ministère dédié à l'Extrême-Orient. Le site de ce ministère[6], tout en russe, a une fenêtre en anglais pour les demandes de visa électronique. Il présente aussi une publication officielle en trois langues : russe, anglais et chinois, et une carte interactive des investissements dans la région en six langues : russe, anglais, allemand, chinois, japonais et coréen. Il a ensuite lancé en septembre 2015 le premier « forum économique oriental » à Vladivostok, avec Gerhard Schröder et Patrick Kron au premier rang de l'auditoire, montrant bien que les investissements dans la région sont ouverts à tous, et pas seulement aux voisins asiatiques. Ce rendez-vous désormais annuel a vite pris de l'ampleur et devient pour cette zone géographique l'équivalent de ce qu'est le forum économique de Saint-Pétersbourg au printemps pour des échanges davantage tournés vers des partenaires occidentaux. Avec la participation personnelle de Vladimir Poutine, comme au forum de Saint-Pétersbourg, le rendez-vous de Vladivostok fait la part belle, lors de ses premières

éditions, à d'autres partenaires que les seuls Chinois. En 2016, le Premier ministre du Japon et la présidente de la Corée du Sud en étaient les invités d'honneur. En 2017, à ces deux pays s'est ajoutée la Mongolie, représentée aussi par son président. En 2016, Vladimir Poutine tirait un premier bilan très positif de l'action accomplie : plus de 15 milliards de dollars avaient déjà été investis dans quelque 300 projets, 18 « territoires de développement prioritaire » (TOR en russe, *terretorii operezhaiouchevo razvitia*) avaient été aménagés et surtout, « l'indicateur le plus précieux des changements qui s'opèrent dans l'Extrême-Orient » russe, comme il le dit lui-même, la population a commencé à augmenter pour la première fois depuis un quart de siècle dans la région de Khabarovsk, à Sakhaline, en Iakoutie et en Tchoukotka. Cette dernière région avait perdu 70 % de sa population depuis 1990 et le déclin démographique général de l'Extrême-Orient se chiffrait à 22 % dans ce même laps de temps ! Pour la troisième année consécutive, la natalité est plus forte que la mortalité dans ces territoires.

Pour insuffler le dynamisme à cette région, Vladimir Poutine a également pris des mesures spectaculaires. Ainsi il a décidé de donner gratuitement un hectare de terre d'abord aux habitants de l'Extrême-Orient à partir du 1er juin 2016, puis d'étendre cette mesure à tous les citoyens de la Fédération de Russie à partir 1er février 2017. Début octobre 2017, plus de 102 000 demandes avaient été formulées ; un peu moins de 30 000 lots d'un hectare avaient trouvé preneurs et plus de 72 000 dossiers étaient à l'étude. Des mesures de soutiens financier et entrepreneurial accompagnent les nouveaux propriétaires pour les aider à faire fructifier cet hectare de terre. D'autres mesures ont été prises en direction des étrangers. Depuis le mois d'août 2017 les visiteurs de l'Extrême-Orient peuvent entrer sur le territoire du district avec un visa électronique gratuit pour une durée maximale de huit jours - une ouverture sans précédent des frontières russes, limitée il est vrai pour le moment aux ressortissants de 18 pays. À ce jour un peu plus de 1500 visiteurs ont utilisé ce visa, dont 90 % viennent de Chine et du Japon. Et quant aux étrangers investissant plus de 10 millions de dollars, ils auront la possibilité

d'acquérir la citoyenneté russe et donc d'être « chez eux » sur ces terres, un message en direction notamment des Chinois. Le nombre officiel de ceux-ci est assez faible, une immigration vers la Russie qui se situe entre 8000 et 9000 Chinois par an et un peu plus de 30 000 Chinois résidant en Russie, mais ces chiffres ne correspondant pas à la réalité « visible ». Tous les visiteurs occidentaux dans cette partie de la Russie sont frappés par la présence massive et grandissante des Chinois.

C'est enfin une région qui commence à attirer les touristes. En 2016, 3,5 millions de touristes russes et étrangers se sont rendus en Extrême-Orient, ce qui représente une augmentation significative de 35 % en un an. Le Kamtchatka a été sélectionné en 2017 pour les National Geographic Traveler Awards. Vladimir Poutine lui-même se déplace souvent dans cette région. Un voyage en particulier a marqué les esprits : il y était le 31 décembre 2013 pour fêter le Nouvel An à Khabarovsk, capitale de l'Extrême-Orient russe, au côté des victimes des inondations sans précédent qui avaient touché la région en août de cette année-là ; 24 000 personnes avaient dû être évacuées. Une seule victime avait été à déplorer, le sergent Banzaraktsaïev, mort en essayant de sauver son camion. Sa veuve et ses orphelins avaient été invités à la réception du 31 décembre et Vladimir Poutine était passé les prendre à Tchita avec son avion présidentiel - la seule fois sans doute où l'on voit le président russe jouer avec une voiture télécommandée, offerte au plus jeune des garçons, à bord de son avion présidentiel. Quand on sait que le réveillon est par excellence la fête familiale pour les Russes, ce geste a été particulièrement apprécié. C'était la seule fois, depuis que le président russe s'adresse à la télévision le 31 décembre, que les vœux n'étaient pas retransmis du Kremlin à Moscou.

Dans la lignée de Sergueï Witte, de Piotr Stolypine à la fin du XIXe siècle, qu'il cite fréquemment, Poutine reprend le flambeau des pionniers de la conquête de l'Est, persuadé de l'importance de cette nouvelle frontière pour l'avenir de la Russie. Même en Crimée, en inaugurant une statue géante d'Alexandre III le 18 novembre 2017, c'est au transsibérien qu'il pense en citant la construction de cette

ligne de chemin de fer parmi les accomplissements d'un tsar auquel il aime se référer. Son objectif est clair : il s'agit de créer en Extrême-Orient une dynamique économique au service de la Russie et non de ses voisins ; il n'y a pas à avoir peur de voisins puissants mais seulement à trouver le moyen de mettre à profit cette puissance. Une vision qui pourrait être tout droit inspirée de la technique des arts martiaux que Vladimir Poutine connaît si bien : utiliser la force du partenaire pour atteindre son objectif.

Améliorer la vie des Russes

À côté de la menace d'une désintégration territoriale du pays, Vladimir Poutine doit faire face à une autre menace pour la survie du pays, plus immatérielle celle-là, même si sa traduction est très concrète. Ce territoire gigantesque doit être habité. Et non par une population misérable et désespérée. Il a hérité d'une Russie à genoux, il doit la relever.

Dans la courte rencontre qu'il a avec les membres du gouvernement russe le jour de sa prise de fonction, le 31 décembre 1999, il leur dit une seule chose : votre tâche principale est d'assurer la croissance économique du pays et d'améliorer la vie de la population. Lui-même a tracé la voie dans son texte *la Russie au tournant du Millénaire* dont une bonne partie touche aux questions économiques, avec des chiffres qui font état du retard très important pris par la Russie dans certains domaines et des objectifs chiffrés qu'il faut atteindre pour assurer « un avenir digne » au pays à horizon de 15 ans. Il va procéder avec méthode : d'abord relever l'économie du pays puis faire face au péril démographique en redonnant confiance aux Russes en l'avenir de leur pays.

Relever l'économie russe

« Notre patrie est confrontée aujourd'hui à des problèmes économiques et sociaux très lourds. Dans les années 1990, le PIB de la Russie a diminué presque de moitié. Pour ce qui est du PNB, nous

sommes 10 fois moins performants que les États-Unis, 5 fois moins que la Chine. Après la crise de 1998, le PIB par tête est tombé à environ 3500 dollars. C'est environ 5 fois inférieur à la moyenne des pays du G7 ». C'est ce qu'écrit Vladimir Poutine le 30 décembre 1999, à la veille de son arrivée au Kremlin. L'abondance des données chiffrées dans ce texte, comme dans ses premiers rendezvous avec ses compatriotes dans l'émission *Ligne directe*, dont la première édition va avoir lieu le 24 décembre 2001, est là pour rappeler qu'en bon « professionnel » - le président est diplômé en économie ! - il sait comment s'y prendre et relever le défi posé par une situation économique objectivement catastrophique. L'universitaire américain Stephen Cohen, spécialiste de la Russie, estime que « jamais dans l'Histoire on aura vu une telle destruction économique en temps de paix » en parlant de cette terrible décennie.

On sait l'importance du pétrole, du gaz et plus généralement des ressources énergétiques dans l'économie russe. Il faut rappeler que la Russie est le principal producteur de pétrole dans le monde et dispute la première place comme exportateur à l'Arabie Saoudite. S'agissant du gaz naturel, la Russie dispose des réserves les plus importantes, elle en est le premier producteur et le premier exportateur. On sait aussi que la hausse continue des prix des hydrocarbures a commencé précisément début 1999, l'année de son accession aux affaires - heureux hasard pour Poutine ! Cette hausse a bien sûr représenté une manne pour la Russie, qui a connu un rythme de croissance économique annuelle moyen de 7 % sur les deux premiers mandats de Poutine, entre 2000 et 2008. Mais peut-on dire que Poutine n'est pour rien dans le redressement économique russe et qu'il n'a fait que profiter d'une conjoncture favorable ? L'obsession de Poutine de remettre la Russie sur les rails va se traduire par une action méthodique, pour laquelle il va s'appuyer sur un cercle étroit d'hommes de confiance.

Assainir les finances

Lorsqu'il arrive au Kremlin, le pays est lourdement endetté et l'impôt ne rentre pas correctement dans les caisses de l'État : il

trouve une dette extérieure de 133 milliards de dollars et seulement 8,5 milliards de dollars dans les caisses. Dès le mois de mai 2000, tout juste investi après avoir été élu président le 26 mars, il fait appel à deux Pétersbourgeois, qu'il a connus dans l'équipe municipale de Sobchak. L'un est Alexeï Koudrine, économiste né en 1960, de mère lettone et de père russe, qui va rester 11 ans au poste de ministre des Finances. C'est lui qui avait recommandé Poutine en 1996 à l'équipe du Kremlin lorsqu'il l'a rejointe lui-même au poste de directeur adjoint de l'administration présidentielle. L'autre est Guerman Gref, d'origine allemande, juriste né en 1964, qui sera 7 ans ministre du Développement économique et du Commerce. C'est sur eux que Poutine va s'appuyer pour rétablir la santé financière du pays et lui faire retrouver son indépendance vis-à-vis de ses créanciers internationaux, condition *sine qua non* de l'indépendance politique et de la pleine souveraineté - un objectif essentiel pour le jeune président russe. Ils s'engagent d'abord dans une réforme fiscale d'envergure, faisant adopter dès 2000 un taux unique d'imposition de 13 %. Je me souviens de spots télévisés qui passaient alors à la télévision russe, engageant l'ensemble de la population, particuliers comme entreprises, à faire preuve de civisme en réglant honnêtement cet impôt, qui améliorerait directement l'état de la médecine et de l'éducation dans le pays. Sur le dossier du désendettement, Poutine va aussi aller vite. Après l'humiliation du défaut de 1998 quand le pays s'est retrouvé insolvable, la Russie va dans un premier temps rembourser par anticipation sa dette auprès des institutions financières internationales, devenant en quelques années l'un des pays dont la dette publique est la plus faible du monde : 37 milliards de dollars contre 133 en 2000. Dans un deuxième temps elle va constituer d'importantes réserves. En créant en 2006 et 2007 deux fonds publics structurels, le « Fonds de réserve » - *rezervny fond* - plafonné à 10% du PIB, un plafond rapidement atteint, et le « Fonds du bien-être national » - *fond natsyonalnovo blagosostoiania* - il constitue des provisions qui vont s'avérer très utiles pour affronter la crise de 2008-2009. Si le PIB a plongé en 2009 de 8 %, la population a été relativement protégée grâce à ce fonds et les revenus ont

continué à augmenter, même modestement : + 2,4 % en 2008 et + 3,1 % en 2009. Détail révélateur : Vladimir Poutine ne manque pas une occasion de souligner l'importance du travail des collaborateurs du ministère des Finances et en particulier des services fiscaux. Depuis 2006 il adresse à ces derniers personnellement un message pour leur fête professionnelle le 21 novembre. En novembre 2017 encore il soulignait la qualité de leur travail et leur responsabilité directe dans l'économie du pays, les remerciant pour les progrès réalisés toutes ces dernières années par leurs services.

En s'adressant aux députés le 11 avril 2012, un mois avant de revenir au Kremlin pour entamer son troisième mandat de président, Poutine tire un bilan de la première décennie et donc de ses trois premiers mandats (sans jamais tirer la couverture à lui, il faut le noter, mais en insistant sur l'effort collectif consenti par la nation) : non seulement le pays s'est relevé, mais il a mieux résisté que d'autres à la crise mondiale. Cette année 2012 marque pour lui une étape importante ; c'est selon lui la fin de la période postsoviétique, l'effacement de tous les bouleversements que le pays a dû affronter au tournant du siècle. « Il y a devant nous une étape nouvelle du développement de la Russie : l'étape de la création d'un ordre étatique, économique, social et d'une organisation de la société qui nous permettra de travailler à l'épanouissement de nos concitoyens pour les décennies à venir. ». Ou comme il le dit ailleurs dans ce discours : « Malgré toutes les difficultés, nous avons en conscience renoncé à la psychologie de la survie et nous avons choisi le chemin du développement. »

Contrôler les secteurs stratégiques

Lorsqu'il arrive au pouvoir en 2000 Vladimir Poutine n'est pas seul aux commandes. Les oligarques, qui ont permis en la finançant la réélection de Boris Eltsine en 1996, sont toujours là et leur activité ne se limite pas au « business » comme disent les Russes ; ils sont très présents dans la politique et les médias. Vladimir Poutine les invite le 28 juillet 2000 au Kremlin pour une première rencontre, « planifiée de longue date » comme il le leur dit. Ils sont 21, dont Mikhail

Khodorkovsky, mais sans Boris Berezovsky, qui a renoncé ce mois-là à son siège de député. Si l'introduction d'un nouveau code des impôts, les projets touchant aux droits de douane et la perspective d'une adhésion à l'OMC sont officiellement à l'ordre du jour de cette réunion, la question centrale est la définition des relations entre le nouveau pouvoir et eux. À la fin de son propos introductif Poutine le leur dit clairement, et sur un ton sévère : « Bien sûr nous pouvons et devons discuter de la situation liée à quelques sujets par trop politisés. Cela concerne l'activité des organismes chargés d'appliquer la loi, les relations entre le monde des affaires (Poutine emploie le mot « *business* ») et l'État. Je veux attirer votre attention sur le fait que vousmêmes et les structures politiques ou para-politiques qui sont pour une part significative sous votre contrôle avez formé cet État. C'est pourquoi il ne sert à rien de faire la grimace devant le miroir. Je vous propose dans cette partie de nos échanges de poser les principes, de voir ouvertement ce qu'il convient de faire pour que les relations dans cette sphère soient absolument civilisées et transparentes. » On connaît la suite - ils seront priés de ne pas se mêler de politique, d'arrêter d'envoyer des capitaux à l'étranger et de rapatrier en Russie ceux qui s'y trouvent. Un certain nombre d'entre eux prennent le chemin de l'exil ; Khodorkovsky celui de la prison. Et le Kremlin reprendra progressivement en main les entreprises stratégiques en commençant par les hydrocarbures. Là encore des Pétersbourgeois, anciens de l'équipe municipale de Sobchak, joueront un rôle majeur : Alexeï Miller, jeune économiste né en 1962, préside aux destinées du géant gazier Gazprom depuis 2001 - il a été encore une fois réélu en mai 2016 à ce poste pour cinq ans ; Igor Setchine, né en 1960 - qui fut à ses débuts professeur de français et de portugais - nommé par Poutine à ses côtés au Kremlin dès le 31 décembre 1999, préside aux destinées du géant pétrolier Rosneft depuis 2004 (une entreprise devenue importante après la prise de contrôle des sociétés composant Ioukos, dirigée précédemment par Khodorkovsky). L'influence de l'État va se renforcer aussi dans d'autres secteurs jugés stratégiques : une loi « sur les entreprises stratégiques » adoptée en mars 2008 dresse une liste d'entreprises

appartenant à 42 secteurs dans lesquels l'auto-risation du gouvernement est nécessaire pour des prises de participations étrangères. Le gouvernement va encourager la création de « corporations d'État » - les fameux organismes commençant par Ros, comme Rostech, Rosatom, Rosnano, Rosneft… - le plus souvent au moyen de fusion d'entreprises publiques dans ces secteurs prioritaires que sont la construction navale, l'aéronautique, l'armement, le secteur financier et les nouvelles technologies pour en faire des « champions nationaux ».

Diversifier l'économie

Diversifier en même temps que moderniser l'économie russe est le principal défi que doit relever l'équipe au pouvoir, Poutine le répète inlassablement, pour assurer un développement économique solide et réduire la dépendance du pays à l'égard des ressources énergétiques. Celles-ci pèsent encore pour 40 % dans les recettes de l'État, ce qui rend les finances publiques trop dépendantes des évolutions d'une variable - le prix des hydrocarbures - que les autorités russes ne maîtrisent pas. C'est le sens de la « Stratégie 2020 » issue d'un rapport de réflexion que Poutine commande en 2007 au ministère du Développement économique et du Commerce sur les conditions du développement économique de la Russie à horizon 2020. Les cinq secteurs clefs ciblés par cette stratégie sont l'aviation, la construction navale, l'énergie, l'information et la médecine. Le bilan devra être tiré en 2020. Des changements notables sont intervenus depuis 2007 dans l'économie russe, qui ont contrecarré les projets initiaux et le site dédié à des travaux lancés alors à grand bruit, 2020strategy.ru, semble peu actif depuis 2012. J'ai eu à suivre pendant quelque temps l'évolution de l'industrie pharmaceutique en Russie et il est indéniable que de grands progrès ont été faits dans ce domaine pour développer la production de médicaments sur le sol russe et substituer progressivement la production nationale à l'importation.

L'entrée de la Russie au sein de l'OMC, qui rencon-trait une certaine inquiétude, y compris parmi les députés communistes et

nationalistes du LDPR, devait précisément, dans l'esprit de Poutine, être un puissant facteur d'émulation pour un développement dynamique de l'économie qui fasse une bonne place à l'innovation. C'est ce qu'il dit dans son discours du 11 avril 2012 à la Douma : avec l'entrée à l'OMC s'ouvrent pour l'économie russe de nouveaux marchés, de nouvelles perspectives et la concurrence a du bon pour l'économie du pays comme pour le consommateur russe. Paradoxalement les bienfaits entrouverts par l'adhésion à l'OMC seront concrétisés deux ans plus tard par l'effet des sanctions occidentales prises contre la Russie à l'été 2014.

Un dernier point, de plus en plus présent dans les discours de Poutine ; l'importance de développer les petites et moyennes entreprises et l'esprit d'entreprise en général. Pour s'attaquer aux entraves administratives qui freinent le développement des entreprises, il a lancé en décembre 2011 l'initiative nationale « Améliorer le climat des affaires », prenant le classement international « Doing Business » de la Banque Mondiale comme l'un des principaux indicateurs du succès de ce programme. La Russie était à la 120e place en 2011, il fixe l'objectif dans son discours à la Douma d'avril 2012 de se hisser à la 20e place dans les prochaines années, soulignant habilement que la 20e place est alors occupée par le Japon et la 21e par la Lettonie, que les partenaires de l'Espace économique commun que sont la Biélorussie et le Kazakhstan font mieux qu'elle, en étant respectivement à la 69e et 47e place. Le résultat ne se fera pas attendre : en 2017 le pays est à la 35e place, en marche vers l'objectif fixé. Dans ce dossier une Agence pour les Initiatives Stratégiques, créée en juillet 2011 et confiée au jeune économiste Andreï Nikitine, figure montante de la relève autour de Poutine, a joué un rôle prépondérant. Sous sa conduite efficace, des feuilles de route ont été élaborées pour s'attaquer aux lacunes les plus importantes de l'environnement règlementaire des entreprises : enregistrement des entreprises, permis de construire, accès au réseau électrique, développement de la concurrence, accès des PME aux marchés publics… Andreï Nikitine est aujourd'hui gouverneur de la région de Novgorod, élu en septembre 2017 avec 68 % des voix,

après avoir assuré l'intérim de son prédécesseur pendant quelques mois.

Des sanctions bénéfiques pour les Russes ?

Introduites en juillet 2014 par l'UE, renforcées en septembre, mises en place également la même année par les États-Unis et le Canada, les sanctions économiques à l'égard de la Russie avaient pour objectif de punir le pays pour l'annexion de la Crimée. Selon différentes analyses économiques, l'effet des sanctions n'interviendrait que pour un quart dans la chute des échanges UE-Russie depuis 2014, le reste étant dû essentiellement à la baisse sévère du prix du pétrole, amorcée aussi en 2014. Quelle a été la réponse russe aux sanctions ? Sur un plan économique, le pays a répondu par un embargo sur les produits alimentaires européens dès le 6 août 2014 ; viande, poisson, produits laitiers, fruits et légumes importés ont disparu du jour au lendemain des rayons des magasins, et le prix de ces produits a naturellement fortement augmenté, de l'ordre de 20 %, ce qui a été très sensible pour la population. Mais petit à petit ces produits ont été remplacés par la production locale. L'exemple de la viande de porc et le secteur céréalier sont sans doute parmi les plus probants. La viande porcine consommée en Russie était jusqu'en 2014 importée à 30 %, en 2016 la part de viande importée n'était plus que de 10 % et la Russie prévoit d'exporter sa viande de porc à partir de 2020, entre autres vers la Chine. Pour ce qui est de la production céréalière, la Russie est passée de 67 à 108 millions de tonnes depuis le début des sanctions et a plus que doublé l'exportation de son blé, de 15 à 40 millions de tonnes, soufflant à la France des marchés en Afrique du Nord par exemple. On trouve maintenant du roquefort et du camembert produits dans le Sud de la Russie… Sur un plan politique, les sanctions ont soudé les Russes derrière leur président. Le parti Russie Unie de Poutine a remporté la majorité absolue aux législatives de 2016, récoltant 54% des voix, contre 49% à celles de 2011. Les sanctions ont inspiré de nombreuses chansons aux Russes. L'une d'elle, signée Piotr Matrionichev, a été très populaire :

un clip tourné dans une cuisine familiale met en scène une sympathique famille avec trois jeunes enfants et pendant que la mère s'affaire à dresser une belle table richement garnie de produits russes, le père accordéoniste, chante ceci, s'adressant aux Occidentaux : « Vous dites *sanctions* : écoutez ce que nous avons à vous dire. (…) Les étrangers ne comprendront jamais la Russie ; nous voulons vous dire merci pour les sanctions. Comme nous l'ordonne notre président, nous allons renforcer notre production. » Le dernier train de sanctions prises par Washington en juillet 2017 a montré des divisions entre Américains et Européens, dépendants du gaz russe, et a fait dire à Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne : « L'Amérique d'abord, cela ne veut pas dire l'Europe en dernier. »

Au total la Russie de Poutine a dû faire face à deux crises économiques importantes, celle de 2008 et celle de 2014. On peut dire que le pays a traversé ces deux moments difficiles en se renforçant dans l'adversité. Le PIB russe renoue avec la croissance en 2017 après deux années de baisse (-2,8 % en 2015, - 0,2 % en 2016) et les prévisions jusqu'en 2020 se situent autour de 1,5 % de croissance par an. S'il ne fallait retenir que quelques chiffres sur cette période de près de 18 ans de pouvoir poutinien : en Russie en 1999 le PIB par habitant était de 1330 dollars, en 2016 il est de 8750 dollars. Cette même année la Russie est à la 6e place dans le classement du FMI pour le PIB en parité de pouvoir d'achat, après l'Allemagne et devant le Brésil ; la France est à la 9e place de ce classement. Les Russes vivent incontestablement dans l'ensemble mieux aujourd'hui qu'à l'arrivée de Poutine au Kremlin en 2000, mais on ne vit pas encore en Russie, ni comme en Allemagne, ni comme en France, et on ne parle pas encore de « miracle économique russe ». Et les images des quatre coins du pays que donnent les *Lignes directes* montrent qu'il y a encore trop de Russes qui vivent dans des conditions plus que précaires. Les statistiques officielles font état en 2016 de 20 millions de Russes vivant sous le seuil de pauvreté, avec moins de 160 euros par mois. Ils étaient le double en 2000, mais ce chiffre était descendu à 16 millions en 2014. À côté de

cela, la liste des milliardaires russes s'allonge ; ils sont passés en 2017 de 77 à 96…

Repeupler la Russie

L'autre grand défi que Poutine doit relever c'est la démographie, priorité des priorités. « Aujourd'hui, pour la Russie, chaque personne compte » dit-il en 2012 en revenant au Kremlin. Au moment de son accession au pouvoir, la situation est catastrophique. Avec la chute de l'URSS, dès 1991-1992, les courbes de la mortalité et de la natalité se croisent, la première augmente rapidement, la seconde descend un peu moins rapidement et la Russie s'engouffre dans une période de 20 ans pendant laquelle elle va perdre au total 5 millions d'habitants, jusqu'à 800 000 par an certaines années. Les deux courbes se croisent à nouveau depuis 2012, année qui voit pour la première fois la Russie fabriquer plus de berceaux que de cercueils et une espérance de vie atteindre pour la première fois le seuil de 70 ans ; elle était à 65 ans en 2000. La situation des hommes est particulièrement critique ; en 1994, leur espérance de vie était tombée à 58 ans ! Cette situation dramatique est le résultat conjugué de l'instabilité politique, de difficultés économiques majeures, d'une crise morale sans précédent et d'un manque cruel de confiance en l'avenir. Toutefois en 2017, malgré l'apport de la Crimée, le pays n'a toujours pas retrouvé le niveau de 1990, date à laquelle il comptait 147 665 081 habitants (c'était alors la RSFSR), et la démographie va rester une préoccupation majeure pour les années qui viennent. Les États-Unis comptent aujourd'hui deux fois plus d'habitants que la Russie, la Chine et l'Inde dix fois plus.

Avec le pragmatisme qui le caractérise, Vladimir Poutine va s'appuyer sur le renouveau religieux et le patriotisme, pour renverser la tendance au déclin démographique. Une tâche de titan qu'il doit mener rapidement - l'urgence d'agir est partout présente dans son texte de décembre 1999.

Le renouveau religieux

Dans *La Russie au tournant du Millénaire*, Poutine fait cette confidence à la première personne : « Je suis convaincu que réussir à insuffler l'indispensable dynamique de croissance n'est pas un problème de nature seulement économique. C'est aussi un problème politique et, je n'ai pas peur de ce mot, dans un certain sens idéologique. Plus précisément qui se situe sur le plan des idées, de la spiritualité, de la morale. Et ce dernier aspect, dans l'étape présente, me semble particulièrement important pour la consolidation de la société russe (*rossiiskovo obchestva - russe au sens politique du terme et pas ethnique*) ». Aussi va-t-il utiliser et encourager le réveil religieux et le patriotisme pour unifier les populations si diverses de la Russie autour de ce qu'il appelle « l'idée russe », *rossiiskaïa idea*, telle qu'il la définit dans ce texte : un mélange de valeurs universelles que le peuple russe a commencé à s'approprier, comme la liberté et la propriété, et de valeurs spécifiquement russes telles que le patriotisme, la puissance, l'étatisme et la solidarité sociale.

Je me souviens d'un détail qui m'avait marquée lors de ma mission en Russie : une salle de concert appartenant à la ville avec laquelle l'Institut français coopérait régulièrement venait d'être restaurée à Saint-Pétersbourg et la directrice attendait avec impatience qu'elle soit bénie pour pouvoir lancer la nouvelle saison. La religion orthodoxe est partout de nouveau présente dans la sphère publique et Vladimir Poutine, comme Dmitri Medvedev, assistent très fréquemment aux offices importants ès qualité, comme président et Premier ministre. L'épouse de Medvedev est connue pour être une pratiquante convaincue ; jusqu'à leur divorce Lioudmila Poutina était aussi très souvent présente au côté de son mari dans les cérémonies religieuses. Lorsqu'elle a disparu de la scène publique, avant que le couple ne se décide à annoncer officiellement leur séparation, des rumeurs couraient sur sa retraite possible dans un couvent… une idée qui paraîtrait saugrenue en France, mais qui paraissait plausible en Russie ! S'il y a un tel investissement personnel de Poutine dans le soutien à l'Église orthodoxe, c'est qu'il y a entre l'État et l'Église une convergence d'intérêts bien compris. L'Église veut être au centre de

la définition des valeurs morales ou éthiques du pays. Poutine le lui permet et l'Église lui est donc loyale. Sans épiloguer sur la personnalité et le parcours de l'actuel patriarche Kirill, qui aurait une fortune colossale et un passé au KGB, le retour à la pratique religieuse est réel partout en Russie. Il se voit à des détails qui peuvent paraître étonnants pour des Occidentaux ; ainsi les restaurants proposent maintenant depuis quelques années des menus « spécial carême », des hommes d'âge mûr, nés à l'époque soviétique, se signent avant de prendre l'avion et d'autres font le signe de croix en passant dans la rue devant une Église. Une cérémonie prend une ampleur nouvelle depuis cinq ans : la translation des cendres d'Alexandre Nevsky à Saint-Pétersbourg, suivie maintenant par près d'une centaine de milliers de personnes, adultes comme enfants. Les églises se remplissent à nouveau pour les offices dominicaux, et pas seulement de femmes âgées. Des personnalités très en vue sont connues pour être des orthodoxes convaincus et pratiquants, comme la grande étoile du Mariinsky Ouliana Lopatkina ou l'homme de théâtre Valeryi Fokine pour ne citer qu'eux. Cette renaissance religieuse concerne aussi bien sûr l'islam. En octobre 2003 en Malaisie, à la 10e réunion des chefs d'État de l'Organisation de la Conférence Islamique, Poutine lui-même, invité à cette rencontre, avait dit que si en 1991 il y avait 870 mosquées en Russie, il y en avait en 2003 déjà plus de 7000, propos qui avaient été applaudis par l'assistance. Un détail amusant qui illustre la bonne entente entre islam et orthodoxie en Fédération de Russie : une marque de vêtements féminins orthodoxes rencontre un grand succès ces dernières années. « Barychnia krestyanka » - c'est son nom, en écho à la nouvelle de Pouchkine *La Demoiselle paysanne* - a été créée en 2012 par deux jeunes femmes entreprenantes qui ne trouvaient pas comment s'habiller pour le baptême de leurs enfants respectifs et sont allées trouver leurs robes dans un magasin de vêtements… islamiques. L'hymne russe adopté par décret présidentiel le 30 décembre 2000 place d'ailleurs explicitement la Russie sous la protection de Dieu ; Sergueï Mikhalkov a réécrit cette année-là les paroles, après avoir écrit celles de l'hymne soviétique en

1944. La première strophe commence par « Russie - notre puissance sacrée » et la deuxième strophe se termine par « Terre natale gardée par Dieu ». La première personne que le tout jeune président par intérim a rencontrée le 31 décembre 1999, le matin même de son intronisation, après un entretien en tête-à-tête avec Boris Eltsine, avant les membres du gouvernement, c'est le patriarche Alexis, témoin de la passation de pouvoir entre les deux hommes.

C'est aussi sous l'angle du nécessaire soutien à la natalité qu'il faut comprendre l'attitude de Vladimir Poutine à l'égard de la question de l'homosexualité. Il le dit d'ailleurs franchement à Oliver Stone. Il n'y a aucune interdiction liée à l'homosexualité, simplement dans son rôle de président il se doit de soutenir les couples traditionnels car « les autres ne font pas d'enfants ». Il reconnaît que la société russe n'est pas spontanément soucieuse de l'exaltation des fiertés homosexuelles. Pour les Russes, l'homosexualité est un fait qui relève de la sphère privée et il n'y a pas besoin de le manifester bruyamment. Un chorégraphe très apprécié en Russie et à l'étranger comme Boris Eifman, par exemple, avait abordé avec beaucoup de délicatesse le thème de l'homosexualité de Tchaïkovsky, auquel il avait consacré un ballet dans les années 1990, *Tchaïkovsky et son double*. Le battage médiatique fait dans nos pays occidentaux autour de Conchita Wurst, « femme à barbe », lorsque celui-ci a gagné l'Eurovision en 2014, a suscité beaucoup de caricatures et d'articles dans la presse russe sur le thème d'une Europe perçue comme décadente. Sur l'une d'elle on voit Pierre le Grand couper la barbe d'un vieux boyard russe en lui disant « Non, boyard, ce n'est pas la bonne Europe ! » tandis que le Russe montre au tsar un écran de télévision sur lequel apparaît un personnage à barbe rappelant Conchita Wurst.

Le reproche de décadence et de provocation gratuite a aussi été fait par les Russes au groupe punk des Pussy Riot. En Occident beaucoup de « personnalités » ont pris leur défense lorsque trois de ces jeunes femmes ont été arrêtées et deux d'entre elles emprisonnées pour « hooliganisme » après avoir improvisé une

« prière punk » dans la cathédrale du Christ Sauveur à Moscou en février 2012. Il faut savoir que cet édifice a une valeur particulière aux yeux des Russes ; siège du patriarcat, elle avait été détruite à la dynamite par Staline dans les années 30 et reconstruite à l'identique sous Eltsine. Le jugement à deux ans de prison avait été jugé disproportionné et l'incitation à la haine religieuse considérée par leurs défenseurs comme un prétexte pour cacher des poursuites politiques. Elles assuraient de leur côté que c'était une action dirigée contre le patriarche et le président. Mais peu de journalistes avaient relaté le fait que ces mêmes jeunes femmes, en février 2008, s'étaient fait connaître par des provocations filmées à caractère pornographique dans le musée zoologique de Moscou et que les faits de la cathédrale moscovite, venant après d'autres, étaient d'une certaine manière la provocation de trop. Un sondage du Centre Levada au moment du procès (avant que le verdict ne soit connu) indique que 44% des personnes interrogées trouvaient le procès juste, impartial et objectif, 17% pensaient le contraire, et 39% étaient sans opinion. Interrogé en octobre 2012 sur le sujet, Vladimir Poutine avait estimé que « l'État a l'obligation de protéger les sentiments des croyants » Sa première réaction avait été de demander aux croyants de leur pardonner. « Mais l'affaire a enflé, c'est allé jusqu'au procès. Elles l'ont bien cherché, elles l'ont bien eu. On a eu raison de les arrêter et le tribunal a bien fait de rendre ce jugement. Il ne faut pas briser ce qui est au fondement de la morale. On n'a pas le droit de détruire le pays ; sinon qu'est-ce qu'il va nous rester ? C'est notre dernier rempart. Nos jeunes concitoyennes doivent aussi le comprendre un jour. » Trouvant le nom du groupe « indécent », il ajoute que d'après ce qui lui avait été rapporté, toutes les paroles à caractère politique avaient été ajoutées sur internet, qu'au départ leur action était orientée contre l'Eglise. « Si c'est le cas, c'est une manière d'attirer davantage l'attention, une manière de se protéger et de dire : *Nous n'avons pas fait que proférer des insultes dans la cathédrale, nous faisons aussi de la politique*… » Maria Alekhina et Nadejda Tolokonnikova avaient été graciées par Poutine le 23

décembre 2013, deux jours après la grâce de Mikhaïl Khodorkovsky, et deux mois avant les JO de Sotchi.

Pour soutenir la natalité, une série de mesures techniques et très appréciées ont également été prises par le gouvernement, relayées et complétées souvent par les autorités régionales. C'est le cas notamment du « capital maternel », *materinskii kapital*, qui est octroyé aux familles pour l'accueil d'un deuxième enfant depuis le 1er janvier 2007 - une somme de près de 7 000 euros, indexée sur le cours de l'inflation, et qui concerne aussi l'adoption des enfants. Il sera étendu au premier enfant dès 2018. Une autre mesure, symbolique, a été prise par décret présidentiel le 13 mai 2008 - signé donc par Dmitri Medvedev : c'est la création d'une décoration - « la gloire parentale », *roditel'skaya slava* - visant à récompenser les familles qui accueillent et élèvent plus de 7 enfants. La cérémonie a lieu une fois par an depuis le 13 janvier 2009, date de la première cérémonie au Kremlin et toujours en présence du président. Cette politique a produit des effets visibles et mesurables : le taux de fécondité par femme a réellement cru ces dernières années : il est passé de 1,16 enfants par femme en 1999 à 1,76 en 2016, et se rapproche du seuil de 2,1 - taux nécessaire pour assurer le maintien de la population. Mais il reste une ombre au tableau de la démographie russe que les Occidentaux ne connaissent pas toujours bien ; c'est le grand nombre d'orphelins encore aujourd'hui en Russie. Ils seraient encore autour de 500 000, l'immense majorité d'entre eux étant des orphelins « sociaux », placés ou abandonnés, avec au moins un parent vivant. La tendance est à la baisse et l'adoption des enfants par des familles russes augmente sensiblement, mais c'est une réalité douloureuse et sans doute l'une des conséquences les plus tragiques des troubles des années 1990. Il y a eu dans ces années-là plus d'orphelins qu'après la seconde guerre mondiale. Je me souviens de la remarque d'un médecin russe qui m'avait dit : « Nous ne pourrons pas nous dire Européens, tant que nous aurons ce nombre scandaleux d'orphelins chez nous ».

Le patriotisme

L'autre ressort du redressement moral, c'est bien sûr le patriotisme, fil rouge de toute l'action de Vladimir Poutine. En décembre 1999, dans *La Russie au tournant du Millénaire*, il a pris la peine de définir ce qu'il entend par là : « Ce mot est utilisé parfois dans un sens ironique ou même péjoratif. Mais pour la majorité des Russes il conserve sa signification première pleinement positive. C'est le sentiment de fierté de sa patrie[7], de son histoire et de ses réalisations. C'est le désir de rendre son pays plus beau, plus riche, plus fort, plus heureux. Quand ces sentiments sont exempts de tout nationalisme vaniteux et d'ambitions impérialistes, ils n'ont rien de répréhensibles, de mauvais. C'est source de courage, de loyauté, de force pour un peuple. Si nous perdons le patriotisme, la fierté nationale et la dignité qui lui sont liées, nous ne serons plus une nation capable de réaliser de grandes choses. » Le patriotisme est absolument fondamental pour Poutine et il dit son importance devant les publics les plus divers. En février 2016, devant des dirigeants de petites et moyennes entreprises russes très actifs et très engagés, regroupés au sein d'un « club des leaders », il a dit : « Nous n'avons pas et ne pouvons avoir d'idée qui nous relie entre nous autre que le patriotisme ». Le 1er septembre 2017 il a fait lui-même une leçon de patriotisme retransmise dans toutes les écoles russes le jour solennel de la rentrée des classes. Il s'est intéressé de près à l'enseignement de l'histoire, prenant un décret en octobre 2012 pour améliorer l'action du gouvernement dans le domaine de l'enseignement du patriotisme.

Le patriotisme a pris sous son mandat des couleurs bien précises : le noir et l'orange du ruban de l'ordre de Saint Georges. Créé par Catherine II pour récompenser « la bravoure militaire », cet ordre a été supprimé par Lénine dès 1918, puis restauré par Eltsine en 1992 mais c'est Vladimir Poutine qui signera, dès le 8 août 2000, le décret présidentiel pour ratifier ses statuts. Peu à peu le ruban orange rayé de trois bandes noires s'est imposé comme le signe du patriotisme en Russie. On le trouve partout, sur les voitures, sur les

vestes des hommes, sur les sacs à main des femmes. Il est même distribué dans les consulats russes à l'étranger à la veille du 9 mai. Car depuis 2005 il est associé à la commémoration de la Grande Guerre patriotique pour exprimer le souvenir, la reconnaissance et la fierté des Russes à l'égard des combattants d'alors et l'opération « Ruban de Saint Georges » qui consiste en la distribution gratuite de rubans dans la rue, est menée depuis lors tous les ans par des étudiants.

Et c'est encore sous un angle patriotique que la question de la natalité est posée en Russie : Vladimir Poutine le répète, en Russie la famille de trois enfants doit devenir la norme. Ces dernières années une affiche a été vue par tous les Russes : une jeune femme souriante avec des triplés et ce texte : « Le pays a besoin de vos records - à chaque minute trois enfants naissent en Russie ».

L'appel au patriotisme et le renouveau religieux, enfin, permettent à Vladimir Poutine d'œuvrer en dehors des frontières de la Russie d'aujourd'hui et de restaurer l'unité perdue du *russkii mir*, « le monde russe », cette union des Russes du monde entier qu'il appelle de ses vœux. C'est ainsi qu'il a réussi à sceller la réconciliation historique entre l'Église orthodoxe hors frontières, qui avait fait sécession dans les années 1920, et le patriarcat de Moscou, coupable aux yeux de la première de s'être soumis au régime communiste. Mettant fin à un schisme de 90 ans, une cérémonie retransmise à la télévision dans la cathédrale du Christ Sauveur le 17 mai 2007 est présidée par le patriarche Alexis et le métropolite Lavr, archevêque de l'Église orthodoxe russe à l'étranger et c'est à Vladimir Poutine qu'il reviendra de la conclure. Dans sa brève allocution, prononcée dans la cathédrale, il dira que c'est un pas essentiel vers « la restauration de l'unité perdue de tout le monde russe », et ce pas doit beaucoup à son implication personnelle. Cette cérémonie et la réconciliation de l'Église orthodoxe avec sa propre histoire au nom du patriotisme, fermant une parenthèse de presque un siècle, restera certainement pour les Russes l'un des faits marquants de la longue présidence Poutine.

---

1. « *Ot pervogo litsa* ».
2. Le 19 octobre 2016, Vladimir Poutine était accompagné de Vladislav Sourkov et du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov à une rencontre sur la Crimée dans le « format Normandie », les présidents français et ukrainien et la chancelière allemande. Le président russe a donc contraint l'Allemagne à demander une autorisation spéciale à l'administration bruxelloise pour permettre à M. Sourkov d'entrer sur le territoire de l'UE.
3. Alexandra Lapierre a consacré un roman à Djamal Eddine, *Tout l' honneur des hommes* ; je l'avais reçue à Saint-Pétersbourg en 2007 alors qu'elle faisait ses recherches sur ce personnage au destin peu commun.
4. Chiffre donné par le général Andrei Novikov, directeur du centre antiterroriste de la CEI à l'agence Interfax le 17 juin 2015 ; il précisait que 2 000 ressortissants de la Fédération de Russie avaient été dénombrés et que selon certains experts ce chiffre avoisinait les 5 000. Le chiffre de 25 millions m'a été donné par Dmitri Peskov, le porte-parole du président russe lors d'une rencontre en novembre 2017.
5. Le district fédéral de l'Extrême-Orient regroupe la République de SakhaYakoutie, le Kraï du Kamtchatcka, le Kraï du Primorie, le Kraï de Khabarovsk, l'Oblast de l'Amour, l'Oblast de Magadan, l'Oblast de Sakhaline, la Région autonome juive et l'Okroug autonome de Tchoukotka.
6. L'adresse du site du ministère est : minvr.ru
7. C'est par le mot « Otechestvo », avec une majuscule en russe, que Vladimir Poutine désigne la patrie, littéralement « la terre des pères », qui est neutre en russe, et qui est l'autre mot, avec « Rodina » pour désigner la patrie.

SECOND CHAPITRE

Sur la scène internationale : rétablir la place de la Russie dans le monde

De tous les dirigeants russes qui l'ont précédé tout au long du XXe siècle, Vladimir Poutine est sans doute le plus « occidental », celui qui a la plus grande expérience personnelle de l'étranger, à l'Ouest des frontières du pays. Il est l'un des très rares à avoir vécu et travaillé en dehors de la Russie – pendant ses 5 années passées à Dresde, entre 1985 et 1990. Et il est le seul à parler couramment une langue étrangère, l'allemand. Iouri Andropov avait lui aussi vécu quelques années en dehors de la Russie, puisqu'il avait été ambassadeur en Hongrie entre 1953 et 1957, fonctions dans lesquelles il avait participé à la répression sanglante du soulèvement de Budapest. Mais aucun autre chef d'État de l'URSS ou de la Russie n'avait eu une expérience aussi riche, si on met à part Lénine et ses longs séjours en Europe de l'Ouest avant 1917 et le bref séjour à Vienne de Staline en 1912. La connaissance qu'avaient de l'étranger les dirigeants soviétiques ou russes jusqu'à lui se limitait aux seules visites officielles alors qu'ils étaient déjà en fonction à la tête de l'État. La RDA n'était certes pas une zone géographique et mentale très éloignée de l'URSS dans ces années-là, même si paradoxalement, à la fin de son existence, elle était plus « poussiéreuse » et plus soviétique à bien des égards que l'URSS finissante, prise dans l'effervescence de la *perestroïka* introduite en 1986 par Mikhaïl Gorbatchev. Par ailleurs, la pratique du judo avait créé chez Vladimir Poutine encore adolescent une curiosité pour l'Asie et une familiarité avec certains aspects de la culture asiatique qu'il saura largement mettre à profit plus tard, une fois à la tête du pays.

Ces données font que Vladimir Poutine est *a priori*, parmi les derniers dirigeants de la Russie, l'un des plus ouverts au dialogue sur le plan international. Dès son entrée en fonction il a d'ailleurs su créer des relations personnelles, qui allaient bien au-delà des relations diplomatiques, avec un certain nombre de ses collègues. C'est le cas notamment en Europe avec Jacques Chirac, Silvio Berlusconi et Gerhard Schröder. J'ai été témoin de l'amitié qui s'était nouée avec Jacques Chirac dès la première visite de Vladimir Poutine en France, du 29 octobre au 1er novembre 2000. La connaissance intime qu'avait Jacques Chirac de la culture russe[1], sa capacité à parler russe avec M. Poutine sans inter-prète, son goût pour les arts asiatiques, son indépendance vis-à-vis des États-Unis et plus tard son refus de les suivre en Irak ont conforté une amitié qui s'est poursuivie bien après le départ de M. Chirac de l'Elysée. Plus d'une fois ces anciens chefs d'État européens se sont retrouvés en terre russe pour des séjours privés à l'invitation de Vladimir Poutine - des relations informelles extrêmement précieuses pour le dirigeant russe. Les relations de Vladimir Poutine avec M. Berlusconi sont connues - l'ancien président du Conseil italien a encore communiqué récemment sur le cadeau qu'il avait fait à son ami Poutine à l'occasion des 65 ans de ce dernier, en octobre 2017. En septembre 2015 il avait été la première personnalité politique européenne accueillie par Vladimir Poutine en Crimée « russe ». Quant à Gerhard Schröder, c'est aujourd'hui sans doute celui qui est le plus proche du président russe. Sa récente élection, le 29 septembre 2017, à la tête du conseil d'administration du géant pétrolier Rosneft a suscité de nombreux commentaires en Allemagne et les critiques d'Angela Merkel comme de Martin Schulz, chef de file du SPD, ancien parti de M. Schröder. Il faut dire que l'ancien chancelier allemand, en fonction entre 1998 et 2005, est déjà très impliqué dans le monde des affaires russe ; quelques semaines après son départ de la Chancellerie, il avait été nommé dès décembre 2005 à la tête du conseil de surveillance de la société qui exploite le gazoduc Nord Stream, un consortium dirigé par un autre Allemand, Matthias Warnig, un autre très proche de Poutine, ancien de la Stasi, que ce dernier fréquentait lorsqu'il était en poste à

Dresde. Sous contrôle de Gazprom, ce gazoduc distribue le gaz russe à l'Allemagne via la Mer Baltique. Sur un plan plus personnel, M. Schröder avait adopté avec sa quatrième épouse Doris Köpf deux enfants nés à Saint-Pétersbourg, une petite fille en 2004 puis un garçon en 2006. Depuis que sa séparation avec Doris Köpf et sa liaison avec son interprète sud-coréenne est officielle, Gerhard Schröder est de plus en plus présent également dans les relations des groupes énergétiques russes avec des partenaires asiatiques. Il était au premier rang du premier forum oriental de Vladivostok organisé par Vladimir Poutine en septembre 2015.

Si depuis son entrée en fonction, Vladimir Poutine se borne à appeler « partenaires » ou « amis » tous les pays avec lesquels la Russie entretient des relations, même dans des circonstances conflictuelles, y compris les États-Unis, il sait que de tous temps il y a eu une lutte pour le leadership économique et l'accès aux ressources. « Cette lutte, cette concurrence sont une donnée permanente » dit-il dans le reportage diffusé sur NTV en 2012, ajoutant qu'avec les États-Unis, la Russie est la seule puissance nucléaire d'une envergure supérieure à tous les autres pays, par la quantité et la qualité des armes nucléaires, avec un dispositif qui couvre la triade terre, mer et air. Et la Russie est lancée dans un grand programme de renouvellement de son arsenal nucléaire. « Malheureusement, les États-Unis nous perçoivent jusqu'à aujourd'hui comme un adversaire, comme un ennemi… même si j'espère que dans les faits ce n'est pas entièrement le cas. » Dans cette lutte, les ÉtatsUnis ou d'autres « partenaires » peuvent devenir des adversaires et constituer une menace pour la sécurité de la Russie. Le mot employé en russe pour signifier « sécurité » est d'ailleurs riche de sens : *bezopasnost* est d'abord, au sens littéral, l'absence de danger. Mais le danger est toujours premier et il faut être aux aguets. La Russie ne peut se permettre d'être faible, car « les faibles sont battus » disait-il au lendemain de l'attentat de Beslan en 2004. Et le mot russe qui signifie « se détendre », *rasslabliatsia*, est formé sur la même racine que le mot faible, *slabyi*. Le joug mongol, le Temps des troubles avec des

Polonais installés à Moscou, la Grande Armée de Napoléon et les « fascistes » de 1941-1945 ont laissé des traces dans la mémoire collective. Les Russes n'ont pas le droit de baisser la garde, c'est inscrit jusque dans leur langue, sinon ils se font envahir. Aussi est-il primordial de sécuriser les frontières à risque du pays. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre les opérations menées par la Russie en 2008 contre la Géorgie et en 2014 contre l'Ukraine. Dans les deux cas, les Russes ont paré à ce qui était vu comme une attaque de leur « principal ennemi » d'hier, *glavnyi protivnik* -, c'est ainsi qu'on appelait les États-Unis dans les écoles du KGB où avait été formé l'officier Poutine, en pleine guerre froide.

La « trahison » de l'Occident

« Nous sommes Européens »

Au départ il n'y avait sans doute pas en Russie de dirigeant plus « européen » que Vladimir Poutine. Il est né, a grandi, s'est marié, a travaillé dans la ville la plus européenne de l'URSS, Saint-Pétersbourg. Conçue par Pierre le Grand comme une fenêtre sur l'Europe, c'est devenu une formidable vitrine de l'ancrage européen de la Russie. Et Vladimir Poutine prend un soin particulier à accueillir ses homologues étrangers dans sa ville natale. C'est par elle que, depuis 2000, commencent généralement les premières visites en Russie des chefs d'État étrangers avec lesquels il souhaite nouer des relations personnelles, comme avec Jacques Chirac en juillet 2001. Et c'est un bon signe qu'il ait invité Emmanuel Macron en 2018 au Forum économique de Saint-Pétersbourg. Un ancien ambassadeur de France avait d'ailleurs très intelligemment passé incognito un mois en immersion dans cette ville avant de prendre officiellement ses fonctions à Moscou. La date symbolique qui a signé le retour de la Russie sur la scène internationale, premier sommet informel où le monde entier s'est rendu en Russie, c'était justement le tricentenaire de Saint-Pétersbourg, en mai 2003. Je faisais partie de la délégation emmenée par le président Chirac et je me souviens du faste déployé

par les Russes. De la rapidité aussi des changements positifs et visibles dans la ville, comme les ravalements de façade depuis le premier voyage officiel de M. Chirac en 2001. Quand la perestroïka a progressivement ouvert les frontières de l'URSS dans les années 1980, puis lorsque les Russes ont de nouveau eu un peu d'argent après la crise des années 1990 pour se lancer dans la rénovation de leur habitat, un mot nouveau est apparu dans le vocabulaire russe, c'est « *yevroremont* », c'est-à-dire rénovation à l'européenne. L'importation d'éléments de confort venus d'Europe - cuisines, salles de bains, portes, fenêtres, peintures, papiers peints… - est devenue l'horizon auquel aspirait une bonne partie de la nouvelle classe moyenne russe. « Yevroremont » est une expression qui figure encore aujourd'hui dans les annonces immobilières et c'est un excellent argument de vente qui signifie que l'appartement a été refait aux standards européens avec des produits européens. Une enseigne comme Ikea n'est pas vue en Russie, encore aujourd'hui, comme une chaîne bon marché, elle est vue d'abord comme l'étalon du goût européen moderne. Après avoir été si longtemps coupés de l'Europe pendant toute la période soviétique, les Russes se sont rués vers le mode de vie et le mode de consommation européen. On ne se rend pas compte dans nos pays occidentaux combien l'Europe, et en particulier la France, faisaient rêver les Soviétiques, qui ne sortaient alors que très rarement de leur pays. Une blague bien connue circulait dans les années 1990 : « J'ai de nouveau envie d'aller à Paris ! - Tu es déjà allé à Paris ? Quelle chance ! - Non, mais j'ai déjà eu envie d'y aller. » Même dans le film *Dix-sept moments du printemps*, sorti en 1973 et dont l'action se déroule au printemps 1945, il y a un passage délicieusement anachronique où le personnage principal Stierlitz, en voiture en Suisse avec un pasteur protestant, écoute une chanson d'Edith Piaf à la radio… écrite en réalité dans les années 1950, et avoue au pasteur son amour de Paris. Lorsque Vladimir Poutine parle de ses filles, il est fier de dire qu'elles parlent deux ou trois « langues européennes » et pas simplement des « langues étrangères » (il faut dire que l'une d'elles était à la faculté des langues orientales). Dans l'autobiographie *Ot*

pervogo litsa un chapitre s'intitule « Nous sommes Européens » et Vladimir Poutine le dit clairement : « Nous sommes une part de la culture occidentale européenne… Quel que soit l'endroit où vivent nos peuples, en Extrême-Orient ou dans le Sud, nous sommes Européens ». À la question de savoir si les Européens voient les Russes comme tels, Vladimir Poutine fait cette réponse très instructive : « Nous allons essayer de nous établir à l'endroit où nous nous trouvons géographiquement et spirituellement. Et si nous y sommes poussés, nous serons obligés de trouver des alliés pour nous renforcer. Et bien sûr nous y arriverons. Il n'y a pas d'autre issue. » Ces propos datent de 2000. Ils éclairent une partie de l'action menée par le président russe depuis lors.

Dans la lecture que fait Vladimir Poutine des années 1980 et 1990, il voit une succession de gestes de bonne volonté de la part du camp soviétique, puis des Russes. Et en retour, de la part des Occidentaux, une réponse qui n'est pas à la hauteur. Il y a d'abord la rencontre à Genève entre Reagan et Gorbatchev en novembre 1985, quelques mois seulement après l'accession de ce dernier au pouvoir en mars de la même année. Cela faisait alors 6 ans, depuis la rencontre entre Carter et Brejnev à Vienne en juin 1979, que les chefs d'État des deux superpuissances ne s'étaient pas parlé. La rencontre de Genève va sonner le glas de la guerre froide, grâce à l'esprit d'ouverture de Gorbatchev, tant vanté à l'Ouest. C'est avec l'accord de Gorbatchev ensuite que, quatre ans plus tard, le mur de Berlin va tomber et l'année suivante l'Allemagne sera réunifiée. Lors de la confrontation avec une foule hostile à Dresde le 9 novembre 1989, le jour même de la chute du mur à Berlin, le « traducteur Platov » avait bien dit aux Allemands que la chute du mur de Berlin s'était faite avec l'accord des Russes. Mikhaïl Gorbatchev était opposé à ce que l'OTAN englobe une Allemagne réunifiée comme membre à part entière et étende ainsi ses frontières vers l'Est. Le secrétaire d'État américain James Baker l'avait alors assuré qu'en échange de l'entrée de l'Allemagne en cours de réunification dans l'OTAN il n'y aurait plus jamais d'élargissement vers l'Est. « Pas d'un

pouce » avait-il dit en février 1990 au chef d'État russe, qui n'avait pas exigé de fixer cet accord par écrit. La suite de l'histoire est connue. En mai 2017 Donald Trump a inauguré le QG flambant neuf de l'OTAN à Bruxelles ; sur les 28 membres que compte aujourd'hui l'Organisation, 12 sont entrés après la réunification de l'Allemagne et sont issus pour la plupart de l'ancien bloc soviétique. Alors que la dissolution du Pacte de Varsovie a été décidée par ses dirigeants dès le 25 février 1991 à Budapest, l'OTAN non seulement n'a pas été dissoute, mais elle s'est considérablement élargie… vers la frontière russe. Elle a englobé la Pologne, la Hongrie et la République tchèque dès 1999, puis la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et les trois États baltes en 2004, et enfin l'Albanie et la Croatie en 2009. Vu de Moscou, et avec le recul, c'est une terrible trahison des Occidentaux.

Vladimir Poutine lui-même n'avait *a priori* aucune hostilité envers les Américains. Certes, il est passé par des écoles où les États-Unis étaient toujours considérés comme l'ennemi n° 1 du pays au moment de ses études. Son parcours l'a amené à fréquenter personnellement des Américains seulement à son retour de RDA, lorsqu'aux côtés d'Anatoly Sobchak il était en charge des relations économiques internationales de Saint-Pétersbourg et maire-adjoint de la ville. Son expérience de travail avec eux était perçue comme très positive, comme j'en ai eu différents témoignages péters-bourgeois. L'ancien consul général des États-Unis à Saint-Pétersbourg entre 1994 et 1997, John Evans, a confié qu'il trouvait toujours une oreille attentive chez Vladimir Poutine lorsqu'il fallait régler des problèmes de menaces de la mafia sur les intérêts des investisseurs américains ou des litiges liés aux affaires entre Russes et Américains. Evans se souvient que Poutine abordait toujours ces sujets sous l'angle du droit, en regardant lui-même les contrats et en se référant toujours à la législation russe ou internationale pour trouver une solution aux problèmes. Dans le corps diplomatique comme dans la communauté d'affaires occidentale de Saint-Pétersbourg il avait laissé le souvenir

d’un homme ouvert aux contacts avec les partenaires occidentaux, soucieux de faciliter les échanges économiques.

Il est un Américain avec lequel Vladimir Poutine entretient depuis longtemps des relations particulières, suivies et amicales, et qui a certainement été longtemps sa principale fenêtre sur les États-Unis ; c’est Henry Kissinger, secrétaire d’État des présidents Nixon et Ford (1973-1977). C’est aussi dans les années 90 à Saint-Pétersbourg que leurs routes se sont croisées. L’Américain co-présidait alors avec Anatoly Sobchak la commission russo-américaine, qui a fonctionné en 1992-1993 sous les auspices du Centre d’Etudes Stratégiques et Internationales de Washington. Cette commission avait pour objectif d’aider l’administration de Saint-Pétersbourg à identifier des investisseurs étrangers capables de transformer les vieilles usines militaires de la ville en entreprises commerciales. On peut avoir un témoignage récent de cette relation privilégiée entre les deux hommes à la faveur d’une rencontre filmée entre eux en marge du Forum Economique de Saint-Pétersbourg de 2012. Kissinger le félicite des efforts qu’il déploie pour nouer une relation solide avec les États-Unis (c’était alors la présidence Obama), cruciale dans son esprit pour la paix dans le monde. Poutine le remercie de l’intérêt qu’il manifeste depuis de longues années pour la Russie, en rappelant les liens anciens qu’ils ont tissés depuis le milieu des années 1990. Lors de leur première rencontre, comme aime à le rappeler Poutine, Henry Kissinger avait souligné que « tous les gens de qualité ont commencé leur carrière dans le renseignement. » C’est évidemment un élément qui les a rapprochés, de même que les origines allemandes de M. Kissinger. Juif, il avait fui l’Allemagne nazie et a été interprète pour les services secrets américains en Allemagne en 1944-1945. Les deux hommes se parlent en allemand sans interprète et Henry Kissinger, avec l’expérience historique et géopolitique hors norme qui est la sienne, a évidemment beaucoup apporté à Vladimir Poutine depuis qu’il est président.

À son tour, Vladimir Poutine a essayé au début de sa présidence de donner des gages de bonne volonté aux Américains et plus

largement aux Occidentaux. Il confie à Oliver Stone que lors de la première visite du président Clinton à Moscou, en juin 2000, il lui avait proposé de réfléchir à une adhésion de la Russie à l'OTAN ; le président américain avait répondu « Pourquoi pas ? », alors que les membres de sa délégation avaient tiqué. Une boutade de la part du président russe ? Ce n'est pas certain car il y avait eu auparavant d'autres gestes, peu connus en France, en direction des États-Unis. Ainsi le 14 novembre 1999, alors qu'il n'était encore que Premier ministre, Vladimir Poutine signe dans le New York Times une tribune qui s'intitule « Why we must act », pourquoi nous devons agir. Il essaie dans cette adresse directe aux Américains d'expliquer « en termes clairs » l'action menée en Tchétchénie, « parce que les Russes donnent du prix à leurs relations avec les États-Unis et sont sensibles à la perception qu'ont d'eux les Américains » écrit-il. Lue avec le recul qui est le nôtre, cette tribune prend un relief particulier ; il y est question de la volonté de groupes terroristes, financés de l'étranger, d'établir une « République islamique » et d'un attentat de grande ampleur sur leur sol qui pourrait forcer à l'action les Américains, comme les attentats de Moscou à la fin de l'été 1999. Il mentionne même le « World Trade Center bombing », un attentat à la voiture piégée au pied de l'une des tours en février 1993, qui avait traumatisé les New Yorkais. Il concluait ainsi : « Lorsque les intérêts vitaux d'une société sont attaqués par des éléments violents, des leaders responsables se doivent de répondre. C'est notre mission en Tchétchénie, et nous sommes déterminés à la mener jusqu'au bout. La compréhension de nos amis à l'étranger serait d'une grande aide. » À travers la tonalité conciliante de ce message aux Américains Vladimir Poutine exprimait clairement le souhait de pouvoir restaurer la bonne atmosphère qui avait prévalu à ses échanges russo-américains de l'époque pétersbourgeoise.

Le 11 septembre 2001, il a été le premier chef d'État étranger à appeler George Bush pour lui dire son soutien et lui proposer l'aide de la Russie dans la lutte contre le terrorisme islamique. Il a élargi cette ouverture aux pays de l'Union Européenne comme il aura l'occasion de le leur dire à Bruxelles quelques semaines plus tard. Dans une conférence de presse le 2 octobre 2001, à l'issue d'une

visite d'État en Belgique, il répond aux journalistes qui l'interrogent sur la Tchétchénie : « La majorité des questions en Tchétchénie, comme en d'autres points de la planète, peuvent se résoudre par des moyens politiques. Avec les terroristes nous emploierons les méthodes de force. Encore une fois je veux le souligner ; nous n'allons pas spéculer sur la nouvelle situation du monde après les attentats aux États-Unis. Les terroristes, comme des bactéries pathogènes, s'adaptent très vite à l'organisme dans lequel ils s'installent et le parasitent. Ils utilisent à leurs fins les institutions occidentales, la conception occidentale des droits de l'homme, de la défense des populations civiles, mais ils le font non pas pour développer ces conceptions, non pas pour défendre les valeurs occidentales ou défendre les institutions occidentales, mais pour lutter contre eux. Leur objectif final, c'est la destruction. Il faut le comprendre, le prendre en compte ; nous n'avons pas le droit de l'ignorer devant notre opinion publique ». Plusieurs sources font état de renseignements communiqués par les services russes aux Américains peu de temps avant l'attentat du 11 septembre. Soljenitsyne résume ainsi la situation après ces tragiques événements : « Dans la guerre qui a commencé le 11 septembre, la Russie n'a-t-elle pas tendu la main à l'Occident, clairement et sans ambiguïté ? Seul un défaut psychologique ou une imprévoyance désastreuse peuvent expliquer le refus irrationnel de l'Occident de serrer cette main. Les États-Unis, après avoir accepté notre importante aide en Afghanistan, se mirent tout de suite à avoir des exigences sans cesse nouvelles. Et les griefs de l'Europe envers la Russie sont ouvertement ancrés dans ses peurs énergétiques, qui ne sont en rien fondées. »

À cette main tendue dans les premières années de sa présidence, Vladimir Poutine estime en effet ne pas avoir eu de retour. Ou plutôt d'avoir eu en retour l'élargissement à l'Est de l'OTAN en 2004, en même temps que l'entrée dans l'Union européenne de ces mêmes pays. À la conférence sur la sécurité de Munich en février 2007 il pose clairement la question du sens de la politique de l'OTAN en

Europe. « Il apparaît que l'OTAN a placé ses forces à nos frontières, et nous continuons à remplir strictement les obligations du traité sans réagir du tout à ces actions. Je crois qu'il est évident que l'expansion de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance ou avec la nécessité d'assurer la sécurité en Europe. Au contraire, cela représente une sérieuse provocation qui réduit le niveau de confiance mutuelle. Et nous avons le droit de demander : contre qui cette expansion est-elle dirigée ? ». C'était la première fois que le président russe exposait ses griefs à l'encontre des États-Unis dans une grande conférence internationale. L'année 2007 marque un tournant et l'avertissement est clair : la Russie sera obligée de réagir si elle perçoit une nouvelle provocation de la part des Occidentaux. Et celle-ci ne va pas tarder à venir. Elle aura pour théâtre un petit État du Caucase voisin de la Russie, tout proche de la Tchétchénie : la Géorgie de Mikhaïl Saakachvili.

La Géorgie et l'Ukraine : du « niet » à l' OTAN à « Krym nash »[2]

Si l'on regarde les événements en Géorgie avec « l'œil de Moscou », on ne peut les dissocier de l'Ukraine. Bien qu'une période de 6 ans les sépare - août 2008 pour la Géorgie, février 2014 pour l'Ukraine - ces deux conflits de voisinage présentent bien des similitudes pour la Russie. Après la Tchétchénie en 1999, ce sont les deux autres guerres de Poutine menées sur les marches du pays. Si la Tchétchénie est une composante à part entière de la Russie avec un statut de République - statut partagé par 21 autres sujets de la Fédération, dont la Crimée depuis le 18 mars 2014 - il en est tout autrement de la Géorgie et de l'Ukraine. Autrefois Républiques soviétiques, l'une et l'autre sont devenues des États indépendants en 1991, au moment de l'effondrement de l'URSS. L'une et l'autre ont connu des « révolutions colorées » - « révolution des Roses » en 2003 en Géorgie et « révolution Orange » en 2004 en Ukraine, dans lesquelles le président russe a vu la main des Occidentaux. Au sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008 une promesse formelle a été faite à la Géorgie et à l'Ukraine de pouvoir un jour entrer dans l'alliance militaire occidentale. Et Vladimir Poutine a été clair dans ce

qui devait être l'une de ses dernières décla-rations en tant que président, avant de prendre les fonctions de Premier ministre le 7 mai 2008 : « L'apparition d'un bloc puissant à nos frontières sera considérée en Russie comme une menace directe contre notre sécurité. » Car Vladimir Poutine le dit clairement, entre autres à Oliver Stone : au sein de l'Alliance il n'y a pas d'alliés, il n'y a que des vassaux des États-Unis. Et les pays européens membres de l'OTAN, selon lui, suivent aveuglément les États-Unis.

Il y a même un homme qui fait le trait d'union entre la Géorgie et l'Ukraine ; c'est le très américanophile Mikhaïl Saakachvili, président de la Géorgie de 2007 à 2013, devenu gouverneur de la région d'Odessa grâce au nouveau président ukrainien Petro Porochenko, qu'il a connu étudiant à l'université de Kiev. Affichant sa volonté de lutter contre la corruption, mais sans grand effet réel, Saakachvili a démissionné de ses fonctions en 2016, et s'est lancé dans une critique acerbe du régime ukrainien, accusant le président de paralyser la lutte contre la corruption. Cette attitude lui a valu, le 26 juillet 2017, une déchéance de nationalité ukrainienne, ce qui l'a rendu apatride, car en devenant ukrainien il avait perdu la nationalité géorgienne. Paradoxalement cet épisode l'a remis sur le devant de la scène et il n'est pas exclu qu'avec son sens de la provocation et du spectacle il soit encore dans le paysage pour quelque temps. Dans ses confidences à Stone, Poutine qualifie la nomination ukrainienne de Saakachvili d'« affront à tous les habitants d'Odessa, et même à tout le peuple ukrainien ! » Il lui dit : « Je ne veux pas faire part de mon opinion sur M. Saakachvili, je considère que ce n'est pas correct. Quel qu'il soit, il a quand même dirigé un pays. C'est au peuple géorgien de dire ce qu'il pense de lui (…). Mais on ne lui a même pas donné de visa de travail pour les États-Unis. Les universités où on a essayé de le caser n'ont pas voulu lui confier de poste permanent. En revanche remplir la fonction de gouverneur d'Odessa, ça il peut ! (Rires) Qu'est que ça veut dire ? Il n'y a pas d'Ukrainiens corrects, avec toutes les qualités professionnelles requises pour remplir cette mission ? C'est simplement ridicule et humiliant pour le peuple ukrainien. » Il faut noter qu'à côté de Mikhail Saakachvili d'autres anciens membres du gouvernement géorgien ont

rejoint l'Ukraine et seront membres du gouvernement du Premier ministre Arseni Yatseniouk ; c'est le cas d'Eka Zgouladze (ancienne épouse de l'essayiste Raphael Glucksmann), vice-ministre de l'Intérieur, Sandro Kvitashvili, ministre de la Santé. D'autres responsables politiques géorgiens comme Giorgio Vashadze ou Davit Sakvarelidze s'impliqueront dans les affaires ukrainiennes.

Dans l'esprit de Poutine l'intérêt des États-Unis et des Occidentaux pour la Géorgie, petit État pauvre de moins de 4 millions d'habitants, ne peut s'expliquer que par leur volonté de contester l'influence russe sur cette zone. Marié à une Néerlandaise, Saakachvili est un homme très occidentalisé, formé dans les universités américaines après avoir étudié à Kiev, spécialisé dans le secteur des droits de l'homme. Il a travaillé ensuite à New York et n'est revenu en Géorgie qu'en 1995 pour se faire élire député, repéré par un proche du président Chevarnadze. Devenu président à la faveur de la « révolution des Roses », il avait reçu à bras ouverts George Bush en mai 2005 et donné le nom du président américain à une artère de sa capitale quelques mois plus tard… à seulement 190 kilomètres de Grozny, capitale de la Tchétchénie, sur le versant nord du Caucase. Le conflit avec Moscou va se cristalliser autour de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, deux régions séparatistes qui n'avaient pas voulu suivre la Géorgie au moment de son indépendance en 1991 et étaient restées dans le giron de Moscou. Dans son ouvrage consacré au président russe, Frédéric Pons, qui est un fin connaisseur de la chose militaire, décrit très précisément les opérations menées par l'armée russe contre la Géorgie en ce mois d'août 2008. En quelques jours, entre le 7 et le 16 août l'affaire était militairement entendue. Dix jours plus tard la Russie reconnaissait l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et se portait garante de leur sécurité. Appelée à l'aide par Saakachvili, l'OTAN n'avait pas bougé. Elle a laissé l'Union européenne, sous présidence française au moment du conflit, et donc Nicolas Sarkozy tenter une médiation - réussie. Pour Vladimir Poutine ce sera un cran d'arrêt à l'expansion à l'Est de l'OTAN et la première fois que la Russie mettra en difficulté l'Alliance depuis la chute de l'URSS. Ce sera aussi la preuve qu'il peut y avoir des divergences dans le front

occidental et Poutine saura en jouer quand il en aura besoin. Au sein de l'UE, les réactions n'ont pas été les mêmes à l'Est, favorables à la Géorgie et à l'Ouest, favorables à l'apaisement avec Moscou. Entre l'OTAN et l'UE l'alignement n'a pas été parfait. Étant en Russie à ce moment-là, je me souviens surtout des réactions de mon entourage, qui comptait quelques amis géorgiens installés à Saint-Pétersbourg. Tous ressentaient une ingérence étrangère, occidentale, dans des affaires qui devaient se régler selon eux « en famille ». Tous étaient incrédules à l'idée que Russes et Géorgiens puissent se faire la guerre un jour. Cette incrédulité sera encore plus vive en 2014, avec le conflit ukrainien.

L'épisode du conflit en Ukraine et du « retour » de la Crimée en Russie est sans doute ce qui, dans l'esprit de beaucoup de Russes, assoira pour longtemps leur gratitude envers Vladimir Poutine. C'est un fait abondamment relevé et commenté : la cote de popularité du président russe a atteint des sommets après le 18 mars 2014, date officielle du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie. D'après l'institut de sondage VTsIOM, cette cote a bondi à 82,3% d'opinions favorables dans la semaine qui a suivi le 18 mars ; elle était à 60,6% quelques mois auparavant, en janvier. Et depuis, de sondages en sondages, il recueille toujours jusqu'à aujourd'hui, plus de 80 % d'opinions favorables.

Pour comprendre comment ce conflit a été vu par les Russes il faut comprendre ce que signifie l'Ukraine pour les Russes - à commencer par son nom. « Ukraïna » signifie « frontière, bordure, confins », sous-entendu des terres qui sont sur les marges occidentales du pays. Les origines de la Russie remontent à la « Rus de Kiev » avec l'installation à Kiev au IXe siècle de la dynastie des Riourikides qui régnera jusqu'à Ivan le Terrible. C'est de Kiev qu'est originaire la seule princesse slave (avec Marie Leczynska, mais qui était polonaise) à avoir épousé un roi français, Henri Ier, en 1051, la fameuse Anne de Kiev, dont Poutine aime à rappeler l'histoire, en disant bien que c'était une princesse russe, comme il l'a fait encore lors le 29 mai 2017 à Versailles. C'est à Kiev encore, dans les eaux

du Dniepr, que son grand-père Vladimir Ier, qui deviendra Saint Vladimir, se fait baptiser en 988, faisant adopter le christianisme à la Russie. Dans l'esprit des Russes, cette terre ukrainienne est très étroitement liée à leur histoire la plus ancienne, avant l'invasion des Mongols au XIIIe siècle.

Pour ce qui est de la Crimée, l'attachement sentimental des Russes d'aujourd'hui est plus fort encore. Catherine II la conquiert en 1783 et c'est d'ailleurs un Français, l'amiral Jean-Baptiste de Traversay, qui va y jouer un rôle de premier plan. Invité par Catherine II en 1791 avec l'autorisation de Louis XVI, il va exceller d'abord dans la flotte de la Baltique puis créer à partir de 1802 l'arsenal de Sébastopol, ville dont il sera gouverneur. Une année plus tôt Alexandre Ier, l'ennemi de Napoléon, lui donne le titre d'amiral, en disant de lui : « La Révolution française a fait bien du mal. Cependant (…) elle m'a procuré trois hommes que je me félicite de posséder dans mon Empire - Langeron, Traversay et Richelieu. ».

Tout au long du XIXe siècle la Crimée va se développer pour devenir le lieu de villégiature de l'élite russe, à commencer par la famille impériale qui s'y fait bâtir ou rachète de somptueux palais en bord de mer, comme Livadia ou Massandra, qui servira de résidence d'État aux dirigeants soviétiques. C'est en Crimée encore que Tchekhov va écrire *La Cerisaie* et *Les trois sœurs* ; c'est en Crimée qu'il situe l'action de *La Dame au petit chien*, une nouvelle et surtout un film des années 1960 que tous les Russes connaissent. C'est là encore que Léon Tolstoï a souhaité être enterré. Pour les Russes ordinaires, c'est la destination estivale rêvée, un peu leur Côte d'Azur avec de belles stations balnéaires et des sanatoriums - un mode d'hébergement très prisé à l'époque soviétique - avec un climat tellement plus doux que ce qu'ils connaissent ailleurs dans le pays. Parmi les destinations de vacances il en est une, mythique pour tous les jeunes d'alors, c'est le fameux camp « Artek ». Plusieurs membres de ma famille russe ont eu l'occasion d'y passer dans les années 1960 et c'est une expérience qui les a fortement marqués. Seuls les élèves les plus méritants du pays y étaient invités de toute l'URSS en guise de récompense et ils pouvaient y croiser - fait

exceptionnel à l'époque soviétique - des jeunes étrangers des pays « frères » triés sur le volet. D'ailleurs dès l'entrée de la Crimée dans la Fédération de Russie, des travaux importants ont été entrepris pour reconstruire Artek et l'agrandir de façon à pouvoir accueillir en même temps jusqu'à 10 000 jeunes. Vladimir Poutine était présent le 24 juin 2017 sur place pour saluer les jeunes « Artekovtsy » et se rendre compte de l'avancée des travaux. L'ambition aujourd'hui est d'en faire un « summer camp » international à la russe qui marque durablement les jeunes de Russie et d'ailleurs qui y séjourneront et où, selon les mots du président russe « on apprend l'essentiel - l'amitié. D'où que viennent vos camarades, vous devez toujours savoir que ce sont vos amis », dit-il à l'adresse des jeunes russes qu'il a rencontrés là-bas. Une des facettes du *soft power* que Vladimir Poutine déploie activement depuis quelques années. Une grande stèle avec sa signature accueille désormais, depuis sa visite du 24 juin 2017, tous les pensionnaires d'Artek.

Mais un autre aspect stratégique aux yeux des Russes et de leur président commandait de ne pas laisser « filer » la Crimée, c'est précisément le port de Sébastopol, c'est l'accès à la Mer Noire et donc à la Méditerranée. De Pierre le Grand à Vladimir Poutine l'obsession des débouchés maritimes pour le pays est la même. Pierre le Grand s'est assuré un port en Mer Baltique avec Saint-Pétersbourg en 1703 et a bâti la flotte russe. Vladimir Poutine a redonné à la Russie son port en Mer Noire avec Sébastopol en 2014, que les Occidentaux voulaient lui arracher. Et il parachève le dispositif avec la base de Tartous en Syrie, seule base russe en Méditerranée. C'est la menace des différents groupes islamistes sur cette base qui a décidé de l'entrée de la Russie dans le conflit syrien en 2015, nous y reviendrons plus tard. Cette obsession des mers part d'un constat simple : le transport d'une tonne de marchandise par voie maritime est beaucoup moins cher que le transport par voie terrestre. Sans accès à des voies d'eau, la Russie se voit comme un géant terrestre, entravé dans son développement par l'absence de débouchés maritimes. Et elle voit les États-Unis comme une île lointaine qui a la

chance d'avoir, à l'Est et à l'Ouest, deux océans à ses portes qui lui permettent de dominer le monde.

C'est pourquoi, vu de Russie, il était impossible de lâcher Sébastopol. Dans son discours du 18 mars 2014, Vladimir Poutine, dont le père a servi dans la flotte à Sébastopol, dira de la ville que c'est « une ville de légende, une ville qui a une grande destinée, une ville-forteresse et la patrie de la flotte militaire russe de la Mer Noire. »

La lecture que font les Russes du conflit ukrainien est assez simple : les Occidentaux ont conscience depuis longtemps que pour affaiblir la Russie durablement il faut séparer définitivement l'Ukraine de la Russie. Ils commençaient à se méfier d'une Russie qui se remettait sur pied. Les Jeux Olympiques organisés à Sotchi du 7 au 23 février venaient de consacrer le retour définitif de la Russie au premier rang de la scène internationale. Il fallait frapper fort et vite. Les diplomates français au plus haut niveau avec qui j'ai pu m'entretenir de cette question n'ont pas cette lecture. D'après eux ce sont des gens normaux qui sont venus sur Maïdan manifester contre un pouvoir corrompu et ils espéraient, par un rapprochement avec l'Union européenne, changer le cours des choses. Si depuis 2014 beaucoup de commentaires ont circulé sur les sites internet russes sur les supposés plans de Bismarck consistant à détacher l'Ukraine de la Russie, avec à l'appui des citations qui sont des faux, il y a en revanche un texte qui est tout à fait authentique et qui va dans le sens d'une implication directe des ÉtatsUnis dans cette région. Ce sont les théories développées par Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand Échiquier*, paru en 1997, au moment où Boris Eltsine, mal réélu, ne dirige plus grand-chose dans le pays. Cet ouvrage, Vladimir Poutine et son entourage le connaissent bien. On peut y lire sous la plume de l'Américain d'origine polonaise, qui fut le conseiller de Jimmy Carter à la Maison Blanche entre 1977 et 1981 : « Les États-Unis s'emploient à détacher de l'empire russe ce qu'on dénomme aujourd'hui à Moscou « l'étranger proche », c'est-à-dire les États qui autour de la Fédération de Russie constituaient l'Union soviétique ». Le premier pays cité, avec deux autres régions clefs, est l'Ukraine « essentielle

avec ses cinquante-deux millions d'habitants et dont le renforcement de l'indépendance rejette la Russie à l'extrême Est de l'Europe et la condamne à n'être plus, dans l'avenir, qu'une puissance régionale… » Il a une vision claire du rôle joué par l'Europe dans ce processus : « Indépendamment l'une de l'autre, la France et l'Allemagne ne sont assez fortes ni pour construire l'Europe selon leurs vues propres, ni pour lever les ambiguïtés inhérentes à la définition des limites de l'Europe, cause de tensions avec la Russie. Cela exige une implication énergique et déterminée de l'Amérique pour aider à la définition de ces limites, en particulier avec les Allemands, et pour régler des problèmes sensibles, surtout pour la Russie, tels que le statut souhai-table dans le système européen des républiques baltes et l'Ukraine. » Fin connaisseur de cette zone d'Europe centrale, dont il est issu, il suggère à l'Ouest « dès à présent d'annoncer que la décennie 2005-2015 devrait permettre d'impulser le processus d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'Union européenne ». En 2007 Soljenitsyne dénonçait « les manœuvres de l'OTAN pour attirer dans sa sphère d'influence d'anciennes Républiques soviétiques », disant que cela avait été « particulièrement sensible dans le cas de l'Ukraine, qui nous est si proche par des millions de liens familiaux. » Une illustration parmi d'autres de ces liens étroits : si on ne prend que les gouverneurs actuels de Saint-Pétersbourg et de l'oblast de Leningrad, ils portent tous deux des noms de famille ukrainiens : Georgy Poltavchenko pour le premier, Alexandre Drozdenko pour le second. Ou encore Valentina Matvienko, qui a été gouverneur de la ville de 2003 à 2011 et qui préside maintenant le Conseil de la Fédération, autrement dit le Sénat, et se trouve de fait être le troisième personnage le plus important de l'État.

Si on regarde les événements en Ukraine en 2013-2014 à la lumière de cette analyse géostratégique formulée presque vingt ans auparavant, on constate que les Occidentaux ont en effet œuvré dans le sens décrit par Brzezinski. La « révolution Orange » de 2004 avait porté au pouvoir Viktor Iouchtchenko qui a mené d'emblée une politique favorable à l'OTAN et à l'UE. Mais le pays était pris par des

luttes intestines et un niveau de corruption élevé parmi ses dirigeants. Lorsqu'en février 2010 Viktor Ianoukovitch - tout aussi corrompu - revient au pouvoir, cette fois en qualité de président, il suit une ligne nettement pro-Moscou en renouvelant dès le 21 avril 2010 la location à la Russie du port de Sébastopol pour y héberger la flotte russe de la Mer Noire. Lieu de confrontation entre les influences occidentale et orientale, l'Ukraine s'est vite trouvée confrontée à un choix : rejoindre l'Union douanière eurasiatique proposée par la Russie ou rejoindre l'Union européenne proposée par Bruxelles. La situation s'est tendue à l'extrême lorsque le président ukrainien, peu avant le sommet de l'UE à Vilnius fin novembre 2013, a fait part de sa décision de ne pas signer l'accord d'association et de libre-échange que lui proposait l'UE, contrairement à la Géorgie et la Moldavie, qui ont signé à Vilnius. Les manifestations de Maïdan ont commencé dans la foulée, jusqu'aux événements sanglants de février 2014 - on compte plus d'une centaine de morts entre le 18 et le 20 - et la fuite de Ianoukovitch en Russie le 22 février. Dans mes échanges avec des diplomates français sur le dossier ukrainien j'ai été frappée par le fait que la plupart d'entre eux voyaient dans ces événements une révolte spontanée du peuple ukrainien contre un pouvoir corrompu, un souhait sincère de se rapprocher de l'Europe et une main tendue des Européens, rien d'autre.

Il semble toutefois difficile de ne pas y voir aussi une implication directe des États-Unis, et ce à plusieurs niveaux. Victoria Nuland, responsable des relations avec l'Europe au secrétariat d'État américain, elle-même petite fille d'immigrants venus de Russie, l'a d'ailleurs dit ouvertement dans une conférence le 16 décembre 2013 à Washington à la Fondation Amérique-Ukraine (sponsorisée entre autres par le pétrolier Exxon Mobil) : « Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, les États-Unis ont soutenu les Ukrainiens afin qu'ils développent des compétences et des institutions démocratiques, afin qu'ils promeuvent la participation citoyenne et la bonne gouvernance, qui sont des conditions préalables pour que l'Ukraine puisse réaliser ses aspirations européennes. Nous avons ainsi investi plus de 5 milliards de dollars pour aider l'Ukraine à atteindre ces objectifs - et d'autres - qui assureront sécurité, prospérité et démocratie. »

Quelques jours plus tôt, le 11 décembre, elle était à Kiev sur Maïdan, distribuant de la nourriture aux insurgés, essayant d'en donner - sans succès - aux policiers. A sa suite, le 14 décembre, le sénateur John Mac Cain, candidat malheureux à la présidentielle de 2008, est venu aussi sur Maïdan : « Nous sommes ici pour soutenir votre cause juste, le droit souverain de l'Ukraine à choisir son propre destin librement et en toute indépendance. Et le destin que vous souhaitez se trouve en Europe. » Il a ajouté : « Nous voulons indiquer clairement à la Russie et à Vladimir Poutine que l'ingérence dans les affaires de l'Ukraine n'est pas acceptable pour les États-Unis. » L'ingérence des États-Unis et de l'Union européenne est-elle plus acceptable dans les affaires de l'Ukraine ? En juillet 2012, Vladimir Poutine disait devant ses ambassadeurs qu'il respectait le choix de l'Ukraine quel qu'il soit (entre l'Union douanière avec la Russie ou l'Union européenne) car c'était le choix du peuple ukrainien qui était souverain. Moins commentées dans la presse occidentale, il y aussi des nominations peu équivoques dans le domaine gazier en Ukraine ; ainsi dès mai 2014, Hunter Biden, le fils du vice-président Joe Biden, a rejoint le conseil d'administration de Burisma, principal producteur privé gazier du pays (10 % de la production nationale). En charge du service juridique de la société, il ne sera pas le seul proche de l'administration Obama à rejoindre Burisma puisque Devon Archer, son camarade d'université et conseiller de John Kerry lors de sa campagne de 2004, l'a précédé de quelques semaines. La Maison Blanche avait précisé que « Hunter Biden et les autres membres de la famille Biden sont des citoyens ordinaires » et il ne pouvait être question de quelque conflit d'intérêts que ce soit. Il faut dire qu'en avril 2014 il s'était déplacé à Kiev pour discuter d'une aide des États-Unis afin d'améliorer la production gazière locale.

Lors d'une conversation téléphonique le 4 février 2014 avec l'ambassadeur américain à Kiev Geoffrey Pyatt, enregistrée sans doute par les services secrets russes et mise en ligne sur Youtube, Mme Nuland avait eu des propos peu amènes à l'égard des Européens. « Qu'ils aillent se faire foutre » dit-elle crument, en annonçant l'implication de l'ONU dans le dossier ukrainien. Dans la bande on entend qu'elle parle très familièrement des dirigeants de

l'opposition ukrainienne - « Yats » pour Arseni Yatseniouk et « Klitsch » pour Vitali Klitschko - et des postes qu'elle leur attribue dans un futur gouvernement, comme s'ils étaient des pions dans le jeu dominé par les Américains. Cela n'a pas empêché nombre de responsables européens de défiler à Kiev. Entre décembre 2013 et février 2014 sont passés à Kiev et sur la place Maïdan entre autres Laurent Fabius, ses homologues suédois, allemand, canadien même (il y a une forte communauté ukrainienne au Canada, de plus d'un million de personnes), le commissaire européen à l'élargissement, Catherine Ashton et l'envoyé spécial de l'ONU, le Hollandais Robert Serry ancien responsable de l'OTAN. Car l'Ukraine, conformément aux analyses de Brzezinski, est « le » lieu de confrontation entre l'Est et l'Ouest, le lieu du choc frontal entre le projet proposé par l'UE et les États-Unis d'un côté, par la Russie de l'autre. Un reportage diffusé le 15 novembre 2017 sur une chaîne italienne a même fait état de témoignages de snipers géorgiens, recrutés à Tbilissi par Mamuka Mamulashvili, conseiller militaire de Saakachvili, qui auraient tiré sur la foule et les policiers de Maïdan en février 2014 sur l'ordre d'instructeurs américains. Ces témoignages méritent à ce stade d'être corroborés mais l'identité des auteurs des tirs mortels sur Maïdan n'ont semble-t-il toujours pas été établis avec certitude[3].

Les Russes ont une certaine habitude des confrontations entre leur pays et le bloc occidental - États-Unis et Union européenne - dans l'espace de leur « étranger proche ». Mais ce qui a le plus choqué l'opinion publique, comme les responsables politiques russes, c'est la fréquentation décomplexée par les différentes personnalités occidentales qui ont défilé à Kiev de personnalités ukrainiennes affichant des sympathies notoirement néo-nazies. Sur toutes les photos prises avec les responsables européens et américains de décembre 2013, janvier, février 2014 on voit Oleh Tyhnybok, chef du parti d'extrême-droite Svoboda, aux côtés de Klitschko et de Yatseniouk. Victoria Nuland concèdera plus tard qu'il y avait à Maïdan toutes les couleurs de l'Ukraine, y compris de « vilaines couleurs ». Mais cela n'a aucunement empêché les Occidentaux de négocier avec des néo-nazis. L'un des passages les plus applaudis du discours

de Poutine le 18 mars 2014 au Kremlin, qui marque le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie, est justement celui où il évoque l'Ukrainien Stepan Bandera, héros des militants des partis d'extrême-droite Svoboda (liberté) et Pravyi Sektor (secteur droit)… et compagnon de route d'Hitler pendant la seconde guerre mondiale. Poutine dit à propos de la Crimée : « Elle sera comme elle a été pendant des siècles, le foyer de tous les peuples qui y vivent. Mais elle ne suivra jamais la voie de Bandera ! »

La réponse des Occidentaux aux actions russes a été rapide. Le lendemain du référendum, dès le 17 mars 2014, l'Union européenne a imposé ses premières sanctions : gel d'avoirs et interdiction de circulation « aux personnes impliquées dans les actions allant contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. » Des sanctions économiques ont été imposées quatre mois plus tard, en juillet, et renforcées en septembre. En mars 2015 le Conseil européen a lié la durée de ces restrictions à la mise en œuvre complète des accords de Minsk.

Dans la foulée des sanctions, une série de décisions ou de faits relevés en Europe occidentale ont été perçus comme inamicaux, voire russophobes. En 2015 il y a d'abord eu, le 27 janvier, l'absence d'une invitation adressée à Vladimir Poutine pour le 70e anniversaire de la libération d'Auschwitz… par l'Armée rouge, alors que de nombreux chefs d'État s'y sont retrouvés. La Russie avait été représentée par Sergueï Ivanov, alors chef de l'administration présidentielle. Il y a eu ensuite l'absence remarquée des chefs d'État des pays alliés aux cérémonies du 9 mai 2015, marquant le 70e anniversaire de la fin de la « Grande Guerre patriotique » à Moscou. Parmi les « grandes » nations, seuls les présidents chinois et indiens étaient présents aux côtés de Vladimir Poutine pour un défilé particulièrement grandiose sur la place Rouge. Il y a eu ensuite, en septembre 2015, l'annulation de la vente des deux navires de guerre Mistral promis par la France à la Russie en 2011. M. Hollande a préféré les vendre à l'Égypte avec un financement de l'Arabie Saoudite. Vladimir Poutine a réagi très calmement à cette décision. Il faut sans doute voir aussi une forme de réponse à ce refus de la

France, dans un geste élégant du président russe deux ans plus tard : le baptême d'un autre bateau, auquel il a choisi de donner le nom d'un Français ami de la Russie - Christophe de Margerie. Le président de Total était décédé dans un accident d'avion sur l'aéroport de Moscou le 20 octobre 2014. Sous son impulsion les relations du groupe Total avec la Russie avaient été très constructives. À titre personnel je me souviens avoir été associée à une réunion de l'advisory group de Total à Saint-Pétersbourg et j'avais pu observer les relations chaleureuses entre les dirigeants français Thierry Desmarets et Christophe de Margerie et le PDG de Novatech, Leonid Mikhelson. Vladimir Poutine avait tenu à être là en personne le 3 juin 2017 à Saint-Pétersbourg pour le lancement de ce méthanier brise-glace, premier d'une série de 15 bateaux qui transporteront le gaz de Yamal LNG, le plus vaste projet industriel du Grand Nord russe dans lequel Total est partenaire. Il avait eu des mots très chaleureux pour M. de Margerie dans son allocution.

Quelques mois plus tard les médias russes ont relevé une curieuse campagne d'affichage dans le métro londonien en 2016 qui pouvait en effet être perçue comme insultante à l'égard des Russes. On pouvait lire sur ces affiches, en gros caractères rouges : « Aristrocracy, liberalism, progress, principles… useless words ! A Russian doesn't need them. » Ce qui donne en français : « Aristocratie, libéralisme, progrès, principes… des mots inutiles ! Un Russe n'en a pas besoin. » Seul l'emblème des éditions Penguin Books, un petit pingouin, accompagnait cette citation, sans le nom de l'auteur, ni l'œuvre dont elle était tirée. La véritable citation, tirée du roman *Pères et fils* du grand écrivain Ivan Tourgueniev n'a pas du tout le même sens : il fait dire à l'un de ses personnages, Evguenyi Bazarov : « Aristocratie, libéralisme, progrès, principes - que des mots étrangers … et inutiles ! Un homme russe n'en voudrait pas comme cadeau. » Ce jeune homme ne dit pas que l'homme russe n'a pas besoin du progrès ni des principes, mais qu'il n'a pas besoin de tout ce que les libéraux et les partisans de l'occidentalisation du pays voulaient imposer en Russie sous ces étiquettes étrangères. Par ailleurs, étudiant nihiliste, Bazarov rejette aussi bien les idées

libérales des nobles que les vues conservatrices de ses parents ; il est une sorte de bolchévique avant l'heure. Par conséquent, ceux qui ont affiché cette phrase sortie de son contexte, se sont fait malgré eux les porte-parole non pas de la société russe mais des bolchéviques qui se sont inspirés d'idées et de principes philosophiques pris en Europe. C'est en somme l'arroseur arrosé : cette campagne a voulu humilier les Russes et ses instigateurs se trouvent pris à leur propre piège.

À la veille de l'élection présidentielle russe qui va avoir lieu quatre ans jour pour jour après le « retour » de la Crimée en Russie, ou l'« annexion » selon le point de vue de chacun, la situation en Ukraine n'est toujours pas réglée et le sang continue à couler dans la partie orientale du pays, dans l'indifférence des médias occidentaux. Mais dans l'esprit du président russe, la Russie est toujours intéressée par la coopération avec l'Occident - seulement, cette fois, à ses conditions à elle. Le 18 mars 2014 est la réponse de la Russie au processus qui a commencé un quart de siècle plus tôt sur le continent européen et que Poutine considère avoir été l'histoire d'une longue trahison de l'Occident à la main tendue par son pays.

C'est une réponse à la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et au geste de bonne volonté russe qui a permis la réunification allemande. Dans son discours du 18 mars, Vladimir Poutine demande en retour aux Allemands une compréhension particulière pour la Crimée. « Notre nation a soutenu sans équivoque le désir sincère et irrésistible des Allemands pour une unité nationale. Je suis convaincu que vous ne l'avez pas oublié et je m'attends à ce que les citoyens d'Allemagne soutiennent également l'aspiration des Russes, de la Russie historique, à restaurer son unité. »

C'est une réponse aussi aux bombardements de l'OTAN sur la Serbie en 1999 qui ont laissé une « marque noire indélébile dans toutes les couches de la société russe » comme le dit Soljenitsyne. Dans un réquisitoire sévère à l'égard de l'Occident, Poutine rappelle dans son discours du 18 mars : « Nos partenaires occidentaux, menés par les États-Unis d'Amérique, préfèrent ne pas être guidés

par le droit international dans leurs politiques concrètes, mais par la force des armes. (…). Cela s'est produit en Yougoslavie ; nous nous souvenons très bien de l'année 1999. Il était difficile de croire, même en le voyant de mes propres yeux, qu'à la fin du XXe siècle, l'une des capitales de l'Europe, Belgrade, était soumise à une attaque de missiles pendant plusieurs semaines. (…) Y a-t-il eu une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur cette question, autorisant de telles actions ? Non. »

Vladimir Poutine a parfaitement résumé la relation à l'Occident telle qu'il dit la voir aujourd'hui à la dernière réunion du club Valdaï, le 19 octobre 2017 à Sotchi. À une journaliste étrangère qui demandait quelle avait été la principale erreur de la Russie dans sa relation avec l'Occident au cours des quinze dernières années, il a répondu : « La plus grande erreur de notre part dans les relations avec l'Occident c'est que nous vous avons trop fait confiance et votre erreur c'est que vous avez pris cette confiance pour une faiblesse et en avez abusé. »

Des solidarités nouvelles pour un monde multipolaire : la voie russe

Si l'aigle russe a deux têtes depuis le XVe siècle, l'une regardant à l'Ouest, l'autre à l'Est, Vladimir Poutine est sans doute, parmi tous les dirigeants du pays, celui qui a su lui faire porter le regard le plus perçant vers l'Orient et l'Asie. Sans oublier le Grand Nord et le Sud. Regarder partout, avoir des amis partout, ou du moins n'avoir d'ennemis définitifs nulle part, pour que chaque option reste ouverte autant que possible, et être avant tout une nation souveraine, maîtresse de ses décisions, telle est sans doute résumée rapidement, la position de Vladimir Poutine. Sur la scène internationale il bâtit, avec pragmatisme, une voie spécifiquement russe. Le pays doit d'abord pouvoir compter sur lui-même - une conviction forgée entre autres par l'histoire de la Grande Guerre patriotique et le blocus de Leningrad, comme par ses souvenirs des cours de Leningrad de son enfance.

Les instances multilatérales

Il est frappant de voir que s'il a engagé son pays dans nombre de relations bilatérales et multilatérales, il a soigneusement évité de lier la Russie par des alliances qui créeraient de trop grandes obligations pour elle. Il l'a dit clairement lors d'une réunion du Conseil National de Sécurité le 22 juillet 2014, peu après les événements en Crimée : « La Russie, Dieu merci, n'est entrée dans aucune alliance. C'est là aussi qu'est la clé de notre souveraineté. Tout pays qui entre dans des alliances renonce immédiatement à une part de sa souveraineté. Et ça ne reflète pas toujours, loin s'en faut, l'intérêt de tel ou tel pays, mais… c'est leur décision souveraine. » En russe c'est le terme français « *alliance* » qu'il utilise spontanément, comme pour montrer que ce concept est étranger à l'esprit russe. Dans son esprit, les alliances affaiblissent les États qui les contractent.

Toutefois, dans un souci de diversification bien comprise, Vladimir Poutine a poussé son pays à entrer dès les années 2000 dans de grandes organisations internationales dont il n'était pas encore membre. Ou à créer de nouvelles solidarités, notamment avec l'Asie et le monde musulman.

Mais la priorité première pour Vladimir Poutine est d'entretenir des relations très privilégiées avec son « étranger proche », c'est-à-dire les anciennes républiques de l'URSS, dont plusieurs se sont éloignées de Moscou. Trois d'entre elles - les trois États baltes - sont membres de l'OTAN et de l'UE. D'autres, comme la Géorgie et l'Ukraine, sont invitées par l'Occident à les rejoindre. Réunissant ses ambassadeurs à Moscou le 9 juillet 2012, Vladimir Poutine, de nouveau président, le leur a dit : « L'approfondissement des processus d'intégration au sein de la CEI est au cœur de notre politique étrangère, c'est notre perspective stratégique ». Et la locomotive de cette intégration, c'est la troïka que forme la Russie avec la Biélorussie et le Kazakhstan, rassemblés depuis 2010 dans une Union douanière. Dans cette allocution, le président russe regrette que « le pays frère qu'est l'Ukraine » (*bratskaïa Ukraïna*) ne

soit pas pour le moment membre de cette Union qu'elle pourrait porter à 210-220 millions de consommateurs, au lieu de 165-170 millions sans elle. On sait le cours pris par les événements en Ukraine en 2014. Malgré cela, l'Union eurasiatique a vu le jour et a été rejointe par deux pays en 2015, l'Arménie en janvier puis le Kirghizistan en août.

Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, aux côtés des États-Unis, de la Chine, de la GrandeBretagne et de la France, la Russie a hérité cette position de l'URSS. Mais avec la dissolution du Pacte de Varsovie, elle s'est retrouvée isolée sur la scène diplomatique. Dans les temps si difficiles des années 1990, Boris Eltsine lancera la candidature de la Russie dans certaines instances internationales, mais toutes dominées par l'Occident. Cela a été le cas pour l'OMC en 1993, l'OCDE en 1996, le G8 en 1998. C'est sous Vladimir Poutine que de candidate la Russie est devenue membre de ces instances, à l'exception pour le moment de l'OCDE - les négociations d'adhésion ayant été suspendues après l'annexion de la Crimée.

L'inclusion progressive de la Russie au G8 a été parachevée lorsque le président russe a reçu ses homologues à Saint-Pétersbourg en juillet 2006. Là aussi les événements de Crimée n'ont pas permis au président russe d'accueillir comme prévu ses invités à Sotchi à l'été 2014, pour la deuxième réunion du G8 en Russie.

L'adhésion à l'OMC a été effective le 22 août 2012. En devenant le 156e membre, après les négociations les plus longues de l'histoire - commencées en 1993, soit 19 ans ! - la Russie dans l'esprit de ses dirigeants a corrigé une anomalie puisque c'était le seul grand pays à n'être pas encore membre de cette organisation. La Chine l'avait rejointe dès 2001, après il est vrai 15 ans de négociations. L'intérêt pour la Russie d'adhérer à l'OMC n'allait pas de soi pour un certain nombre de responsables russes. Certains, notamment les communistes, craignaient de voir le pays envahi de produits étrangers bon marché. Mais Vladimir Poutine a toujours considéré que l'entrée à l'OMC serait bénéfique à la Russie.

Mais c'est avec d'autres alliances que Vladimir Poutine va marquer sa doctrine internationale : la nécessité selon lui pour la Russie de renforcer le multilatéralisme.

À ce titre les BRICS sont une organisation qui présente pour le président russe un intérêt majeur. Il rappelle d'ailleurs volontiers, comme il l'a encore fait en septembre 2017 lors d'une conférence de presse en clôture du 9e Sommet, que c'est la Russie en 2005 qui est à l'initiative de ces rencontres, dans un premier temps « en troïka » avec la Chine et l'Inde, puis maintenant à cinq avec le Brésil et l'Afrique du Sud qui a rejoint ces pays en 2011. Il est vrai que le premier sommet officiel de ce qui était alors les BRIC s'est tenu à Ekaterinbourg le 16 juin 2009. Alors Premier ministre, Vladimir Poutine est absent de la scène et c'est le président Medvedev qui a accueilli ses homologues dans cette ville de l'Oural, à la frontière entre l'Europe et l'Asie.[4] Le président Poutine les a ensuite accueillis à Oufa en 2015. L'intérêt pour la Russie réside d'abord dans le fait que c'est un ensemble d'où les États-Unis sont absents. Ensuite il réunit les grandes économies dont la croissance est dynamique, ce qui permet d'associer le pays à des superpuissances émergentes plutôt qu'au vieux continent et à ses petits États qui croient encore dominer le monde. Au dernier sommet des BRICS tenu en Chine début septembre 2017, le 9e, les Russes ont beaucoup communiqué sur le poids démographique et économique que représente cet ensemble, à savoir 45 % de la population mondiale, 25 % du PIB mondial et 18 % du commerce international. Ces nations, qui sont toutes des grandes puissances régionales, sont plus qu'un simple club économique, même si selon les prévisions des économistes, le PIB des BRICS devrait égaler à l'horizon de 2040 celui du G6 (États-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, France). C'est une alternative claire à un monde unipolaire dominé par les Occidentaux, et Vladimir Poutine a pleinement joué sur cette dimension en 2014 : dans la foulée de l'annexion de la Crimée, il s'est vu exclu du G8, alors qu'il devait accueillir pour la deuxième fois ce sommet en Russie, cette fois à Sotchi en juin 2014, après Saint-Pétersbourg en 2006. Le Sommet des BRICS au Brésil en juillet de cette même

année lui a offert une autre tribune après une tournée de 6 jours en Amérique Latine, loin de Bruxelles où s'étaient alors repliés les leaders du G7. Ce Sommet avait approuvé l'idée d'une Nouvelle Banque de Développement qui, trois ans plus tard, est devenue réalité. Pensée comme une alternative à la Banque Mondiale et au FMI, deux institutions basées à Washington, elle a été lancée officiellement au Sommet d'Oufa en 2015, et a ouvert ses portes à Shanghaï en 2016. Dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars (10 milliards par pays), adossée à un fonds de réserves de 100 milliards de dollars, elle va concrètement financer trois projets retenus en Russie dès 2017. Dans l'esprit de Vladimir Poutine, c'est un instrument essentiel sur la voie d'un nouvel ordre économique et politique mondial plus équitable, avec l'influence croissante de nouveaux centres de pouvoir dont la Russie est partie prenante.

Une autre instance à laquelle il a voulu très tôt associer la Russie, c'est l'Organisation de la Conférence Islamique, créée en 1969 et qui regroupe 57 États. Très peu commentée en Occident, et notamment en France, l'action du président russe à l'égard du monde musulman mérite pourtant d'être regardée de près. En décembre 2005, la Russie entre comme observateur au sein de cette organisation, en participant pour la première fois à un Sommet de l'OCI, organisé cette année-là à La Mecque. En juin 2006 c'est Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, une ancienne République soviétique qui accueille la 33e session du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI. Quelques jours auparavant, le 7 juin 2006 Vladimir Poutine recevait au Kremlin le secrétaire général de l'OCI, le Turc Ekmeleddin Ihsanoglu pour le remercier du rôle qui avait été le sien dans le rapprochement opéré entre la Russie et cette organisation. La prestigieuse Université des Relations Internationales de Moscou, le MGIMO, lui a conféré dans la foulée le titre de docteur *honoris causa*. Lors de leur rencontre, Vladimir Poutine lui dit sans ambiguïté pourquoi ce pas est important pour son pays. Il explique d'abord que « les millions de citoyens russes qui sont de confession musulmane ont le droit de se sentir comme une partie organique du monde musulman. » Il dit ensuite que « le développement des relations avec

le monde musulman est l'une des priorités de la politique étrangère » de la Russie, parce qu'il avait la conviction profonde que « la partition du monde pour des raisons religieuses, de civilisation, était beaucoup plus dangereuse que la partition pour des raisons économiques ». À son tour le secrétaire général de l'OCI, en poste de 2005 à 2013, a assuré au président russe que cette entrée de la Russie dans l'OCI était un événement important non seulement pour l'OCI, mais « pour tout le monde musulman », « pour tous ceux qui cherchaient à conforter la paix et la stabilité ».

Car les deux contrepoids, les deux grandes alternatives à la relation avec le monde occidental se trouvent pour Vladimir Poutine dans une relation de confiance avec l'Asie d'une part, avec le monde arabo-musulman d'autre part.

La Russie et l'Asie

Les relations de la Russie avec l'Asie n'ont évidemment pas commencé avec Vladimir Poutine. Le pays est membre de l'APEC, qui a pour objet la coopération économique dans la zone Asie-Pacifique, depuis 1998. En 2012, à l'occasion de la tenue du sommet de cette organisation à Vladivostok, pour la première fois en terre russe, Poutine a répété sa volonté d'engager davantage son pays vers ses partenaires asiatiques.

Au sein du continent asiatique, la Chine est, bien sûr, le partenaire privilégié de la Russie. La géographie de l'Extrême-Orient russe, nous l'avons vu, commande au président russe de tout faire pour avoir une relation de bon voisinage avec son puissant voisin chinois, qui « pèse » 1,4 milliards d'habitants - un chiffre que Vladimir Poutine rappelle souvent dans ses discours. Les dirigeants chinois ont en commun avec leurs homologues russes de rester généralement au pouvoir un certain temps, dix ans pour chacun des trois hommes que Vladimir Poutine a connus dans ces fonctions, ce qui permet de bâtir des relations personnelles dans la durée. Dès 2001, il crée avec

Jiang Zemin l'Organisation de la Coopération de Shanghaï, en y associant 4 anciennes Républiques soviétiques qui se retrouvent frontalières de la Chine. Dix ans plus tard, alors que Hu Jintao est au pouvoir, le pays devient le premier partenaire commercial de la Russie. Mais c'est sans doute avec Xi Jinping, d'un an seulement son cadet, que les relations personnelles sont les plus proches. De retour au Kremlin en mai 2012, c'est en Chine que Vladimir Poutine se rendra pour son premier déplacement présidentiel à l'étranger. Arrivé à la tête de l'État en mars 2013, c'est également en Russie que se rendra le tout nouveau dirigeant chinois Xi Jinping - un « geste cher » comme le dira le 4 juillet le président russe en le décorant au Kremlin de l'Ordre le plus prestigieux de l'État russe, l'Ordre de Saint-André. Leurs relations sont à l'image de leur démesure : le pays le plus vaste d'un côté, le pays le plus peuplé de l'autre. Le 21 mai 2014 Russes et Chinois ont signé un contrat d'approvisionnement gazier pour 30 ans d'un montant estimé à 400 milliards de dollars - le plus important jamais signé dans le monde, à l'issue d'une décennie de pourparlers. Les premières livraisons de gaz devraient débuter en décembre 2019 via le gigantesque gazoduc « Force de Sibérie » actuellement en construction. Aux différents sommets des BRICS les drapeaux russes et chinois sont toujours à côté l'un de l'autre et les médias publics russes n'oublient jamais de le relever. Cette proximité entre les deux pays, soigneusement cultivée par Vladimir Poutine, lui permet d'obtenir des positions communes au Conseil de Sécurité de l'ONU où les deux pays sont les seuls membres permanents non affiliés à l'OTAN. Ainsi depuis octobre 2011 sur les huit veto de la Russie à une résolution de l'ONU sur la Syrie, la Chine en a voté six et ne s'est abstenue que deux fois, en octobre 2016 et en avril 2017. Jamais elle n'a voté contre la Russie. En mars 2015, par la voix de son ambassadeur en Belgique, la Chine s'est rangée du côté russe dans le conflit ukrainien, en mettant en garde l'Occident qui doit cesser « de croire qu'il doit nécessairement y avoir un gagnant et un perdant et prendre en considération les réelles préoccupations de la Russie pour sa sécurité. » Première université russo-chinoise ouverte en septembre 2017 en Chine, premier bureau à l'étranger de la Banque Centrale russe, aviation, espace, infrastructures de

transports… les projets entre les Russes et les Chinois sont nombreux et le nombre de touristes chinois visitant la Russie est en hausse spectaculaire et visible - 30% d'augmentation relevé par Vladimir Poutine en conférence de presse le 4 juillet 2017 dans un sens comme dans l'autre, même si les échanges étudiants entre les deux pays sont encore peu nombreux - 25 000 jeunes Chinois en Russie et 17 000 jeunes Russes en Chine. « Des relations au plus haut de toute notre histoire », s'est félicité le dirigeant chinois lors de sa dernière visite officielle à Moscou, et « des positions proches ou convergentes sur tous les problèmes les plus importants de politique internationale » lui a répondu Vladimir Poutine, qui pousse beaucoup pour que les échanges entre les deux pays se fassent dans leurs monnaies nationales plutôt qu'en dollars.

Mais le président russe prend soin d'équilibrer la relation avec la Chine par une relation qui s'intensifie rapidement avec le Japon, ce qui constitue un tournant dans la politique russe.

Entre la Russie et le Japon il existe depuis la fin de la seconde guerre mondiale un contentieux territorial sur ce que Moscou appelle les Iles Kouriles et ce que Tokyo appelle « les Territoires du Nord ». Boris Eltsine avait promis dans les années 1990 de signer un traité de paix avec le Japon avant l'an 2000, promesse qu'il n'a pas tenue. Malgré de nombreux échanges diplomatiques jusqu'en 1998, le dossier n'a pas abouti et a ensuite été mis de côté pendant près d'une décennie. Les relations entre les deux pays se sont dégradées jusqu'à atteindre un pic de tension avec la visite en novembre 2010 de Dmitri Medvedev sur les îles disputées entre les deux pays, première visite présidentielle russe dans ces territoires depuis 1945. En 2011 la Russie s'est lancée dans une série d'exercices militaires sur et autour des îles, attisant la colère des Japonais. De retour au Kremlin en 2012, Vladimir Poutine a repris le dossier avec un partenaire plus ouvert que le précédent, le nouveau Premier ministre Shinzo Abe, de retour lui aussi en décembre 2012, après un premier mandat à la tête du gouvernement japonais entre 2006 et 2007. Les deux hommes se connaissent maintenant depuis une dizaine

d'années, ils sont de la même génération, et la signature d'un traité de paix est leur horizon commun. Pour remédier à ce que Vladimir Poutine appelle un « anachronisme » et leur permettre de bâtir des relations solides. Geste important, le président russe a effectué une visite d'État en décembre 2016 au Japon - la première depuis 11 ans - et même dans la ville natale du Premier ministre, Nagatao. Le caractère personnel que le président russe veut conférer à sa relation avec le Japon passe bien sûr par le judo, sport japonais par excellence. C'est par le judo que Vladimir Poutine s'est intéressé tôt à la culture et à l'histoire du Japon. C'est par le judo aussi qu'il a pu avoir des relations personnelles avec des Japonais maîtres de cet art comme Yasuhiro Yamashita. Devant des journalistes japonais venus l'interviewer à la veille de sa visite il explique que c'est son « premier amour », bien avant tous les autres sports qu'il a pratiqués plus tard à l'âge adulte. De son côté Shinzo Abe a fait aussi le geste de venir personnellement dès la deuxième édition du forum économique oriental de Vladivostok en septembre 2016, il était là également en septembre 2017 et il sera l'invité d'honneur du prochain Forum économique de Saint-Pétersbourg en mai 2018, qui sera aussi une année croisée Russie-Japon, inaugurée le 26 mai 2018 à Moscou. Cette ouverture russe vers le Japon rencontre un grand intérêt du côté japonais. Le pays a lui aussi besoin d'équilibrer sa relation conflictuelle avec la Chine par un appui solide à côté de son traité avec les États-Unis.

La Russie et le monde musulman

L'autre région du monde non-occidentale vers laquelle se tourne la Russie depuis quelques années, c'est l'Orient. La Russie a partie liée avec le monde musulman. Avec pragmatisme là encore, Vladimir Poutine prend en compte la composante religieuse de quelque 25 millions de ses concitoyens et ne peut de ce fait rester en dehors des influences qui traversent, ces dernières décennies, le monde musulman. Son devoir est clair : protéger les musulmans de la Fédération de Russie de l'islamisme. Ce qui peut amener à intervenir à l'extérieur des frontières du pays. L'histoire singulière de la Russie

a donné aux élites russes une culture solide de l'Orient. L'ancien Premier ministre de Boris Eltsine, Evgueny Primakov (1929-2015) par exemple, arabisant, spécialiste de l'Égypte, a dirigé pendant huit ans l'Institut d'Études Orientales de l'Académie des Sciences de l'URSS avant d'entrer en politique en 1989. Le professeur Mikhaïl Piotrovsky, qui dirige le prestigieux musée de l'Ermitage depuis 1992, à la suite de son père, est un spécialiste reconnu du Proche-Orient, arabisant lui aussi et fin connaisseur de la culture islamique du MoyenÂge. Quant au porte-parole de Vladimir Poutine, Dmitri Peskov, aujourd'hui l'un de ses plus proches collaborateurs, il est spécialiste de la Turquie ; entre 1990 et 2000, année où il a rejoint le Kremlin, il a travaillé huit ans à Ankara, occupant différents postes à l'ambassade de Russie en Turquie… et épousant la fille de l'ambassadeur. Fort de cette proximité physique et intellectuelle avec le monde arabe et musulman, Vladimir Poutine juge sévèrement les initiatives occidentales au Moyen-Orient, qu'elles soient américaines ou européennes. Il estime que les responsables politiques occidentaux ont une connaissance faible des cultures des pays de cette zone. À ses yeux, l'intervention en Irak en 2003 comme celle en Lybie en 2011 ont été un désastre, plongeant ces pays dans le chaos. Le refus de Jacques Chirac de s'aligner sur la position américaine et d'intervenir en Irak en 2003 avait d'ailleurs beaucoup fait pour rapprocher les deux hommes. Dans son discours du 18 mars 2014, Vladimir Poutine revient sur ces événements et il en donne sa lecture : « Il y a eu toute une série de révolutions « de couleur » qui n'avaient rien de spontané. On peut comprendre que les habitants des pays où elles ont eu lieu étaient fatigués de la tyrannie, de la pauvreté, de l'absence de perspectives, mais ces sentiments ont été instrumentalisés de la manière la plus cynique. On a voulu imposer à ces pays des standards qui ne correspondaient en aucun cas ni au mode de vie, ni aux traditions, ni à la culture de ces peuples. Le résultat c'est qu'au lieu de la démocratie et de la liberté on a vu le chaos, des explosions de violence, une série de coups d'État. Le « Printemps arabe » a cédé la place à « l'Hiver arabe ». » Vladimir Poutine fait un lien direct entre ces événements et l'Ukraine. Pour lui

c'est le même scénario, bien rôdé, qui a été utilisé en 2004 avec la révolution Orange et qui a recommencé en 2013.

Aussi a-t-il pris la plume pour la deuxième fois (la première depuis qu'il est président) pour s'adresser directement au peuple américain. Comme il l'avait fait en 1999, il écrit dans le *New York Times* le 11 septembre 2013 - une date qui ne doit rien au hasard - une tribune intitulée : « Plaidoyer pour la prudence de la part de la Russie »[5]. Dans ce texte, qui n'a pas du tout le ton conciliant de celui de 1999, il met en garde les États-Unis contre une intervention en Syrie. « Une frappe potentielle des États-Unis contre la Syrie, malgré la ferme opposition de nombreux pays et des plus grandes autorités politiques et religieuses, y compris le pape, aboutira à un nombre encore plus grand de victimes innocentes et à une escalade, qui peut potentiellement porter le conflit loin au-delà des frontières de la Syrie. » Il estime que la Syrie « n'est pas le théâtre d'une bataille pour la démocratie, mais un conflit armé entre le gouvernement et l'opposition dans un pays multiconfessionnel. Il y a peu de champions de la démocratie en Syrie. Mais il y a plus qu'assez de combattants d'Al Quaida et d'extrémistes de tous bords combattant le gouvernement. »

Comme Alain Juillet l'explique brillamment[6], et j'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec lui, les désordres et les manifestations de rue en Syrie ont commencé en mars 2011 juste après un choix crucial de Bachar al-Assad : l'annonce de la mise en chantier du gazoduc Iran-Irak-Syrie pour le transport du gaz découvert à South Pars, dans le Golfe Persique - le plus grand gisement de gaz naturel au monde que se partagent l'Iran et le Qatar. Il était prévu que le gaz iranien soit transporté vers les ports syriens, notamment Tartous et Lattaquié, puis acheminé vers l'Europe à travers la Méditerranée. Le choix du président syrien en 2011 s'est fait au détriment d'un autre projet concurrent, qatari celui-là, qui passait par l'Arabie Saoudite, la Syrie et rejoignait la Turquie, ce qui permettait de contourner la Russie. Or la Russie est une alliée de longue date de la Syrie ; l'URSS et la Syrie avaient conclu un accord d'amitié et de coopération en 1980. Alain Juillet pose la question en des termes clairs : s'agit-il d'une

guerre de « libération », telle que la présentent les Occidentaux, visant à déposer Bachar al-Assad ? Ou bien d'une guerre gazière ? Vladimir Poutine attendra cependant le 30 septembre 2015 pour intervenir militairement dans le conflit syrien. Dans les propos qu'il tient ce jour-là aux membres de son gouvernement il explique que l'urgence commande d'agir contre le terrorisme international. Nul besoin d'être spécialiste de ces questions, dit-il, pour comprendre que les milliers de combattants terroristes venus des pays d'Europe et de Russie reviendront. « Il n'est pas question d'attendre qu'ils viennent dans notre maison », il faut donc les combattre là-bas, d'autant que « l'État islamique a désigné la Russie comme son ennemie il y a longtemps déjà ». Il prend le soin de « souligner encore une fois, que ce qu'on appelle l'« État islamique » n'a rien à voir avec le véritable islam. » Il ajoute que l'intervention doit se faire uniquement dans le cadre du droit international, c'est-à-dire soit d'une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, soit en réponse à la demande d'aide officielle de la part d'un pays. Les États-Unis, la France et l'Australie, engagés dans le conflit, ne se fondent ni sur l'un ni sur l'autre cas, ajoute le président russe. La Russie, elle, est dans le droit car elle intervient à la demande expresse de Bachar al-Assad. Ce que Vladimir Poutine ne dit pas c'est que la Russie a une base navale à Tartous, une implantation régie par un accord de 1983. C'est l'unique point de stationnement de la marine russe en Méditerranée, elle est donc d'une importance stratégique capitale. Et c'est précisément quand les groupes rebelles se sont trop approchés de cette base que la Russie est intervenue militairement, tirant en effet sur tous les rebelles, et pas seulement les forces de Daesh.

L'objectif de Vladimir Poutine en Syrie était double. Il s'agissait pour lui de soutenir un allié, Bachar al-Assad, et de conforter sa position au Proche-Orient. Ce qu'il a indéniablement réussi si l'on en juge par la transformation de la base technique de Tartous en véritable base militaire aux termes d'un accord signé le 18 janvier 2017. Elle est acquise à la Russie pour 49 ans et l'accord prévoit des périodes de reconduction de 25 ans, un investissement à long terme pour le président syrien qui lui permet de s'assurer le soutien d'un allié de poids pour de longues années. La Russie dispose également

maintenant, dans les mêmes conditions, d'une base aérienne à Hmeimim, à 50 kilomètres de Tartous. Et elle s'est imposée comme un acteur incontournable dans la région. Mais il s'agissait aussi de faire une démonstration de force. Pour que les Américains prennent la Russie au sérieux. Pour que tous les pays engagés dans le conflit, et en particulier les pays arabes, puissent voir une démonstration de l'armement russe - Vladimir Poutine le dit publiquement, la Russie ne doit pas avoir peur d'être plus offensive sur le marché de la vente d'armes. Pour qu'enfin les autorités russes puissent voir des armements neufs à l'œuvre en situation de combat. « Régler, corriger ce qui doit l'être, en faisant un travail de fond », « une expérience sans prix pour les forces armées, qui ont acquis une qualité nouvelle » à travers cette opération, c'est la première réponse que fait Vladimir Poutine lors de sa *Ligne Directe* du 15 juin 2017 à la question d'un homme lui demandant quelles étaient les leçons à tirer de l'engagement syrien pour l'armée russe. Et il ajoute que l'objectif de l'intervention en Syrie est d'améliorer la qualité de l'armée syrienne et de se retirer ensuite sur les deux bases russes, de promouvoir un processus de règlement politique du conflit.

Au Proche et au Moyen-Orient Vladimir Poutine s'impose désormais comme un acteur et surtout un médiateur incontournable. Il a pris soin de nouer des relations avec des partenaires stratégiques dans la région, tout en gardant de bonnes relations avec Israël, où vivent plus d'un million de russophones. Outre la Syrie, qui lui procure un port en Méditerranée, l'Iran est un allié de la Russie dans la lutte contre les extrémistes qui combattent le régime syrien. Fait notable, l'Iran a autorisé en août 2016 des avions russes à décoller d'une base sur son territoire ; c'était la première fois depuis la révolution islamique qu'une armée étrangère était autorisée à utiliser son territoire pour mener des missions dans la région. Avec la Turquie, les relations sont revenues à la normale après une crise grave. En novembre 2015 la chasse turque avait détruit un bombardier russe à la frontière syrienne ; s'ensuivirent une brouille diplomatique et des sanctions commerciales de Moscou à l'endroit de la Turquie. Les

deux pays soutiennent des camps opposés en Syrie et la Turquie est membre de l'OTAN. Mais le président russe a souhaité lever les sanctions en mai 2017, après la victoire de Recep Tayyip Erdogan au référendum tenu en avril sur le renforcement de ses pouvoirs. Avec l'Iran, la Russie et la Turquie ont trouvé un accord pour déployer ensemble des forces de maintien de l'ordre dans les zones de désescalade sur le territoire syrien. Il faut dire que le président turc avait annoncé auparavant la signature d'un contrat majeur d'achat d'armement à la Russie. Un autre sujet sur lequel M. Erdogan a intérêt à s'entendre avec son homologue russe, c'est la question épineuse des Kurdes. La Russie, ayant des intérêts dans le Kurdistan, affirme considérer « avec respect les aspirations nationales kurdes » qui ont voté pour l'indépendance du Kurdistan irakien le 25 septembre 2017 à une écrasante majorité, plus de 92 % … ce qui rappelle le résultat sans appel d'un autre référendum, en 2014, de rattachement à la Russie celui-là.

Le dernier « coup » du maître du Kremlin début octobre 2017 a été de faire venir le roi Salmane d'Arabie Saoudite à Moscou - une première depuis que le pays existe ! Vladimir Poutine a rappelé à son hôte que l'URSS avait été le premier pays à reconnaître le Royaume en 1926. Ce grand allié des États-Unis s'est mis d'accord avec la Russie pour prolonger jusque fin mars 2018 les coupes dans la production de brut décidées en novembre 2016 afin d'obtenir une stabilisation du marché. Il faut dire que les deux pays pèsent ensemble un quart de la production mondiale de pétrole. Mais la coopération naissante entre ces nouveaux partenaires pourrait aller au-delà du seul secteur énergétique. Des pourparlers ont été engagés pour une coopération dans le domaine de l'armement, même si la Russie et l'Arabie Saoudite sont dans des camps opposés en Syrie. L'aspect religieux n'est pas loin non plus. L'ancien maire de Kazan Kamal Iskhakov, qui a vécu 4 ans à Djedda en Arabie Saoudite comme représentant permanent de la Russie auprès de l'OCI, est sans doute l'un des artisans de cette visite. Il précise, dans une interview diffusée avant la visite, que l'autorité de l'Arabie Saoudite est très importante dans le monde musulman et que, sous cet angle aussi, la visite du roi revêt un caractère particulier.

Rapportant des propos du roi Salmane, il ajoute que celui-ci l'avait assuré que le wahhabisme n'avait rien à voir avec lui et qu'il était important que les trois religions du Livre vivent en paix…

À la fin de ce troisième mandat de Vladimir Poutine au Kremlin, certains analystes voient une Russie belliqueuse et solitaire. Il est vrai que le président russe aime citer Alexandre III qui disait : « la Russie n'a que deux alliés : son armée et sa flotte. » On peut voir aussi le chemin parcouru depuis le Kosovo, quand la Russie avait assisté impuissante à la partition de la Serbie, autre pays frère slave. On voit alors une Russie revenue au premier plan de la scène internationale qui a les moyens aujourd'hui de contester l'hégémonie américaine et qui est très entourée. Le constant rappel de Vladimir Poutine au droit international et à la nécessité d'agir strictement dans le cadre des Nations Unies signifie que pour lui l'Amérique ne peut plus dicter seule ses règles au monde entier. Son rapprochement avec la Chine et son plaidoyer pour des échanges dans les monnaies nationales signifie sa contestation du dollar comme monnaie internationale. Sa politique subtile envers le monde musulman signifie son engagement, par souci de cohésion intérieure d'abord, à distinguer l'islam traditionnel de l'islam extrémiste quelle que soit la forme qu'il prend et lui attire la sympathie des différents acteurs du Proche et du Moyen-Orient. Son engagement militaire a montré que son armée n'avait plus rien à voir avec celle de l'époque eltsinienne. Sur ce dernier point, il faut préciser un chiffre qu'on a rarement à l'esprit : la Russie a un budget militaire plus de dix fois inférieur à celui des États-Unis ; en 2016 c'était 48 milliards de dollars d'un côté, 622 de l'autre. Si le Premier ministre Poutine a lancé en 2010 un plan ambitieux pour moderniser une armée mise à mal par deux décennies de vacance dans l'achat d'équipement, de l'ordre de 300 milliards d'euros, les efforts budgétaires des deux superpuissances n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Est-il vraiment raisonnable dans ces conditions de continuer à agiter l'épouvantail du « danger russe » ? La Russie n'a ni les moyens ni la volonté de mener une politique agressive ; en revanche elle

défend ce qu’elle estime être ses intérêts vitaux lorsque ceux-ci sont menacés.

La politique étrangère russe est « stable, prévisible et fiable », a dit Vladimir Poutine en substance au club Valdaï en octobre 2017. Étant donné qu’on ne peut pas en dire autant du côté américain depuis l’élection de Donald Trump, la Russie peut voir se bâtir autour d’elle un nouveau pôle de stabilité. Et cerise sur le gâteau : c’est maintenant elle qui offre l’asile politique à des Américains ! En accueillant Edward Snowden en 2013, Vladimir Poutine a réussi un joli coup. Cet ex-consultant de la NSA avait fait des révélations fracassantes sur la surveillance électronique pratiquée par les États-Unis. Même si le choix de Snowden n’était pas du tout la Russie. Il avait demandé l’asile politique à 21 pays, dont la France, qui sont restés silencieux ou ont refusé. Transitant par la Russie sur le chemin de Hong-Kong vers l’Amérique latine, il s’est retrouvé coincé pendant trois semaines à l’aéroport de Moscou, son passeport gelé puis annulé par les États-Unis. Vladimir Poutine avait mis deux conditions à l’asile politique : « que Snowden renonce totalement à ses activités qui font du tort à nos partenaires américains et s’il le souhaite lui-même. » Snowden a dénoncé avec vigueur les pressions des États-Unis sur d’autres pays pour l’empêcher de trouver l’asile. Il est vrai que jamais auparavant, les ÉtatsUnis n’avaient forcé à atterrir l’avion d’un président, bolivien en l’occurrence, pour le fouiller à la recherche de Snowden. À son départ de Moscou, l’avion du président Morales avait dû atterrir à Vienne car plusieurs pays européens, dont la France, lui avaient fermé leur espace aérien. Ils avaient reçu l’information selon laquelle Snowden pouvait être à bord… Sur un autre plan, Vladimir Poutine a également accueilli Gérard Depardieu en exil volontaire. L’acteur, qui tutoie le président russe, est très populaire en Russie. J’ai pu le mesurer lorsque j’ai accueilli moi-même Julie Depardieu pour un festival de cinéma à Saint-Pétersbourg. Son installation en Russie, largement médiatisée, a été bénéfique pour l’image de Vladimir Poutine. Une illustration de la nouvelle force d’attraction de la Russie ?

Le « soft power » à la russe

Les Russes ont appris à le dire dans leur langue : « *miakhkaia sila* », c'est-à-dire littéralement « la force douce ». Dès son retour au Kremlin, en juillet 2012, il encourageait ses ambassadeurs dans cette voie. En même temps qu'il leur demandait de promouvoir plus activement l'armement russe à l'étranger à l'instar des États-Unis, de la France ou d'Israël, Vladimir Poutine leur disait qu'il fallait travailler davantage la politique d'influence en utilisant les techniques du « soft power » : la persuasion et l'éveil de la sympathie envers le pays. Si la diplomatie russe maniait fort bien les techniques traditionnelles il y avait matière à réflexion sur une politique d'influence plus subtile. Cela devait se traduire non seulement dans la promotion de la culture matérielle, mais aussi dans la culture spirituelle et la sphère intellectuelle, comme dans la promotion de la langue russe, l'une des langues officielles de l'ONU. Le président russe le constatait : « Il faut reconnaître que l'image de la Russie à l'étranger pour l'instant est formée par d'autres que nousmêmes. Elle est du coup souvent déformée et ne correspond ni à la situation réelle dans notre pays ni à son apport à la civilisation mondiale, à la science, à la culture. La position de notre pays sur la scène internationale est vue de manière unilatérale. Ceux qui tirent et envoient des bombes ici ou là, on les applaudit, et ceux qui avertissent de la nécessité d'un dialogue mesuré, ceux-là sont coupables. Ce dont nous sommes coupables vous et moi, c'est de mal expliquer notre position. » Joignant l'action aux paroles, Vladimir Poutine a réussi un coup de maître avec les fameuses *Conversations avec Poutine* d'Oliver Stone, qui sont une illustration magistrale de cette nouvelle politique d'influence, même si le président russe n'a fait que saisir la proposition de Stone. Mais il a agi, comme toujours, avec pragmatisme.

Si on prend le cas de la France, l'application de la nouvelle doctrine est manifeste. La chaîne de télévision francophone RT France a effectué son lancement en décembre 2017. Ce doit être la version française de la chaîne Russia Today. Avec une équipe de 150 personnes au total, un budget de lancement de quelque 20 millions d'euros et des studios tout neufs à Boulogne Billancourt, c'est un investissement dans la durée. Il va de pair avec un renouvellement du

dispositif culturel russe à Paris. Le Centre culturel russe de la rue Boissière dans le XVIe arrondissement, dirigé depuis sa création en 1995 par Igor Shpynov, a vu l'arrivée en juillet 2017 de l'ancienne épouse de Dmitri Peskov lui-même, le porte-parole de Vladimir Poutine. Fille de diplomate (son père fut longtemps ambassadeur à Ankara), épouse de diplomate, Ekaterina Solotsinskaya connaît la France de longue date, leur fille aînée a fait ses études à la prestigieuse école des Roches en Normandie. Le Centre culturel et spirituel du Quai Branly a ouvert ses portes au pied de la Tour Eiffel. Le directeur de ce nouveau centre, pour la partie culturelle, arrivé à l'automne 2017, est un diplomate de haut rang, Leonid Kadyshev, ancien numéro deux de l'ambassade de Russie en France, qui connaît parfaitement la France et la culture française. Quant au nouvel Institut Pouchkine, situé au sein du bâtiment du Quai Branly, il est dirigé depuis janvier 2017 par une autre jeune femme très affable, Tatiana Sokolova, dont le mari Ruslan Sokolov est le propriétaire depuis 2012 de RTVI, une chaîne de télévision en langue russe qui émet à l'étranger. Le couple connaît aussi très bien la France depuis de longues années. Cet Institut fait partie d'un réseau naissant dirigé par Moscou qui devrait ressembler à terme à ce qu'est le réseau des Instituts Goethe pour l'Allemagne.

L'histoire singulière de la France fait aussi qu'il y a chez nous une communauté russe importante issue de l'immigration blanche, qui a fui la Russie après la révolution de 1917. Sur les quelque 2 millions de Russes qui se sont exilés après la révolution, un quart environ est arrivé en France et y a fait souche. Hélène Carrère d'Encausse, Alexandre Troubetskoï, Pierre Chérémetieff sont des descendants de ces Russes exilés. La première est secrétaire perpétuelle de l'Institut de France, fonction importante s'il en est dans le monde intellectuel français. Ses travaux d'historienne de la Russie sont connus de tous, y compris des Russes. On trouve son nom cité dans des ouvrages russes consacrés à Poutine, comme le dernier en date, celui du journaliste Andreï Kolesnikov paru à l'automne 2017. Son prédécesseur Maurice Druon avait aussi des origines russes et a entretenu des relations chaleureuses avec Vladimir Poutine de 2003 à

sa mort en 2009. Le deuxième et le troisième sont les représentants de familles illustres de la noblesse russe. Le prince Troubetskoï a longtemps dirigé à Paris le Dialogue Franco-Russe, une association présidée en Russie par Vladimir Iakounine, le puissant patron des chemins de fer entre 2005 et 2015 et ami intime de Vladimir Poutine de très longue date. Il ressuscite maintenant l'association Alliance franco-russe dont les réunions permettant des rencontres informelles entre élus, hauts fonctionnaires, chefs d'entreprise russes et français. Quant au comte Chérémétieff, il dirige le conservatoire russe Rachmaninov de Paris et a de multiples activités en Russie. Ces descendants de la noblesse russe, dont les noms se confondent avec les grandes pages de l'histoire du pays avant 1917, ont été peu à peu reconquis par la diplomatie russe, et en particulier le prédécesseur d'Alexandre Orlov, l'ambassadeur Alexandre Avdeev, en poste à Paris de 2002 à 2008, puis ministre de la Culture jusqu'en 2012. Si le régime soviétique était honni par ces familles dans lesquelles la langue et la culture, comme l'orthodoxie, ont été souvent sauvegardées et transmises jusqu'à aujourd'hui, les diplomates de la nouvelle Russie ont su patiemment les approcher, les associer à leurs activités et finalement les intéresser au sort du pays. Cette reconquête s'est traduite par le soutien marqué de certaines de ces familles à la politique menée en Crimée par le biais d'une lettre ouverte, « Solidaires de la Russie à l'heure de la tragédie ukrainienne », initiée par le prince et la princesse Shakhovskoy en novembre 2014 et qui a recueilli beaucoup de signatures prestigieuses parmi ces descendants de l'émigration russe. Même si d'autres parmi eux restent farouchement opposés à la Russie de Poutine. Lui-même a eu des gestes symboliques envers cette communauté : tout juste redevenu Premier ministre, lors d'un voyage en France fin mai 2008, il avait rendu visite à Courbevoie à un petit musée privé consacré aux cosaques, tenu par des Russes blancs, et lui avait fait un don de 100 000 euros.

Depuis 2000, c'est à un puissant retour de la Russie sur la scène internationale que l'on assiste. Sous l'impulsion personnelle de Vladimir Poutine, le pays a su attirer d'abord à Saint-Pétersbourg, puis dans d'autres régions du pays, des manifestations de prestige

qui font converger tous les regards vers le pays. Et l'aident à développer ses infrastructures. En 2003, pour le tricentenaire de Saint-Pétersbourg du 30 mai au 1er juin, le jeune président russe a accueilli dans sa ville une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, enchaînant réunion de la CEI, sommet UE-Russie et entretien avec George Bush, à la veille du G8 d'Evian. Il réitère l'opération en 2006 en accueillant pour la première fois le G8 toujours à Saint-Pétersbourg. Il laisse à Dmitri Medvedev accueillir le premier sommet des BRICS en Russie, à Ekaterinbourg en 2009. Il revient avec le sommet de l'ATEC à Vladivostok en 2012, puis les Universiades[7] en 2013, cette fois à Kazan, deuxième événement multisports au monde après les Jeux et cette même année le G 20 à Saint-Pétersbourg. Il y a eu ensuite les JO de Sotchi en 2014, avec les suites que l'on sait. Si la communauté occidentale l'exclut pour quelque temps à la suite de l'annexion de la Crimée et le prive notamment de l'organisation du G8 prévu à Sotchi cette année-là, il poursuit avec un nouveau sommet des BRICS à Oufa, puis en 2017 avec le festival de la jeunesse à Sotchi avant la coupe du monde de football en 2018 dans douze villes du pays et l'organisation de la compétition Worldskills[8] en 2019 de nouveau à Kazan. Parallèlement Vladimir Poutine a institué des rendez-vous internationaux annuels qui prennent de l'ampleur. Ainsi le Forum économique de Saint-Pétersbourg au printemps est devenu incontournable et nombre de chefs d'entreprises, parmi les plus importantes au monde, s'y donnent désormais rendez-vous. La ville de Saint-Pétersbourg accueille aussi depuis 2012 un Forum culturel international à l'automne et celui de 2017, auquel j'ai participé, était remarquable. A 9 500 kilomètres de là, le Forum économique oriental de Vladivostok, initié seulement en 2015, est en train de devenir le pendant asiatique de celui de Saint-Pétersbourg. Vladimir Poutine honore tous ces rendez-vous internationaux de sa présence, et pas seulement en spectateur. Les messages principaux qu'il fait passer sont au nombre de deux : la Russie est un pays ouvert, tolérant, et d'abord envers lui-même car depuis des siècles il s'est construit comme un pays multi-ethnique, avec des langues, des cultures, des religions différentes,

mais avec un seul hymne et un seul drapeau. Et la Russie est aujourd'hui de nouveau l'un des rares pays vraiment souve-rains. Dans ses conversations avec Oliver Stone, le président russe estime qu'ils se comptent aujourd'hui sur les doigts de la main. Pour ce qui est de son regard sur l'Europe et les trois grands pays de notre continent, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, il les voit comme ayant sacrifié une part de leur souveraineté nationale non seulement dans leur adhésion à l'OTAN, mais dans leur appartenance à l'Union européenne. La présence, le 29 mai 2017 à Versailles, jusque sur les pupitres de la conférence de presse des présidents Macron et Poutine, d'un côté du drapeau français superposé au drapeau européen et dominé par lui, de l'autre du seul drapeau russe, est frappante pour un observateur attentif. Fallait-il, pour la première rencontre entre le jeune président français et son hôte russe, afficher à ce point que dans cette relation à deux, ils étaient trois ? Et pourtant, la sympathie pour la France est toujours bien là. Dès qu'on arrive à l'aéroport de Saint-Pétersbourg, c'est la langue française qu'on lit sur les panneaux publicitaires.

---

1. Dans sa jeunesse Jacques Chirac s'était lié d'amitié avec un Russe blanc émigré à Paris, qu'il avait rencontré au musée Guimet. Cet homme très cultivé, ancien diplomate, beaucoup plus âgé que Jacques Chirac, lui avait appris le russe. Toute sa vie M. Chirac est resté lié à cet homme, enterré au cimetière russe de Sainte-Geneviève des Bois.
2. « Krym nash » signifie « la Crimée est à nous » ; c'est le slogan des partisans du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie.
3. On pourra lire une analyse documentée de la crise ukrainienne sur le site les-crises.fr.
4. Le terme de BRIC est dû toutefois à Jim O'Neill, économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs Jim ; il l'a utilisé pour la première fois dans une note en 2001.
5. Le titre en anglais de cette tribune est « A plea for caution from Russia ».

6. Intervention consultable sur Public Sénat en date du 8/03/2016.
7. Les Universiades sont une compétition sportive pour les moins de 25 ans.
8. Worldskills est connue en France sous le nom « Olympiade des métiers ». Elle fait figure de jeux olympiques pour les compétences techniques des moins de 23 ans. La Russie est entrée dans cette compétition en 2013 et en 2015 elle a remporté face à la Belgique et à la France l'organisation de la compétition en 2018.

TROISIÈME PARTIE

Les opposants à Vladimir Poutine

« D'un point de vue historique, il aurait été plus raisonnable que la Crimée fît partie de la Russie plutôt que de l'Ukraine, mais la manière dont cela a été réalisé en fait une action sans aucune légitimité et extraordinairement agressive envers l'Ukraine d'aujourd' hui. C'est un acte de vengeance contre la révolution de Maïdan à Kiev. Or, notre gouvernement a très peur de l'esprit de Maïdan. Il redoute ce qui pourrait arriver en Russie (…). Je fais partie de ces personnes convaincues qu'une nouvelle étape dans la répression arrive et que les gens comme moi seront bannis. »

Lioudmila Oulitskaïa, octobre 2014[1]

Le 6 décembre 2017, lors d'une visite à l'usine automobile GAZ de Nijni-Novgorod, qui célébrait son 85e anniversaire, Vladimir Poutine a mis fin à un suspense qui n'en était pas vraiment un. Dans la brève allocution qui précédait cette annonce, le président russe a rappelé deux pages particulières de l'histoire, les liant à Nijni-Novgorod et à la bravoure de ses habitants : la fin du Temps des troubles et la fin de la Grande Guerre patriotique. La mise en scène a été soignée. Sur une grande scène, entouré de nombreux collaborateurs de GAZ, hommes et femmes, ouvriers et ingénieurs, Vladimir Poutine a répondu à la question d'un des leurs, qui lui demandait de leur faire ce « cadeau » de leur réserver la primeur de l'annonce de sa candidature à un nouveau mandat à la tête de la Russie, ajoutant que tous dans la salle le soutenaient. Bien sûr, en répondant qu'il se présenterait à l'élection présidentielle, il a été ovationné.

Vladimir Poutine se présente donc pour la quatrième fois au suffrage universel au poste de Président de la Fédération de Russie le 18 mars 2018 pour un nouveau mandat de six ans. Avec toutes les chances d'être élu dès le premier tour. Cela le mènerait jusqu'en 2024, année où il aurait 72 ans. Sportif, il a une bonne hérédité ; dans sa première interview en qualité de président, le 4 janvier 2000, il avait dit que son père, « simple contremaître à l'usine, avait beaucoup de mal à l'idée de prendre sa retraite, c'était pour lui une tragédie, et il avait finalement travaillé jusqu'à 76 ans ». Il ne parlait alors pas de lui, mais de ce que ferait Boris Eltsine après son départ du Kremlin.

L'élection de mars 2018 sera la septième élection - seulement - d'un président de la Fédération de Russie au suffrage universel depuis son institution en 1991. Aux précédents scrutins, en mars 2000, en mars 2004, en mars 2012, Vladimir Poutine avait été élu dès le premier tour, avec respectivement 52 %, 71 % et 63 % des voix (avec un taux de participation de 68 % en 2000, 64 % en 2004 et 65 % en 2012). En mars 2008, Dmitri Medvedev avait été élu aussi dès le premier tour avec 70 % des voix et une participation très légèrement inférieure à celle de 2004. La seule élection du président de la Russie qui n'ait pas été gagnée dès le premier tour est celle de 1996. Boris Eltsine - se présentant pour un deuxième mandat - avait devancé de trois points seulement au premier tour le candidat communiste (35 % contre 32 %).

La situation à la veille de cette nouvelle élection n'est toutefois pas exactement la même que pour les précédents scrutins auxquels Vladimir Poutine s'était présenté. Un mouvement de contestation du pouvoir poutinien est né ces dernières années et il a pris de l'ampleur, même si la crise ukrainienne et l'épisode de la Crimée semblent avoir soudé le peuple russe derrière son président. Des manifestations d'une ampleur inédite ont eu lieu à Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres villes du pays en 2011, en 2013 puis en 2017. Que reproche-t-on à Vladimir Poutine ? Quel est le visage de l'opposition ?

---

1. Extrait d’un entretien avec Lioudmila Oulitskaïa, l’une des romancières russes les plus lues et les plus traduites aujourd’hui, tiré d’un ouvrage d’Alain Délétroz *Russie, les cendres de l’empire*, paru en octobre 2014 aux éditions Nevicata.

PREMIER CHAPITRE

Que reprochent les Russes à Vladimir Poutine ?

La période qui précède les élections présidentielles de mars 2018 va certainement entendre l'expression des principaux griefs faits au président russe. Sans dresser une liste exhaustive de ce qu'une partie de la population russe reproche à son président, on peut regrouper les doléances qui se font jour autour de deux sujets majeurs : la corruption des dirigeants et, pour une partie moindre de la population, plutôt citadine, aisée et cultivée, les restrictions à la liberté d'expression.

La corruption des dirigeants

La corruption est sans doute aujourd'hui le reproche le plus important fait au pouvoir en place, du moins par les figures de l'opposition. Au début du mandat présidentiel qui s'achève, 80 % des Russes considéraient le niveau de corruption en Russie « élevé », voire « très élevé »[1]. Intervenant au Kremlin devant le président Poutine en février 2003, Mikhaïl Khodorkovsky avait avancé le chiffre de 30 milliards de dollars pour le coût de la corruption dans le pays, soit 10 % à 12% du PIB. Si les Jeux Olympiques de Sotchi ont été les plus chers de l'histoire, 47 % des personnes interrogées estiment que c'est dû à la corruption généralisée. Encore tout récemment un scandale de détournement de fonds publics a éclaté au musée de l'Ermitage, et le directeur adjoint du musée en charge de la construction a été arrêté et placé en résidence surveillée fin mars 2017.

Un phénomène ancien

La corruption n'est pas un phénomène nouveau en Russie. Déjà Pavel Iagoujinsky, premier procureur général à l'époque de Pierre le Grand disait au tsar, qui avait créé cette fonction en 1722 pour être « l'œil par lequel il verrait tout » : « Voulez-vous vraiment rester seul, sans serviteurs ni sujets ? Nous volons tous, avec cette seule différence que certains plus, et de façon plus visible que d'autres ». Et l'exemple venait de haut. Le favori de Pierre le Grand, le prince Alexandre Menchikov, avait un somptueux palais, bien plus confortable et imposant que la première résidence du tsar lui-même. Il était connu pour ses habitudes malhonnêtes, malgré les admonestations tantôt amicales tantôt sévères de son souverain. « Je n'ai qu'un bras, et il vole », disait de lui Pierre le Grand, qui n'était dupe de rien. Les serviteurs de l'État, recrutés en grand nombre sous son règne pour établir un État fort et une administration digne de l'État moderne que voulait bâtir le tsar, n'échappaient pas à cette pratique : leurs salaires étant modestes, ils considéraient les pots-de-vin comme une source d'enrichissement et un moyen naturel d'améliorer leur existence. Le principe d'une rémunération des fonctionnaires par l'État n'a d'ailleurs été instauré qu'en 1715 par le tsar ; auparavant la règle était la rétribution en nature, le « *kormlenie* » (du russe « alimentation »), autrement dit marchandises et nourriture que les envoyés des grands-princes de Moscou percevaient dans les provinces dont ils avaient la charge. En rendant les pots-de-vin illégaux, Pierre le Grand a introduit le principe des « révisions » par le Sénat des institutions locales pour identifier et punir les fonctionnaires corrompus. Si l'exercice ne s'est produit qu'une seule fois en 1726, un an après sa mort, pour être oublié jusqu'à Paul Ier en 1799, la reprise en main a été énergique : des centaines de fonctionnaires corrompus ont été à cette époque remplacés et incarcérés, après une révision exhaustive de toutes les provinces de l'empire. Gogol a fait de ce thème le sujet de sa fameuse pièce satirique *Le Revizor* écrite en 1836, jouée en France quelques années plus tard sous le titre *Les Russes peints par eux-*

mêmes. Riches, ayant un lien direct avec l'empereur, les sénateurs qui pratiquaient ces révisions permettaient au gouvernement d'avoir une vision claire des affaires locales et ces inspections avaient un effet bénéfique sur le dynamisme des régions visitées. Mais après le règne autoritaire de Nicolas Ier, mort en 1855, cette pratique a été une nouvelle fois abandonnée et la corruption a recommencé à se développer.

Durant la période soviétique, sous l'effet conjugué d'une économie étatisée et de la pénurie de biens, l'administration a vu sa position sociale et économique renforcée. Si la corruption était officiellement considérée comme une activité contre-révolutionnaire et punie du peloton d'exécution dans le code pénal de 1922, elle s'est développée au sein de l'appareil d'État, donnant lieu à quelques scandales retentissants, comme l'affaire du coton ouzbek, qui avait directement touché le gendre de Leonid Brejnev en 1983. Dans la vie quotidienne, les « *vziatki* » (« bakchich » en russe) étaient monnaie courante pour améliorer l'accès aux soins médicaux, l'accès à un logement ou éviter de payer un PV au volant. Toutefois, les plus hauts dirigeants soviétiques semblaient vivre dans l'ensemble dans des conditions tout à fait raisonnables. Un ami russe ayant eu l'occasion de se rendre récemment dans un appartement moscovite qui avait été celui d'Andropov, avait été frappé par la relative modestie des lieux : un quatre pièces de 130 m2 au 26, Koutouzovsky prospekt, là où Brejnev avait également son appartement, deux fois plus grand il est vrai.

Enfin les bouleversements des années 1990 ont encouragé les collusions entre agents privés et agents publics. Les privatisations massives de ces années n'ont été possibles que grâce aux liens qui unissaient les nouveaux entrepreneurs et les fonctionnaires disposant de l'accès aux ressources de l'État. Des hommes d'affaires comme Boris Berezovsky, gravitant à la fois dans les cercles de pouvoir au Kremlin et bâtissant des empires financiers, ont été le symbole d'une corruption qui semblait ne plus connaître de limites. Boris Eltsine lui-même a été éclaboussé à la fin de son mandat par l'affaire

« Mabetex », du nom de la firme suisse qui aurait versé de « l'argent de poche » au président et à ses deux filles notamment.

Un phénomène de moins en moins toléré

Si la réalité de la corruption n'est donc pas nouvelle en Russie, ce qui est nouveau en revanche, c'est l'attitude de la population russe par rapport à ce phénomène. Ce changement d'attitude a certainement plusieurs explications qui tiennent à l'amélioration du niveau général d'information sur les phénomènes de corruption, qu'ils viennent de comparaisons internationales ou d'opposants politiques qui utilisent la dénonciation de la corruption comme moyen d'exprimer le mécontentement d'une partie de la population. Mais la condamnation la plus énergique de ce fléau vient de Vladimir Poutine lui-même. Et ce dès sa première adresse au Parlement le 8 juillet 2000, quatre mois après son élection à la présidence de la Fédération de Russie.

La corruption n'est pas donc du tout un sujet tabou dans la Russie d'aujourd'hui. On n'en a même sans doute jamais autant parlé. Alexeï Navalny, devenu aujourd'hui le principal opposant politique à Vladimir Poutine, a multiplié les initiatives ces dernières années, à l'aide d'internet et des réseaux sociaux, pour dénoncer les faits de corruption et impliquer les citoyens dans la lutte contre ce phénomène. Parodiant le nom des corporations d'État mises en place par Vladimir Poutine (qui commencent toutes par « Ros ») il a lancé pour ce faire « Rospil » en décembre 2010 ; en russe *rospil* signifie pillage, sous-entendu ici au détriment de l'État. Cette démarche a fait des émules puisque début 2012 une association qui ne se revendique pas de l'opposition « Bezopasnoe Otetchestvo » (littéralement « patrie sûre ») s'est lancé comme objectif de surveiller les achats publics dans toute la Russie et a eu l'occasion de travailler directement avec le ministère du Développement économique pour améliorer la réglementation commerciale destinée aux entreprises publiques et aux compagnies dont les actifs sont détenus par l'État[2].

Mais bien avant l'engagement sur la scène politique de Navalny, la position de la Russie dans le peloton de queue des pays les plus

corrompus était un fait connu, y compris des Russes. Depuis quelques années des instruments de mesure de la corruption ont été mis au point au niveau international. Le plus connu est sans doute « l'Indice de perception de la corruption » élaboré par l'ONG Transparency International depuis 1995. La Russie est entrée dans ce baromètre dès 1996 - sur 54 pays elle était alors au 47e rang. Au dernier classement paru en janvier 2017, sur la base de données récoltées en 2016, elle figurait au 131e rang sur 176 pays, au même niveau que le Kazakhstan, l'Iran, l'Ukraine et le Népal. Cette année encore, le Danemark et la NouvelleZélande (90 points) ouvrent la marche, le Soudan du Sud (11 points) et la Somalie (10 points) la ferment. La France est au 23e rang. Au fil des années, les résultats de la Russie restent stables, sans évolution majeure dans le dernier quart. Sur les cinq dernières années son score varie entre 27 et 29 points. Le pays peut mieux faire donc, mais à condition de le vouloir vraiment et de s'en donner les moyens.

Affichage de la volonté de lutter contre la corruption de la part du pouvoir

Face à ce phénomène, les pouvoirs publics ne sont pas restés inactifs. Il s'agit pour eux, bien sûr, de répondre au mécontentement d'une partie de la population, mais aussi d'améliorer l'image de la Russie à l'étranger. Et tout simplement d'améliorer l'efficacité de l'économie russe.

Marqué par les désordres des années 90 et les collusions entre l'État et les oligarques, Vladimir Poutine a initié une reprise en mains dès son arrivée au pouvoir. Il y a eu la rencontre mémorable au Kremlin le 28 juillet 2000, pour partie retransmise à la télévision, qui a réuni autour de lui les 21 oligarques les plus puissants d'alors. Nous l'avons évoqué plus haut, de nouvelles règles de coexistence entre l'État et les oligarques ont alors été établies. Il y a eu les déclarations de Dmitri Medvedev, qui a fait de la lutte contre la corruption l'objectif principal de son mandat au poste de président de la Fédération de Russie en 2008. Mais il a dû reconnaître au bout de quatre ans que l'objectif n'avait pas été atteint. Il y a, depuis le retour de Vladimir

Poutine au Kremlin en 2012, des sanctions exemplaires qui tombent sur des hommes qui, sans doute, ne s'y attendaient pas.

Ces dernières années, plusieurs hauts responsables soupçonnés de corruption ont en effet été arrêtés, parfois sous les feux des projecteurs. Le 24 juin 2016 le gouverneur de la région de Kirov, Nikita Belykh, était arrêté dans un restaurant moscovite, 400 000 euros en liasses de billets de 100 euros étalés devant lui. La photographie avait fait le tour des médias russes. S'il a reconnu avoir reçu de l'argent liquide, il a expliqué que cette somme était destinée à sa ville. Depuis son arrestation il clame son innocence ; la justice a toutefois décidé son maintien en détention jusqu'en septembre 2017. Quelques mois plus tard, le 15 novembre 2016, c'était au tour du ministre de l'Économie Alexeï Oulioukaïev, soupçonné d'avoir touché 2 millions de dollars dans le cadre de la vente du pétrolier Bachneft à Rosneft. C'était la première fois, dans la Russie post-soviétique, qu'un ministre en exercice était arrêté. Il a été condamné à huit ans de prison ferme le 15 décembre 2017. Trois ans auparavant le ministre de la Défense Anatoly Serdioukov, réputé intouchable, avait été contraint à la démission suite à l'éclatement d'un scandale au sein d'un sous-traitant de l'armée, Oboronservice, qui serait au centre de fraudes immobilières d'un montant de plus de 40 millions d'euros. En novembre 2013, Vladimir Poutine avait prévenu : « Nous continuerons à éradiquer ce fléau de la façon la plus sérieuse et sans égards aux fonctions exercées par les agents de l'État et à leur appartenance à tel ou tel parti. Il faut que tout le monde le sache. »

D'un point de vue structurel enfin, on assiste depuis le début des années 2000 à un rattrapage normatif rapide de la part de la Russie dans le domaine de la lutte contre la corruption. Vladimir Poutine a engagé le pays dans un processus de mise en œuvre des standards internationaux en la matière en signant plusieurs textes. La Russie a ainsi ratifié le 9 mai 2006 la Convention des Nations Unies contre la corruption ; le 4 octobre 2006 la Convention pénale du Conseil de l'Europe (signée en 1999, et entrée en vigueur le 1er février 2007 ; le protocole additionnel a été signé en 2009, mais toujours pas ratifié à ce jour) ; le 17 avril 2012, elle a signé la Convention de l'OCDE de

lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans le cadre de transactions commerciales internationales. La lutte contre la corruption a été au centre du G20 que la Russie a accueilli en septembre 2013 à Saint-Pétersbourg. L'arsenal législatif russe, assez maigre en la matière jusqu'alors, s'est enrichi d'une loi le 25 décembre 2008 obligeant les fonctionnaires et les élus à rendre publics leurs revenus, une loi votée malgré la résistance des parlementaires. Un décret présidentiel signé quelques mois plus tard oblige tous les fonctionnaires à déclarer non seulement leurs revenus mais aussi leur patrimoine, ceux de leur conjoint et de leurs enfants. Vladimir Poutine, alors Premier ministre, et Dmitri Medvedev, alors président, ont devancé l'appel en donnant l'exemple et en publiant ces données. Depuis 2012, le corpus normatif a encore été étoffé.

La dernière édition du Baromètre Mondial de la Corruption disponible, qui date de 2016, invite toutefois relativiser notre regard d'Occidentaux sur la Russie. Ainsi, sur les 41 pays de l'Europe et de l'Asie Centrale sur lesquels l'étude a porté, nous voyons que si 62% des Russes estiment que le gouvernement ne lutte pas efficacement contre la corruption, ce pourcentage est de 64% en France (!), les deux extrêmes étant l'Ukraine (86% d'opinion défavorable à l'égard de l'action du gouvernement) et la Suisse (22%). Sur notre continent, la corruption est l'un des trois plus grands problèmes auxquels le pays doit faire face pour 39% des Russes, 66% des Espagnols et seulement 2% des Allemands (et 23% des Français). Quand on songe à la dernière élection présidentielle en France et aux différents scandales qui ont éclaboussé ministres et députés du gouvernement sortant, une certaine modestie devrait s'imposer dans le regard que nous portons sur les autres.

Vladimir Poutine visé personnellement

Jusqu'à présent, dans le mécontentement populaire à l'encontre des dirigeants corrompus, Vladimir Poutine a été relativement épargné. Ayant pris la conduite de la lutte contre la corruption, la question de son éventuel enrichissement personnel ne se posait pas vraiment. Il était dans la position de celui qui combat le mal, donc

forcément du bon côté, tel le saint Georges des armoiries russes, menant une lutte sans merci contre le dragon - les oligarques et les fonctionnaires corrompus. Pourtant en 2007 déjà, des indiscrétions circulaient dans la presse, faisant état d'une fortune personnelle estimée à quelque 40 milliards de dollars, placés pour l'essentiel sur des comptes en Suisse et au Liechtenstein. La rumeur a enflé depuis et la richesse supposée de Vladimir Poutine est un sujet qui alimente beaucoup de fantasmes. L'homme d'affaires américano-britannique William Browder, très opposé au président russe, est allé jusqu'à estimer la fortune de Poutine à 200 milliards de dollars. Des enquêtes journalistiques intéressantes et très fouillées ont été menées ces dernières années sur ce sujet. Elles sont pour la plupart disponibles sur internet et connues des Russes qui s'intéressent au sujet. Si cette question spécifique n'est pas l'objet du présent ouvrage, certains faits doivent être mentionnés ici pour comprendre ce que les Russes voient du rapport à l'argent de Vladimir Poutine. Le 18 décembre 2014, lors de sa conférence de presse annuelle, Vladimir Poutine a dit cette phrase curieuse : à une jeune femme qui lui demandait s'il connaissait le salaire de Setchine, président de Rosneft, et membre du premier cercle de Vladimir Poutine, le président a répondu tout de go qu'il ne connaissait pas le salaire de l'intéressé - mais que celui-ci devait correspondre aux standards internationaux pour des managers d'entreprises comparables - pas plus d'ailleurs qu'il ne connaissait le sien. « À vrai dire, on me les apporte, je les range, et je les envoie sur mon compte, je ne recompte même pas », expression étonnante, laissant à penser qu'il serait payé en liquide. Pourquoi pas ? C'était une pratique en France aussi, il n'y a pas si longtemps encore, pour les primes de cabinet. Les données officielles font état d'un patrimoine modeste : un terrain de 1500 m2, deux appartements de 77 et 53,7 m2, un garage de 18 m2, une place de parking de 18 m2, deux voitures - une Volga et une Niva, et enfin une remorque de la marque « Skif ». Son salaire officiel pour 2016 a été de 8 858 000 roubles, à savoir 128 000 euros environ, donc de l'ordre 10 000 euros par mois.

Dans un entretien à la BBC en janvier 2016, Alexeï Navalny appelle Poutine le « tsar de la corruption », expliquant que tout un système a été mis en place par lui et pour lui, et qu'il continue à le contrôler entièrement. À cette période - simple coïncidence ? - plusieurs films sont sortis, en Russie, en Ukraine, en Grande-Bretagne, qui avaient tous pour sujet « la richesse secrète » de Poutine ou de son très proche entourage.

Le premier de ces films a été projeté pour la première fois le 29 décembre 2015 à Kiev, il a ensuite été mis en accès libre sur internet. « Huizmisterputin », c'est son titre, est le fruit d'une enquête minutieuse de deux journalistes russes, Anastasia Kirilenko et Vladimir Ivanidze. Le réalisateur du film, Valeryi Balayan, est un homme respecté dans son milieu professionnel, qui avait beaucoup travaillé par le passé pour la chaîne de télévision russe Kultura, une chaîne culturelle de grande qualité. A l'été 2015, six mois avant la diffusion de son film, il a quitté la Russie et a reçu un passeport ukrainien, « ce dont il est très fier », dit-il dans une longue interview au journal ukrainien russophone *Fakty*, parue le 6 janvier 2016, dans laquelle il revient sur les diffé-rents témoignages qu'il a recueillis, en particulier à Saint-Pétersbourg, pour ce film. Le portrait à charge du président russe, en une heure et quarante minutes, revient largement sur la période pétersbourgeoise et sur les liens qu'il aurait tissés alors avec les milieux mafieux, le présentant comme le véritable maître du jeu dans le Saint-Pétersbourg d'alors, le maire Anatoly Sobchak n'étant là que pour la galerie, sous contrôle de l'officier du KGB Poutine. Tous deux franco-phones, les deux journalistes à l'origine du film ne vivent plus en Russie, mais en France. Anastasia Kirilenko est partie en juillet 2014, après l'annexion de la Crimée. Elle a eu l'occasion de s'exprimer sur son enquête lors d'une table ronde organisée au Hudson Institute à Washington en avril 2016. Quant à Vladimir Ivanidze, il a été interviewé par France Culture en janvier 2016, extrait que l'on trouve sur le site de la radio.

Il y a eu ensuite, moins d'un mois plus tard, un documentaire de la BBC dans le cadre de l'émission *Panorama*, diffusé le 25 janvier 2016, intitulé *Putin's secret riches*. Le reporter Richard Bilton y

interviewe des Russes, un oligarque déchu, le skipper d'un yacht ou d'anciens hommes d'affaires, tous exilés à Londres, à Tallinn ou à Nice, qui mettent en cause directement « Mikhaïl Ivanovitch », qui serait le nom donné à Poutine par certains de ses proches lorsqu'ils ne veulent pas l'appeler par son vrai nom et lorsqu'il est question de flux financiers. Un haut fonctionnaire du Trésor Américain, Adam Szubin, dit aussi que, pour les autorités américaines, Poutine est corrompu. Les deux films font d'ailleurs pour partie appel aux mêmes témoins.

Parmi les griefs avancés dans ces films, et ceux que fait paraître Navalny, il y a le reproche d'un fonctionnement clanique et opaque, et d'une mainmise sur les richesses du pays exclusivement par ce clan. Il est vrai qu'en dehors du cercle des « anciens » de la mairie de Saint-Pétersbourg, dans lequel entrent Igor Setchin et Alexeï Miller, Guerman Gref, Alexeï Kudrin, Vladimir Poutine s'est entouré de proches d'un autre cercle pétersbourgeois, celui d'une sorte de *condominium* créé au moment où il a quitté Saint-Pétersbourg pour Moscou, la coopérative Ozero. Ozero veut dire le lac en russe, c'est le nom qui a été choisi pour désigner un ensemble de datchas, enregistré le 10 novembre 1996 auprès des autorités de la région de Leningrad, car elles sont situées au bord du lac Komsomolskoye, à une centaine de kilomètres de Saint-Pétersbourg. C'est là que Vladimir Poutine avait sa première datcha, celle qui a brûlé plus tôt au cours de cette année 1996. Parmi les huit co-fondateurs de la coopérative Ozero, outre Vladimir Poutine, on trouve notamment les noms de Nikolaï Shamalov, Vladimir Iakounine, Iouri Kovaltchouk, les frères Andreï et Sergeï Foursenko - tous ont eu une carrière rapide qui les a emmenés loin : M. Shamalov est l'un des grands actionnaires de la banque Rossyia et son fils Kirill serait le gendre de Vladimir Poutine ; M. Iakounine a entre autres dirigé les chemins de fer russes entre 2005 et 2015 ; M. Kovaltchiouk est le principal actionnaire de la banque Rossyia et a des participations importantes dans les médias russes ; quant aux frères Foursenko, Andreï a été ministre de l'Éducation de 2004 à 2012 et continue à suivre ce secteur au Kremlin auprès de Poutine, Sergueï préside le club de

football de Saint-Pétersbourg, le fameux « Zenit ». Un autre cercle est celui des amitiés sportives. Celles qui remontent au club de judo de l'adolescence de Poutine et qui compte notamment les frères Arkady et Boris Rotenberg, devenus tous deux milliardaires. Et celles plus actuelles de l'équipe de hockey avec laquelle joue Vladimir Poutine où on retrouve entre autres Guennadi Timchenko, l'ancien patron du trader pétrolier Gunvor, dont certains journalistes estiment que, par divers montages, Vladimir Poutine détient des parts. La plupart des personnages cités plus haut, mais pas tous, sont passés par les « services ».

Il est certain que ce que laisse voir Vladimir Poutine de son mode de vie n'a rien qui puisse choquer ses compatriotes. Il affiche des goûts simples, prend ses vacances en allant plonger dans les lacs de Sibérie, pique-nique au bord d'un feu de bois avec son ministre de la Défense ou son Premier ministre - rien à voir avec les « Novarich » bruyants et arrogants qui vont dépenser des fortunes à Courchevel, sur la Côte d'Azur ou ailleurs. Mieux, il sollicite régulièrement ses « amis » oligarques pour financer des structures sportives ou culturelles en Russie. En remerciant la FIFA d'avoir accordé l'organisation de la coupe du monde de football à la Russie en 2018, il a dit lors d'un passage éclair en Suisse, juste après l'annonce de la FIFA début décembre 2010, qu'il n'excluait pas que M. Abramovitch, grand amateur de football et propriétaire de Chelsea, participe financièrement à l'aménagement des infrastructures nécessaires : « Qu'il mette la main à la poche, il a beaucoup d'argent… ».

En s'adressant à la Douma le 11 avril 2012, Vladimir Poutine avait fait cette confidence, en réponse à un député : « Vous savez, il arrive dans la vie de chacun d'entre nous un moment - et je vous assure, pour moi ce moment est arrivé - quand nous n'avons plus besoin de saisir les opportunités qui se présentent, mais il faut et nous devons penser au destin du pays (…). C'est tout le sens de mon travail, et peut-être même de ma vie. » Cette déclaration peut laisser penser que Poutine n'attend rien sur le plan matériel pour lui-même de ses futurs mandats et donc ne s'accroche pas à des postes pour des

raisons économiques et personnelles. Il est à l’abri du besoin et sa seule motivation, c’est le service de son pays. C’est ce qu’il semble dire entre les lignes.

Une chose est certaine : pour faire de la politique, il faut de l’argent, beaucoup d’argent, en Russie comme ailleurs. Dans les années 1970, lorsque Vladimir Poutine a rejoint le KGB, les « services » travaillaient avec la mafia, l’infiltraient, ils visaient en particulier les étrangers qui se livraient à divers trafics sur le marché noir. Qu’il y ait eu des liens à ce moment-là, que ces liens se soient transformés dans les années 1990, lorsque Vladimir Poutine s’est retrouvé dans une position stratégique au sein de la mairie de Saint-Pétersbourg est tout à fait possible. La meilleure façon de tenir quelqu’un est de savoir ce qu’il vous doit. L’histoire de Poutine refusant une commission de Berezovsky lorsque celui-ci vient le voir à la mairie de Saint-Pétersbourg pour faire avancer un de ses dossiers est connue. Les films cités plus haut semblent suggérer que les plus proches doivent beaucoup à Poutine et lui sont loyaux. Si c’est au service du pays, dans la mentalité russe, cela peut tout à fait se comprendre. Mieux encore, dans la mentalité russe, la colère peut s’exprimer vis-à-vis des oligarques ou de fonctionnaires corrompus, mais elle épargnera bien souvent Poutine, devenu dans l’inconscient collectif « le petit père des peuples », celui qui protège et travaille au bien de la nation. Comme me le dit souvent un chauffeur que je connais bien en Russie, « Poutine est peut-être riche, mais il l’a bien mérité, avec tout ce qu’il fait pour nous ». On peut ajouter que des dossiers de rétro-commissions sur des ventes d’armes pour financer des campagnes électorales ont été mis sur la place publique il n’y a pas si longtemps en France. Souvenons-nous des scandales ou des interrogations fortes sur la provenance de certains fonds qui ont marqué les campagnes présidentielles de ces dernières années chez nous. Pourquoi serait-ce plus scandaleux ailleurs, et singulièrement en Russie, où la formation de capital et de « grandes fortunes », comme nous les appelons ici, est beaucoup plus récente et donc sans doute plus visible que dans nos vieux pays d’Europe

occidentale ? Et les grandes fortunes occidentales sont-elles au service de leurs pays ? La question m'a été posée en Russie.

Les restrictions de la liberté d'expression

L'autre grand reproche fait à Vladimir Poutine par l'opposition libérale, citadine, cultivée - pas par toute la Russie - c'est la restriction de la liberté d'expression. À l'époque de l'URSS il n'y avait que la Pravda, le fameux quotidien soviétique, et ses quelques variantes qui disaient tous la même vérité (c'est ce que veut dire *pravda* en russe), une télévision et une radio aux ordres. Quand un vent de liberté a soufflé sur la Russie dans les années 1990, la liberté d'expression a connu une période faste qui s'est traduite par un intérêt nouveau et spectaculaire des Russes pour les médias - télévision, radio et presse écrite. Le journal *Argumenty i Fakty* (*Arguments et faits*) tirait régulièrement à 20 millions d'exemplaires dans ces années-là - avec une pointe à 33 millions en mai 1990 !

Avec l'arrivée des oligarques dans le paysage économique du pays, les médias ont vite été la proie de leur appétit et deux empires se sont fait face ; d'un côté celui de Vladimir Goussinsky avec la chaîne NTV, de l'autre celui de Berezovsky, avec la chaîne ORT. *Kukly*, la variante russe des Guignols de l'info, a été un programme très regardé entre 1994 et 2002 sur NTV. Vladimir Poutine y était montré sous des traits peu flatteurs par l'humoriste Viktor Chenderovitch, qui est devenu au fil des années un opposant notoire au président russe. Le programme a été suspendu en 2002. Dès 2001 la chaîne était passée sous contrôle de Gazprom. Quant à ORT, Berezovsky a été contraint de s'en séparer en 2002 et la chaîne est devenue Pervy Kanal, la principale chaîne de la télévision russe, sous contrôle de l'État. Y avait-il une réelle liberté de la presse à ce moment-là ? Vladimir Poutine affirme que non, que les médias obéissaient alors à des lobbys financiers et défendaient leurs intérêts partisans.

Les expressions du désaccord avec les autorités bien présentes

Si les grands médias sont maintenant majoritairement détenus par l'État ou des proches du pouvoir, comme Iouri Kovaltchouk - membre de la coopérative Ozero, par l'intermédiaire de son groupe NMG - il existe des médias très critiques à l'égard de la politique menée par Vladimir Poutine. C'est le cas notamment de la chaîne payante *Dozhd* (pluie en russe, dont le site est tvrain.ru), de radios comme Echo Moskvy, très écoutée, du site d'information Meduza, installé à Tallinn en 2014. Il a été créé par Galina Timchenko, auparavant éditrice en chef de lenta.ru, qui a été remerciée de manière inattendue par le propriétaire de ce site d'information ; elle a été suivie à Tallinn par 20 journalistes de Lenta. Reste qu'au classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters Sans frontières, la Russie est en 2017 à la 148e place sur 180, comme en 2016 - comme pour la mesure de la perception de la corruption, dans le dernier quart.

Vladimir Poutine a toujours pris soin de dire, là encore dès sa première adresse au Parlement le 8 juillet 2000, que la liberté de la presse et la liberté d'expression étaient des libertés inaliénables. Mais il y a une violence intrinsèque à la société russe qu'il connaît bien et à laquelle, pense-t-il, il faut éviter de laisser libre cours. La liberté doit toujours s'inscrire, répète-t-il inlassablement, dans un cadre légal. Lors d'une rencontre avec des « libéraux » de Saint-Pétersbourg, dont le chanteur Iouri Chevchouk du groupe rock DDT, très connu et apprécié en Russie, il lui avait dit sans détour : « Sans développement démocratique normal il n'y a pas d'avenir dans notre pays. Il n'y a que dans un pays libre qu'un individu peut se réaliser et en se réalisant développer son pays, développer la science, l'éducation… sinon c'est la stagnation. Mais nous une avons une telle mentalité chez nous que si quelqu'un reçoit un papier lui donnant un quelconque pouvoir ou un bâton, il va l'agiter et s'en servir pour essayer d'en tirer de l'argent ». (Il dit cela à propos de la police, tout en défendant ceux qui dans ses rangs n'hésitent pas à faire le sacrifice de leur vie pour protéger leurs concitoyens ; « la police est à l'image de la société, on y trouve de tout », dit-il). Dans cet entretien très franc Poutine dit d'ailleurs à Chevchouk, qui a participé

régulièrement aux « marches de ceux qui ne sont pas d'accord », *marsh nesoglasnykh*, dans les années 2000 à Saint-Pétersbourg, que les autorités devraient remercier les manifestants de ces rassemblements s'ils dénoncent de réels problèmes et attirent leur attention sur des difficulté précises. Et ne cherchent pas simplement à faire de l'auto-promotion. Ces propos datent de 2010, un an avant les premières grandes manifestations moscovites de décembre 2011, et on est très loin dans cette conversation de l'image d'un Poutine répressif qui veut écraser toute contestation. Les personnalités de cette intellegentsia libérale opposée à Poutine reconnaissent d'ailleurs aussi cette nature potentiellement dange-reuse du peuple russe. La romancière Lioudmila Oulitskaïa dit elle-même dans l'entretien cité plus haut : « En Russie, comme l'avait fort bien pressenti notre grand écrivain Alexandre Pouchkine, les révolutions ne sont que des émeutes absurdes et sans pitié. Il faut comprendre que le pays est dans une situation comparable à celle d'États du tiers-monde (…) Les gens simples sont manipulés. Je ne souhaite donc pas qu'un événement comme la révolte ukrainienne de Maïdan arrive ici. La violence serait bien plus grande. » Et la violence touche aussi l'arène politique. En juin 2001, des députés en étaient venus aux mains à la Douma au moment de l'examen d'un projet de loi relatif à la propriété terrienne, même si la question avait été examinée avec les présidents de toutes les fractions au préalable. Poutine l'explique à des journalistes américains pour leur faire comprendre le degré des tensions qui traversent la société russe et la nécessité pour lui de les apaiser.

Le rapport de Poutine à l'idée démocratique pourrait se résumer ainsi : c'est un objectif à atteindre, mais il y a un chemin ardu à parcourir pour la Russie pour qu'elle puisse être pleinement démocratique, car l'expérience politique qui a été la sienne par le passé a été très différente et elle vient de loin. Sur ce chemin il faut la protéger des politiques d'influence déployées par des États étrangers, notamment les États-Unis, qui suivent leurs propres intérêts. C'est bien leur main que le président russe voit dans le soutien aux opposants, selon un schéma désormais bien rôdé, et le

fait que Boris Nemtsov ait appelé les manifestations de l'hiver 2011 « la révolution blanche » n'a fait que renforcer cette lecture. D'où sa politique de surveillance étroite des ONG et des médias étrangers. Dans l'extrait cité, Lioudmila Oulitskaïa dit de la Russie que c'est « un pays adolescent (…) incapable de voir un peu plus en aval les conséquence de ses actes ». En rendant hommage à Anatoly Sobchak en 2006 lors de l'inauguration d'une statue à son effigie à Saint-Pétersbourg, le président russe avait dit qu'il lui avait toujours semblé curieux de se sentir beaucoup plus vieux que le maire de Saint-Pétersbourg, qui avait pourtant 15 ans de plus que lui. Mais Sobchak avait « un esprit romantique », alors que Poutine avait, il ne le dit bien sûr pas comme cela, le sens des responsabilités. Le contraire d'un adolescent.

Vladimir Poutine et les dissidents « historiques »

Pour bien comprendre son rapport à la liberté et à ceux qui la défendent, il faut savoir qu'il a été attentif à certains gestes. Il a ainsi tenu à marquer publiquement son respect envers certaines personnalités notoires, parmi les plus fervents défenseurs de la liberté d'expression en URSS et en Russie. Si l'opposante Valeria Novodvorskaya (1950-2014) estimait que Poutine était l'héritier de Staline et de Hitler et n'a jamais voulu voir en lui autre chose qu'un dictateur, Lioudmila Alexeeva a reçu sa visite à l'occasion de son 90e anniversaire le 20 juillet 2017. Dernière dissidente soviétique encore en activité, elle a fondé le groupe Helsinki de Moscou en 1976 avant de devoir émigrer aux États-Unis l'année suivante ; rentrée en Russie après la perestroïka, elle a toujours été très engagée dans la défense des droits de l'homme, domaine dans lequel elle a conseillé Poutine au début de son mandat avant de prendre ses distances par rapport au Kremlin. Elle a reçu des mains du président une gravure d'Evpatoria, sa ville natale, une villégiature célèbre de Crimée.

Mais c'est surtout la visite de Poutine à Soljenitsyne le 12 juin 2007 qui restera dans les mémoires. Le président russe était venu lui remettre le prix d'État le jour de la fête nationale. Soljenitsyne avait refusé de recevoir le grand ordre national des mains de Eltsine dont

ce dernier voulait le décorer en 1998, ne pouvant « accepter de décorations venant de l'autorité suprême qui avait conduit la Russie dans une situation désastreuse », avait-il expliqué alors. En recevant le prix d'État de Poutine, le vieil homme lui avait confié qu'il espérait que l'amère expérience russe pour l'étude et la description de laquelle il avait donné sa vie, éloigne le pays de nouvelles périodes funestes. Il s'est expliqué au *Spiegel* que l'appartenance de Poutine aux service secrets ne le gênait pas du tout, malgré ce qu'il avait eu à subir lui-même : « Vladimir Poutine était certes officier des services secrets, mais il n'était ni magistrat instructeur du KGB, ni chef de camp du GOULAG. Dans aucun pays les services secrets extérieurs ne sont critiqués, ils sont au contraire loués. On n'a jamais reproché à George Bush père son passé à la tête de la CIA. » Après la décennie Eltsine d'humiliation et de décomposition des structures étatiques et économiques, Soljenitsyne approuvait la politique de retour à une Russie fière et forte. Il s'opposait comme Poutine à l'extension vers l'Est de l'OTAN et à ce qu'il appelait « l'encerclement total de la Russie et la perte de sa souveraineté ». Sur le plan intérieur, il était un fervent partisan de l'autonomie locale et regrettait la lenteur et l'inhabileté avec laquelle elle était mise en place, mais il notait une nette amélioration sur ce plan aussi par rapport à la présidence Eltsine : « Quoi qu'il en soit cette mise en place a lieu. Si à l'époque d'Eltsine les possibilités d'autonomie locale étaient bloquées au niveau législatif, le pouvoir national délègue désormais tout au long de sa verticale de plus en plus de décisions à la population locale. Malheureusement, cela n'a pas encore un caractère systématique ».

Après la tragédie de Beslan en septembre 2004, Vladimir Poutine avait aboli l'élection des gouverneurs des régions qui ont été, jusqu'en 2012, nommés par le pouvoir central. Dans l'esprit du président c'était un moyen d'assurer la stabilité du pays. Depuis l'automne 2012, les gouverneurs des régions sont de nouveau élus. Les dernières élections ont eu lieu à l'automne 2017, et elles ont permis d'installer de nouveaux dirigeants, plus jeunes, avec des profils de bons « professionnels » à l'image d'Andreï Nikitine. La plupart de ces nouveaux responsables de région avaient été nommés au début de

l'année 2017 pour assurer l'intérim de leurs prédécesseurs, plus âgés ; le suffrage direct les a confirmés dans leur fonction.

Soucieux de renforcer la société civile, Vladimir Poutine a par ailleurs créé ces dernières années des structures peu connues en France. C'est le cas notamment de l'ONF, *Obcherossiskii Narodnyi Front*, un « Front Populaire Panrusse ». Sur le site de cet organisme, qui n'est disponible qu'en russe, sont mis en avant les quatre principaux chantiers dans lequel ce mouvement est actif : l'état des routes (« carte des routes assassinées »), la propreté de l'environnement, la politique d'achats publics, le contrôle populaire de la qualité des institutions. Détail intéressant : sur cette page d'accueil, on peut lire que « le mouvement de l'ONF a été créé en mai 2011 à l'initiative du Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine et regroupe des habitants engagés, qui ne sont pas indifférents au destin du pays. » Or en mai 2011, le président du pays n'était pas Vladimir Poutine. Au centre de l'image un portrait de Poutine sur fond de drapeau russe et cette légende : « leader du Front Populaire », qui ouvre sur une biographie beaucoup plus complète et beaucoup moins « froide » que celle du site du Kremlin. Officiellement créé le 12 juin 2013, le jour de la fête nationale, ce mouvement se veut un organisme efficace et pragmatique. Aussi à chacun des chantiers cités sur la page d'accueil correspond un chiffre. On peut lire par exemple en novembre 2017 qu'à la « carte des routes assassinées » correspond le chiffre de 6035 routes réparées, dans la rubrique « nettoyage général », 6118 décharges ont été fermées, dans celle « pour des achats honnêtes », 263 milliards de roubles ont été récupérés suite à la découverte d'infractions et enfin 2006 institutions sociales (écoles, cliniques…) ont fait l'objet d'une notation par leurs usagers.

Un dernier exemple, peut-être inattendu, de l'encouragement de la participation de la société civile : le vote pour trouver un nom au pont le plus long de Russie - 19 kilomètres - qui va relier la Fédération de Russie à la Crimée. Tous les citoyens russes qui le souhaitent sont invités à se prononcer sur le site dédié (« nomme le pont », un site en caractères cyrilliques). Organisé par le ministère des Transports, ce

vote a lieu entre le 16 novembre et le 16 décembre 2017. La circulation doit être ouverte dès 2018 pour les voitures et en 2019 pour les trains. Cinq noms ont été présélectionnés après avis des habitants de Crimée et de la péninsule de Taman (de part et d'autre du pont) : pont de Crimée, pont de Kertch, pont de Touzla, pont de l'amitié, pont de la réunification. Mais les votants peuvent proposer une autre variante qui sera retenue si elle recueille au moins 100 voix.

L'humour russe enfin, trop peu connu en dehors des frontières du pays, est une autre réponse à ce qui peut être perçu comme un manque de liberté d'expression. À l'époque de l'URSS, les fameuses « blagues soviétiques » étaient un moyen détourné de dire certaines choses. Elles faisaient partie du langage courant et on se les racontait sur le ton de la confidence. Vladimir Poutine n'est pas le dernier à aimer les raconter. Cela lui est arrivé, en pleine réunion « sérieuse » à Orenbourg en 2011, de partager avec son auditoire une blague sur la bureaucratie au KGB où un malheureux espion américain cherche à se rendre aux Russes, arrive au KGB et on l'envoie d'un bureau à l'autre au sein de la « grande maison », tout aussi bureaucratique que le reste de l'administration du pays. Aujourd'hui cet humour est toujours là, sous une forme différente, la censure soviétique ayant disparu. Une illustration de cet esprit potache est une institution très russe, difficile à comprendre pour les étrangers. Elle a pour nom KVN - « *Klub Vesiolykh i Nakhodchivykh* », le club des joyeux et des astucieux, un jeu télévisé qui oppose des équipes autour de sketches humoristiques. Il s'est répandu depuis 1962 dans tout le pays, dans les universités, les entreprises, ayant acquis une popularité qui n'a pas d'équivalent en France. Vladimir Poutine était au premier rang de la grande soirée donnée pour les 50 ans du KVN en 2011. Il était encore là le 27 novembre 2016 pour les 55 ans du KVN, recevant un accueil très chaleureux du public - plusieurs milliers de personnes réunies dans le plus grand théâtre de Moscou qui se sont levées spontanément à son arrivée en l'applaudissant joyeusement. Certains des anciens du KVN ont fait une carrière d'humoriste. Parmi eux il y a un parfait sosie du

président russe, dont les sketches sont vraiment drôles. Et Poutine semble beaucoup apprécier son humour et pouvoir rire aussi de lui-même.

Aucun pouvoir politique ne nous contraindra jamais à une vie médiocre. C'est le titre d'un journal paru à l'époque de la perestroïka. C'est ainsi que s'achève l'entretien avec Lioudmila Oulitskaïa, qui le cite en trouvant que ce sont là des mots d'une grande sagesse. « Je suis responsable de mon comportement, de rester honnête, de travailler. Lorsque chacun de nous vit dans l'honnêteté et le respect des autres, notre souffle éclaircit l'espace dans lequel nous nous mouvons et notre vie en devient plus belle. » Les reproches adressés aux dirigeants sont des reproches que les Russes pourraient s'adresser à eux-mêmes. À eux donc de changer les pratiques. Au fond, comme le chanteur de rock Iouri Chevchouk qui ne disait pas autre chose à Poutine, ils ne sont pas si éloignés que ça les uns des autres. Et s'il faut un renouvellement à la tête de l'État, qui pour porter le flambeau ?

---

1. Sondage réalisé les 5 et 6 octobre 2013 par l'Institut VtsIOM, Centre russe d'étude de l'opinion publique ; s'agissant des JO, sondage réalisé du 24 au 27 janvier 2014 par le Centre Levada.
2. Voir l'article de Thomas Gras dans *Courrier de Russie* du 14.08.2012 « En Russie, la lutte contre la corruption fait des émules ».

DEUXIÈME CHAPITRE

Les principaux opposants à Vladimir Poutine

Depuis 18 ans qu'il dirige la Russie, Vladimir Poutine a croisé sur sa route une succession d'opposants déclarés, parmi lesquels quelques personnalités seulement se détachent. Paradoxe de la situation politique russe, ces opposants ne siègent pas au Parlement et ne sont pas les leaders des partis politiques officiellement représentés. Les législatives de septembre 2016 ont confirmé le paysage politique de ces dernières années : un parti présidentiel dominant - Russie Unie - qui a porté la candidature de Dmitri Medvedev, avec 54 % des voix ; les communistes du KPRF autour de Guennadi Ziouganov à 13 % ; le parti libéral démocrate LDPR d'une personnalité haute en couleur, Vladimir Jirinovsky, à 13 % également et le parti Russie Juste, qui se veut un peu plus social que Russie Unie, autour du Péters-bourgeois Sergeï Mironov, à 6 %. À l'exception de Medvedev, tous ont plus de 60 ans ou plus de 70 ans et ne représentent pas une alternative au président Poutine. Ses opposants sont ailleurs, hors les murs. Deux d'entre eux sont aujourd'hui décédés, mais ont durablement marqué les esprits en Russie. Deux autres sont présents dans la campagne présidentielle qui s'ouvre, l'un sur le territoire russe, l'autre de l'étranger, même si ni l'un ni l'autre ne devrait se présenter à l'élection. Sauf surprise, c'est une jeune femme qui sera leur porte-voix, qui n'est pas du tout une inconnue des Russes. Et pas du tout une inconnue de Vladimir Poutine lui-même qui l'a connue toute jeune enfant à Saint-Pétersbourg.

Les opposants d'hier

« La mortalité est élevée chez les opposants de Poutine ». Cette constatation a été faite maintes fois, par l'homme de la rue comme par des responsables politiques de l'opposition. Il est vrai que plusieurs figures de l'opposition sont mortes de mort violente, sans que les circonstances de leur décès soient toujours établies avec certitude. La perception de ces personnalités n'est toutefois pas la même en Russie et en France. Ainsi si Anna Politkovskaïa (1958-2006) a été vue en France comme une opposante à Poutine, elle n'avait pas réellement ce rôle en Russie. C'était une journaliste respectée pour son professionnalisme, elle était connue pour son engagement contre les horreurs de la guerre en Tchétchénie, mais elle n'était pas à proprement parler une figure de l'opposition. Son assassinat le 7 octobre 2006, le jour de l'anniversaire de Poutine, a pris une signification politique, indéniablement, mais elle ne faisait pas de politique elle-même. Le cas est tout à fait différent avec Boris Berezovsky et Boris Nemtsov.

Boris Berezovsky (1946-2013)

Boris Abramovitch Berezovsky, dit familièrement « BAB », est sans doute l'archétype de l'oligarque tel que la Russie les a connus pendant la période eltsinienne. Ingénieur soviétique à la veille de la perestroïka devenu milliardaire en quelques années, à la tête d'un empire industriel et médiatique, d'abord très proche du pouvoir puis contraint à l'exil, retrouvé mort un jour de mars 2013 dans la baignoire de sa propriété anglaise… Son destin a inspiré un film célèbre au cinéaste Pavel Lounguine, dont le titre en russe était justement *Oligarque*, traduit en français par *Un nouveau Russe*. Tourné en Russie en 2001, produit en France en 2002, le film donne une très bonne idée de la brutalité du climat de ces années 1990 qu'il est difficile d'imaginer si on ne l'a pas vécu soi-même. Et de la manière dont le roi des oligarques s'était enrichi, aux dépens de l'État. Ayant œuvré avec six autres « businessmen » à la réélection miraculeuse de Eltsine en 1996, à travers ses journaux, ses chaînes de télévision et ses moyens financiers colossaux, il s'est immiscé dans le premier cercle de l'ancien président. Nommé secrétaire

adjoint du Conseil de Sécurité, il est chargé par Eltsine de régler le conflit tchétchène ; il faut dire que Berezovsky connaît le sujet, il a su composer au début des années 1990 avec les gangs du Caucase qui mettaient alors Moscou en coupe réglée. Et il se charge lui-même de mettre en place l'après Eltsine. Il ne réussira pas à trouver une issue à la crise tchétchène, mais il se targuait d'être le « parrain » de Poutine, qu'il pensait pouvoir manier comme une marion-nette en favorisant son ascension et en le faisant nommer Premier ministre.

Une fois Vladimir Poutine élu à la tête de l'État, Boris Berezovsky va être le premier à découvrir à ses dépens que M. Poutine n'est pas le fonctionnaire grisâtre et manipulable qu'il pensait. Dès l'été 2000, il prend le chemin de l'exil à Londres, abandonnant son mandat de député et sa précieuse immunité parlementaire, dénonçant « l'instauration d'un régime autoritaire » en Russie. Poutine venait de déclarer la guerre aux oligarques pilleurs des richesses de l'État. La suite est connue : une série de procès et de saisies sur ses biens, dont le château de La Garoupe au Cap d'Antibes, et un dernier procès retentissant contre un autre oligarque, autrefois son protégé, Roman Abramovitch, resté très fidèle à Poutine. Il semblerait bien que sa mort soit un suicide, Berezovsky étant très déprimé à la fin de sa vie. En revanche dans son entourage immédiat, un officier du FSB qui l'avait connu en enquêtant sur une tentative d'assassinat dont il avait été victime en 1994, et qui le suivra à Londres, Alexandre Litvinenko, sera victime d'un empoisonnement au polonium 210 en 2006. Litvinenko comme Berezovsky accuseront Poutine, mais l'enquête n'a jamais abouti.

Quoi qu'il en soit, Berezovsky était l'incarnation aux yeux des Russes des turpitudes des années 1990 et son opposition à Vladimir Poutine a bénéficié indéniablement à ce dernier. « BAB » avait jeté le discrédit sur le terme d'entrepreneur, qui a mis du temps à exister un Russie ; les Russes utilisent encore couramment « businessman » comme synonyme d'affairiste douteux.

Boris Nemtsov (1959-2015)

Le souvenir que les Russes gardent de Boris Nemtsov est très différent. Contrairement à Boris Berezovsky, les circonstances du décès de Boris Nemtsov sont tout à fait établies. Il a été atteint de plusieurs coups de feu dans la nuit du 27 au 28 février 2015 sur un pont, à quelque 200 mètres du Kremlin, alors qu'il marchait avec une jeune femme de 23 ans originaire de Kiev. Son assassinat a suscité une vive émotion dans le pays et la manifestation du 1er mars 2015 de « protestation contre la crise », à laquelle il appelait quelques heures avant son assassinat sur les ondes de la radio *Echo Moskvy* (*l'Écho de Moscou*), s'est transformée en grande marche à sa mémoire. Regroupant 70 000 personnes à Moscou selon les organisateurs (21 000 selon la police) cette manifestation autorisée a été la plus grande depuis les mouvements de l'hiver 2011-2012. Les manifestants brandissaient, outre de nombreux drapeaux russes et quelques drapeaux ukrainiens, des panneaux sur lesquels on pouvait lire : « Il luttait pour notre avenir », « Il luttait pour une Russie libre », « Les héros ne meurent jamais »… Organisées au Centre Sakharov, musée dédié aux Droits de l'Homme et au physicien, prix Nobel de la paix, le célèbre dissident Andreï Sakharov, ses obsèques le 3 mars ont été suivies par plusieurs milliers de Moscovites anonymes et par quelques personnalités russes et occidentales parmi lesquelles Mikhaïl Kassianov, autre figure de l'opposition, l'ancien Premier ministre britannique John Major, qu'il avait reçu à Nijni Novgorod dans les années 90, plusieurs ambassadeurs en poste à Moscou. Plusieurs personnalités européennes comme l'eurodéputée lettonne Sandra Kalniete ou le président du Sénat polonais Bogdan Borusewicz n'ont pas eu l'autorisation de s'y rendre de la part des autorités russes. Condamné à 15 jours de prison fin février pour distribution illégale de tracts dans le métro de Moscou, A. Navalny n'a pas été autorisé non plus à rendre hommage à Boris Nemtsov.

Boris Nemtsov n'était pas un débutant sur la scène politique russe. Physicien de formation, il avait entamé sa carrière en 1990 en se faisant élire député au Soviet suprême, Parlement de l'URSS d'alors. Nommé gouverneur de Nijni Novgorod, troisième région russe, en 1991 et élu à ces fonctions en 1995 (avec 58% des voix), il

avait fait partie de la garde rapprochée de Boris Eltsine, participant pleinement à la politique de réforme et de privatisation menée sous sa présidence. Il avait même occupé le poste convoité de vice premier ministre, en charge du secteur énergétique et des monopoles de mars 1997 à août 1998. Apprécié à Davos, il était reçu chez les Rockefeller aux États-Unis.

Boris Nemtsov était devenu, les dernières années de sa vie, un opposant radical à Vladimir Poutine. Il était à la tête depuis 2008, avec l'ex-champion d'échecs Garry Kasparov du mouvement Solidarnost, issu de l'Union des Forces de Droite (en russe SPS), parti qu'il avait présidé. En 2000 encore, il avait refusé de rallier la candidature de Poutine à l'élection présidentielle, contrairement à plusieurs membres de son parti. Lors de cette dernière interview, il dit de Poutine que c'est un « menteur pathologique » à propos des soldats russes envoyés en Ukraine sans uniforme reconnais-sable et travaillait, semble-t-il, sur ce sujet au moment de son assassinat. Il s'était beaucoup impliqué dans le dossier ukrainien, disant sa désapprobation de l'annexion de la Crimée. Il aspirait à la tenue d'élections honnêtes, à la fin de la censure et de la propagande. Avec Alexeï Navalny il avait été le principal instigateur des manifestations de l'hiver 2011-2012. Dans un autre entretien filmé il vilipende très sévèrement Vladimir Poutine pour les JO de Sotchi, sa ville natale, estimant que la corruption y a atteint des sommets. Peu de temps avant son assassinat il répétait lors des interviews qu'il donnait à différentes chaînes de télévision et de radio que, certes, on vivait mieux en Russie ces dernières années sur un plan matériel mais que l'air y devenait de plus en plus irrespirable et il ajoutait : le nombre de ceux qui disent la première partie de la phrase diminue et le nombre de ceux qui disent la deuxième au contraire augmente.

Le 29 juin 2017 les cinq inculpés du meurtre ont tous été déclarés coupables. Le 13 juillet ils ont été condamnés à 20 ans pour le tireur Zaour Dadaïev, 11 à 19 ans de « régime sévère » pour les autres, Chadid et Anzor Goubachev, Temirlan Eskherkanov et Khamzat Bakhaïev, tous originaires des républiques musulmanes de

Tchétchénie et d'Ingouchie. Dans les interrogatoires filmés, consultables sur internet, certains d'entre eux expliquent qu'ils ont agi pour venger le Prophète après les événements de Charlie Hebdo, reprochant à Boris Nemtsov ses prises de position en faveur du journal satirique français. Un sixième homme, Rouslan Moukhoudinov, identifié comme le commanditaire présumé, est toujours recherché par la police. Mais des proches de Nemtsov estiment que le véritable commanditaire est l'entourage du président tchétchène, Ramzan Kadyrov. La justice russe avait refusé en décembre 2016 de convoquer l'intéressé comme témoin. La question du commanditaire reste donc ouverte, comme dans l'affaire du meurtre d'Anna Politkovskaïa il y a 11 ans.

La mémoire de Boris Nemtsov reste vive en Russie. Un an après son assassinat, en février 2016, 25 000 personnes (7 500 selon la police) s'étaient rassemblées à Moscou et près de 4 000 à Saint-Pétersbourg. Pour le deuxième anniversaire de sa mort, 15 000 personnes se sont rassemblées à Moscou le 26 février 2017, avec des pancartes explicites à l'adresse du pouvoir : « *Kto zakazal* ? » - « Qui a commandité ? ». Il y a eu longtemps des veilleurs qui se sont relayés sur le pont où il a été assassiné ; des fleurs sont encore déposées aujourd'hui. Sa fille aînée Janna Nemtsova, née en 1984, journaliste au service russe de la *Deutsche Welle*, reprend le flambeau.

Les opposants d'aujourd'hui

Nemtsov disparu, il y a un homme qui a occupé tout l'espace de l'opposition médiatique à Vladimir Poutine ces derniers mois, c'est Alexeï Navalny. Mais, bien qu'il ne revienne pas pour le moment en Russie, il y a un autre opposant plus âgé que Navalny, qui est très présent, à distance, dans le paysage politique russe ces derniers temps, c'est Mikhaïl Khodorkovsky, celui-là même qui avait tenu tête à Vladimir Poutine en 2003 et qui avait ensuite été écarté du jeu de la manière que l'on sait. Une alliance est en train de se former entre ces deux hommes et la jeune Kseniya Sobchak, fille d'Anatoly Sobchak,

qui, elle, s’engage avec fougue dans le combat présidentiel, en son nom, au nom de ses deux alliés et de tous ceux qui sont « contre tous », c’està-dire contre les candidats admis à concourir, puisque c’est là son angle d’attaque de la politique de Poutine.

Mikhaïl Khodorkovsky, né en 1963

Mikhaïl Khodorkovsky est un revenant. Sans même bien connaître la politique russe, tout le monde a à l’esprit son arrestation spectaculaire, ses années de détention, sa libération anticipée et ce coup du destin qui lui a fait connaître la vie de milliardaire comme les camps de Sibérie.

Trentenaire au milieu des années 1990, il a su prendre en marche le train des privatisations profitant de son rôle au sein des Jeunesses Communistes et se bâtir un empire dans le domaine pétrolier avec Ioukos. Il fait partie des sept banquiers de Eltsine qui permettent sa réélection en 1996. En juillet 2000 il est autour de la table du Kremlin pour entendre les nouvelles règles édictées par Poutine aux oligarques. Mais il ne les respecte pas et s’apprête en 2003 à vendre la majorité des parts de Ioukos aux américains Exxon Mobil et Chevon Texaco. Cette opération aurait placé sous contrôle d’investissements américains la principale société d’exploitation de ressources naturelles. Elle n’aura pas lieu. En février 2003 la tension est déjà palpable entre Vladimir Poutine et lui lors d’une réunion au Kremlin, où il interpelle le président sur l’ampleur de la corruption. Vladimir Poutine lui rétorque que Ioukos avait été en difficulté sur le plan de la fiscalité. Le 22 octobre 2003 des perquisitions ont lieu dans les bureaux de Ioukos, le 25 Khodorkovsky est arrêté à l’aéroport de Novossibirsk, le 3 novembre il démissionne de ses fonctions à Ioukos. Il passera près dix ans en prison pour « vol par escroquerie à grande échelle » et « évasion fiscale ». Dans un entretien très franc à une journaliste qui lui demande s’il a eu peur pour sa vie pendant ses années de détention, il répond qu’il est persuadé que Poutine a formellement interdit deux choses : qu’on touche à sa famille et qu’on lui fasse violence.

Le président russe prétextera la mauvaise santé de sa mère pour le gracier à la veille des JO de Sotchi, en décembre 2003, disant qu'il avait payé sa dette au pays par ses années d'emprisonnement. Sitôt libéré il est prié de quitter le territoire russe et c'est l'ancien ministre des Affaires étrangères allemand Genscher qui mettra à sa disposition un avion privé. Il vit maintenant entre la Suisse et Londres, où il a créé en septembre 2014 l'organisation « Russie Ouverte » pour travailler à l'objectif qu'il s'est fixé : faire de la Russie un État de droit. Avec une fortune qui oscillerait entre 100 et 500 millions d'euros, il a entrepris de former des candidats aux futures échéances électorales russes. Déjà 67 d'entre eux ont été élus sous la bannière « Russie Ouverte » aux élections locales de septembre 2017.

Dans l'intéressant portrait qu'a fait de lui Laure Mandeville[1], il met en garde, persuadé que Poutine cherchait à quitter le pouvoir sans casse : « Il sait que le système est instable. On ne comprend pas cela en Occident, mais plus il avancera en âge, plus la bureaucratie dont il couvre les combines cherchera un nouveau maître ».

Un accord a-t-il été passé entre Poutine et lui sur la conduite à tenir dans les années qui viennent ? On le voit dire dans une interview à REN TV, après un grand soupir, que le président et le Premier ministre doivent être intouchables, c'est-à-dire qu'ils ne doivent pas plus être inquiétés que Eltsine ne l'a été en quittant le Kremlin en décembre 1999. Par ailleurs il développe deux analyses très intéressantes qui méritent d'être relevées. D'abord sur la question de l'unité territoriale du pays, il semble avoir exactement la même grille de lecture que Poutine et on sent chez lui du respect pour l'audace de Poutine qui n'a pas hésité à engager la guerre, pour la gagner, au tout début de son mandat, au risque de tout perdre. Khodorkovsky le dit très nettement : s'il devait choisir entre l'autonomie du Nord Caucase et la guerre, il aurait lui aussi choisi la guerre. Car accepter que le Nord Caucase se détache de la Russie c'est la garantie de millions de pertes humaines à moyen terme. Ensuite il dit craindre de nouvelles turbulences à la fin du deuxième mandat de Poutine et pour les éviter il faut des personnalités fortes qui fassent autorité dans le camp démocrate. Il cite Alexeï Navalny comme l'une de ces

personnalités. « Il faut prendre garde à ne pas le désintégrer », dit Khodorkovsky. Il se donne dix ans pour pouvoir rentrer en Russie et, même s'il ne le dit pas encore, prendre peut-être une part active dans les affaires du pays. Pour les élections de 2018, il a annoncé un soutien actif à Kseniya Sobchak.

Alexeï Navalny, né en 1976

Alexeï Navalny est l'homme dont Vladimir Poutine ne prononce jamais le nom. Pourtant depuis l'assassinat de Boris Nemtsov en février 2015, le jeune quadra fait aujourd'hui figure d'opposant principal. Pratiquement inconnu avant les manifestations de décembre 2011, il a incontestablement gagné en notoriété à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières russes en un laps de temps assez bref. Formé en droit et en finances à l'Université de l'Amitié des Peuples de Moscou, Alexeï Navalny a eu jusqu'à présent deux vies : l'une dans le monde des affaires jusqu'en 2010, l'autre en politique après 2010.

Son entrée en politique s'est faite sur un thème très précis : la lutte contre la corruption. En décembre 2010 il crée Rospil, mentionné plus haut. À cette époque certains le comparent à Julian Assange et voient en lui un lanceur d'alertes avec un Wikileaks à la russe[2]. Peu avant, en octobre de la même année, il avait publié une grande enquête sur son blog sur un détournement de fonds chez Transneft. Entreprise d'État qui détient le monopole du transport du pétrole dans l'ensemble du pays, Transneft aurait détourné des sommes considérables lors de la construction de l'oléoduc Sibérie-Pacifique, dont le coût avoisine les 13 milliards d'euros.

En 2011 il a créé la Fondation de lutte contre la corruption (FBK, « Fond barby s korruptseï »). Les faits les plus significatifs de l'activité de cette Fondation sont assez récents. Ce sont deux films très sévères pour leurs protagonistes, censés prouver la corruption généralisée en Russie avec beaucoup d'images, de chiffres et un ton très direct. Le premier est un documentaire d'une quarantaine de minutes, intitulé simplement *Tchaika*. Il est consacré à la famille du procureur général de Russie Iouri Tchaika et en particulier à ses deux

fils. Il a été lancé en décembre 2015 sur Youtube, à la même période que les deux documentaires évoqués plus haut. Le deuxième, un peu plus long, diffusé en mars 2017, vise directement le Premier ministre Dmitri Medvedev, *On Vam ne Dimon* (*Ne l'appelez pas Dimon*, en référence à un surnom jugé trop familier donné au Premier ministre, une phrase tirée de l'interview de son attachée de presse que l'on voit au début du film). Ces films ont été très largement vus sur internet, à eux deux plus de 30 millions de fois, et chacun est traduit ou sous-titré en anglais. Le procureur général a réagi par une longue lettre dans le quotidien *Kommersant* le 14 décembre 2015, expliquant que cette enquête était infondée et accusant nommément l'Américano-Britannique William Browder, patron d'un fonds d'investissement, de l'avoir commanditée pour ternir l'image de la Russie. Dmitri Medvedev a, quant à lui, réagi un mois après la parution du film en disant que tout n'était que mensonge.

Après avoir pris, aux côtés de Boris Nemtsov et de Mikhaïl Kassianov, la tête des mouvements de protestation qui ont suivi les élections de décembre 2011, et avoir testé quelques formules, comme « le parti des escrocs et des voleurs » à propos de Russie Unie, il s'est présenté aux élections municipales à Moscou en septembre 2013. Axant sa campagne là encore sur la lutte contre la corruption, il a remporté 27% des suffrages, arrivant en deuxième position derrière le maire sortant, Sergueï Sobianine. Ce proche de Vladimir Poutine avait été nommé à ce poste en 2010, et a obtenu lors de ce scrutin 51 % des voix[3]. Le candidat du Kremlin a donc été élu dès le premier tour, malgré les protestations de Navalny dénonçant des irrégularités.

Il fait maintenant régulièrement la une dans la presse occidentale lorsqu'il est question de la Russie et il est vrai que ces dernières années son visage, avenant, s'est imprimé dans les esprits. La presse russe lui fait moins de place, mais il est très présent sur internet. Marié à une jeune femme russe, père de deux jeunes enfants dont il se plait à rappeler qu'ils fréquentent des écoles ordinaires, habitant lui-même un appartement dans une banlieue moscovite (ce qu'ont montré les caméras de télévision au moment de

son arrestation en juin 2017), s'habillant de manière décontractée, parlant bien, Alexeï Navalny présente une image *a priori* positive.

Toutefois, le tableau n'est pas si lisse et plusieurs points de sa biographie peuvent heurter ses compatriotes, des points qui ne sont d'ailleurs pas beaucoup repris dans la presse occidentale. On peut retenir quatre faits : deux condamnations par la justice russe, des sympathies affichées pour des courants nationalistes « durs » et un séjour controversé aux États-Unis.

Avocat lui-même, Alexeï Navalny a été condamné à deux reprises par la justice russe ; la première fois en juillet 2013 dans une affaire liée à ses activités dans la région de Kirov, la deuxième fois en décembre 2014 dans une affaire familiale l'opposant à Yves Rocher Russie.

Sur la première affaire, Alexeï Navalny a été condamné une première fois le 18 juillet 2013 à cinq ans de colonie pénitentiaire. La justice a ensuite commué le 16 octobre en sursis la peine prononcée. La CEDH avait reconnu en juillet 2016 qu'Alexeï Navalny, de même que le deuxième accusé Piotr Ofitserov, directeur général d'une entreprise active dans le domaine forestier, avaient été lésés dans leur droit à un procès équitable, condamnant la Russie à verser une somme de 87 000 euros aux intéressés, sans retenir toutefois de connotation politique au procès. La Cour suprême de Russie a renvoyé le procès pour révision le 16 novembre 2016. Le deuxième procès ne différait pas du premier : même tribunal (celui de Kirov), mêmes procureurs, mêmes arguments. Le 8 février 2017 M. Navalny a ainsi écopé de cinq ans de prison avec sursis pour détournement de fonds, l'autre accusé de quatre ans. Pour comprendre son implication dans ce dossier il faut rappeler que M. Navalny a travaillé comme conseiller du gouverneur de Kirov, Nikita Belykh (une région à 800 kilomètres au nord-est de Moscou) en 2009. À la différence de nombre de ses collègues, Nikita Belykh n'est pas issu du parti Russie Unie (parti au pouvoir), mais de l'Union des forces de droite (SPS) parti qu'il a dirigé entre 2005 et 2008, avant d'être nommé cette

année-là gouverneur de Kirov par Dmitri Medvedev alors président de la Russie. Il a eu comme conseillère (février à juillet 2009), puis comme adjointe (juillet 2009-juin 2011) Maria Gaïdar, proche de Navalny. C'est la fille d'Egor Gaïdar, éphémère Premier ministre de Boris Eltsine et père de la « thérapie de choc », qui avait dit publiquement à M. Belykh qu'il avait « vendu son âme au diable » en acceptant le poste de gouverneur mais l'a rejoint deux mois après sa nomination. Maria Gaïdar est partie suivre huit mois d'enseignement à Harvard après ses fonctions auprès de M. Belykh.

Dans sa position de conseiller du gouverneur, A. Navalny a semble-t-il voulu privatiser les profits de l'entreprise publique Kirovles (« les » en russe veut dire « forêt ») ; il est accusé d'avoir acheté à un prix très en-dessous du marché 10 000 mètres cubes de bois et de les avoir revendus, causant un préjudice à Kirovles.

Sur la deuxième affaire, Alexeï Navalny et son jeune frère Oleg ont été condamnés le 30 décembre 2014 pour escroquerie, le tribunal de Moscou jugeant que leur société de logistique, Glavpodpiska, avait surfacturé ses services entre 2008 et 2012 et que le préjudice se montait à 26 millions de roubles, soit quelque 400 000 euros, pour Yves Rocher Vostok, filiale russe de la maison mère. Lors d'une des audiences, le directeur financier d'Yves Rocher Vostok a pourtant assuré que les prix pratiqués par Glavpodpiska étaient inférieurs au prix du marché ; l'entreprise avait également conduit un audit interne concluant qu'elle n'avait subi aucun préjudice. Pour certains observateurs cette affaire a été montée de toutes pièces. L'économiste Sergueï Gouriev réfugié en France a ainsi déclaré : « Je ne sais pas précisément quels moyens de pression les enquêteurs ont utilisés, mais il était important pour eux qu'une société étrangère soit impliquée. Cela donnait au dossier une apparence de solidité ». Il faut savoir qu'Yves Rocher est une société très bien implantée en Russie depuis 1991 et le pays représente le deuxième marché après la France, avec quelque 4 millions de clients. Le directeur général d'Yves Rocher Vostok au moment des faits, le Français Bruno Leproux, a accordé un seul entretien à la presse russe la veille du verdict et a assuré n'avoir subi aucune pression. Toujours est-il que l'enquête a mis au jour une société offshore

montée par les Navalny dans le contrat signé avec Yves Rocher, hébergée à Chypre, dans laquelle les parents d'Alexeï et Oleg Navalny sont également partie prenante.

Au sujet de ces condamnations, Alexeï Navalny réagit toujours de la même manière : il estime que tous ces procès sont politiques et visent seulement à l'empêcher de participer aux élections à venir. Dans son esprit ils sont une réponse à son combat contre la corruption au sommet de l'État.

Il est ensuite un point intéressant à noter dans son parcours qui est sans doute celui qui heurte le plus certains de ses compatriotes : peu avant les démonstrations de force dans la rue en 2011 contre le pouvoir, M. Navalny est passé en 2010 par l'université de Yale en tant que fellow du Greenberg World Follows Program. Ce programme, créé en 2002, opère chaque année une sélection entre un millier de candidats de tous pays pour n'en retenir que 16, invités à Yale pour devenir des « leaders globaux ». D'une durée de 4 mois, de mi-août à mi-décembre, il s'adresse à des hommes et des femmes engagés dans le secteur public ou privé, arrivés à des postes de responsabilité, avec de grandes perspectives de carrière. Ce programme compte maintenant une communauté de quelque 300 membres répartis dans 87 pays. Alexeï Navalny est d'ailleurs toujours en 2017 sur la photographie de couverture du programme sur internet : worldfellows.yale.edu, bien qu'il soit passé par Yale en 2010. L'objectif du programme, tel qu'il est décrit sur le site internet de Yale, est de créer un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur ». Alexeï Navalny a écrit sur son blog que son admission à Yale a été un coup de chance. Il semblerait qu'il ait bénéficié de la recommandation de Garry Kasparov et de celle de Michael Mc Faul, ambassadeur des ÉtatsUnis en Russie entre 2012 et 2014 et maître à penser de la relation avec la Russie de l'administration Obama[4]. Après son passage à Yale - qu'il n'a pas mentionné dans son CV au moment des élections moscovites - Alexeï Navalny a d'ailleurs gardé des liens avec les États-Unis. Il est également co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », « DA ! » en russe. Ce mouvement

bénéficie du soutien de la National Endowment for Democracy (Ned), une puissante « fondation privée à but non lucratif » américaine, qui finance des ONG pour « faire avancer la démocratie. » La Ned a été très active en Ukraine. Elle y a soutenu la « Révolution de Maïdan qui a renversé un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie. » C'est une rhétorique qui ne peut que susciter la méfiance de Vladimir Poutine et d'ailleurs d'une bonne partie de la population russe.

Dernier point de son positionnement politique, qui choque parfois les médias occidentaux, mais heurte aussi les sensibilités en Russie : son « chauvinisme » comme disent les Russes. Dans les manifestations de l'hiver 2011-2012 il y avait des slogans hostiles au Caucase comme « Cessons de nourrir le Caucase » ; ce sont des slogans d'extrême droite qui viennent de la « Marche russe », un regroupement de nationalistes russes, à laquelle Alexei Navalny a participé à plusieurs reprises par le passé. Ce n'est qu'en 2012, en se préparant pour la campagne des municipales de Moscou qu'il a cessé de s'afficher dans ces rassemblements.

Quelle est la position de Vladimir Poutine à l'égard d'Alexeï Navalny ? Interrogé à Hambourg au G20 en juillet, comme un peu plus tôt en juin à la fin de sa dernière *Ligne directe* par un journaliste de la BBC, sur ce qu'il pense de M. Navalny, Vladimir Poutine, sans jamais prononcer son nom, fait toujours la même réponse. Il estime que l'opposition a toute sa place dans un dialogue constructif avec les autorités, mais qu'en revanche se servir des difficultés du pays avec pour seul objectif l'auto-promotion ne mène à rien. La commission électorale de son côté a tranché : condamné par la justice, Alexeï Navalny n'a « actuellement » pas le droit de se présenter à la présidentielle de mars 2018 et il est inéligible jusqu'en… 2028.

Quel que soit son destin politique, Alexeï Navalny est aujourd'hui le parfait symbole de ce que l'on appelle en russe « *kreativnyi klass* », sorte de bobos à la russe. Cette classe se trouve prise entre deux Russie, une Russie de demain, démocratique qui n'est pas

encore tout à fait là, et une Russie d'hier, où l'enrichissement sauvage et rapide était possible, la Russie des années 90 qui a profité aux hommes de la génération née après la guerre, à l'instar des Berezovsky et des Khodorkovsky.

Entre Navalny et Khodorkovsky est apparue soudain, le 18 octobre 2017, une nouvelle personnalité. Son profil est atypique et il est difficile de prendre sa candidature tout à fait au sérieux. C'est Kseniya Sobchak, la fille d'Anatoly Sobchak et de sa deuxième épouse, Lioudmila Naroussova. La figure d'Anatoly Sobchak a été évoquée plus haut ; la jeune Kseniya n'avait que dix-neuf ans lorsqu'il est décédé. Sa mère est aujourd'hui membre du Conseil de la Fédération, autrement dit sénatrice. Elle a connu Anatoly Sobchak lorsque celui-ci enseignait le droit à l'université d'État de Saint-Pétersbourg et était en train de perdre sa première femme, atteinte d'un cancer. Lioudmila Naroussova travaillait dans les services administratifs de l'université. Surnommée la « Paris Hilton russe », la jeune Sobchak a incarné la jeunesse dorée des années 1990 et 2000, avec son lot de provocations et d'arrogance. Mariée, mère d'un jeune garçon, elle essaie depuis quelques années de présenter une image plus lisse et plus rangée, mais elle ne peut effacer les excès en tous genres qui restent associés à son nom. Même sur la chaîne télévisée d'opposition Dozhd où elle est journaliste, l'annonce de sa candidature a inspiré un titre éloquent : « Le nouveau show de Kseniya Sobchak ». Pour Vladimir Poutine, qui l'a connue enfant, elle reste « Ksioucha », son surnom affectueux, et c'est celui que le président lui donne, en la tutoyant, lorsqu'il répond à la journaliste Sobchak lors de sa grande conférence de presse en décembre 2014.

Son principal argument est qu'elle propose de représenter le vote « contre tous », *protiv vsekh*. C'est même son slogan de campagne et le nom de son site de campagne : sobchakprotivvseh.ru « Sobchak contre tous ». La case « contre tous » existait sur les bulletins de vote, mais a été supprimée. Elle-même dit qu'elle n'a rien contre l'homme Poutine mais refuse l'idée qu'il n'y ait pas d'alternative politique à Poutine. Son début de campagne est toutefois constructif

et démarre sur les thématiques de démocratie participative et d'autonomie locale qui étaient appelés de ses vœux par Soljenitsyne. Elle a reçu un soutien explicite de Mikhaïl Khodorkovsky le 9 décembre.

Mais malgré toute l'affection que Vladimir Poutine peut avoir pour « Ksioucha » Sobchak, elle ne doit pas correspondre encore au portrait qu'il se fait des dirigeants de demain. « Ce n'est pas parce qu'on critique avec beaucoup d'effets de manche qu'on est capable de diriger un pays », disait-il en octobre 2012, en répondant à une question sur Navalny, et ajoutait : « J'espère bien qu'à la fin des fins on va voir apparaître des gens sérieux. » Il rejoignait l'analyse faite cinq ans plus tôt par Soljenitsyne : « L'opposition est sans aucun doute utile et souhaitable à tous ceux qui veulent pour le pays un développement sain (…). À mon grand regret, la Russie n'a pas encore d'opposition constructive, intelligible et importante. Bien sûr, pour la formation de cette opposition ainsi que pour que d'autres institutions démocratiques arrivent à maturité, il faudra plus de temps et d'expérience. » C'est tout l'enjeu du prochain mandat : pouvoir passer le relais à une génération préparée pour l'exercice des responsabilités.

---

1. *Le Figaro* du 6 octobre 2017, « Khodorkovski, l'opposant en exil ».
2. Article de Nathalie Ouvaroff du 14.12.2010 sur slate.fr : « Un Julian Assange russe contre la corruption ».
3. Le maire de Moscou a le statut d'un gouverneur de région. L'élection des gouverneurs a été remplacée en 2004 par la nomination par le président à cette fonction. S. Sobianine a été nommé en 2010 par décret maire de Moscou.
4. Article de Roman Goncharenko sur *Deutsche Welle* du 14.08.2013 : « Kremlin critic Navalny : To Moscow via Yale » et article de Manlio Dinucci sur voltairenet.org du 29.03.2017 : « Navalny « démocrate » made in USA ».

POUR CONCLURE

2018 et après

À un journaliste qui l'interrogeait en 2012 sur ce que ferait Vladimir Poutine après 2018, s'il pensait au jour où il devrait prendre sa retraite, le président russe a fait cette réponse : « Vous savez quelle est la différence entre le poste de président et celui de Premier ministre ? Si cela ne m'a pas coûté de céder tous les leviers du pouvoir à mon successeur en 2008 et que je n'ai pas changé la Constitution pour rester au pouvoir, cela ne me coûtera pas de tout quitter le moment venu. » Son ancien conseiller politique Gleb Pavlovsky le dit lui-même dans l'interview de 2012, citée au début de cet ouvrage : « Poutine a toujours dit qu'un moment arriverait où l'opposition se hisserait au pouvoir et que nous devons être prêts pour ce jour. »

Les dés ne sont pas jetés au moment où l'écriture de ce livre s'achève mais, sauf imprévu, il y a peu de doute : Vladimir Poutine devrait être élu pour un nouveau mandat le 18 mars 2018 et il ne devrait pas y avoir, cette fois non plus, de deuxième tour. Le taux de participation, le score de ses opposants seront bien sûr un indicateur de l'adhésion réelle de la population à sa candidature et à ce qu'il s'apprête à faire dans les six années qui viennent. De nouvelles générations arrivent maintenant à l'âge adulte, qui n'ont pas connu les terribles années 1990, pour qui la Grande Guerre patriotique n'est pas un souvenir mais relève de l'histoire, qui aspirent peut-être au changement, ou du moins au renouvellement ; elles qui n'ont connu que la Russie de Poutine. Toutefois l'aspiration à la stabilité est encore grande dans le pays, cette stabilité nécessaire au relèvement final de la Russie, qui a encore du chemin à faire pour que la vie

matérielle y soit au niveau européen. Une blague courait à la veille des dernières élections américaines : « Ah, ces Américains ! Jusqu'à la veille de l'élection ils ne savent pas qui va gagner ! » - sous-entendu : nous sommes tout de même plus avisés qu'eux et mieux organisés. Vladimir Poutine, s'il est réélu, aura six ans devant lui pour consolider le pays et préparer doucement une transition comme il n'y en a pas encore eu dans l'histoire de la Russie.

Face au milliard de Chinois, face au milliard d'Indiens, face au terrorisme islamiste, il serait sans doute temps de penser en Europe, et en France singulièrement, une autre relation à la Russie. Ce pays qui s'est construit comme un État multi-ethnique, qui a su faire cohabiter harmonieusement des confessions différentes, qui a su surmonter des épreuves terribles tout au long du XXe siècle - la révolution de 1917 et la guerre civile qui a suivi, les purges staliniennes, les dizaines de millions de morts de la Grande Guerre patriotique, l'effondrement de l'URSS et les cruelles années 1990 - a peut-être des choses à nous dire, pour peu que nous sachions les entendre. Juste avant l'annonce de la candidature de Poutine, en même temps que l'interdiction pour la Russie de participer aux prochains JO, il y a une nouvelle qui est passée relativement inaperçue : la Russie est première au classement international mesurant l'apprentissage de la lecture chez les enfants. La place de la France dans ce classement, autre berceau de la littérature, est honteuse. C'est la sanction d'une politique au long cours et c'est une projection pour l'avenir. Un rassemblement spontané émouvant a lieu tous les ans le 10 février pour commémorer la mort de Pouchkine, tué en duel par un Français, devant ce qui fut sa dernière demeure à Saint-Pétersbourg, à deux pas de l'Ermitage. Y viennent des officiels comme des Russes ordinaires, des enfants comme des personnes âgées, souvent avec des fleurs déposées au pied de sa statue. Une chose semble certaine : un pays qui honore ses poètes, qui cultive l'amour des livres et le dépassement de soi - et qui sait rire de lui-même - a un ressort intérieur puissant. Le patriotisme en est le socle. « Dans les organes de sécurité, dans le renseignement, on cultive le plus important : le patriotisme et l'amour de la Patrie. » Avec un P

majuscule. C'est ce que dit Poutine à des journalistes américains en juin 2001 pour expliquer pourquoi il est fier de ses années dans les « services ».

Alors que trois siècles de relations diplomatiques unissent la France et la Russie, les deux pays n'ont connu entre eux que deux guerres - les guerres napoléoniennes et la guerre de Crimée de 1853 à 1856, souvent oubliée. On ne peut en dire autant de l'Allemagne, pourtant notre plus proche alliée aujourd'hui, mais un pays contre lequel la France s'est battue bien plus souvent par le passé. La France et la Russie sont les deux seules puissances européennes continentales qui ont un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Alexandre Soljenitsyne disait encore en 1994, juste avant son retour en Russie : « Si on regarde loin vers l'avenir, on peut voir une époque au XXIe siècle durant laquelle les États-Unis et l'Europe auront extrêmement besoin de la Russie en tant qu'alliée. » En 2007 il se demandait si ce n'était pas un luxe trop grand pour l'Occident de repousser la Russie « en particulier face aux nouvelles menaces. » Sa voix s'est éteinte, mais une décennie plus tard la question se pose avec une acuité plus grande encore. Et si les Russes continuent à faire confiance à Vladimir Poutine, c'est avec lui qu'il faudra nouer cette relation. Avec Emmanuel Macron ils disaient tous deux à Versailles en mai 2017 : « L'Histoire nous dépasse ». Jacques Chirac avait compris le rôle qu'il pouvait jouer auprès de Vladimir Poutine et le jeune président russe le lui a très largement rendu. Vladimir Poutine est venu en France deux semaines seulement après l'investiture du jeune président français. C'est à lui maintenant de montrer qu'il est à la hauteur du rendez-vous de l'Histoire.

ANNEXES

Chronologie de l'histoire russe de la « Rus de Kiev » à l'élection présidentielle de 2018

Vladimir Poutine se réfère très souvent à l'histoire de son pays, y compris l'histoire lointaine. Il est difficile de comprendre la Russie d'aujourd'hui si l'on n'a pas quelques repères dans cette histoire mouvementée, généralement mal connue des Occidentaux. C'est pourquoi il est apparu nécessaire de donner des repères historiques plus larges que ceux qui ne concernent que la vie de Vladimir Poutine, né en 1952, quelques mois avant la mort de Staline.

Avant 1985 sont mentionnées les dates marquantes de l'histoire russe. Après 1986, début des années Gorbatchev et de changements majeurs dans le pays, la chronologie est plus détaillée.

A - De la Russie à l'URSS de 1952 : quelques dates importantes

1/ De la Russie des origines à la Révolution de 1917

<u>859 - 1240 : La « Rus de Kiev », premier État russe</u>

859 : Installation à Novgorod du prince varègue Riourike qui devient le premier monarque de Russie en 862 puis transfert du pouvoir à Kiev, sous le règne de son fils Igor et de ses descendants

988 : baptême de la Russie dans les eaux du Dniepr sous le règne de Vladimir Ier

1015 : assassinat des princes Boris et Gleb par leur frère aîné Sviatopolk « le Maudit » en 1015, lors de la guerre de succession entre les fils de Vladimir ; ils deviennent les premiers saints russes

1039 : construction de la première cathédrale russe Sainte Sophie de Kiev

1051 : la princesse Anne de Kiev épouse le roi des Francs Henri Ier

1240 : destruction de Kiev par les Mongols qui envahissent tout le pays ; Alexandre, jeune prince de Novgorod, bat les Suédois sur la Néva, prenant le surnom d'Alexandre Nevsky

<u>1240 - 1598 : Le joug mongol et la Russie des Apanages</u>

1242 : victoire d'Alexandre Nevsky contre les chevaliers Porte-Glaives (chevaliers germaniques) sur le lac gelé Peïpous (Alexandre Nevsky sera canonisé en 1547 et en 1938 Eisenstein lui consacre un film qui fera date ; en 2008 il apparaît comme le personnage historique le plus populaire) ; création du khanat de la Horde d'or, gouverné par les descendants de Gengis Khan. Cette période, appelée « tatartchina » par les Russes - asservissement des Russes par les Mongols appelés Tatars - s'étend jusqu'en 1502, soit près de 250 ans. Avec Alexandre Nevsky, toute l'aristocratie russe se rallie à l'occupant.

La tolérance religieuse des Mongols préserve l'identité russe et renforce le rôle des monastères et des églises dans le profond enracinement de la foi chrétienne dans le peuple russe

1328 : Ivan Kalita, prince de Moscou, devient grand-prince désigné par les Mongols, chargé d'assurer la police en terre russe après la révolte de Tver contre l'occupant en 1327 et Moscou devient la capitale religieuse

1380 : Dimitri Donskoï, prince de Moscou, se révolte contre les Mongols à Koulikovo en leur infligeant une sévère défaite mais les Mongols brûlent Moscou en 1382

1430 : le khanat de la Horde d'Or implose avec la création de quatre États souverains qui se détachent de lui en commençant par le khanat de Crimée, suivi du khanat de Kazan en 1445, puis celui d'Astrakan en 1446 et celui d'Asimov en 1466 ; en 1502,

les khans de Crimée s'emparent de Saraï, capitale de la Horde d'or.

1453 : chute de Constantinople, prise par les Turcs

1472 : le grand-prince Ivan III de Moscou épouse Sophie Paléologue, la nièce du dernier empereur byzantin Constantin, tué par les Turcs en 1453, qui lui apporte en dot l'Aigle bicéphale, blason de l'empire byzantin, ce qui légitime Moscou dans sa prétention à être « la Troisième Rome ». Publication sous son règne du premier code de la lois de la Russie moscovite en 1497, qui fixe notamment l'autorisation pour les paysans de changer de domaine pendant une semaine fin novembre

1547 : début du règne de son petit-fils de 16 ans Ivan IV, surnommé « le Terrible » (Grozny); à la fin de sa vie, premier souverain à utiliser officiellement le titre de « Tsar de toutes les Russies ».

1549 : convocation du premier zemski sobor (« assemblée de la terre russe », comparable aux États-Généraux en France). Il est victorieux des Tatars établis sur la Volga autour de Kazan (1552 et c'est pour marquer cette victoire qu'est lancée la construction de l'église Basile le Bienheureux sur la Place Rouge à Moscou en 1555) et d'Astrakhan (1556, ce qui donne à la Russie un accès à la mer Caspienne, le contrôle de la Volga et ouvre aux paysans russes le territoire de l'immense Sibérie). Il essaie de fonder la Russie moderne par une série de réformes administratives, judiciaires, militaires et par la soumission des seigneurs féodaux, les boyards, en s'appuyant sur les représentants du peuple et de la petite noblesse. À partir de 1560, avec la disgrâce de ses proches conseillers, il instaure un régime de terreur contre les boyards pour lutter contre les intrigues et les révoltes et renforce l'asservissement des paysans. Son règne s'achève à sa mort à 55 ans en 1584.

1598 - 1613 : Le Temps des troubles

1598 : élection de Boris Godounov, beau-frère du fils d'Ivan le Terrible, mort sans héritier, par un zemski sobor ; règne

jusqu'à sa mort en 1605 ; trois faux Dimitri (prénom du fils d'Ivan le Terrible, écarté à la mort de celui-ci) réclament successivement le trône

1613 : réunion d'un zemski sobor exceptionnel regroupant boyards, princes, marchands et paysans ; élection au trône de Mikhaïl Romanov à l'âge de 16 ans

1613 - 1917 : La Russie des Romanov

1694 - 1725 : règne de **Pierre le Grand**, petit-fils de Mikhaïl Romanov, qui abandonne le titre de « tsar » pour celui d' « empereur ». Ouverture sur l'Europe de la Russie par de nombreux voyages de Pierre le Grand, dont un voyage en France en 1717.

1703 : fondation de Saint-Pétersbourg qui deviendra capitale en 1712

Modernisation rapide du pays avec la construction d'une flotte sur la Baltique en 1704, la création d'un Sénat en remplacement de la Douma des boyards en 1711, de collèges ministériels en 1718, d'un service postal d'État en 1721, de l'Académie des Sciences en 1725

1762-1796 : règne de **Catherine la Grande**, qui est ouverte aux philosophes français (traduction et publication d'articles de l'Encyclopédie entre 1767 et 1777, correspondance avec Voltaire, accueil de Diderot), crée une commission législative avec 564 députés et en même temps renforce le servage en Russie (1767 : interdiction aux paysans de porter plainte contre les propriétaires terriens, exil en Sibérie de Raditchev en 1790 qui dénonce les conditions de vie déplorables des serfs)

1773-74 : révolte de Pougatchev

1783 : conquête de la Crimée, où une flotte russe va s'établir à partir de 1785 ; extension du servage à l'Ukraine

1796-1801 : règne de Paul Ier, fils de Catherine la Grande, plus libéral que sa mère ; assassiné en 1801 à la suite d'un complot

1801-1855 : règne de ses fils **Alexandre I** (1801-1825) puis **Nicolas Ier** (1825-1855)

guerres napoléoniennes; défaite de la Russie à Austerlitz en 1805, paix de Tilsit entre Alexandre et Napoléon en 1807, entrée de Napoléon à Moscou en 1812, retraite de la Grande Armée jusqu'à Paris en 1813-14 et troupes russes à Paris

14 décembre 1825 : soulèvement à Saint-Pétersbourg des « décembristes », jeunes gens issus de la noblesse, pour réclamer davantage de liberté pour le peuple ; la plupart seront exilés en Sibérie

La Russie s'agrandit vers l'est (annexion de l'est géorgien en 1801; conquêtes du Daghestan en 1806) vers le nord (annexion de la Finlande en 1809)

1855-1894 : règne d'**Alexandre II** (1855-1881) puis d'**Alexandre III** (1881-1894)

3 mars 1861 : abolition du servage par Alexandre II, extension de la Russie vers l'est (annexion des territoires chinois de l'Amour et des provinces maritimes en 1858 ; annexion des territoires de l'Ossouri en 1860), vers le sud (début des conquêtes en Asie Centrale en 1864)

13 mars 1881 : assassinat d'Alexandre II par un anarchiste à Saint-Pétersbourg

Tout au long du 19ème siècle période florissante des arts russes avec les écrivains Pouchkine, Lermontov, Gogol, Dostoïevsky, Tolstoï, Tchekhov, les compositeurs Glinka, Moussorgsky, Tchaikovsky et Rimsky-Korsakov, le peintre Repine

1894 - 1917 : règne du dernier tsar, **Nicolas II**

1897 : premier recensement de la population russe : 128 907 692 habitants de nationalité russe

9 janvier 1905 : dimanche rouge, l'armée tire sur la foule rassemblée devant le Palais d'hiver à Saint-Pétersbourg au moment d'une grève générale

juin 1905 : mutinerie du cuirassé Potemkine

octobre 1905 : premier soviet de Saint-Pétersbourg ; manifeste impérial promettant une Constitution

1911 : assassinat du premier ministre Piotr Stolypine

1912 : avril massacre des ouvriers de la Léna - Vladimir Oulianov prend le surnom de Lénine en leur mémoire

1er août 1914 : l'Allemagne déclare la guerre à la Russie ; Saint-Pétersbourg prend le nom slave de Petrograd

4 juin 1916 : début de l'offensive Broussilov sur le front russe

16 décembre 1916 : assassinat de Raspoutine au Palais Youssoupov à Saint-Pétersbourg

février 1917 : « révolution de février » à Petrograd

2/ 1917 - 1952 : l'URSS de Lénine et de Staline

La Révolution : 1917-1918

3 mars 1917 : abdication de Nicolas II

25 - 26 octobre 1917 : « révolution d'octobre » - insurrection des bolcheviks ; des soldats, des marins de Kronstadt et des gardes-rouges ouvriers s'emparent du Palais d'hiver ; formation d'un gouvernement soviétique

15 janvier 1918 : création de l'armée rouge par Trotski

23 janvier 1918 : séparation de l'Eglise et de l'État

février 1918 : passage du calendrier julien au calendrier grégorien : au 1er février succède directement le 14 février 1918

3 mars 1918 : traité de paix séparée entre l'Allemagne et la Russie signé à Brest-Litovsk

12 mars 1918 : Moscou devient capitale

nuit du 16 au 17 juillet 1918 : exécution de la famille impériale à Ekaterinburg ; le 15 août 2000 l'Eglise orthodoxe annonce leur canonisation pour « leur humilité, leur patience et leur douceur » ; le 16 juillet 1998, en présence de Boris Eltsine et des descendants des Romanov, la famille de Nicolas II est inhumée dans la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul de Saint-Pétersbourg, aux côtés des autres tsars de Russie depuis Pierre le Grand

14 septembre 1918 : adoption du système métrique

Les années Lénine : 1919-1924

1920 : novembre : fin de la guerre civile entre l'armée rouge et l'armée blanche ; début de l'émigration blanche estimée à 2 millions de personnes

1921-1922 : famine dans la région de la Volga

mort de Lénine le 21 janvier 1924 : dans une lettre testament au Parti, Lénine suggère d'écarter Staline

Les années Staline : 1924-1953

31 janvier 1924 : ratification de la Constitution de l'URSS Petrograd devient Leningrad

L'URSS est reconnue officiellement par la France, l'Angle-terre et l'Italie

1930 : « dékoulakisation » : les koulaks, paysans aisés, sont tués ou déportés et leurs terres confisquées ; à partir de 1933 déportation massive en Sibérie (15 millions de paysans chassés de leurs terres)

1934-1937 : avec l'assasinat de Kirov débute la période de la « grande terreur » avec les purges staliniennes ; exécution de nombreux chefs militaires

22 juin 1941 - 9 mai 1945 : « Grande Guerre patriotique » contre l'Allemagne nazie : rompant le pacte germanosoviétique signé en 1939, Hitler envahit la Russie lors de l'opération

« Barbarossa ». Le 22 juin reste aujourd'hui encore un jour de mémoire

8 septembre 1941 - 27 janvier 1944 : blocus de Leningrad qui dure 900 jours

4 au 11 février 1945 : conférence de Yalta en Crimée : Staline, Churchill et Roosevelt se partagent le monde

8 mai 1945 : le maréchal Joukov reçoit à Berlin la reddition allemande ; le 9 mai sera retenu par Staline pour être le Jour de la Victoire en URSS et dans les pays de l'Est.

février 1948 : « coup de Prague » - les communistes s'emparent du pouvoir en Tchécoslovaquie ;

1948-1949 : blocus de Berlin par les troupes russes

B - 1952 - 2000 : de l'URSS à la Russie, de la naissance de Vladimir Poutine à son accession au pouvoir

1/ 1952-1992 : En URSS

7 octobre 1952 : naissance de Vladimir Poutine à Leningrad, troisième enfant de Vladimir Spiridonovitch Poutine (1911-1998) et Maria Ivanovna Chelomova (1911-1999). Ses deux frères aînés sont morts en bas âge, son deuxième frère pendant le blocus de Leningrad.

5 mars 1953 : mort de Joseph Staline

Les années Khrouchtchev : 1954-1964

26 avril 1954 : la Crimée est rattachée à l'Ukraine

février 1956 : Nikita Khrouchtchev au 20ème congrès du PCUS dénonce les crimes de Staline dans un rapport secret ; lecture du « testament » de Lénine.

1957-1958 : réhabilitation des victimes des purges staliniennes et amorce de la déstalinisation après l'élection de Khrouchtchev à la présidence du Conseil en février 1958

avril 1961 : Iouri Gagarine est le premier homme dans l'espace

août 1961 : construction du mur de Berlin

octobre 1961 : le corps embaumé de Staline est enlevé du mausolée de la Place Rouge

octobre 1964 : Leonid Brejnev renverse Nikita Khrouchtchev au plenum du Comité Central du PCUS

Les années Brejnev 1965-1985

1965 : Brejnev devient secrétaire général du Comité Central du PCUS, titre porté par Staline avant lui

mai 1967 : Iouri Andropov devient chef du KGB et le restera jusqu'en 1982

1968 : printemps de Prague : révolte contre la tutelle soviétique - début du mouvement des dissidents

février 1974 : Alexandre Soljenitsyne expulsé vers l'Allemagne de l'Ouest après la publication en 1973 à Paris de « L'Archipel du Goulag » (il avait reçu le Prix Nobel de littérature en 1970)

1975 : Vladimir Poutine est diplômé de l'Université d'État de Leningrad en droit et commence sa carrière au KGB

décembre 1979 : intervention des troupes soviétiques en Afghanistan, qui n'en sortiront qu'en 1989

novembre 1982 : mort de Leonid Brejnev ; Iouri Andropov lui succède

28 juillet 1983 : mariage de Vladimir Poutine avec Lioudmila Chkrebneva, native de Kaliningrad

février 1984 : mort de Iouri Andropov ; Constantin Tchernenko lui succède

automne 1984 : Vladimir Poutine suit une formation d'un an à l'Institut du Drapeau rouge du KGB à Moscou sous le nom de Platov

mars 1985 : mort de Constantin Tchernenko ; Mikhaïl Gorbatchev lui succède ; il lance une politique de « reconstruction » de l'économie soviétique (« perestroika ») et de « transparence » par rapport à l'héritage stalinien (« glasnost ») : lois sévères contre l'alcoolisme

28 avril 1985 : naissance de Maria Poutina à Leningrad

août 1985 : Vladimir Poutine est envoyé en mission à Dresde ; il y restera 5 ans

Les années Gorbatchev 1986 - 1991

1986

26 avril : accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl

31 août : naissance de Ekaterina Poutina à Dresde

19 décembre : libération du dissident Andreï Sakharov, suivie en février 1987 de la libération d'une centaine de dissidents

1987

novembre : les entreprises individuelles sont autorisées dans l'artisanat, les services et les commerces

1988

février : 2 millions de « malades » sont libérés des hôpitaux psychiatriques

juin : premier concile de l'Eglise orthodoxe depuis 1917 et célébration officielle du millénaire de la chrétienté russe

1989

février : fin du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan
novembre : chute du mur de Berlin

1990

janvier : Vladimir Poutine revient à Leningrad ; il devient l'assistant du recteur de l'Université d'État chargé des relations internationales

mars : réforme constitutionnelle : le Congrès des députés du peuple crée un poste de président de l'Union et abroge le rôle dirigeant du Parti communiste. Gorbatchev est élu président de l'URSS le 15 mars pour un mandat de cinq ans par les 1903 députés du peuple.

mai : Anatoly Sobchak devient président du Soviet de Leningrad : il demande à Vladimir Poutine d'être son conseiller pour les relations internationales

29 mai : Boris Eltsine est élu président du Parlement de Russie

11 juin : la République de Russie proclame sa souveraineté en proclamant la primauté des lois et de la Constitution russes sur celles de l'URSS. Elle est suivie par les autres Républiques de la Fédération

juillet : démission de Eltsine, suivi par les maires de Moscou et de Leningrad

octobre : Gorbatchev reçoit le Prix Nobel de la Paix ; adoption d'un plan prévoyant la création d'une économie de marché en 500 jours 27 décembre : la Russie décide de réduire de 80% sa contribution au budget de l'URSS

1991

17 mars : référendum sur une URSS rénovée organisé par Mikhaïl Gorbatchev : 76 % pour

12 juin : Boris Eltsine est élu président de la République de Russie au suffrage universel par 57,3% des votants pour un mandat de cinq ans.

12 juin : Anatoly Sobchak élu maire de Saint-Pétersbourg avec 69 % des voix - en même temps referendum sur le nom de la ville : Saint-Pétersbourg préféré à Leningrad par 54,86 % des votants (participation de 65%) - la ville retrouve son nom par ordonnance du 6 septembre du Soviet Suprême de la RSFSR, après le putsch de Moscou

19-21 août : tentative de coup d'État des communistes conservateurs à Moscou ; Gorbatchev déclaré incapable pour « raison de santé » d'assumer la charge présidentielle par un Comité d'État pour l'état d'urgence et retenu en Crimée ; affrontements autour du Parlement qui font 3 morts ; Eltsine annonce qu'il prend le commandement des forces armées ; retour de Gorbatchev à Moscou dans la nuit du 21 au 22 août

22 août : les putschistes sont arrêtés : la statue de Dzerjinski, fondateur de la tchéka, ancêtre du KGB, est déboulonnée à Moscou : statues de Lénine abattues dans de nombreuses villes de Russie

fin août : proclamation d'indépendance des différentes Républiques de l'URSS

8 décembre : acte de décès de l'URSS ; la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie signent les Accords de Beloveja (*Belovejskie soglachenia*) - dits aussi Accords de Minsk - qui créent la CEI et entérinent la dislocation de l'URSS; sa fondation est approuvée le 21 décembre à Alma-Ata par les présidents de 11 des 15 Républiques de l'ex-URSS (en sont absents les trois États Baltes et la Géorgie)

25 décembre : le président Gorbatchev démissionnaire est remplacé par Boris Eltsine; le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau est remplacé sur les toits du Kremlin par le drapeau de la Russie tsariste, blancbleu-rouge qui était le drapeau du pays jusqu'en 1917

2/ 1992 - 2000 : En Russie

1992

janvier : scandale alimentaire à Saint-Pétersbourg, dans lequel Poutine est impliqué

Eltsine lance la « thérapie de choc » de Egor Gaïdar, passage de l'économie soviétique à l'économie de marché

La Russie succède à l'URSS comme membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU

février : Eltsine et Bush font une déclaration commune pour expliquer que les deux pays ne sont plus ennemis

mai : début d'une guerre civile de cinq ans au Tadjikistan entre ex-communistes et islamistes

15 juin : Gaïdar nommé premier ministre

juillet : l'ONU et des forces de maintien de la paix internationales interviennent en Bosnie-Herzégovine

août : accord russo-ukrainien sur le flotte de la Mer Noire

octobre : Gorbatchev refuse de témoigner dans le procès du PC, on lui interdit de sortir du territoire ; Chevardnadze élu président de la Géorgie ; mise sous tutelle de la radio-télévision de Saint-Pétersbourg, aux mains des conservateurs

novembre : une résolution de l'ONU demande le retrait des troupes russes des Pays Baltes

15 décembre : Victor Tchernomyrdine remplace Egor Gaïdar au poste de premier ministre après la réfutation de Gaïdar par le Congrès des députés du peuple

1993

mars : le conflit entre Eltsine et le Congrès des députés du peuple se durcit ; le projet de référendum sur la nouvelle Constitution de la Russie est rejeté par le Congrès ; le 20 mars Eltsine annonce qu'il le maintient, en y ajoutant une question de confiance sur sa politique ; 28 mars : échec du vote sur la destitution d'Elstine

25 avril : référendum sur la confiance à Eltsine (59 % de oui), sur l'approbation de la politique économique et sociale mise en oeuvre en 1992 (53% de oui), sur des élections anticipées du président (49 % de oui) et des députés de la Fédération de Russie (67 % de oui)

12 juillet : au sein de la Conférence Constitutionnelle Eltsine propose aux sujets de la Fédération de Russie d'élaborer leur propre projet de Constitution

21 septembre : Eltsine annonce la dissolution du Congrès, ce qui n'est pas permis par la Constitution de 1978 ; riposte du Parlement qui annonce que Eltsine est démis de ses fonctions et un président par intérim, Alexandre Routskoï, nommé

4 octobre : après dix jours d'affrontements meurtriers dans les rues de Moscou, le Parlement installé à la « Maison Blanche » est envahi par l'armée; bilan officiel de 187 morts et 437 blessés - événement le plus sanglant en Russie depuis la révolution d'octobre 1917

12 décembre : élection d'un nouveau Parlement et vote de la nouvelle Constitution de la Fédération de Russie, qui donne des pouvoirs accrus au Président, adoptée par 58,4 % des voix - depuis et jusqu'en 2005 le 12 décembre est un jour férié, jour de la Constitution.

1994

1994 : Vladimir Poutine premier adjoint de Sobchak

27 mai 1994 : retour d'Alexandre Soljenitsyne en Russie, après 20 ans d'exil forcé; il parcourt le pays d'est en ouest.

22 juin : la Russie rejoint le programme pour la paix de l'OTAN

8 juillet : la Russie participe pour la première fois à la partie politique du G7 et se joint à la déclaration demandant aux belligérants serbes, croates et musulmans d'accepter le plan de paix du groupe de contact pour la Bosnie

11 décembre : les troupes russes envahissent la République de Tchétchénie dirigée par Djokhar Doudaev qui a proclamé son indépendance par rapport à la Fédération de Russie - début de la première guerre de Tchétchénie qui va durer jusqu'en novembre 1996

1995

mars : idée de privatisation basée sur la conversion de créances en capital soufflée par l'oligarque Vladimir Potanine lors d'une réunion au Kremlin

août : Eltsine signe un décret autorisant ce programme

17 décembre : élections législatives ; le parti communiste en tête avec un tiers des sièges de la Douma

1996

22 février : le FMI prête 10 milliards de dollars à la Russie, un record historique

2 juin : Anatoly Sobchak est battu par son ancien adjoint Vladimir Iakovlev à la mairie de Saint-Pétersbourg (47,5 % contre 45,8 %)

16 juin et 3 juillet : élections présidentielles en Russie ; Eltsine réélu au deuxième tour avec 53,8% des voix ; au premier tour en tête avec 35 % des voix contre 32 % pour Guennadi Ziouganov, représentant le parti communiste

1er août : Vladimir Poutine déménage à Moscou ; nommé au Kremlin adjoint au directeur des affaires de la Présidence en charge des propriétés de l'État, son collègue de la mairie de Saint-Pétersbourg Alexeï Koudrine est nommé vice-président de l'administration présidentielle

31 août : accord de Khassiavourt signé entre le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie et le futur président tchétchène Aslan Maskhadov, mettant fin à la première guerre de Tchétchénie et laissant à la Tchétchénie une autonomie de facto ; retrait des troupes russes effectif au 5 janvier 1997

17 octobre : le général Lebed est limogé de son poste

octobre : Boris Berezovsky nommé secrétaire général adjoint du Conseil de sécurité de Russie ; sera limogé de ce poste en novembre 1997

10 novembre : le collectif de datchas « Ozero » (« le lac » en russe) qui regroupe 8 familles, dont celle de Vladimir Poutine, est officiellement enregistré

3 novembre : fin de la première guerre de Tchétchénie avec les accords de Khassiavourt;

5 novembre : Boris Eltsine subit un quintuple pontage coronarien et suit une convalescence pendant quelques semaines

1997

27 janvier : élections présidentielles en Tchétchénie ; Aslan Maskhadov l'emporte sur Chamil Bassaïev avec 54% des voix

26 mars : Vladimir Poutine nommé vice-président de l'administration présidentielle, en charge du GKU (Glavnoie kontrolnoe upravlenie, département principal de contrôle) à la suite d'Alexeï Koudrine, son ancien collègue à la mairie de Saint-Pétersbourg, qui devient premier vice-ministre des finances

12 mai : signature à Moscou par Boris Eltsine et Aslan Maskhadov de la version finale du traité de paix avec la Tchétchénie

27 mai : signature à Paris de l'acte fondateur des relations entre l'OTAN et la Russie qui instaure un partenariat fort mais ne donne pas à la Russie le droit de veto qu'elle attendait

juin : Vladimir Poutine soutient sa thèse en économie à l'Institut des Mines de Saint-Pétersbourg

septembre : 850ème anniversaire de la fondation de Moscou

25 juillet : le gouvernement russe vend 25% du capital de la compagnie de télécoms Sviazinvest à Vladimir Potanine,

août : Alfred Kokh démissionne du Comité de privatisation après le scandale de sa relation avec Potanine

novembre : Kokh et d'autres membres de l'équipe de Tchoubaïs accusés de pots-de-vin; renvoyés du gouvernement

1998

janvier : nouveau rouble (1000 roubles anciens)

23 mars : tout le gouvernement du premier ministre Viktor Tchernomyrdine est limogé ; le jeune Sergueï Kirienko (35 ans) devient premier ministre et ministre des finances ; sera limogé à son tour le 23 août

mai : Vladimir Poutine nommé premier vice-directeur de l'administration présidentielle chargé de la gestion de la relation avec les régions

25 juillet : Vladimir Poutine nommé à la tête du FSB, Sergueï Ivanov devient son adjoint

17 août : l'État russe se trouve en cessation de paiement ; dévaluation du rouble

23 août : limogeage de Sergueï Kirienko, remplacé le 8 septembre par Iouri Primakov au poste de premier ministre (sera limogé en mai 1999)

20 novembre : assassinat à Saint-Pétersbourg de Galina Starovoïtova (6ème député assassiné depuis 1993)

1999

janvier : grève de 300 000 enseignants contre les salaires impayés

mars : Boris Berezovsky démis de son poste de secrétaire exécutif de la CEI : révélation du député communiste Viktor Ilioukhine sur le détournement des fonds du FMI sur des comptes bancaires suisses par la fille d'Eltsine, Tatiana Diatchenko

de mars à août : Vladimir Poutine occupe le poste de secrétaire général du Conseil de Sécurité de la Russie

avril : bombe à l'hôtel Intourist à Moscou

mai : limogeage de Primakov et de son gouvernement ; échec de la procédure de destitution de Eltsine ; Sergueï Stepachine nommé premier ministre; démissionne en août ;

9 août : Vladimir Poutine nommé premier ministre/ président du gouvernement par Eltsine

31 août-16 septembre : cinq attentats, dont deux très meurtriers à Moscou les 9 et 13 septembre, un au Daghestan, un autre dans la région de Rostov, font près de 300 morts et un millier de blessés ; attribués aux indépendantistes tchétchènes

septembre : scandale de blanchiment d'argent dans lequel la famille d'Eltsine est impliquée

1er octobre 1999 : début de la deuxième guerre de Tchétchénie avec l'intervention d'une armée de 80 000 hommes russes

30 décembre 1999 : « La Russie au tournant du Millénaire » manifeste de Vladimir Poutine

31 décembre 1999 : Lors de ses voeux télévisés Boris Eltsine annonce son retrait et la nomination de Vladimir Poutine comme président par interim jusqu'à l'élection du 26 mars 2000

Immunité accordée à Eltsine et sa famille par décret présidentiel de Vladimir Poutine

C - 2000 - 2017 : l'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine

1/ 2000-2008 : Les deux premiers mandats de Vladimir Poutine au Kremlin

2000

février : prise de Grozny par les troupes russes

20 février : Anatoly Sobchak décède d'une crise cardiaque à Svetlogorsk

26 mars : élection de Vladimir Poutine au 1er tour de l'élection présidentielle avec 52,6% des suffrages exprimés (taux de participation : 68,8%)

7 mai : cérémonie d'investiture du Président Poutine

13 mai : décret présidentiel créant 7 nouvelles régions fédérales

mai : reprise des relations Russie/OTAN

28 juillet : rencontre filmée entre Vladimir Poutine et 21 oligarques russes

8 août : décret présidentiel restaurant l'ordre de Saint Georges pour récompenser les mérites militaires et la bravoure au combat.

12 août : naufrage du sous-marin nucléaire Koursk avec un équipage de 118 hommes en Mer de Barents

décembre: l'hymne soviétique est réintroduit et remplace celui imposé par Boris Eltsine; de nouvelles paroles sont écrites par le poète Sergueï Mikhalkov

2001

janvier - avril : Gazprom prend le contrôle de la chaîne de télévision indépendante NTV, appartenant à l'oligarque Vladimir Goussinsky

4 août 2001 : la Russie soumet officiellement aux Nations-Unies une revendication sur 1,2 millions de km2 dans l'Arctique

11 septembre : Vladimir Poutine est le premier chef d'État à condamner les attentats du World Trade Center et à exprimer sa sympathie au peuple américain

octobre : Vladimir Poutine supprime le ministère des nationalités

novembre : Vladimir Poutine lance un audit des finances russes

24 décembre : Vladimir Poutine participe à la première édition de l'émission « Ligne directe », grand dialogue télévisé avec ses concitoyens, reconduite depuis chaque année (à deux exceptions près). 400 000 questions avaient été posées pour cette première édition.

2002

22 janvier : la dernière chaîne de télévision indépendante, TV-6, est interdite de diffusion

avril: Poutine déclare la victoire militaire en Tchétchénie

29 mai : l'UE, suivie des États-Unis le 6 juin, reconnaît à la Russie le statut de pays à économie de marché

28 avril : le général Lebed meurt dans un accident d'hélicoptère en Sibérie

26-27 juin : le G7 réuni au Canada décide d'octroyer à la Russie le statut de membre de plein droit et lui confie la présidence du sommet de 2006 qui aura lieu à Saint-Pétersbourg

23-26 octobre : prise d'otages par des terroristes tchétchènes dans un théâtre à Moscou; presque tous les terroristes et 129 otages sont tués lors de l'assaut des forces spéciales russes le 26 octobre.

2003

24 février : Valery Zorkin est réélu président de la Cour Constitutionnelle (sera réélu en 2006 et 2009)

mars : invasion de l'Irak par les États-Unis

27 mai : grand rassemblement de chefs d'État à l'occasion du tricentenaire de Saint-Pétersbourg

12 juin : fête de la « journée de la Russie » fêtée pour la première fois sur la place Rouge; appellation proposée le 12 juin 1998 par Boris Eltsine; commémore la Déclaration adoptée lors du premier congrès des députés du peuple de la RSFSR en 1990 sur la souveraineté d'État de la Russie qui proclamait la suprématie de la Constitution russe et ses lois

juin juillet août : vague d'attentats en Ossétie du Nord, à Moscou et près de la frontière tchétchène.

août : création du Centre Youri Levada, institut d'analyse sociologique

25 octobre : Mikhaïl Khodorkovsky, président de Ioukos, conglomérat pétrolier, est arrêté à Novosibirsk et emprisonné, pour évasion fiscale et malversations financières

23 novembre : « Révolution des Roses » en Géorgie, Mikhaïl Saakachvili arrive au pouvoir suite à un coup d'État en remplacement de Chevarnadzé

7 décembre : élections législatives; le parti « Russie Unie » de Poutine arrive en tête et obtient 223 sièges sur 450 à la Douma

2004

3 février : des cours facultatifs sur la religion orthodoxe seront dispensés dans les établissements scolaires qui en font la demande

6 février 2004: une bombe dans le métro de Moscou tue 41 personnes

24 février : décret présidentiel congédiant l'ensemble du gouvernement Kassianov et nomination le 1er mars de Fradkov

9 mars : Igor Lavrov est nommé ministre des Affaires étrangères (poste qu'il occupe toujours)

14 mars : Poutine réélu Président pour un second mandat dès le 1er tour avec 71,2 % des suffrages exprimés et un taux de participation de 64 %

29 mars : extension de l'OTAN qui intègre 7 pays de l'ancien bloc soviétique : Estonie, Lettonie, Lituanie, Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie ; la plus forte vague d'élargissement de l'OTAN

1er mai : élargissement de l'UE qui inclut 8 pays de l'ancien bloc de l'Est : Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie - l'UE lance la politique de voisinage européen

9 mai : Akhmad Kadyrov, président de la Tchétchénie, meurt dans un attentat - revendiqué par Chamil Bassaïev - à Grozny lors des fêtes commémoratives de la victoire sur l'Allemagne nazie

26 mai : discours de Vladimir Poutine à l'Assemblée fédérale présentant les priorités de son nouveau mandat

28 mai : début du procès de Mikhail Khodorkovsky, ancien président de Ioukos; inculpé d'usage de faux, de corruption et d'évasion fiscale

août : des terroristes tchétchènes attaquent des avions de ligne russes et attentats dans le métro de Moscou

1er-3 septembre : tragédie de Beslan, en Ossétie du Nord, où un millier de personnes sont prises en otage dans une école le jour de la rentrée par une trentaine de terroristes séparatistes tchétchènes; 334 civils tués dont 186 enfants

septembre : première réunion du Club de discussion Valdaï à Velikyi Novgorod

6 octobre : loi restituant à l'Eglise orthodoxe russe ses biens confisqués en 1917

14-16 octobre : lors d'une visite en Chine, Vladimir Poutine signe un accord mettant fin au litige frontalier à propos des îles sur l'Amour

21 novembre : début de la « Révolution Orange » en Ukraine: Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko contestent la victoire de Viktor Ianoukovitch; au « troisième tour » le 26 décembre Iouchtchenko est élu

12 décembre : loi supprimant l'élection des gouverneurs au suffrage universel; ils seront désormais nommés par le Kremlin et devront obtenir l'assentiment de la majorité de l'Assemblée nationale

19-22 décembre : Rosneft rachète l'unité clé de production de Ioukos, Iouganskneftegaz, que les autorités russes bloquent depuis août

2005

janvier : plus d'un million de retraités manifestent contre la remise en cause de leurs avantages sociaux; la Douma vote une

augmentation des retraites.

31 janvier : la Russie rembourse par anticipation sa dette au FMI, soit 3,3 Mds de dollars (contractée en 1996)

24 mars : « Révolution des Tulipes » au Kirghizstan avec la contestation des élections législatives de février-mars jugées frauduleuses par l'opposition

4 avril : création de la « Chambre Civile » par une loi fédérale

15 avril : fondation du mouvement de jeunesse pro Kremlin « Nashy » (« Les nôtres »)

31 mai : Khodorkovsky est condamné à neuf ans de prison pour escroquerie et fraude fiscale; il est envoyé en Sibérie en octobre pour y purger une peine réduite à huit ans en appel.

signature d'un accord avec la Géorgie prévoyant le démantèlement des bases russes en Géorgie avant la fin 2008 ; les contingents russes sont redéployés pendant l'été en Ossétie du Nord.

juin : l'État russe monte à plus de 50% sa participation dans Gazprom

21 juillet : promulgation par Vladimir Poutine d'une loi votée en 1996 qui propose en concession de 7 à 99 ans aux investisseurs, y compris étrangers, tous les biens d'État ne pouvant être privatisés, dont les autoroutes, les aérodromes, les centrales et réseaux électriques, les transports ferroviaires et urbains, les ponts et les services communaux.

5 septembre : Vladimir Poutine prononce un discours programme devant les principaux dirigeants de l'État, appelant à se concentrer sur la santé, l'éducation, le logement, et annonce une augmentation des dépenses publiques dans ces domaines. Il annonce le même jour ne pas briguer un troisième mandat et ne pas vouloir changer la Constitution sur ce point, déclarant toutefois vouloir continuer à faire profiter la Russie de son expérience.

8 septembre : signature d'un accord avec l'Allemagne pour la construction du gazoduc nord-européen à travers la Baltique destiné à alimenter l'Allemagne en gaz russe ; en décembre Gerhard Schröder, qui n'est plus chancelier, prend la tête du comité d'actionnaires de la compagnie chargée de la construction du gazoduc.

13 octobre : attaques contre des bâtiments publics revendiquées par le rebelle tchétchène Chamil Bassaïev en Kabardino-Balkarie (Causase russe) ; 135 morts

17 octobre : Gazprom prend le contrôle de Sibneft, le groupe pétrolier russe appartenant à l'oligarque Roman Abramovitch, par l'achat de 75,7% des actions du groupe ; cette transaction de 13,6 milliards de dollars, la plus importante réalisée en Russie, permet à l'État de contrôler 30% de la production pétrolière du pays.

4 novembre : instauration d'un nouveau jour férié pour commémorer la victoire des troupes russes sur les Polonais en 1612 ; ce jour remplace le 7 novembre, qui commémorait la révolution bolchévique de 1917.

23 décembre : la Douma adopte des amendements à une loi de 1995 sur le mouvement associatif qui durcissent les contrôles administratifs sur les ONG implantées en Russie.

2006

janvier : la Russie prend pour la première fois la présidence du G8 pour un an ; elle suspend les livraisons de gaz à l'Ukraine. Un compromis sera trouvé le 4 janvier : Gazprom vendra son gaz 230 dollars pour 1000 m3 à un intermédiaire, RusUkrEnergo, qui le revendra 95 dollars à l'Ukraine et la Russie augmentera la rétribution versée à l'Ukraine pour le transit du gaz : de 1,09 à 1,60 dollars pour 1000 m3 par 100 km.

5 février : un Malien est tué à l'arme blanche à Saint-Pétersbourg (assassinat d'un Camerounais en décembre 2005, d'un

étudiant sénégalais le 7 avril, d'un étudiant indien 24 septembre)

27 février : Mikhaïl Kassianov, ancien premier ministre de Vladimir Poutine, annonce la création de son propre parti politique, mais le 27 octobre le Service fédéral d'enregistrement refusera de l'enregistrer.

12 mars : élections des députés des assemblées régionales dans 68 régions de Russie

19 mai : la Russie prend la présidence du Conseil de l'Europe pour six mois

1er juillet : levée des mesures de contrôle des changes prises lors de la crise financière d'août 1998

10 juillet : confirmation par le chef du FSB de la mort du chef militaire tchétchène Chamil Bassaïev

11 juillet : ouverture à Moscou de la conférence « L'autre Russie » qui regroupe des membres de l'opposition (G. Kasparov, M. Kassianov) et des organisations citoyennes (S. Kovalev, L. Alekseeva)

15-17 juillet : sommet du G8 à Saint-Pétersbourg, consacré essentiellement aux questions énergétiques

14 septembre : le premier vice-président de la Banque centrale, Andreï Kozlov, chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent, est abattu à Moscou

7 octobre : assasinat de la journaliste Anna Politkovskaia, figure de l'opposition à la guerre en Tchétchénie, le jour de l'anniversaire de Vladimir Poutine

31 octobre : le parti des retraités, le parti de la vie et le parti de la patrie fusionnent pour former « Russie juste ». Dirigé par Sergueï Mironov, président du Conseil de la Fédération et proche de Vladimir Poutine, ce parti se présente comme une force politique de gauche, en opposition à « Russie unie ».

17 novembre : la Douma adopte un amendement supprimant les seuils minimum de participation lors des élections régionales, législatives et présidentielles (respectivement 20%, 25% et 50%).

23 novembre : décès à Londres de l'ancien agent du FSB Alexandre Litvinenko, trois semaines après son empoisonnement au polonium 210

12 décembre : Dimitri Medvedev annonce que Gazprom, dont il préside le CA, va prendre une participation de 50% dans la société exploitant le gisement de gaz de Sakhaline 2. Cette société, qui représente le plus gros investissement étranger est le seul de grande envergure dans lequel aucune compagnie russe n'est présente, les parts étant détenues par Shell (55%), Mitsui (25%) et Mitsubishi (20%). Ces trois sociétés sont accusées d'avoir causé des dommages irréversibles à l'environnement et ont réévalué le coût du projet, qui est passé de 10 à 22 milliards de dollars.

2007

janvier : « Année de la langue russe » décrétée par Vladimir Poutine

10 février : discours de Vladimir Poutine à la Conférence sur la Sécurité de Munich dénonçant la volonté d'hégémonie de États-Unis

15 février : Vladimir Poutine nomme un nouveau président par intérim en Tchétchénie, Ramzan Kadyrov

14-15 avril : la police réprime violemment les manifestations organisées par le parti d'opposition « L'Autre Russie » à Moscou et Saint-Pétersbourg dont l'un des dirigeants est Garry Kasparov

23 avril : décès de l'ancien président Boris Eltsine

mai : la Russie teste un missile longue portée et le président Poutine relance la course à l'armement tandis que les États-Unis projettent d'étendre le bouclier anti-missile en Europe de l'Est

17 mai : réunification officielle à Moscou entre le patriarcat de Moscou et l'Eglise russe hors les frontières qui avait fait sécession en 1922

12 juin : Vladimir Poutine rend visite à Alexandre Soljenitsyne dans sa maison près de Moscou pour lui remettre le prix d'État, une récompense exceptionnelle

juillet : négociations entre la Russie et la Grande-Bretagne à propos de l'extradition d'Andreï Lugovoï, ancien agent du FSB, accusé du meurtre de Litvinenko

2 août : une expédition scientifique russe plante un drapeau au Pôle Nord dont Moscou revendique la souveraineté

2 décembre : élections législatives avec un taux de participation de 63,7% - Russie Unie remporte 64,3% des voix et 315 sièges sur 450, suivie du PC à 11,5%, puis le Parti Libéral Démocrate à 8,1%, puis Russie Juste à 7,7% ; premières élections avec une représentation proportionnelle par liste.

2/ 2008-2012: Dmitri Medvedev au Kremlin, Vladimir Poutine à la Maison Blanche

2008

janvier : le British Council suspend son activité à Moscou et Saint-Pétersbourg à cause des tensions entre la Russie et la Grande-Bretagne

2 mars : élections présidentielles ; Dmitri Medvedev élu dès le premier tour avec 70 % des voix, loin devant Guennadi Ziouganov pour le parti communiste avec 17 % ; participation de 70 % ; D. Medvedev intronisé le 7 mai ; Vladimir Poutine nommé premier ministre

2-4 avril : Sommet de l'OTAN à Bucarest : l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie repoussée

mai : l'ONU soutient la Géorgie contre la Russie, accusée d'avoir abattu un drone au-dessus de l'Abkhazie, exacerbant les

tensions entre les deux pays

4 juin : remontrance sévère de Vladimir Poutine à l'oligarque Oleg Deripaska à l'usine de ciment de Pikalevo près de Saint-Pétersbourg

3 août : mort d'Alexandre Soljenitsyne

7-16 août : conflit armé entre la Géorgie et la Russie ; la Géorgie lance une offensive militaire contre les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, soutenues par la Russie qui intervient militairement en Géorgie et reconnaît l'indépendance des deux régions ; cessez le feu signé le 15 août par le président géorgien Mikhaïl Saakachvili et le 16 août par Dmitri Medvedev ; la communauté internationale ne reconnaît pas cette indépendance

septembre-octobre : la Russie est frappée par la crise financière internationale et la chute des prix du pétrole

21 novembre : adoption par la Douma d'un amendement constitutionnel déposé par Dmitri Medvedev concernant l'extension du mandat présidentiel de quatre à six ans et du mandat parlementaire de quatre à cinq ans

décembre : vote sur le héros historique le plus populaire : Alexandre Nevsky, suivi de Stolypine et Staline

2009

1er janvier : la Russie interrompt l'approvisionnement en gaz de l'Ukraine après l'échec des négociations sur les prix des livraisons et ne livre plus de gaz vers l'Union européenne à partir du 7 janvier ; reprise des livraisons le 20 janvier

27 janvier : élection du patriarche Kirill pour succéder à Alexis II décédé en décembre; né Vladimir Goundaïev le 20 novembre 1946 à Leningrad, il est intronisé le 1er février « patriarche de Moscou et de toute la Russie »

16 avril : la Russie met fin au régime d'exception en Tchétchénie instauré en 1999

7 mai : lancement du partenariat oriental de l'Union européenne lors du Sommet de Prague

6 juillet : Barack Obama et Dmitri Medvedev signent à Moscou un accord portant sur la réduction d'un tiers des arsenaux nucléaires des deux pays

16 juillet : la militante de l'ONG Mémorial, engagée dans la défense des droits de l'homme, Natalia Estemirova, est assassinée à Grozny

17 septembre : Dmitri Medvedev salue la décision des États-Unis d'abandonner le projet d'installation d'un bouclier antimissile en Europe de l'Est ; l'OTAN veut relancer le dialogue avec la Russie

9 novembre : mort dans une prison russe de Sergueï Magnitski, collaborateur du financier William Browder

octobre : la Russie et la Chine signent plusieurs accords commerciaux et financiers d'une valeur de 3,5 milliards de dollars

27 novembre : attentat sur le Nevsky Express, train reliant Moscou et Saint-Pétersbourg, revendiqué par un groupe islamiste du Caucase ; 26 morts

2010

février : face à la criminalité et à la corruption qui minent la police, Dmitri Medvedev ordonne le limogeage de plusieurs haut gradés du ministère de l'Intérieur

29 mars : double attentat dans le métro de Moscou, attribué à la rébellion islamiste du Caucase ; 39 morts

8 avril : signature du traité Start avec les États-Unis portant sur la réduction du tiers des arsenaux nucléaires

22-24 juin : première visite de Dmitri Medvedev aux États-Unis

juillet-août : de gigantesque incendies, dus à des températures caniculaires, font 52 morts ; embargo sur les exportations de blé russe suite à une baisse des récoltes due aux conditions climatiques

28 septembre : limogeage par Dmitri Medvedev de Iouri Loujkov, maire de Moscou depuis 1992

décembre : début du « Printemps arabe »

2011

janvier : attentat à l'aéroport de Domodedovo de Moscou, revendiqué par la rébellion islamiste du Caucase

17 juin : signature d'un contrat avec la France pour la vente à la Russie de deux navires Mistral pour un montant de 1,2 milliards de dollars

24 septembre : devant le congrès du parti Russie Unie, Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine officialisent la candidature de ce dernier au poste de président en 2012

4 décembre : victoire aux législatives du parti Russie Unie, dirigé par Vladimir Poutine qui l'emporte avec plus de 49% des voix - 248 sièges; parti communiste - 92 sièges ; Russie Juste - 64 sièges ; taux de participation : 60%

5-24 décembre : dénonçant de vastes fraudes, l'opposition s'engage « Pour des élections honnêtes » à l'appel de Garry Kasparov et Alexeï Navalny, un mouvement de contestation sans précédent depuis les années 1990, qui culmine le 24 décembre, avec quelque 120 000 manifestants

3 / 2012-2018 : troisième mandat de Vladimir Poutine au Kremlin

2012

21 février : arrestation des membres de Pussy Riot pour avoir chanté une prière contre Poutine dans la cathédrale de Moscou

4 mars 2012 : élections présidentielles - Vladimir Poutine élu au 1er tour avec 63,6% des voix ; taux de participation : 65,2%

5 avril 2012 : création par Alexeï Koudrine, ancien ministre des finances, du Comité des Initiatives Citoyennes

mai : « marche des millions » donne lieu à des arrestations massives place Bolotnaïa à Moscou

1er juin : entrée en vigueur de la nouvelle loi d'élection des gouverneurs au suffrage direct pour 5 ans ; promise en décembre 2011 par D. Medvedev.

juin : le mouvement de protestation prend des formes variées: Occupy, promenades, campements…

juillet 2012 : vote de la loi sur les agents étrangers pour les ONG

17 août : condamnation de deux membres du groupe punk Pussy Riot à deux ans de camp pour « incitation à la haine religieuse » et « hooliganisme » dans la cathédrale du Christ Sauveur à Moscou en février

22 août : adhésion de la Russie à l'OMC après 18 ans de négociations

septembre : un projet de loi sur la « protection du sentiment religieux » est déposé à la Douma

14 décembre : les États-Unis adoptent la loi Magnitski contre les Russes qui, selon Washington, violent les droits de l'homme (du nom de Sergueï Magnitski, mort dans une prison russe en 2009)

28 décembre : la Russie adopte la loi Dima Yakovlev inter-disant aux Américains d'adopter des enfants russes (du nom de Dima Yakovlev, un enfant russe mort aux États-Unis en 2008, oublié par son père adoptif américain dans une voiture en plein soleil)

2013

janvier : passeport russe donné à Gérard Depardieu

23 mars : Boris Berezovski est retrouvé mort dans sa maison à Sunninghill près de Londres

30 avril : l'économiste Sergueï Gouriev quitte précipitamment la Russie et s'installe en France

11 juin : une loi interdisant la propagande homosexuelle devant mineurs est adoptée par la Douma à l'unanimité moins une voix

1er août : l'ancien consultant des services secrets américains Edward Snowden, accusé d'espionnage par les ÉtatsUnis, coincé à l'aéroport de Moscou depuis un mois, obtient l'asile politique pour un an (renouvelé depuis)

28-29 novembre : Sommet européen à Vilnius réunissant les 28 États-membres et six pays du voisinage oriental

20 décembre : Mikhaïl Khodorkovsky sort de prison après avoir été gracié par Poutine ; accueilli en Allemagne

23 décembre : libération anticipée des deux membres du groupe Pussy Riot, Maria Alekhina et Nadejda Tolokonnikova

2014

7-23 février : Jeux Olympiques d'hiver à Sotchi, les plus chers de l'histoire : 37 Mds d'euros

21 février : le président ukrainien Ianoukovitch disparaît de Kiev; il est destitué par le Parlement ukrainien le 22 ; le 27 plusieurs dizaines d'hommes armés s'emparent des sièges du Parlement et du gouvernement à Simferopol et font flotter le drapeau russe

1er mars : la Douma approuve la demande de Vladimir Poutine de recourir à l'usage de l'armée en Ukraine

6 mars : le Parlement local de Crimée demande à Vladimir Poutine l'organisation d'un référendum pour le 16 mars : 96,6% pour - taux de participation : 82%

18 mars : Vladimir Poutine signe avec les nouveaux dirigeants de Crimée un accord au Kremlin devant les deux chambres du

Parlement, les gouverneurs et les membres du gouvernement qui officialise le rattachement de la Crimée à la Russie. Elle devient le 90ème sujet de la Fédération.

24 mars : la Russie est exclue du G8

20-21 mai : Vladimir Poutine à Shanghaï; il signe un accord sur les livraisons de gaz à la Chine pour 30 ans d'une valeur de 400 milliards de dollars

25 mai : Petro Poroshenko élu président de l'Ukraine

juin : la Russie suspend ses livraisons de gaz à l'Ukraine

9 juin : cinq hommes condamnés à des peines allant de 12 ans à la perpétuité pour le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa en 2006

26 juin : la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine signent un accord de partenariat avec l'UE

16 juillet : UE et États-Unis prennent des sanctions contre la Russie pour son rôle dans la crise ukrainienne; d'autres sanctions économiques adoptées le 29

17 juillet : explosion en vol d'un Boeing de la Malaysian Airlines abattu au-dessus de l'Est de l'Ukraine par un tir de missile ; 298 morts

22 juillet : nouvelle loi réprimant les manifestations non autorisées, qui peuvent coûter à leurs auteurs jusqu'à 5 ans de détention

7 août : embargo russe sur les fruits, les légumes, la viande, le poisson, le lait et les produits laitiers en provenance de l'UE et des États-Unis, Canada, Australie, Norvège

20 octobre : extension de l'embargo russe à d'autres produits agroalimentaires ; accident à l'aéroport de Vnoukovo coûtant la vie au PDG de Total, Christophe de Margerie

15 décembre : flambée des prix suite à une chute vertigineuse du rouble, qui perd 10% de sa valeur

30 décembre : l'opposant Alexeï Navalny est reconnu coupable par la justice russe de détournement de fonds au détriment d'une filiale de la société française Yves Rocher ; il est condamné à trois ans et six mois avec sursis

2015

27 janvier 2015 : Vladimir Poutine n'a pas été officiellement invité au 70ème anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz (libéré par l'Armée Rouge le 27 janvier 1945)

12 février : accords de Minsk 2 sur le conflit en Ukraine

27 février : l'opposant et ancien vice-premier ministre Boris Nemtsov est assassiné à 200 mètres du Kremlin ; plus de 70 000 personnes lui rendent hommage lors d'une grande marche le 1er mars

9 mai 1945 : 70ème anniversaire de la victoire en présence des présidents de la Chine et de l'Inde ; les autres chefs d'État ne se sont pas déplacés à Moscou ; premier défilé du « bataillon immortel »

23 juin : l'Union Européenne prolonge jusqu'à fin janvier 2016 les sanctions économiques décrétées contre la Russie pour son rôle présumé dans le conflit en Ukraine ; en retour le 24 juin Vladimir Poutine prolonge jusqu'en juin 2016 l'embargo sur la plupart des produits alimentaires occidentaux

23 septembre : inauguration de la plus grande mosquée d'Europe à Moscou, à la place de l'ancienne mosquée construite en 1904 ; après 4 ans de travaux, surface multipliée par 20, soit 19000 m2. Inauguration par Vladimir Poutine et du grand mufti de Russie en présence des présidents turc, kazakh, de l'Autorité palestinienne.

30 septembre : début de l'intervention russe en Syrie

20 octobre : le président syrien Bachar el-Assad remercie Vladimir Poutine pour son aide dans le conflit syrien lors d'une visite à

Moscou - seul déplacement d'Assad à l'étranger depuis le début de la révolution syrienne en 2011

31 octobre : un avion civil russe reliant Charm el Cheikh en Egypte à Saint-Pétersbourg s'écrase dans le Sinaï faisant 224 morts

3 novembre 2015 : Sergueï Gouriev nommé chef économiste à la BERD ; première nomination d'un Russe à la tête de la BERD

24 novembre : avion de chasse russe abattu à la frontière entre la Turquie et la Syrie ; en représailles blocus des importations de produits turcs en Russie

30 décembre : fusillade revendiquée par le groupe État islamique dans un site touristique au Daghestan ; 1 mort et 11 blessés

2016

21 janvier : conclusions de l'enquête britannique ouverte le 31 juillet 2014 sur la mort à Londres de l'ex-agent du KGB Alexandre Litvinenko en novembre 2006, qui stipulent que l'opération du FSB a « probablement été approuvée » par Vladimir Poutine

18 septembre : élections législatives ; taux de participation 47,7% ; Russie Unie l'emporte avec 54,1% des voix - 343 sièges ; parti communiste - 42 sièges ; parti démocrate libéral (LDPR) - 39 sièges

15 novembre : arrestation du ministre de l'économie, Alexeï Oulioukaïev, soupçonné d'avoir touché un pot de vin lors d'une transaction pétrolière. Condamné à huit ans de prison le 15 décembre 2017.

13 décembre : Alexeï Navalny annonce sa candidature à la présidentielle de mars 2018

19 décembre : assassinat à Ankara de l'ambassadeur russe en Turquie Andreï Karlov

23 décembre : 12ème édition de la grande conférence de presse annuelle, tenue depuis 2001

2017

8 février : Alexeï Navalny condamné une deuxième fois dans l'affaire Kirovles à cinq ans de prison avec sursis février : démissions en série de plusieurs gouverneurs de plus de 60 ans, remplacés par des plus jeunes, proches de Poutine, en vue des élections le 10 septembre 2017

mars : sortie sur internet (en russe et en anglais) d'un film produit par la Fondation de lutte contre la corruption d'Alexeï Navalny mettant en cause Dmitri Medvedev ; vu 23 millions de fois

26 mars : manifestation de grande ampleur contre la corruption organisée par Alexeï Navalny, qui a été condamné à 15 jours de détention et 20 000 roubles d'amende; selon OVD-info 36 000 à 88 000 manifestants dans 97 villes de Russie. Plus de 1000 interpellations à Moscou

3 avril : attentat suicide dans le métro de Saint-Pétersbourg - 15 morts

29 mai : visite de Vladimir Poutine en France à l'invitation du nouveau président Emmanuel Macron ;

1er - 3 juin: 21ème édition du Forum économique de Saint-Pétersbourg, SPIEF ; institué en 1997, il est organisé depuis 2006 sous le patronage et en présence du président de la Fédération de Russie

12 juin : à l'occasion de la fête nationale, nouvelle manifestation organisée par Alexeï Navalny, dans différentes villes de Russie. Ayant appelé à manifester la veille au centre de Moscou à la place du lieu qui avait été initialement prévu, il a été interpellé par la police en sortant de son domicile, puis emprisonné pour 30 jours (libéré au bout de 25) ; d'après la police il y a eu 150 interpellations à Moscou et 500 à Saint-Pétersbourg (866 et 600 selon l'ONG OVD-Info).

15 juin : 15ème édition de « Ligne directe », émission de questions/réponses de Vladimir Poutine avec ses compatriotes; 4 heures de direct et 2 millions de questions posées.

20 juin : Washington annonce le durcissement des sanctions anti-russes

juin : projection du documentaire d'Oliver Stone « Entretiens avec Poutine » à la télévision russe

28 juin: l'UE prolonge de six mois, jusqu'au 31 janvier 2018, les sanctions contre la Russie ; le 30 juin la Russie prolonge jusqu'au 31 décembre 2018 l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux

6-7 juillet : G 20 à Hambourg ; première rencontre Trump-Poutine

30 juillet : décision de réduire au 1er septembre à 455 personnes au lieu de 1210 le nombre de collaborateurs des services diplomatiques américains en Russie après les nouvelles sanctions américaines promulguées le 2 août par Donald Trump, votées par le Congrès ; touchant le secteur énergétique russe, elles visent à punir la Russie pour son ingérence supposée dans l'élection présidentielle américaine, l'annexion de la Crimée et l'ingérence en Ukraine.

22 août : arrestation du metteur en scène Kirill Serebrennikov, accusé de détournement de fonds publics

10 septembre : élections régionales dans plusieurs sujets de la Fédération de Russie ; les Démocrates Unis de Dmitri Goudkov font une percée à Moscou

5 octobre : première visite du roi d'Arabie Saoudite en Russie

7 octobre : à l'occasion de 65ème anniversaire de Vladimir Poutine manifestations dans plusieurs villes de Russie à l'appel d'Alexeï Navalny

15 novembre : adoption par la Douma d'une loi permettant de classer des médias étrangers en Russie comme « agents de l'étranger »

5 décembre : suspension du Comité olympique russe aux JO de février 2018 en Corée du Sud

6 décembre : Vladimir Poutine se déclare candidat à l'élection présidentielle pour un 4ème mandat

11 décembre : visite-surprise de Vladimir Poutine en Syrie et annonce du retrait des troupes russes

2018

18 mars : premier tour de l'élection présidentielle russe ; deuxième tour prévu le 1er avril

24-26 mai : Forum Economique de Saint-Pétersbourg auquel sont invités Emmanuel Macron et Shinzo Abe

14 juin - 15 juillet : Coupe du monde de football organisée dans 12 villes de Russie

CARTE DE LA RUSSIE



Je tiens à remercier tous ceux qui m'ont accordé leur temps pour des entretiens si riches et si francs, en Russie, en France, et ailleurs dans le monde.

Ma gratitude va aussi aux équipes des Éditions du Rocher pour leur confiance bienveillante, depuis une conversation ensoleillée de printemps jusqu'au point final.

Une reconnaissance toute particulière à Alla, Sacha et mon premier lecteur, Martin.

Table des matières

Carte de la Russie

Achevé d'imprimer par CPI,
en décembre 2017
N° d'imprimeur :

Dépôt légal : janvier 2018

Imprimé en France